

Le Monde

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16155 - 7 F VENDREDI 3 JANVIER 1997 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le froid a déjà tué
160 personnes en Europe

Crise de succession à la tête de la Banque Lazard

LAZARD, la plus prestigieuse et la plus discrète des banques d'affaires françaises, est le théâtre depuis plusieurs semaines d'une bataille au sommet pour le pouvoir. Michel David-Weill, 64 ans, le chef des trois maisons Lazard à Paris, Londres et New York, aurait reconqué à ce qu'Edouard Stern, 42 ans, devienne son successeur. M. Stern, jusqu'à présent le dauphin désigné de M. David-Weill, est également son gendre.

Au-delà des rapports dégradés entre les deux hommes, la banque fait face à une crise grave qui se résume par son incapacité à renouveler ses équipes françaises. Numéro quatre dans le monde avec près de 140 milliards de dollars (730 milliards de francs) d'opérations réalisées avec son conseil en 1996, elle se classe au premier rang en France. Mais cette place lui est ardemment disputée.

Lire page 20

France : l'automobile en 1996

Dans un marché qui a augmenté en France de 10 % en 1996, les constructeurs français n'ont pas su résister à la concurrence étrangère. p. 11

Malaise à Bercy

Victime de dysfonctionnements réels, la direction du Trésor est en crise. Une réforme de son fonctionnement est à l'étude. p. 5

L'or nazi en pays neutre

Le président de la Confédération helvétique dénonce une campagne de dénigrement à propos de l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi ». p. 4

La Légion d'honneur du 1^{er} janvier

Le Monde publie la liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur. p. 7 et 8

Table rase à la pointe du Raz

Le promontoire breton va retrouver un aspect plus sauvage. Les crèperies et les boutiques en béton attendent les bulldozers. p. 15

Le renouveau d'un musée

Le Musée des arts et traditions populaires, installé près du bois de Boulogne, veut se relever de sa poussière. p. 17

Abonnement : 3 DM ; Arabie Saoudite, 9 F ; Australie, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 148 KRON ; Pays-Bas, 2 FL ; Portugal, 200 ESC ; République tchèque, 90 F ; Suède, 90 F ; Suisse, 2,30 CHF ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

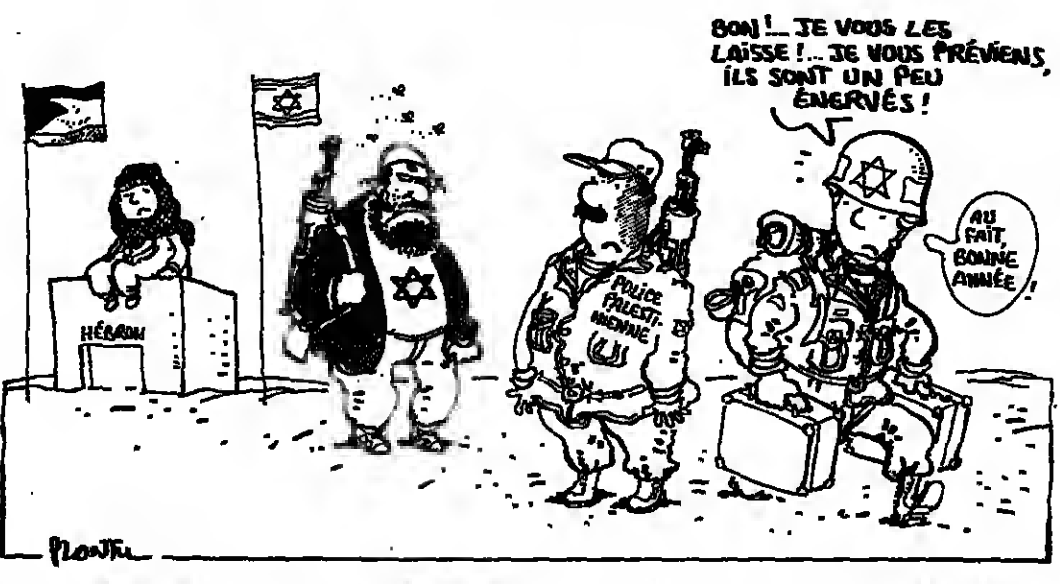
M 0147 - 103 - 7,00 F

L'attentat d'Hébron a souligné l'urgence d'un accord israélo-palestinien

Après la fusillade de mercredi, M. Nétanyahou et M. Arafat ont fait accélérer les négociations

AU LENDEMAIN de l'attentat perpétré à Hébron par un extrémiste juif, Israéliens et Palestiniens paraissent sur le point, jeudi 2 janvier, de conclure l'accord tant attendu sur le retrait partiel de l'armée de cette ville. Un tel accord marquerait la fin d'une première série de négociations entre les deux parties, Hébron étant la dernière grande cité de Cisjordanie à n'avoir pas encore été évacuée par l'armée israélienne.

Les pourparlers, sans cesse reportés par le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, ont jusqu'au moment où l'attentat a éclaté, été marqués par la liberté d'action qui serait laissée à l'armée pour assurer la protection de la petite colonie d'extrémistes juifs implantée au cœur de cette cité de quelque 120 000 Palestiniens. A en croire la radio israélienne, M. Nétanyahou et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, devaient se rencontrer jeudi soit dans le sud du pays. Personne n'osait encore avancer, jeudi matin, que les deux hommes allaient finaliser l'accord, tant l'attente a été de nombreuses fois déçue depuis plu-



sieurs semaines. Mais, d'un côté comme de l'autre, les équipes de négociateurs ont intensifié leurs discussions pour conclure ces pourparlers. L'attentat perpétré la veille par un colon, qui a ouvert le feu sur le marché central de la ville, blessant six Palestiniens, dont deux très grièvement, a souligné l'urgence qu'il y avait à trouver une solution à Hébron. Noam Friedman, l'auteur de la fusillade, un soldat de 19 ans, ultra-religieux, a déclaré ne rien regretter et avoir agi pour tor-

Lire page 2

Les derniers ortolans de François Mitterrand

témoin et résident des derniers moments. Le livre de Georges-Marc Benamou que publient le 6 janvier les éditions Pion remplit parfaitement cet office. Le récit du dernier réveillon à Latche, le 31 décembre 1995, à quelque chose d'hallucinant. Roger Hanin, son beau-frère, Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint Laurent, Danièle, son épouse, et sa sœur Christine, Henri Emmanuelli, ancien premier secrétaire du Parti socialiste, Jack Lang, confident, grand organisateur des pompes mitterrandiennes, ils sont tous là.

MASQUE FUNÉBRE Hanin a littéralement assommé tout le monde, en préambule, quand chacun attendait, guettait l'arrivée de François Mitterrand. Pour mieux prévenir que la fin était proche, cette fois-ci, il a lâché : « Vous savez, son cancer, il est ancien », répétant à plusieurs reprises l'information avant d'ajouter : « Il était déjà malade en 1981 ». Chacun comprend alors, à ce moment-là, qu'il s'agit d'une information « autorisée ».

Porté par ses fidèles gendarmes et par le

docteur Jean-Pierre Tarot, installé, ou plutôt allongé, à l'écart de la table de réveillon, l'ancien président ne vit plus que par son regard, fiévreux au milieu d'un masque funéraire. C'est l'heure de l'ultime rituel, celui des ortolans. « Le gendarme qui fait le service exhibe avec une solennité gaillarde le plat tant attendu. On vous sert la bête entière, brillante, avec ses os et ses viscères, toute chargée de son jus et de son sang. » François Mitterrand en dévore un, puis un second, avalés tout ronds à l'abri de grandes serviettes blanches.

Les uns après les autres, les membres du clan vont s'asseoir à ses côtés pour une dernière audience chuchotée. « Ça y est, je suis dévoré de l'intérieur », glisse-t-il à l'oreille de Benamou.

Indécant à force d'être indiscret, obscène à force d'être intime, glacé d'être trop proche, Benamou est d'autant plus cruel qu'il ne veut pas l'être. François Mitterrand n'avait sans doute pas imaginé ainsi cette dernière chronique.

Gérard Courtois

Lire page 6

L'OM présidé par M. Tapie aurait détourné 101 millions de francs

BERNARD TAPIE est à nouveau rattrapé par les enquêtes de la justice sur le mode du football. Rendu le 13 décembre 1996 par le juge marseillais Pierre Philippon, l'ordonnance de renvoi sur le dossier des comptes de l'OM décrit un « système de détournement » mis en place par l'ancien président du club, aux fins de corrompre les adversaires de son équipe, voire des arbitres. De 1987 à 1993, les enquêtes chiffrées à 101 millions les détournements ainsi commis.

« Pour éviter ou atténuer l'ala qui comporte nécessairement tout match de football, écrit le juge, il a fallu détourner de l'OM des fonds très importants dans le but de fausser la compétition sportive. » De forts soupçons pèsent sur la démission de coupe d'Europe remportée par l'OM, en 1991, contre le Spartak Moscou.

La saga sanglante des « Bandidos »

D'UN CÔTÉ, il y a les « Bandidos » ; de l'autre, les « Hell's Angels ». Deux bandes de motards scandinaves en guerre l'une contre l'autre, qui s'opposent à coups de fusil mitrailleur et de lance-roquettes. Un univers où la discipline hiérarchique, de fraternité d'armes et de vengeance aveugle. « C'est une résurgence des sagas islandaises, où tout tourne autour de l'honneur et du respect : on se coupe la tête les uns les autres avec autant de bravoure que de stupidité », résume l'un de leurs avocats. Le Danemark vient de voter une loi qui interdit la réunion de ces motards, les bikers, dans leurs clubs. Une enquête de Benoît Peltier.

Lire page 9

Quand Kohl et Chirac courtisent Eltsine...

A QUELQUES SEMAINES d'intervalle, Helmut Kohl et Jacques Chirac se rendent en Russie pour prendre des nouvelles de leur « ami Boris ». Le chancelier allemand rencontre le président russe samedi 4 et dimanche 5 janvier, vraisemblablement dans sa résidence de campagne de Zavidovo (à quelque 100 kilomètres au nord de Moscou), car ce sera le Noël russe ; le chef de l'Etat français, lui, est attendu à Moscou début février. Pour la première fois depuis l'élection présidentielle russe de juin-juillet et le quintuple pontage subi par Boris Eltsine, des dirigeants occidentaux s'entreprendront directement avec le maître du Kremlin.

Les visites ont lieu dans un ordre qui n'est pas nécessairement significatif d'une quelconque préséance mais elles disent assez qu'Allemands et Français sont soucieux de manifester leur intérêt pour la Russie, au début d'une année qui devrait être marquée par le premier pas concret vers l'élargissement de l'OTAN - un geste particulièrement mal vu à Moscou. Les problèmes bilatéraux ont quelque peu altéré les relations du point de vue allemand : restitution des œuvres d'art confisquées à la fin de la guerre par l'armée rouge toujours en suspens,

sort des « Allemands de la Volga » toujours incertain, déception des hommes d'affaires face au chaos économique ; alors que, du côté français, il n'y a guère que le feuilleté des emprunts russes - d'ailleurs en voie de règlement si l'on en croit le récent accord Juppé-Tchernomyrdine - qui aurait pu jeter une ombre sur les rapports Paris-Moscou.

La préoccupation principale du chancelier allemand comme du président français lorsqu'ils verront Boris Eltsine, ce sera l'avenir du Vieux Contient et l'organisation de sa sécurité. Elle se résume à deux questions qui n'ont font qu'une : comment étendre l'alliance occidentale jusqu'aux frontières de la Russie sans isoler celle-ci ? Comment intégrer la Russie dans un ordre européen sans lui donner le droit de veto qu'elle a toujours recherché sur le destin de ses voisins ?

Le temps - pas si lointain - n'est plus où, dans le triangle Paris-Bonn-Moscou, chacun allait chercher chez l'autre des assurances vis-à-vis du troisième.

Daniel Vernet

Lire la suite page 10

Lille sur l'Olympe



FRANCIS AMPE

A DIX SEMAINES de la désignation des quatre ou cinq villes qui resteront en lice dans la compétition pour organiser les Jeux olympiques de 2004, Francis Ampe, le délégué général de Lille 2004, peut compter sur un fort soutien populaire. Selon un sondage BVA, 78 % des Français soutiennent la candidature de la métropole lilloise.

Lire page 14

International	2	Aujourd'hui	14
France	5	Agenda	16
Société	6	Abonnements	16
Carnet	7	Météorologie	16
Motors	9	Mots croisés	16
Entreprises	11	Culture	17
Finances/marchés	12	Radio-télévision	19

سنة من العمل

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 3 JANVIER 1997

ATTENTAT Israéliens et Palestiniens menaient une course contre la montre, jeudi 2 janvier, pour conclure un accord sur la ville d'Hébron, au lendemain de l'attentat an-

ti-palestinien perpétré dans cette ville par un extrémiste juif. ● LE PREMIER MINISTRE israélien, Benjamin Nétanyahou, et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat,

devaient, selon le médiateur américain, Dennis Ross, se retrouver jeudi à Erez, près de la bande de Gaza, pour tenter de finaliser l'accord qui doit voir l'armée israélienne se reti-

rer partiellement de la dernière des grandes villes de Cisjordanie où elle est encore présente. ● LES CONDAMNATIONS ont été quasi unanimes en Israël pour dénoncer

l'attentat commis, mercredi, par le soldat Noam Friedman. Celui-ci a ouvert le feu sur le marché central et blessé six Palestiniens, dont deux sont très grièvement atteints.

Israéliens et Palestiniens négocient sous la pression des extrémistes

Au lendemain de l'action terroriste perpétrée par un colon à Hébron, M. Nétanyahou et M. Arafat mettaient les bouchées doubles pour s'entendre sur le retrait partiel de Tsahal de cette ville de Cisjordanie

JÉRUSALEM

de notre correspondant
L'incident au cours duquel un conscrit israélien, Noam Friedman, a délibérément blessé six Palestiniens, mercredi 1^{er} janvier à Hébron (Le Monde du 2 janvier), a poussé les négociateurs palestiniens et israéliens à intensifier leurs pourparlers pour parvenir à un accord sur l'évacuation de la ville des Patriarches.

Le coordinateur américain du processus de paix, Dennis Ross, a

sacré à Hébron aura en tout cas prouvé l'absence d'arrangements de sécurité, aussi ponctuels soient-ils, dans le contexte explosif d'Hébron, dès lors que des extrémistes des deux camps ne demandent qu'à torpiller toute possibilité de coexistence.

Ce serait plutôt sur la suite à donner au processus d'Oslo que subsisteraient les principales divergences. M. Arafat réclame un engagement sur des dates précises pour les trois retraits partiels de

l'armée israélienne, à eu le temps de vider un chargeur sur les passants et les marchands avant d'être maîtrisé par un autre soldat, Avi Buliska. Pendant que ce dernier le maintenait cloué au sol, Friedman tentait encore d'introduire un deuxième chargeur dans son fusil M16. Deux des six Palestiniens blessés le seraient gravement, mais leur vie n'était pas en danger.

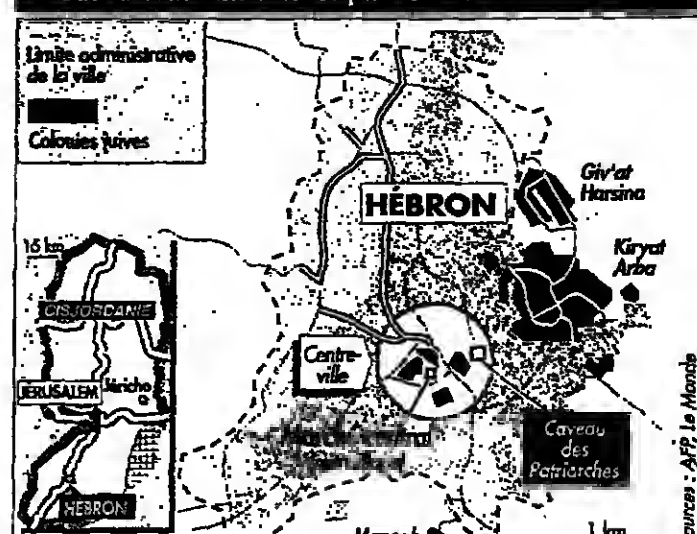
EMULE DE GOLDSTEIN

Friedman a affirmé ne rien regretter et avoir agi par conviction et pour « le bien d'Israël ». Cet emule de Baruch Goldstein (qui avait massacré vingt-neuf Palestiniens en février 1994 au cimetière des Patriarches) subissait manifestement l'effet du défilé de Tsahal à Hébron que le chef de l'Autorité palestinienne et le premier ministre israélien s'apprêtent à conclure.

Avant d'être à une école talmudique, originaire de l'implantation juive de Maaleh Adoumim, à l'est de Jérusalem, le jeune fanatique a affirmé être « complètement normal ». Mais des personnes l'ayant côtoyé l'ont décrit comme quelqu'un de « particulièrement dérangé ». Un psychologue de sa yeshiva aurait conseillé qu'il ne soit pas enrôlé. Yossi Bellin, l'un des dirigeants de l'opposition travailliste, a déclaré : « Je ne peux pas croire que Tsahal ait enrôlé quelqu'un de déséquilibré. Tous ces assassins, les Baruch Goldstein, les Igal Amir, les Noam Friedman sont fous à postériori. Mais avant, ils étaient des hommes normaux, c'est pourquoi je ne peux voir en lui un simple fou. »

Pendant que les Palestiniens évacuaient les blessés, les forces de sécurité israéliennes ont conjugué leurs efforts avec ceux de la police palestinienne pour calmer les esprits et empêcher un embrasement. Tsahal a décrété pendant quelques heures le couvre-feu sur le marché, tandis qu'un ballet de

Six Palestiniens blessés par un Israélien à Hébron



bauts responsables de la sécurité israéliens et palestiniens se déplaçaient à proximité des lieux de l'incident. Le responsable des services de sécurité palestiniens en Cisjordanie, le colonel Jibril Rajoub, a veillé strictement à éviter toute escalade. Le chef d'état-major israélien, Amnon Shabak, qui participait à une réunion avec des colons juifs d'Hébron, l'a quittée bouillonnant de colère après qu'un des responsables des colons, le rabbin Moshé Levinger, y eut déclaré

« ressentir de la répugnance pour Tsahal ».

Quelques heures après l'attentat, les premières réactions palestiniennes et israéliennes mettaient en évidence une volonté partagée de ne pas laisser l'acte de Noam Friedman saboter le délicat processus de négociations en cours. « D'après les premiers rapports qui me sont parvenus, a déclaré M. Nétanyahou, il apparaît que ce crime a été commis par quelqu'un qui essayait de faire obstruction à l'accord imminent sur Hébron, quelqu'un qui d'ailleurs n'était pas de la ville d'Hébron. Je crois que l'accord sur lequel nous avons travaillé depuis plusieurs mois a été conçu pour éviter précisément ce genre de violence (...). La voie de la paix est la seule à nous garantir que nous parviendrons à la sécurité et la coexistence. »

SIGNER « LE PLUS VITE POSSIBLE »

Unanime, la classe politique israélienne a condamné l'attentat. Yossi Sarid, le chef du parti de gauche Meretz, a estimé qu'il fallait signer l'accord sur Hébron « le plus vite possible ». M. Bellin a reproché au premier ministre d'avoir gaspillé six mois pour appliquer l'accord et d'avoir ainsi préparé le terrain à des attentats comme celui de Noam Friedman.

Hormis le Mouvement de la résistance islamique Hamas, qui a appelé à la vengeance, les réactions palestiniennes ont été modérées. Pour Ahmad Tibi, conseiller de M. Arafat, cet attentat montre que « ce sont les Palestiniens qui doivent être défendus ». « Je condamne cet acte, mais nous ne devons pas nous précipiter à ces assassinats le plaisir d'arrêter le processus entre nos deux peuples », a estimé le colonel Rajoub. Pour Ziyad Abu Ziyad, membre du Conseil législatif palestinien, l'incident démontre que « la seule solution est d'évacuer les colons d'Hébron ». (AFP)

Bill Clinton : « Un acte lâche »

Le président américain, Bill Clinton, a demandé à Yasser Arafat d'intensifier ses efforts pour conclure rapidement l'accord avec Israël sur Hébron, après la fusillade au cours de laquelle six Palestiniens ont été blessés dans cette ville par un soldat israélien. « Je lui ai seulement dit : cela montre que plus la négociation dure, plus elle est délicate. Il faut que vous intensifiez vos efforts et que vous en finissiez », a déclaré M. Clinton.

Selon un communiqué publié par la Maison Blanche, le président s'est dit « indigné et outragé » par cet « incident », lors d'une communication téléphonique avec le dirigeant palestinien auquel il a présenté ses condoléances : « Le président condamne cet acte lâche, qui visait manifestement à rendre plus difficile la conclusion d'un accord (sur Hébron). La meilleure réponse à ce geste devrait être pour les deux parties de venir à bout des divergences qui subsistent et d'avancer dans la route tâche de créer une paix durable entre Israéliens et Palestiniens. » (AFP)

travaillé toute la soirée, à la résidence de l'ambassadeur américain, Martin Indyk, à Herzliya, au nord de Tel Aviv. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), le bras droit de Yasser Arafat, et Yasser Abbed Rabbo, le ministre palestinien de l'Information, ont eu des entretiens marqués par la présence israélienne de la défense, Itzhak Mordechai, avec pour objectif de régler les derniers points en suspens et d'ouvrir la voie à une rencontre prochaine entre MM. Arafat et Nétanyahou. M. Ross a déclaré à la radio israélienne que cette rencontre devait avoir lieu au plus tard jeudi.

La tentative de Noam Friedman de provoquer un nouveau mas-

Tsahal en Cisjordanie, prévus après le réajustement à Hébron. Il en exige d'autres sur la libération de prisonniers palestiniens, l'ouverture d'un passage entre Gaza et la Cisjordanie et l'ouverture de l'aéroport à Gaza. Selon les premières indications, la partie palestinienne n'a pas profité de l'incident d'Hébron pour introduire de nouvelles demandes.

Ce n'est que grâce à la lucidité d'un jeune sous-lieutenant de l'armée israélienne et à la rapidité de sa réaction qu'un massacre a été évité, au marché de légumes de la rue Chouhada, à Hébron. Friedman, un conscrit de vingt-deux ans qui servait depuis sept mois dans

La presse rend hommage aux dirigeants des deux camps

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Benjamin Nétanyahou et Yasser Arafat, mais aussi le sous-lieutenant Avi Buliska qui a maîtrisé le terroriste Noam Friedman, ont eu droit, jeudi 2 janvier, aux louanges de la presse israélienne. Pour Naboum Barnea, éditorialiste du quotidien à grand tirage *Yedioth Aharonoth*, « Israël doit beaucoup » à l'officier qui s'est exercé sur la population. Hier, en tout cas, il a passé l'examen avec succès, estime-t-il. Contrairement à ce qui s'est passé au moment des troubles déclenchés par l'ouverture du tunnel du Mont du Temple en septembre, quand M. Nétanyahou avait « hésité entre sérénité et panique », cette fois-ci le premier ministre israélien a « agi vite et bien », estime Naboum Barnea, aux yeux de qui « l'essentiel, c'est que, cette fois-ci, le gouvernement israélien a coopéré avec les palestiniens plutôt que d'aller contre eux ».

Sous le titre « Les mauvaises herbes prolifèrent », le journal indépendant *Haaretz* s'inquiète du risque de voir des assassins mus par des objectifs politiques devenir des héros aux yeux des extrémistes, et leurs actes source d'inspiration pour d'autres. Le journal se

félicite du fait que les dirigeants des deux camps aient rapidement condamné l'attentat, contribuant largement à éviter un embrasement. « La longue période de cavalcade dans laquelle est embourbée la négociation (...) facilite la tâche des éléments hostiles » qui souhaitent saboter le processus de paix, ajoute-t-il.

UNE MARQUE D'INFAMIE

Pour le quotidien populaire *Maariv*, « Yasser Arafat est en droit de demander à « Bibi » Nétanyahou pourquoi l'accord sur Hébron ne se soude que de la sécurité des juifs dans la ville ». Noam Friedman est comme Baruch Goldstein un « fanatique religieux qui tire de sang-froid sur ses victimes ». Bien qu'il n'ait pas réussi à tuer, son acte est, d'un certain point de vue, « plus grave » : Friedman porte l'uniforme d'un soldat effectuant son service et, de la sorte, il a infligé à Tsahal « une marque d'infamie indélébile », commente l'éditorialiste.

Maariv loue toutefois la réaction de M. Nétanyahou qui a appelé M. Arafat au téléphone, condamné l'attentat et présenté ses excuses. « Arafat a compris qu'un déchaînement à Hébron ne se soude que de la sécurité des juifs dans la ville », conclut *Maariv*. (Interim)

Le massacre de vingt-neuf Palestiniens en février 1994

LE 25 FÉVRIER 1994, un colon

juif d'Hébron, Baruch Goldstein, armé d'un fusil automatique, avait mitraillé à bout portant des fidèles musulmans en prière au cimetière des Patriarches, bien saint pour les juifs et les musulmans. Vingt-neuf Palestiniens avaient été tués, avant que Goldstein ne soit lui-même tué par la foule.

Tout comme l'attentat de mercredi, la tuerie avait été à l'époque vigoureusement dénoncée par le gouvernement travailliste israélien, dirigé par Itzhak Rabin. Mais, au-delà de ces dénonciations, les autorités s'étaient abstenues de frapper sévèrement les milieux extrémistes juifs, qui appelaient ouvertement à la violence anti-arabe et accusaient le gouvernement de trahison. L'affaire fut présentée comme un acte de folie meurtrière, commis par un individu isolé. Une commission d'enquête d'Etat devait conclure, cinq mois plus tard, à la seule respon-

sabilité de Goldstein et blanchir le gouvernement, l'armée et les autres colons.

Le cabinet israélien, qui, juste après le massacre, avait envisagé d'évacuer l'implantation juive au cœur d'Hébron, au moins en partie, y avait renoncé par crainte de l'opposition de droite. Il avait de même renoncé à désarmer les colons, y compris des activistes fichés.

AUCUNE FATALITÉ

Aujourd'hui, la tombe de Goldstein, soigneusement entretenue, à Kiryat Arba, la colonie voisine d'Hébron, est devenue un lieu de pèlerinage pour les extrémistes. Un livre à la gloire de Goldstein circule sous le manteau. Vingt et un mois après la tuerie d'Hébron, Igal Amir, admirateur de Goldstein, frappait au sommet de l'Etat, en tuant Itzhak Rabin à bout portant, pour empêcher à tout prix, encore une fois, un re-

trait d'Hébron. La justice n'a puni qu'Amir, son frère et un autre complice, laissant dans l'ombre tous ceux qui, dans les milieux de l'extrême droite religieuse et des colons, avaient ouvertement appelé à l'élimination de Rabin.

Noam Friedman, comme Goldstein et comme Amir, a voulu torpiller par un acte sanglant, mercredi 1^{er} janvier, un accord en vue avec les Palestiniens. Comme pour Goldstein, les autorités israéliennes, censées veiller à la sécurité de tous les habitants d'Hébron, juifs ou arabes, ont été incapables de prévenir son acte. « Cet acte prouve que des colons sont prêts à tout pour saboter le processus de paix », a déclaré le politologue israélien Zeev Sternhell. « Il n'y a aucune fatalité, mais simplement une impuissance manifeste des autorités, qui sont perpétuellement surprises par ce genre d'actions », a-t-il souligné. (AFP)

Les opposants interpellés au Liban ont été relâchés, à l'exception d'un journaliste

QUELLES QUE SOIENT les en-

traves aux libertés qui vaient en s'accroissant au Liban, le pays du Cèdre garde encore une soupape assez efficace : l'information y circule vite, et de multiples formes de protestation s'ensuivent, qui sont autant de garde-fous contre une dérive autoritaire.

Toutes les personnes interpellées récemment dans ce pays pour activités anti-syriennes avaient été libérées à la veille du Nouvel An, à l'exception d'un journaliste du quotidien indépendant *El Nahar*. Pierre Attallah est accusé de « contact avec des agents pro-israéliens », selon le procureur général de la République Adnan Addoum. Le journaliste est également ac-

cusé d'avoir « tenté de porter atteinte aux relations entre le Liban et un pays frère [la Syrie], ainsi qu'à l'armée libanaise, par la distribution de tracts ». Le juge d'instruction militaire a émis mardi un mandat d'arrêt contre lui.

Les interpellations de dizaines de Libanais étaient consécutives à un attentat contre un minibus syrien qui a fait un mort et quatre blessés, le 18 décembre, dans la banlieue nord de Beyrouth, à majorité chrétienne. À la faveur de cet attentat furent révélées d'autres actions dirigées contre les forces syriennes au Liban. Un tract critiquant violemment la présence syrienne a été saisi après Noël. Signé par une organisation jusque-là

inconnue, Génération en révolte - La jeunesse de l'avenir, il appelait à « l'unité et à la révolte contre les étrangers et contre la situation tragique » qui prévaut dans le pays. Conçu comme un pont pour de revendications en tout genre, le tract qualifiait aussi le gouvernement de Rafic Hariri d'« affameur ».

L'ÉTAT JUIF SUSPECTÉ

Début novembre, un communiqué signé « la Résistance chrétienne au Liban » dressait un véritable réquisitoire contre « le pouvoir libanais mis en place par l'occupant syrien » et dénonçait « les assassinats, arrestations, tortures et intimidations » pratiqués, selon ses auteurs, par le gouverne-

ment libanais contre les opposants.

Les autorités libanaises et syriennes sont convaincues qu'Israël est l'ordonnateur des activités anti-syriennes au Liban. L'Etat juif rendrait ainsi la monnaie de sa pièce à la Syrie, soupçonnée d'encourager la guérilla que le Hezbollah chite libanais livre à l'armée israélienne qui occupe le Liban sud.

Outre le patriarche maronite, Nasrallah Sfeir, et l'évêque grec-orthodoxe, Elias Audeh, qui ont dénoncé les conditions illégales dans lesquelles les interpellations ont été faites, et la quasi-chasse aux sorcières à laquelle se sont livrées les forces de sécurité liba-

naises dans les rangs de l'opposition chrétienne, le syndicat des journalistes s'est mobilisé pour porter sa contribution à la défense de M. Attallah.

Un député de l'opposition, Boutros Harb, a demandé au gouvernement de s'expliquer aussi bien sur les raisons des interpellations que sur les conditions dans lesquelles elles ont été opérées. C'est le seul moyen, a-t-il dit, de « rassurer l'opinion publique et d'apaiser ses interrogations et ses craintes quant aux libertés publiques ». M. Harb, par ailleurs avocat, assure la défense de M. Attallah, lequel, selon un communiqué publié par le syndicat des journalistes, a démenti les accusations portées

contre lui. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ou des libertés ont aussi dénoncé les méthodes de la police et interpellé les autorités à propos d'informations sur l'exercice de la torture et de mauvais traitements lors des interrogatoires.

Reporters sans frontières, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Middle East-Watch, Droits humains-Liban, ont dénoncé ces pratiques comme contraires au code pénal libanais et à la Constitution. La FIDH a réclamé une nouvelle fois mercredi la libération de M. Attallah.

M. Na.

Le gouvernement sud-coréen se prépare à un début d'année « chaud » sur le plan social

Séoul reste prisonnier des vieux réflexes autoritaires

Plusieurs milliers d'ouvriers et d'étudiants se sont affrontés, mercredi 1^{er} janvier, à la police anti-émeutes, dans les rues de Séoul, lors de

manifestations organisées pour protester contre une nouvelle législation sur le travail. Le Parlement a récemment voté une loi

facilitant notamment les licenciements, et une autre augmentant les pouvoirs de la police secrète.

TOKYO

De notre correspondant
Dans son discours à la nation pour le Nouvel An, le président Kim Young-sam a déclaré, mercredi 1^{er} janvier, que 1997 serait « une année charnière pour le pays dans son aspiration à devenir une nation de premier plan ». « Des tâches lourdes et douloureuses nous attendent », a-t-il ajouté, souhaitant que « 1997 soit aussi l'année de la réconciliation ». Il n'est pas certain qu'en dépit du tour d'exaltation nationaliste qu'il a donné à son discours (« Nous sommes une grande nation (...), une nation Phoenix qui s'est dégoûtée de la pauvreté et de l'autoritarisme », le président soit entendu par une partie de ses concitoyens.

Le début de la nouvelle année s'annonce « chaud » sur le plan social. La grève générale (la première d'une telle ampleur dans l'histoire du pays) lancée à la fin de la semaine dernière a été suspendue pour les fêtes, mais les dirigeants syndicaux ont annoncé que l'« offensive reprendrait avec plus de vigueur et de détermination » début janvier.

Les syndicats regroupent 1,7 million de travailleurs des secteurs privé et public. Mais l'une des confédérations, la Confédération coréenne des syndicats (KCTU, en anglais), qui rassemble 500 000 adhérents, n'est pas reconnue par les autorités. Seule l'est la plus importante, la Fédération des syndicats coréens (FKTU). Toutes deux demandent l'abrogation de la loi sur le travail récemment votée, qui facilite les licenciements et interdit jusqu'en l'an 2000 la création de nouveaux syndicats, laissant par conséquent la militante KCTU dans l'illégalité.

Une grève prolongée risque d'affecter profondément une économie qui, en dépit de ses performances (6,9 % de croissance en 1996), connaît un préoccupant accroissement de son déficit commercial. Une réforme de la législation du travail est nécessaire à plusieurs points de vue. La démocratisation entamée au printemps 1987 s'est traduite par une flambée de revendications ouvrières longtemps étouffées par les régimes autoritaires. Les augmenta-

tions de salaire considérables obtenues en dix ans ont fortement entamé la compétitivité des industries exportatrices, dont les coûts salariaux sont désormais plus élevés que ceux de Taiwan ou de Singapour.

L'adhésion de la Corée du Sud à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) oblige à accélérer la déréglementation, et les industriels souhaitent retrouver une flexibilité dans la gestion du marché du travail en ouvrant une brèche dans le sacro-saint principe de l'« emploi à vie ». Si la Corée a un taux de chômage faible (2 %), c'est essentiellement en raison des protections dont bénéficient les salariés, estimant les économistes.

Pertes d'emplois

En d'autres termes, si la nouvelle loi est maintenue dans sa forme actuelle, les Coréens doivent se préparer à connaître un chômage plus élevé. Selon une hypothèse de l'Institut coréen pour la politique économique, la levée des protections tarifaires sur une cinquantaine de produits afin de correspondre aux normes de l'OCDE se traduira par une diminution de 5 % à 12 % des productions locales concernées et la perte de 170 000 à 405 000 emplois.

Mais l'entrée de la Corée du Sud à l'OCDE crée aussi de nouvelles contraintes en termes de législation du travail auxquelles le gouvernement devra tôt ou tard souscrire.

Le monde ouvrier coréen a payé un lourd tribut à l'essor remarquable de l'économie nationale. Pendant des décennies, il a « trimé » sans motif digne de la menace de la répression ; l'immolation par le feu en 1971 d'un jeune ouvrier à Séoul pour protester contre les conditions de vie de ses homologues a été la tragique illustration de cette situation. Avec le repli des régimes autoritaires à partir de 1987, le « couvent » a brusquement sauté et les ouvriers ont demandé le ciel ; et dix ans plus tard, ils ont augmenté en moyenne de 19 % par an.

Ces dernières années, un gouvernement qui se réclamait pourtant des principes démocratiques a renoué progressivement avec les vieilles méthodes : en 1993, lors d'une grève, la police anti-émeutes a « délogé », par exemple, les usines Hyundai, et soixante syndicalistes furent arrêtés. Il y avait actuellement en prison autant de syndicalistes (inculpés d'infractions de droit commun) que

du temps des généraux-présidents. Le compromis n'est pas dans la culture politique coréenne et le premier président démocratiquement élu, M. Kim Young-sam, semble avoir rapidement oublié qu'il fut un opposant victorieux de l'autoritarisme du pouvoir. Les Coréens jouissent assurément aujourd'hui de libertés qu'ils n'ont jamais eues. Mais le pouvoir n'est guère tolérant. Dans la foulée de la loi sur le travail votée en l'absence de l'opposition, une autre a été adoptée qui renforce le pouvoir des services de renseignements de la KCIA. Et les syndicalistes craignent que cette loi ne soit utilisée contre eux. Contrairement à ce qu'il avait promis lors de sa campagne électorale, le président Kim n'a pas abrogé la loi sur la sécurité nationale qui fut autrefois l'instrument de l'arbitraire du pouvoir.

CALCULS PRÉSIDENTIELS

Le président Kim ne devrait donc pas jouer la carte de la conciliation et de la tolérance : son mandat s'achève dans un an, et il est surtout soucieux de se ménager la droite – afin d'essayer de prévenir un « retour de bâton » pour les « avanies » qu'il a fait subir à ses deux prédécesseurs – le jour où il ne sera plus au pouvoir.

Après les étudiants contestataires, qualifiés d'« agents du Nord », qui furent victimes d'une répression digne des régimes précédents lors des manifestations, ce sont les ouvriers auxquels s'adresse le gouvernement. Le président Kim a eu jusqu'à présent un atout : les contestataires, qu'ils soient étudiants ou aujourd'hui syndicalistes, n'ont pas la sympathie de l'opinion publique. Mais cette dernière sera-t-elle aussi indifférente si les autorités brisent le mouvement par la force ? Leur réponse à cette montée de ferveur sociale sera aussi significative de l'état de la démocratie en Corée du Sud que les spectaculaires condamnations des ex-général-présidents Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo pour le putsch militaire de décembre 1979 et des affaires de pots-de-vin de grande ampleur.

Philippe Pons

L'OCDE prévoit une croissance de 1,5 % au Japon en 1997

LORSQUE L'ACTIVITÉ économique est languissante, et qu'en outre le niveau général des prix baisse, il est bien peu judicieux de maintenir des taux d'intérêt élevés. Ne parvenant pas à émerger de la récession qui l'affecte depuis le début des années 90, le Japon a progressivement assoupli le crédit, ramenant le taux de l'escompte à 0,5 % seulement. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pourtant peu réputée pour son goût du laxisme monétaire, recommande, dans son étude annuelle sur le Japon parue le 2 janvier, le maintien d'une politique monétaire souple.

En dépit d'un important excédent de la Sécurité sociale, et d'un faible taux de chômage (celui-ci

o'a pas, ces dernières années, dépassé 3,5 % de la population active), les finances publiques nippones sont lourdement déficitaires. Le déficit cumulé des administrations centrales et des collectivités locales aurait atteint 7 % du produit intérieur brut (PIB) au cours de l'exercice 1996.

LA CHASSE AUX DÉFICITS

Avec une dette publique avoisinant 90 % du PIB, Tokyo dépasse de loin la limite maximum de 60 % fixée pour les pays désirant adhérer à l'Union économique et monétaire européenne. L'OCDE compte sur l'amélioration de la conjoncture pour permettre au gouvernement de diminuer ses dépenses publiques exceptionnelles, et de

supprimer les réductions temporaires d'impôt sur le revenu.

Le projet de budget adopté par le gouvernement, fin décembre, confirme le relèvement de la TVA de 3 % à 5 %, autre mesure préconisée par l'OCDE. Ce projet, portant sur l'exercice 1997 (qui débute le 1^{er} avril), sera discuté par le Parlement ces prochains semaines. Placé sous le signe de l'austérité, avec une progression des dépenses de 3 % seulement, il a été très mal accueilli par les marchés financiers. La Bourse de Tokyo a ainsi terminé le mois de décembre à ses plus bas niveaux de l'année, l'indice Nikkei perdant au total 6 % en 1996, pendant que Wall Street gagnait... près de 30 % ! En choisissant de s'attaquer au-

jourd'hui de front à ses déficits publics, le gouvernement japonais fait un véritable pari sur la solidité de la reprise, qui, pour être durable, ne pourra reposer seulement sur la demande publique, et ne sera sans doute plus aidée par la dépréciation du yen. Le projet de budget prévoit un taux de croissance de 2,5 % cette année, alors que l'OCDE table sur 1,5 % seulement. Il suffirait que les prix de l'énergie augmentent fortement, que les performances à l'exportation se détériorent, ou que l'austérité budgétaire déprime trop la consommation pour que ces prévisions se révèlent exagérément optimistes.

F. L.

Les Nippons prennent peu de vacances, mais ils ont le sens de la fête

TOKYO

De notre correspondant

Sur cent vingt-quatre millions de Japonais, quatre-vingt-six millions se seront rendus aux temples bouddhiques ou aux sanctuaires shintoïstes (religion autochtone, sorte d'animisme) pour célébrer la nouvelle année entre la nuit du 31 décembre et le 3 janvier. Le nombre ne varie guère d'une année sur l'autre et, quelles que soient la conjoncture économique ou les mutations sociales, O-shogatsu, le Nouvel An, qui au Japon se fête pendant trois jours en famille, un peu comme le jour de Noël en Occident, reste le grand tournant du cycle du temps.

Croyances et traditions se confondent dans une fête qui est avant tout un rite du renouvellement. Tout, des maisons aux voitures, a été nettoyé pour bien accueillir la nouvelle année. Quelle que soit sa date de naissance, chaque Japonais se considère ce jour-là comme d'un an plus âgé.

Comme partout, on souhaite pour ses proches le bonheur, la chance, la santé. Et le meilleur moyen d'être exaucé n'est-il pas de se

tourner vers les myriades de divinités du shinto ou les bouddhas ? A minuit, le 31 décembre, les cloches des temples ont sonné cent huit coups pour chasser les « cent huit mauvaises pensées », et les foules ont commencé à affluer pour secouer la cloche au bout de sa grosse corde devant l'autel, frapper trois fois dans les mains et, la tête inclinée, faire silencieusement un vœu. Après avoir déposé une offrande en argent, on en répartira avec la flèche en bambou pour combattre les démons. Des femmes portent un kimono et, dans le silence de la nuit, bruisent les pas sur le gravier.

A Tokyo, le sanctuaire Meiji reçoit chaque Nouvel An 3,5 millions de visiteurs. Certains sanctuaires sont connus pour être les lieux où l'on a le plus de chances qu'un vœu précis soit exaucé : la fortune, la réussite à un examen ou un bon mariage. Dans ces deux derniers cas, les magazines féminins fournissent des bonnes adresses... Pour ceux qui demandent « simplement » un peu de chance, on est sûr de ne pas se tromper avec les sept dieux du bonheur. Ils sont si populaires qu'un temple qui leur est dédié n'est jamais bien loin.

Un autre grand rite du Nouvel An nippon est l'envoi des cartes de vœux. Cette coutume, qui remonte à la période de Heian (794-1185), a pris des proportions énormes : depuis 1949, la poste émet des cartes de vœux avec un numéro qui permet de participer à une loterie. Et, cette année, 4,7 milliards de cartes auront été délivrées avec ponctualité le 1^{er} janvier au matin... soit 32 par Japonais. Les traditions se perdent aussi. Par économie, de plus en plus d'entreprises renoncent aux cartes de vœux. Dans le passé, c'était une débauche : 30 000 cartes pour un fabricant de pièces détachées automobiles, 100 000 pour Tokyo Gaz... Elles ont été remplacées, cette année, par une publicité dans les grands quotidiens. Mais l'esprit festif du grand rite du renouvellement, lui, n'est pas entamé : tout au long de décembre ont eu lieu des « parties » pour « oublier l'année qui s'achève » et, en janvier, elles célèbrent cette fois l'« année qui s'ouvre ». Les Japonais prennent peu de vacances, mais ils ont le sens de la fête.

Ph. P.

La Birmanie soupçonnée de tirer des profits croissants du trafic de drogue

La production d'opium aurait doublé depuis 1988

BANGKOK
De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le procès de l'héroïne, dont la Birmanie est le premier producteur mondial, pourrait l'emporter, en 1997, sur celui du non-respect des droits de l'homme dans ce pays. L'armée birmane, qui a repris le pouvoir à Rangoun en 1988, est en effet de plus en plus soupçonnée, malgré ses démentis répétés, de tirer des recettes, directes ou indirectes, d'un florissant trafic de drogues dures à base d'opium.

Se fondant sur des clichés recueillis par satellite, Washington estime que la récolte d'opium en Birmanie est passée de 2 350 tonnes en 1994-1995 à 2 560 tonnes en 1995-1996, ce qui représente plus de 250 tonnes d'héroïne, soit « 56 % du potentiel de production mondiale et plus de vingt fois la demande totale américaine », selon Barry McCaffrey, chargé du contrôle des drogues à la Maison Blanche. Et outre, la production birmane d'opium a doublé depuis 1988 et la récolte de 1996-1997 s'annonce supérieure à la précédente en dépit des affirmations de Rangoun selon lesquelles des millions de dollars ont été affectés à la reconversion des champs de pavots.

Un rapport, publié l'an dernier par l'ambassade américaine à Rangoun, estime que les exportations birmanes de drogue « semblent valoir autant que les exportations légales du pays », dont le montant a été évalué, en 1995, à 850 millions de dollars (soit 4,4 milliards de francs). D'autres sources affirment que les exportations officielles birmanes ont baissé de 28 % pendant les cinq premiers mois de 1996 par rapport à la période équivalente de 1995, alors que les importations continuent d'augmenter fortement, creusant un déficit de la balance commerciale déjà estimé à 450 millions de dollars en 1995.

Les réserves de devises de l'Etat birman auraient, du coup, fondu, passant de 344 millions de dollars en mai 1996 à 282 millions de dollars deux mois plus tard, soit l'équivalent de deux mois et demi d'importations. Cette pénurie de devises serait à l'origine d'une flambée passagère des prix du pétrole début septembre à Rangoun : une compagnie japonaise ayant suspendu ses livraisons de pétrole à la suite de retards de paiement, les autorités birmanes ont commandé des livraisons d'urgence à leur voisin thaïlandais.

En outre, les cessez-le-feu provisoires conclus depuis 1989 par la junte de Rangoun avec des ethniques qui produisent de l'opium et de l'héroïne, notamment les Was dans le nord, n'ont apparemment pas abouti à une réduction du trafic. De même, l'accord passé en janvier 1996 avec Khun Sa, le baron shan de la drogue, n'a perturbé le marché que pendant quelques mois. L'une des explications est que les filières de l'héroïne se sont diversifiées depuis déjà deux ou trois ans, notamment à travers le sud de la Chine, et même le Vietnam et le Cambodge. L'autre serait que le trafic de drogue rapporte trop à trop de gens.

Le recyclage, en Birmanie, de l'argent de la drogue est beaucoup moins connu, même si la ruine attribue la propriété de certains hôtels de Rangoun à des barons de l'opium. L'une des filles de Khun Sa a été relâchée sous caution, en septembre à Hongkong, dans l'attente d'une enquête sur l'origine de l'équivalent de 4 millions de dollars trouvés en sa possession.

Dans un commentaire publié le 21 novembre dernier par la Far Eastern Economic Review de Hongkong, Robert Gelbard, secrétaire d'Etat adjoint américain, s'est étonné de la présence de « huit ministres » birmanes aux côtés du « Who's Who » du trafic birman de la drogue lors du mariage, à Rangoun en mars, du fils de Lo Hsing Han, qui gère les affaires de son père, lequel a été l'un des rois

du « Triangle d'or », au même titre que Khun Sa, son concurrent le plus connu.

La junte dément tout blanchiment de l'argent de la drogue sur son territoire. Néanmoins, une compagnie d'Etat semble faire, à ce sujet, l'objet de soupçons croissants à l'étranger : Myanmar Oil & Gas Enterprise (MOGE). Par son intermédiaire, l'Etat birman aurait acheté des armes, notamment vingt-quatre hélicoptères de seconde main à la Pologne. Cette société est soupçonnée d'être une « lessiveuse » de l'argent de la drogue, a rapporté le magazine américain The Nation dans ses éditions du 16 décembre.

Dans le projet controversé d'exploitation de Yanada et de construction d'un gazoduc reliant ce champ gazier off-shore, par mer et terre, au golfe de Thaïlande, MOGE est le partenaire birman de Total (opérateur, 31,24 % des parts), de l'américain Unocal (28,28 %) et du pétrolier thaïlandais PTT (25,5 %). A ce titre, MOGE a encaissé ce qui correspond à un droit d'entrée de 15 millions de dollars. Mais les achats d'armements par son intermédiaire, s'ils se confirment, seraient d'un montant quatre fois

Washington établit désormais ouvertement un lien entre la lutte contre la drogue et le retour à un Etat de droit dans ce pays où l'armée s'est emparée du pouvoir il y a neuf ans

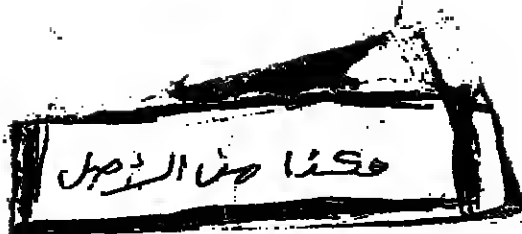
supérieur. En outre, ayant récemment fait valoir ses droits (15 % des parts) dans le projet de Yanada, MOGE devra déboursier environ 150 millions de dollars, d'ici la fin de 1998, dans le cadre du financement d'un chantier évalué à plus d'un milliard de dollars. Les caisses de l'Etat birman paraissent vides, d'où proviennent de telles sommes ?

Déjà soumis, aux Etats-Unis, à certaines pressions pour se retirer de Birmanie, Unocal a catégoriquement démenti les informations du magazine The Nation reprises par un syndicat américain et qui laissaient entendre que le projet de Yanada pourrait servir, par le biais de MOGE, à blanchir l'argent de la drogue. De son côté, un porte-parole officiel birman a exprimé son « dégoût » face à ces allégations.

Il reste que Washington établit désormais ouvertement un lien entre la lutte contre la drogue et l'établissement d'un Etat de droit en Birmanie. « Le rôle des drogues dans la vie économique et politique de la Birmanie et le refus du régime d'honorer son engagement à s'orienter vers une démocratie multipartite sont, en réalité, les deux faces d'une même médaille, car les deux représentent l'absence de la voie du droit », a déclaré le président Bill Clinton fin novembre à Bangkok.

Depuis, Washington semble exercer encore davantage de pressions sur ses alliés dans la région en vue d'un renforcement de la lutte non seulement contre les réseaux de la drogue mais contre le blanchiment des bénéfices de ce trafic, qui se comptent en centaines de millions de dollars. Les généraux de Rangoun devront sans doute, dans les mois qui viennent, se défendre de plus en plus de gérer un « narco-Etat ».

Jean-Claude Pomonti



Sept otages ont été libérés à l'ambassade du Japon à Lima

LIMA. Le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) a libéré, mercredi 1^{er} janvier au soir, sept otages de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima prise d'assaut le 17 décembre. 74 personnes restent donc séquestrées, selon le décompte établi par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). La veille, le chef du commando guérilliste, Nestor Cerna, avait affirmé qu'il n'y avait pas « de solution immédiate » à la prise d'otages et réclamé à nouveau la libération de plus de 440 de ses camarades, « détenus dans des conditions inhumaines et humiliantes ».

Parmi les otages restant aux mains du commando, figurent notamment l'ambassadeur du Japon, Mochitsuki Aoki, celui de Bolivie, Jorge Gumbao, plusieurs parlementaires, magistrats et militaires péruviens, ainsi que des diplomates et chefs d'entreprise japonais. — (AFP)

Huit Libyens condamnés à mort pour espionnage

TRIPOLI. Six officiers supérieurs libyens (deux colonels, un lieutenant-colonel de l'armée de l'air et trois commandants) ainsi que deux civils ont été condamnés à mort, mercredi 1^{er} janvier, pour espionnage au profit des États-Unis par la Haute Cour militaire libyenne, a-t-on annoncé de source officielle libyenne.

Un accusateur non identifié a affirmé sur les antennes de la télévision libyenne, captée mercredi soir à Londres par le service des écoutes de la BBC, que les condamnés utilisaient du « matériel sophistiqué » fourni par la CIA et coopéraient avec les services de renseignement américains. Aucune précision sur la nature des matériels évoqués, ni sur les circonstances de leur saisie, n'a été communiquée. — (AFP)

L'opposition serbe invite les manifestants à faire du bruit

BELGRADE. Les étudiants contestataires de la capitale serbe ont marché à nouveau, mercredi 1^{er} janvier, profitant de l'absence de la police anti-émeute qui avait interdit et empêché ce type de manifestations depuis une semaine. Quelques milliers de jeunes sont partis de la faculté de philosophie et ont été rejoints par des militants de l'opposition sortant des maisons ou quittant les autobus pour se mêler au cortège. Après le succès du bal-manifestation du Nouvel An, les dirigeants de la coalition de l'opposition ont, eux, invité leurs sympathisants à se munir de casseroles, poêles et autres ustensiles pour faire un maximum de bruit et couvrir le son du principal journal télévisé du soir. — (AFP)

EUROPE

RUSSIE : un pétrolier russe a fait naufrage, dans la nuit de mercredi 1^{er} janvier à jeudi 2 janvier, dans la mer du Japon, a annoncé le ministère des situations d'urgence russe qui indique que le *Nakhodka* s'est incliné, puis cassé en deux. Les 32 membres d'équipage se sont rassemblés dans la partie arrière du tanker. Un bateau russe et un autre japonais se sont portés au secours du pétrolier par une température de moins 20 degrés et des vagues de 6 mètres. Il n'a pas été indiqué si le *Nakhodka* transportait du pétrole. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la Knesset a adopté, dans la nuit du mardi 31 décembre au 1^{er} janvier, par 60 voix pour et 42 contre, le budget de l'État d'Israël pour l'exercice 1997. Il s'élève à 57,575 milliards de dollars, le gouvernement l'ayant réduit de 2,3 milliards USD pour compenser son déficit budgétaire. Il sera en partie assumé par des augmentations des taxes sur le tabac et les carburants, ainsi que par une hausse indirecte des impôts sur le revenu provoquée par le non-réajustement, en 1997, des paliers d'imposition sur l'inflation. Les mesures d'économies frapperont aussi divers services sociaux et éducatifs. — (AFP)

IRAQ : soixante-douze membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors de l'opération militaire lancée lundi 30 décembre au soir par la Turquie dans le nord de l'Irak, a-t-on annoncé mercredi de source officielle à Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est anatolien. — (AFP)

YÉMEN : cinq touristes polonais détenus en otages depuis jeudi au Yémen ont été libérés, a-t-on appris, mercredi 1^{er} janvier, de source yéménite anonyme. « Les otages ont été libérés il y a quelques heures. Ils sont en route pour [la capitale] Sanaa, accompagnés des forces de sécurité », a précisé un responsable. Les touristes yéménites enlevés fréquemment touristes et autres étrangers pour faire pression sur le gouvernement ou sur des compagnies pétrolières. — (Reuters)

ASIE

INDE : les rebelles bodos de l'État indien d'Assam (est), à qui l'on attribue l'attentat dans lequel ont péri lundi 30 décembre plus de trente passagers d'un train, ont frappé à nouveau, mercredi 1^{er} janvier. Ce second attentat a détruit un pont situé au nord de Guwahati (district de Darrang), peu après le passage d'un convoi de marchandises. Il n'y a pas eu de victime. — (AFP)

INDE : deux diplomates américains, dont le directeur régional de la CIA, soupçonnés d'espionnage, font l'objet d'une procédure d'expulsion, révèle, jeudi 2 janvier, le quotidien *Hindustan Times*, citant des sources officielles. Selon le journal, les diplomates américains auraient entretenus des contacts étroits avec Rattan Sehgal, responsable de la division anti-espionnage des services de renseignements indiens. Ce dernier ferait actuellement l'objet d'une enquête pour ses contacts non autorisés avec des diplomates étrangers. — (AFP)

AFRIQUE

NIGERIA : le français devrait être adopté comme deuxième langue officielle du pays, a déclaré le chef de l'État, le général Sani Abacha, cité, mercredi 1^{er} janvier, par l'Agence de presse officielle du Nigeria (NAN). L'étude du français s'impose, a estimé le chef de l'État, parce qu'en raison de sa position géographique, le Nigeria, pays anglophone, « est entouré de pays francophones » (Bénin, Niger, Tchad et Cameroun). Le général Abacha a fait cette déclaration mardi soir à Abuja, lors d'une rencontre avec les responsables du comité chargé par le gouvernement de planifier l'avenir de l'éducation nationale, souligne la NAN. — (AFP)

COMMUNIQUÉ

Résumé du 23 Octobre 1996, la Commission de Contrôle des Américains. Considérant que l'indépendance des provinces techniques au 1^{er} janvier 1996 doit impliquer aux fonds propres de la société à cette date, Considérant que les comptes provinciaux que la CER PARIS ex « Compagnie Européenne de Réassurance » a fait parvenir le 25 juin 1996 à la Commission ne différencient pas l'ajout des 19 juin 1996 les données d'octobre au 31 décembre 1995 les actifs et engagements conformément à l'article L.342-1 du Code des Assurances, Considérant que la loi approuvée par l'Assemblée Générale du 16 Octobre 1996 n'y diffère pas essentiellement, qu'en particulier les engagements inscrits au passif ne répondent pas aux règles de prudence et ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de l'entreprise, Considérant que la société n'est pas en mesure d'assurer l'intégrité des engagements contractuels auxquels elle est tenue à la date de la présente décision, Décide : Un tel acte est adressé à la société CER PARIS ex « Compagnie Européenne de Réassurance ».

La Suisse dénonce une campagne de dénigrement à propos de l'or nazi

Washington stigmatise le rôle des banques helvétiques à l'époque hitlérienne

Jean-Pascal Delamuraz, le président sortant de la Confédération helvétique, a estimé, mardi 31 décembre, que l'affaire des fonds juifs et de l'or nazi

aura été le moment le plus difficile de son mandat d'un an. Les attaques venant de Washington et de Londres sur cet épisode peu glo-

rieux de l'histoire de la Suisse participent à ses yeux d'une campagne de dénigrement de son pays et de « démolition » de sa place financière.

BERNE

de notre correspondant

« La Suisse se lève tôt, mais se réveille tard », aime à répéter le président sortant de la Confédération et ministre de l'économie, Jean-Pascal Delamuraz. Il avait déjà fallu attendre un demi-siècle pour que la Suisse officielle se résolve, en mai 1995, à présenter publiquement des excuses à la communauté juive en raison de l'attitude équivoque de Berne pendant la seconde guerre mondiale. Ensuite, ce n'est que récemment que le Conseil fédéral a décidé de prendre les choses en main et de contrer les sévères critiques adressées à la Suisse pour le rôle de ses banques à l'époque hitlérienne et dans la gestion des fonds en déshérence des victimes du nazisme.

A son tour, M. Delamuraz aura attendu le dernier jour de l'exercice de ses fonctions présidentielles, que chacun des sept membres du gouvernement fédéral assure par rotation annuelle, pour s'exprimer sans ambages sur ce qu'il ressent comme une campagne de dénigrement de son pays.

Ne mâchant pas ses mots, dans un entretien publié simultanément, mardi 31 décembre, dans vingt-quatre heures de Lausanne et la Tribune de Genève, le président sortant de la Confédération voit dans les attaques émanant de Washington et de Londres ni plus ni moins qu'une « volonté de déstabilisation de la Suisse et de dé-

molition de sa place financière ».

Pour M. Delamuraz, « l'affaire des fonds juifs et de l'or nazi » aura été le moment le plus difficile de son mandat d'un an. Les attaques venant de Washington et de Londres sur cet épisode peu glo-

rieux de l'histoire de la Suisse participent à ses yeux d'une campagne de dénigrement de son pays et de « démolition » de sa place financière.

« RÉACTIONS ANTISEMITES »

« Ce que je redoute, ce sont les effets induits de cette opération. Même si elle aboutit favorablement, elle aura hélas déclenché des réactions négatives en Suisse, des réactions antisémites », relève le président. Comme un autre membre du gouvernement l'avait déjà fait savoir il y a quelques jours, M. Delamuraz a exclu dans l'immédiat la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du nazisme qui n'aurait pas pu récupérer après la guerre des fonds déposés dans des banques suisses. Un geste en faveur de personnes âgées se trouvant dans ce cas avait été suggéré par des milieux juifs américains et le sénateur républicain de New York, Alfonzo D'Amato, qui a pris la tête de l'offensive contre les banques suisses aux États-Unis.

« Quand la mauvaise foi est au rendez-vous, il faut se méfier, rétorque à ce sujet le ministre de l'économie. Un tel fonds serait considéré comme un aveu de culpabilité. Le montant qui a été évoqué devant notre émissaire était de 250 millions de dollars. Il ne s'agit là que d'une rançon et d'un chantage. »

M. Delamuraz fait confiance à la commission d'experts suisses et étrangers qui doit se mettre à l'œuvre dès janvier pour « élucider les faits rapidement et surtout clairement ». « J'attends des réponses uniquement factuelles », a-t-il tenu à avertir. Ses propos rejoignent en quelque sorte les positions plus discrètement affichées par l'Association suisse des banquiers, pourtant directement visée par cette affaire. Depuis le début, les banquiers suisses croient déceler une campagne contre le secret bancaire et la concurrence de la place financière helvétique. Géant déjà 40 % de l'ensemble des fortunes privées à travers le monde, les banques suisses poursuivent leur développement à l'étranger et renforcent leur position aussi bien à la City de Londres qu'à Wall Street à New York.

Imperturbables, les banquiers suisses n'entendent pas céder aux pressions ni « faire de cadeau au congrès juif mondial », vient encore de réaffirmer leur principal porte-parole, Jean-Paul Chapuis. Et de commenter : « Il y a sans doute des concurrents de notre place financière qui sont ravis des difficultés que nous cause cette affaire. Elle permet de focaliser le regard sur la Suisse et non sur Londres ou New York. Personne ne s'est encore interrogé sur les fonds investis avant et pendant la guerre dans des endroits bien plus sûrs que la Suisse, par exemple aux États-Unis. »

Jean-Claude Buhrer

Quand le président bulgare présente des excuses à son peuple

UN MONDE sépare apparemment la Bulgarie - le « dernier de la classe » des ex-pays communistes - de la République tchèque - l'« enfant prodige » de la transition. Exprimées mercredi 1^{er} janvier lors des « vœux à la nation », les préoccupations de leurs présidents respectifs - figures morales d'outre-Rhin - ne dépassent les faibles pouvoirs constitutionnels - présentent pourtant des similitudes. Presque simultanément sur les écrans de leur télévision nationale, les deux ex-dissidents devenus chefs d'État - le philosophe bulgare, Jeliou Jeleu et le dramaturge tchèque Václav Havel - ont, sous le même titre, présenté des excuses à leur peuple.

Pour sa première apparition publique depuis sa sortie de l'hôpital où il a subi le 2 décembre l'ablation d'une tumeur maligne au poulmon, Václav Havel a retrouvé ses accents d'ancien, lucides et sans concession. Malgré sa voix et ses traits tremblants, il n'a pas hésité à écorner l'image lisse de son petit pays, dénonçant « les querelles politiques dégoulinantes » qui ont accompagné selon lui les élections législatives et sénatoriales de l'an dernier en République tchèque. Humaniste, il

a également dénoncé « la grande erreur de vouloir réduire l'homme à un simple producteur de bénéfices » ainsi que les « revers de la privatisation et de la réforme économique », notamment « les fraudes, spéculations et vols d'énormes envergure ».

Considérés à raison comme un exemple à suivre en Europe centrale et orientale sur la voie des réformes économiques, les Tchèques n'auraient donc rien à envier, sur d'autres chapitres, aux canons de la région. La réussite tchèque a en effet été ternie ces dernières années par les faillites, souvent frauduleuses, d'une bonne douzaine de banques, plus celles de quelques fonds d'investissement, ainsi que des scandales politiques et des affaires de corruption issues du « modèle », si souvent vanté, de privatisation. Autant « d'affaires écorchantes », selon M. Havel qui a appelé la « population à une nouvelle réflexion plus profonde sur nos affaires communes », ainsi qu'à « un débat vraiment sérieux et réaliste sur le sens, l'avenir et les orientations de l'État ».

A mille kilomètres de Prague, Jeliou Jeleu ne dit pas autre chose. Mais le ton de son intervention fut plus dramatique, à l'image de la situation, de

ce pays, confronté à une crise économique sans précédent. « Citoyens de Bulgarie, je m'excuse auprès de vous. J'ai honte pour notre classe politique, pour son indifférence à l'égard du sort de la population. J'ai honte pour l'État bulgare réduit à une existence aussi misérable », a-t-il confessé à la télévision. Alors qu'une infime partie de la population, souvent proche des cercles du pouvoir, s'enrichit éhontément, de nombreux Bulgares sont contraints cet hiver de choisir entre manger ou se chauffer et l'État est au bord de la cessation de paiement. « La transition de la Bulgarie vers une économie de marché a échoué », a déclaré le fondateur du mouvement anti-communiste bulgare dont le mandat présidentiel expirera le 21 janvier. Au cours de ses vœux, M. Havel avait rappelé ses conclusions à l'égard de ce qui avait suivi la révolution « de vœux » de 1989 : « La vérité et l'amour doivent vaincre le mensonge et la haine. » Un slogan idéaliste que celui qui l'on a souvent qualifié de « Havel bulgare » aimait aussi voir se réaliser.

C. Ch.

Un an après son échec au référendum sur la souveraineté, le Bloc québécois cherche un second souffle

QUÉBEC

correspondance

A quelques mois des élections fédérales canadiennes, le Bloc québécois se cherche toujours une identité. Ce parti d'opposition, composé uniquement de députés du Québec réclamant la souveraineté de leur province, n'a jamais trouvé son second souffle depuis le départ de son fondateur, Lucien Bouchard, devenu en janvier 1996 premier ministre du Québec. Né en 1993 de la volonté de cet ancien ministre de l'environnement conservateur qui cherchait un mouvement à la hauteur de ses aspirations « souverainistes », le Bloc, sous ses ailes protectrices, a grandi sans vraiment se poser de questions. Le parti n'a jamais pris le temps de se doter d'un programme politique ou d'instances décisionnelles. Les 54 députés, élus lors d'un raz de marée sans précédent, pensaient ne faire qu'un passage éclair à Ottawa, le temps pour le Québec d'accéder à l'indépendance.

Un an après le résultat serré du référendum du 30 octobre 1995, puisque 50,6 % des électeurs ont voté pour le « non », contre 49,4 % pour le « oui », la donne a changé. Manifestement, la souveraineté ne se réalisera pas « demain matin », d'autant plus que Lucien Bouchard lui-même semble avoir mis l'op-

tion en veilleuse. Depuis son accession au pouvoir, il se concentre sur l'assainissement des finances publiques de la Belle Province, avec pour objectif de réduire à zéro, d'ici à l'an 2000, le déficit du budget. Selon le premier ministre, pour qui les électeurs votent avec leur cœur mais aussi leur portefeuille, le Québec doit pouvoir présenter des finances irréprochables à la veille d'un nouveau référendum.

« Lucien le miracle », qui avait réussi à hanter de plusieurs points l'option souverainiste dans les sondages eu octobre 1995, « Lucien le rassembleur », qui suscitait une véritable ferveur parmi les Québécois lorsqu'il siégeait à Ottawa, n'hésite pas à mettre sa popularité en jeu en pratiquant des coupes claires dans les dépenses publiques. Ce réalisme économique, le chef du Parti québécois l'applique aussi au programme de sa propre formation. Sous sa gouverne, le parti se montre plus ouvert au droit des anglophones, acceptant même de maintenir une loi sur l'affichage commercial bilingue qu'il avait juré d'abolir sous le pouvoir.

La nouvelle orientation du parti, fondé par René Lévesque, déplaît aux indépendantistes purs et durs qui pourraient tenter une percée au sein du Bloc québécois pour ré-

nimer la flamme souverainiste. Depuis que le chef actuel, Michel Gauthier, victime de la cabale d'une partie de son groupe parlementaire, a annoncé sa démission, les noms des candidats potentiels qui circulent dans les officines. Celui de Jacques Parizeau refait même surface, car, selon certains députés du Bloc, seul l'ancien premier ministre du Québec possède la trempe nécessaire pour s'opposer avec vigueur aux fédéralistes.

MEURSE DE PARTITION

Peu préparé à une course de fond face aux partisans de la confédération canadienne, le Bloc québécois éprouve des difficultés depuis un an à défendre haut et fort l'option souverainiste, à tel point que, lorsque le premier ministre canadien rustique les « séparatistes québécois », il s'en prend directement à son homologue à Québec et non à ses adversaires parlementaires. D'autre part, la coalition de députés « bloqués » doit affronter une radicalisation de discours au Canada anglais, car le Québec a quelque peu perdu de son pouvoir de négociation depuis l'échec du référendum. Certains fédéralistes n'hésitent plus aujourd'hui à brandir la menace de la partition de la province si l'option souverainiste l'emportait, ou à remettre en doute la légitimité juri-

dique d'une consultation référendaire.

Pour mieux aider le Bloc québécois à définir ses futurs objectifs d'attaque, le chef démissionnaire Michel Gauthier a déclaré que le prochain dirigeant devrait provenir de l'extérieur du sérail pour « qu'il y entre un peu d'air frais ». Ce mouvement politique, qui rassemble des députés de gauche et de droite unis autour de la souveraineté du Québec, veut devenir un véritable parti de masse où les 100 000 membres joueraient un rôle actif.

La nomination d'un nouveau dirigeant, en mars prochain, permettra au Bloc de choisir sa voie : devenir un bastion de souverainistes déçus par Lucien Bouchard, un simple groupe de pression défendant les intérêts du Québec au cœur même de la fédération canadienne, ou un relais capable de négocier le futur partenariat avec le Canada. L'avenir de cette formation politique reste de toute façon incertain, ainsi que le souligne Francine Lalonde, députée d'une circonscription de Montréal, lorsqu'elle déclare : « Le Bloc québécois vit une normalisation post-référendaire jusqu'à la prochaine campagne pré-référendaire. »

Pascal Guérin

BERCY La direction du Trésor a été rendue responsable des revers rencontrés par le gouvernement dans les dossiers Thomson, CIC et Crédit foncier, renforçant ainsi le ma-

laise d'une administration, jusqu'alors prestigieuse, qui a vu sa puissance écornée par l'autonomie de la Banque de France et la réduction drastique du nombre d'entre-

prises publiques. ● LE « PANTOUFLAGE », qui permettait aux plus doués des énarques de mettre, dans un premier temps, leurs compétences au service de l'Etat avant de

faire de brillantes carrières dans le secteur privé, a été remis en cause par l'arrêt du Conseil d'Etat, privant Jean-Pascal Beaufret de son poste de sous-gouverneur du Crédit foncier.

● UNE RÉFORME est donc préparée par le ministère de l'économie et des finances pour renforcer l'efficacité de la direction du Trésor et clarifier les règles du « pantouflage ».

Le malaise de la direction du Trésor après l'échec des dernières privatisations

Le ministère de l'économie prépare une réforme de son administration la plus prestigieuse pour éviter de nombreux dysfonctionnements. Il voudrait aussi revoir les règles du « pantouflage » pour que tout passage des hauts fonctionnaires au privé ne soit pas pratiquement interdit.

ASTREINTS à une stricte obligation de réserve, les hauts fonctionnaires n'ont pas l'habitude d'étaler leurs états d'âme sur la place publique. Et ceux de la direction du Trésor, la plus puissante direction du ministère de l'économie et des finances, encore moins que les autres. C'est peu dire, pourtant, qu'ils n'ont pas le « moral ». « Pantoufle », de Bercy, Jean Arthuis en a d'ailleurs sans doute pris, au moins partiellement, la mesure, puisqu'il a mis à l'étude une série de dispositions qui devraient affecter la vie interne de son ministère et de ses grandes administrations.

D'abord, après les déboires du Crédit foncier et les privatisations ratées du Crédit industriel et commercial (CIC) et de Thomson, de nombreuses voix se sont élevées, jusque dans les sommets du pouvoir, pour suggérer que la di-

rection du Trésor était la première responsable de cette succession d'échecs. L'accusation a été très mal vécue au sein de la maison, d'autant plus qu'au gouvernement il ne s'est trouvé personne pour dire qu'elle était injuste. Intervenant après les attaques de Jacques Chirac, lors de la campagne présidentielle, contre les hauts fonctionnaires, jugés « conservateurs et réticents au changement », ces nouvelles attaques ont créé un véritable malaise à Bercy.

Ensuite, le récent arrêt du Conseil d'Etat, annulant la nomination comme vice-gouverneur du Crédit foncier de Jean-Pascal Beaufret, est venu renforcer le trouble des énarques de la maison. Le hasard a, en effet, très mal fait les choses. Ancien chef du service des affaires monétaires et financières de la direction du Trésor, M. Beaufret avait déjà, pour beau-

coup, été victime d'une injustice : attaqué en 1993 par quelques parlementaires de l'actuelle majorité dans l'affaire du Crédit lyonnais – alors que, paradoxalement, c'est lui, le premier, qui avait détecté le ministre qui se profilait –, il n'avait pas été défendu par le ministre des finances de l'époque, Edmond Alphandéry. Pis que cela : celui-ci avait tout fait pour qu'il quitte le ministère et avait finalement obtenu d'Edouard Balladur, alors premier ministre, qu'on l'envoie au Crédit foncier pour en limiter la débâcle financière.

RÉFORME DU FONCTIONNEMENT

Même s'ils ne peuvent pas l'exprimer publiquement, de nombreux fonctionnaires de Bercy jugent donc particulièrement injuste la sanction du Conseil d'Etat, car elle frappe non pas un fonctionnaire passé au privé, pour y faire carrière sinon fortuné, mais un fonctionnaire en détachement, c'est-à-dire parti, en service commandé, au nom de l'Etat au sein d'une entreprise gravitant dans son orbite.

C'est donc dans ces deux directions que le ministère de l'économie et des finances pourrait être tenté d'agir : en engageant d'abord une réforme du fonctionnement de la direction du Trésor ; en réfléchissant ensuite aux moyens de pallier les effets pervers de la loi sur le « pantouflage ».

Pourquoi, donc, engager une réflexion sur le fonctionnement de la direction du Trésor ? Si celle-ci est de fait souvent attaquée injustement et sert de bouc émissaire facile pour le gouvernement quand celui-ci fait un faux pas (lire ci-dessous), elle n'est pas pour autant



exempte de critiques. D'abord, selon plusieurs bons connaisseurs de la maison, si la direction du Trésor connaît quelques dysfonctionnements, c'est d'abord pour des raisons d'encadrement. En fonction depuis un peu plus d'un an, le nouveau directeur du Trésor, Jean Lemierre, n'est certes pas contesté. Tant à l'intérieur de Bercy qu'à l'extérieur, sur la place financière, il est même très apprécié. En revanche, on tend souvent à considérer que depuis le départ de M. Beaufret, et celui de Thierry Aulagnon, qui a abandonné son poste de chef du service des finances et participations pour passer au GAN, il est parfois mal secondé.

Plusieurs critiques se font ainsi entendre. D'abord, dans les mil-

lieux d'affaires, on reproche souvent au Trésor son « arrogance » ou sa « brutalité ». Ce reproche vise en particulier le service des financements et participations, qui gère notamment les privatisations et dont le nouveau chef est Anne Le Lorier, promue à ce poste sur intervention d'Edouard Balladur, dont elle fut la conseillère à Matignon. « J'en ai assez que l'on me traite comme un enfant de maternelle », a ainsi protesté récemment un grand banquier parisien, en négociation avec Bercy.

Le service des affaires monétaires et financières est, de son côté, souvent débordé et n'arrive pas toujours à faire face aux dossiers innombrables dont il a la responsabilité. Mais le reproche le plus souvent entendu a trait à l'organi-

sation même du travail de la direction : il n'est pas rare, en effet, qu'un même dossier soit traité par plusieurs services sans que l'on sache précisément qui en assure le « leadership ». L'exemple le plus caricatural est celui du CIC, qui a plus d'une dizaine de correspondants au Trésor, ceux qui suivent les banques, ceux qui suivent les assurances (car l'actionnaire est le GAN) et ceux qui suivent les opérations de privatisations.

Estimant que la direction du Trésor est une « ruine où chacun travaille dans son alvéole », le ministère envisage donc de créer une « task force » au sein de cette administration, plus mobile et associant éventuellement des experts du privé, qui se porteraient à chaque fois que c'est nécessaire sur les grands dossiers d'actualité.

Les contre-coups de la « jurisprudence Beaufret » sont également à l'étude. Estimant que la sanction est injuste – « la loi n'a pas été faite pour cela », dit-on à Bercy –, le ministère réfléchit à une parade pour que les hauts fonctionnaires concernés soient mieux protégés. Une solution pourrait consister à ce que la commission de déontologie, créée par la loi sur le « pantouflage », soit également saisie – ce qui n'est pas le cas actuellement – des détachements proposés aux hauts fonctionnaires. Une amélioration de la confidentialité des travaux de cette commission est également envisagée.

Enfin, et plus généralement, le ministère souhaite saisir cette occasion pour engager une réflexion sur la « déontologie » à laquelle devraient être soumis les hauts fonctionnaires.

L. M.

350 hauts fonctionnaires

La direction du Trésor est petite en nombre : elle comprend à peine 350 hauts fonctionnaires. Mais elle est sans doute la plus puissante direction du ministère des finances, tant les dossiers dont elle a la charge sont nombreux. Elle comprend trois services :

● Le service des affaires monétaires et financières. Dirigé par Sylvain Lemoine de Forges, il gère la dette de l'Etat, assure la tutelle des marchés financiers, les relations avec la Banque de France, surveille les établissements bancaires et de crédits ou encore du secteur des assurances.

● Le service des financements et

des participations. Dirigé par Anne Le Lorier, il assure la tutelle des entreprises publiques et a la haute main sur les opérations de privatisation. Il assure de surcroît le secrétariat du comité interministériel de restructuration industrielle.

● Le service des affaires internationales. Dirigé par Francis Mayer, il gère tous les grands dossiers internationaux : préparation de l'Union économique et monétaire, relation avec les grands organismes tels que le FMI ou l'OCDE, avec les pays de la zone Franc, problèmes d'endettement et de développement, etc.

Les bons et les mauvais arguments d'un procès

MAIS QUE SE PASSE-T-IL au sein de la forteresse Bercy ? Autrefois critiquée pour sa toute-puissance, la voilà raillée pour ses défaillances. Les « couacs » dans le dossier du Crédit foncier, dit-on, c'est le ministère des finances.

L'échec de la privatisation du CIC, c'est encore lui. Celui de la cession, également ratée, de Thomson, c'est toujours lui. Dans ce procès, il faut pourtant savoir faire la part des choses. Car si Bercy fonctionne indéniablement mal, si les hauts fonctionnaires qui y travaillent traversent une période de doute, tous les dysfonctionnements qui lui sont reprochés ne sont pas de son fait.

A son sommet, il est vrai, le ministère fonctionne mal. Bercy a toujours été efficace quand il était dirigé par un grand ministre de l'économie épaulé par un grand directeur de cabinet. Ce fut le cas lors du tandem Edouard Balladur-Jean-Claude Trichet ou de celui de Pierre Bérégovoy-Hervé Hannoun. Or l'association actuelle, Jean Arthuis-Christian Noyer, ne rentre pas dans

ce cas de figure. M. Noyer, dont les sympathies balladuriennes sont connues, a été choisi presque par défaut. M. Arthuis n'ayant pu prendre comme directeur de cabinet l'un de ses proches, Jacques Reiller. M. Noyer, dont on annonce rituellement le départ, avait d'ailleurs failli être remplacé au printemps, au profit d'un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, Alexandre Jevakhoff, ce à quoi Matignon s'était opposé. Les relations entre MM. Arthuis et Noyer ne sont donc pas de toute confiance ; cela pèse lourdement sur le climat de travail.

Pour autant, faut-il accuser Bercy de toutes les vicissitudes rencontrées par le gouvernement ? Dans le cas du Crédit foncier, le ministère des finances peut assurer qu'on essaye de lui faire un mauvais procès. Même si l'avenir de l'établissement est loin d'être assuré et si les syndicats sont légitimement inquiets, Bercy a au moins deux succès à son actif. L'établissement ayant émis la somme colossale de près de 250 milliards de francs d'obligations dans le monde, sa débâcle financière aurait pu entraîner par ricochet une crise obligataire majeure.

Or M. Arthuis a garanti cette

dette et a désamorcé la bombe. De surcroît, le ministre des finances a refusé d'avoir recours pour le Crédit foncier à la bonne vieille solution libérale qui aurait consisté à privatiser les profits et à socialiser les pertes. En clair, il a refusé, jusqu'à présent, de créer un nouveau fonds de « défiance » – à l'image de ce qui avait été fait pour le Crédit lyonnais ou le Comptoir des entrepreneurs –, et il a décidé une nationalisation de fait de l'établissement, afin d'œuvrer à son redressement.

CALAMITÉS

Dans le cas de l'affaire GAN-CIC, Bercy peut aussi plaider les circonstances atténuantes. Le pilotage du dossier a certes été calamiteux. En particulier, l'histoire retiendra que le gouvernement a évincé en février le PDG du CIC, Jean-Pierre Aubert, qui avait contribué à redresser la rentabilité de la banque publique pour désigner à sa place – le bref intermédiaire de Bernard Yoncourt étant passé – l'ancien responsable des Clubs Perspectives et Réalités, Philippe Pontet, qui a accumulé quelque 10 milliards de francs de pertes quand il était à la tête de la banque La Hérisse, filiale de la compagnie de Suez (1986-1993).

De même, si le dossier de la privatisation du CIC a finalement capoté, c'est aussi parce qu'il avait été politiquement mal préparé et qu'un possible rachat par la BNP ou la Société générale a, en conséquence, déclenché l'hostilité des baronnies de la banque.

Si elle avait été plus explorée, une autre solution, comme la reprise par les caisses d'épargne, aurait été politiquement moins explosive et financièrement plus avantageuse pour l'Etat. Mais le ministère des finances est-il à l'origine de ces deux faux pas ? A l'évidence, non. Outre le fait qu'à Bercy on s'est montré toujours très réticent à l'encontre des procédures de gré à gré, il est de notoriété publique que le dossier a été géré, pratiquement de bout en bout, par

Matignon. M. Arthuis, en guerre ouverte avec Jean-Jacques Bonnaud, le patron du GAN, qui rechignait à l'idée de privatiser sa filiale, a tout juste contribué à accélérer sa chute.

Le cas de la privatisation ratée de Thomson est encore plus éclairant. Le choix de la solution Lagardère-Daewoo a été celui de l'Elysée et de Matignon. La direction du Trésor, elle, avait émis une préférence pour la solution Alcatel. On peut donc difficilement lui imputer la responsabilité de l'échec, d'autant que c'est le gouvernement qui a décidé de traiter avec deux repreneurs tout en conservant la procédure initialement imaginée pour une vente en bloc.

Pourquoi, de surcroît, la commission de privatisation n'a-t-elle pas été saisie avant que le gouvernement n'exprime sa préférence ? Le Trésor avait, en fait, de bonnes raisons d'y être réticent. Vivant dans la hantise d'un possible délit d'initié, il a travaillé dans des conditions d'extrême confidentialité. De surcroît, il pouvait penser que ladite commission ne souhaiterait pas donner son avis sur l'évaluation de Thomson tant que le gouvernement n'aurait pas précisé le montant de la recapitalisation envisagée pour le groupe.

Il reste que la direction du Trésor a sans doute commis là une erreur technique. Elle aurait fort bien pu demander à la commission de la privatisation d'évaluer, en amont, la conformité des offres avec le cahier des charges, et donc sentir venir la fronde de cette commission, pour prévenir le gouvernement à temps. Or cela n'a pas été fait ; et les très mauvaises relations que le service du Trésor gère les privatisations entretient avec cette commission y sont pour beaucoup.

Souvent déssaisi par Matignon – beaucoup plus que par le passé –, Bercy ne mérite donc pas tous les reproches qu'on lui adresse. Mais il est vrai qu'en ces temps tourmentés c'est un bouc émissaire facile.

Laurent Mauduit

Jean Lemierre, le nouvel homme fort de Bercy

LORS DU DÉPART, en 1993, de Jean-Claude Trichet pour la Banque de France, en passe de conquérir son indépendance, l'affaire semblait réglée d'avance : non seulement le ministère des finances allait voir ses prérogatives diminuer au profit de la banque centrale, mais de surcroît, il venait de perdre son dernier grand directeur du Trésor. Trois ans plus tard, Jean Lemierre (quarante-six ans) est parvenu à démentir le pronostic. Directeur du Trésor depuis le 4 octobre 1995, il s'y est taillé une réputation qui vaut largement celle de nombre de ses prédécesseurs.

PROFIL

Ancien élève de l'ENA (1974-1976), inspecteur général des finances, c'est lui qui, prenant en 1989, la direction générale des impôts, au lendemain d'une longue grève de l'administration fiscale, était parvenu à conduire la modernisation de ses services tout en préservant avec les syndicats d'excellentes relations.

Homme discret, mais d'une grande efficacité, il a accepté, après quelques hésitations, de devenir en juillet 1995 le directeur de cabinet d'Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances. Même s'il ne s'est jamais expliqué sur ce choix, il n'a guère été difficile de l'interpréter : haut fonctionnaire républicain, M. Lemierre a alors agi plus dans un souci de loyauté à l'égard de l'Etat que par conviction partisane.

Alors que le secteur privé – et les rémunérations qu'il offre – fait des ravages à Bercy et suscite une fuite de plus en plus sensible des hauts fonctionnaires de valeur, le nouveau directeur du Trésor n'est pas homme à succomber à pareille tentation, et il est devenu l'homme fort de la maison. Il constitue

même un cas assez peu fréquent, traversant plusieurs alternances et travaillant avec la même rigueur pour plusieurs gouvernements, de gauche et de droite, sans se « commettre » avec aucun d'entre eux. Si ses services sont souvent critiqués, il n'a d'ailleurs lui-même jamais fait l'objet d'attaques publiques.

En d'autres temps, M. Trichet l'a été. Mezzanotte, on lui a souvent reproché de se préoccuper plus des grandes réunions internationales, comme celles du G7, que de la tutelle des entreprises publiques, en situation financière délicate.

Le directeur du Trésor a travaillé avec la même rigueur pour la gauche comme pour la droite

Mais il est vrai que sous l'impulsion de M. Lemierre la direction du Trésor a vu ses missions sensiblement évoluer au cours des derniers mois. Est-elle devenue un peu moins stratégique ? Ce n'est pas certain, car la préparation de la monnaie unique mobilise une grande partie de ses énergies. En tout cas, par la force des choses, son rôle de « pompier » s'est renforcé.

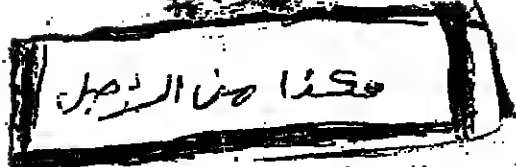
C'est l'un des paradoxes auquel doit faire face le nouveau directeur du Trésor : si ses services sont souvent attaqués, c'est aussi qu'ils doivent maintenant gérer les catastrophes financières qu'on leur a laissées en héritage. Une chose était, hier, de privatiser Paribas, en pleine période d'expansion ; autre chose est, aujourd'hui, de colmater les « trous » du Lyonnais ou du Foncier.

L. M.

Publication judiciaire

« Par arrêt du 25 Octobre 1996, la Cour d'Appel de Paris a confirmé un jugement rendu le 13 Septembre 1995 en ce qu'il a interdit à la Société UGE POCHÉ de commercialiser une traduction du roman d'Emily BRONTË « Wuthering Heights » par Jean-Pierre RICHARD sous le titre « Hurlevent » contrefaisant le titre « Les Hauts de Hurlevent » créé par Frédéric DELEBECQUE pour la traduction de la même oeuvre ».

Dany COHEN, Avocat
GINESTIE, PALEY-VINCENT & ASSOCIES.
Avocats au Barreau de PARIS



6

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 3 JANVIER 1997

JUSTICE Après quatre années d'enquête sur les comptes de l'Olympique de Marseille, le juge d'instruction Pierre Philippon écrit, dans son ordonnance de renvoi, que

« tous les moyens, y compris les plus illicites, ont été employés » sous la présidence de Bernard Tapie. ● SELON LE JUGE, « il a fallu détourner de l'OM des fonds très impor-

nants dans le but de fausser la compétition sportive ». Evoquant l'existence d'un véritable « système de fausse facturation et de détournement », il ajoute que ces fonds

étaient ensuite destinés « à acheter certains matchs, approcher certains joueurs ou corrompre certains arbitres ». ● PARMI LES VINGT PERSONNES renvoyées devant le tribu-

nal correctionnel, outre Bernard Tapie, figurent sept anciens dirigeants de l'OM et plusieurs « intermédiaires » importants du football européen.

L'enquête sur l'OM de Bernard Tapie dévoile des faits de corruption

Alors que l'ordonnance de renvoi du juge Philippon ne retient, à l'encontre des anciens dirigeants du club, que des délits financiers, les investigations semblent montrer que le système de fausse facturation mis en place de 1987 à 1993 a servi à acheter des matchs de football et des arbitres

Sous la présidence de Bernard Tapie, « tous les moyens, y compris les plus illicites, ont été employés » à l'Olympique de Marseille. Cette sentence figure en conclusion de l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction Pierre Philippon, épilogue de quatre années d'enquête sur les comptes du club phocéen.

Datée du 13 décembre, et longue de deux cent cinq pages, l'ordonnance de renvoi rédigée par le magistrat marseillais précise que, entre 1987 et 1993, « les artifices les plus illicites ont été déployés dans le cadre de transferts de joueurs, aux fins de s'attacher les services des meilleurs ; prêts fictifs, détournements de fonds par le règlement de facturations fictives à des sociétés off-shore ou à des intermédiaires grossièrement rémunérés ». « Pour éviter au club l'ala que comporte nécessairement tout match de football, poursuit le juge Philippon, il a fallu détourner de l'OM des fonds très importants dans le but de fausser la compétition sportive. »

Quatre ans après l'ouverture de l'information judiciaire sur les comptes de l'Olympique de Marseille, vingt personnes se trouvent renvoyées devant le tribunal correctionnel, parmi lesquelles M. Tapie et la plupart des anciens dirigeants de l'OM durant cette période, de même qu'une série d'« intermédiaires » du football (lire ci-dessous), accusés d'avoir perçu d'importantes sommes issues des caisses du club, dont une partie semble avoir été remise à la

disposition des dirigeants de l'OM. Le total des « détournements » ainsi organisés au préjudice du club est estimé par le juge Philippon à 101 410 266 francs. Les procédés qui les ont favorisés sont qualifiés de « faux et usage de faux », « abus de confiance » et « abus de biens sociaux ». Le mot « corruption » revient, quant à lui, à plusieurs reprises dans le texte de l'ordonnance, mais aucun des prévenus ne sera poursuivi de ce chef lors du procès, annoncé pour le mois de mai prochain.

● RÉUSSITE PERSONNELLE

Rendue crédible par les résultats de l'enquête sur le match Valenciennes-OM, qui a entraîné la condamnation de M. Tapie - toujours suspendue à une décision à venir de la Cour de cassation -, l'hypothèse de l'« achat » de matchs par les dirigeants de l'OM est pourtant devenue fortement probable au fur et à mesure que les enquêteurs remontaient la piste des sommes extraites de la comptabilité du club, à destination de sociétés fantomatiques et de comptes anonymes (Le Monde du 27 octobre 1995).

M. Tapie a eu beau répéter, au cours de l'instruction, que ces mouvements financiers étaient « conformes à la pratique du football », le juge Philippon évoque, clairement, l'existence d'un véritable « système de fausse facturation et de détournement », voué à la constitution de réserves de « fonds occultes », eux-mêmes destinés à « acheter certains matchs, approcher certains joueurs ou corrompre certains arbitres ». Le magistrat estime, au demeurant, que ces pratiques furent motivées par les ambitions du président de l'OM, celui-ci « estimant que la réussite du club serait sa réussite personnelle et lui permettrait d'accéder à la mairie de Marseille ». Mais ces infractions ayant, par hypothèse, été commises à l'étranger, la justice française n'aurait pu en poursuivre les auteurs. En dépit de plusieurs déclarations explicites, le parquet de Marseille n'a d'ailleurs jamais délivré de réquisitoire supplétif permettant au juge Philippon d'élargir le spectre de ses investigations. Résultat : à deux notables excep-

tions près, l'enquête du juge Philippon n'est guère allée au-delà des soupçons, fondés pour l'essentiel sur les accusations de l'ancien bras droit de M. Tapie, Jean-Pierre Bernès. Soucieux d'obtenir la clémence de la justice, l'ancien directeur général de l'OM avait fini par affirmer sur procès-verbal que les millions détournés du club servaient à « acheter » des matchs de championnat de France et de coupe d'Europe (Le Monde daté 9-10 juillet 1995). Mais les seules informations précises qu'il avait consenti à livrer concernaient un match de coupe d'Europe disputé en Grèce, en 1989, contre l'Aek Athènes, et dont l'arbitre autrichien aurait été payé. Décédé en 1992 d'un cancer, cet arbitre, M. Kohl, n'est plus là pour témoigner, mais l'intermédiaire croate Ljubo Barin, cité par Jean-Pierre Bernès, a reconnu avoir perçu 310 000 francs de l'OM, sur la base d'une fausse facture d'« organisation de matchs amicaux », et avoir remis la somme à M. Kohl.

Interpellé en Allemagne en février 1995 et extradé vers Bordeaux, où il est aussi mis en examen dans le dossier des comptes du club girondin, Ljubo Barin a fait état, rapporte le juge Philippon, de la « pression » imposée par M. Tapie à l'OM : « M. Tapie m'a dit clairement à plusieurs reprises qu'il fallait que je fasse le nécessaire pour que l'OM gagne quels que soient les moyens employés, a-t-il déclaré. Il faisait clairement allusion à la corruption d'arbitres. »

● GAGNER À TOUT PRIX

En écho à ces propos, l'organisateur de tournois internationaux Roud Bonewit a fait part aux enquêteurs des questions que lui posait régulièrement M. Barin sur l'« intégrité » de certains arbitres, précisant : « Il ne faut aucun doute pour personne que M. Barin n'a pas demandé cela par intérêt personnel ». Autre connaissance, l'ancien entraîneur croate du FC Nantes, Miroslav Blazevic, a confié sur procès-verbal que « beaucoup de monde savait dans le football, et dès 1989, que l'OM dépensait de l'argent pour gagner à tout prix, que ce soit auprès d'arbitres ou de clubs adverses ».

Ces témoignages accusatoires ont reçu une confirmation plus convaincante au détour d'investigations menées en Suisse et au Liechtenstein. Le 11 juin 1991, l'OM avait fait verser la somme de 2 253 647,42 francs sur le compte d'une société du Liechtenstein, la Baxanes Investment, ouvert dans une banque de Zurich. Le virement avait été effectué en vertu d'une convention datée du 10 avril 1991, date de la demi-finale de coupe d'Europe ayant opposé l'OM au Spartak de Moscou, et portant sur les droits de retransmission télévisée de ce match. Or, non seulement le club moscovite avait directement facturé à son adversaire marseillais le rachat de ces droits, mais l'argent versé à la société

Le gérant de la société Orconsult, puis Jean-Louis Haguenauer lui-même, ont assuré aux enquêteurs que l'argent venu de Marseille avait été destiné à l'« achat de joueurs russes » avant la demi-finale contre l'OM, que les Marseillais avaient remportée.

Interrogé sur ces faits, Jean-Pierre Bernès a précisé « qu'il y avait eu un accord sur la somme de 2 millions de francs et que l'OM avait remis [à M. Haguenauer] un chèque de garantie du même montant, en attendant que la somme soit virée sur le compte [de la SA Orconsult] », ce qui fut exécuté au mois de juin. Il s'est aussi souvenu que « Bernard Tapie lui avait ordonné d'aller voir Jean-Louis Haguenauer à Moscou pour lui deman-

champions avant la finale contre Milan ». Mis en examen à son tour, l'intermédiaire belge Michel Tindler a reconnu avoir agi à la demande du directeur financier de l'OM, Alain Laroche, qui lui avait parlé d'une « opération immobilière personnelle », et ne pas avoir « demandé d'explications supplémentaires, pensant qu'il s'agissait d'un « dessous de table » ». L'OM avait remporté ce match sur le terrain du club belge (1-0).

● IL EN VA DE MA SÉCURITÉ

Spiros Karageorgis est accusé d'avoir perçu, sur la base de factures fictives, près de 16 millions de francs via une galaxie de sociétés écrans. Ses sommes provenaient de l'OM et de sa régie publicitaire officielle, la société RMGP (Réalisation marketing gestion publicitaire). L'enquête du juge Philippon n'établit pas à quelles fins - autres qu'à l'enrichissement de certains collaborateurs du club marseillais et de proches de M. Tapie, notamment cités par le juge - cet argent était destiné.

Aujourd'hui sous le coup d'un mandat d'arrêt international, Spiros Karageorgis pourrait seul éclairer les enquêteurs français sur la réalité de ses activités. En 1992, alors qu'il s'était rendu à Marseille pour livrer un témoignage spontané, ses déclarations n'avaient guère permis d'éclaircir les soupçons. Encore l'enquête a-t-elle montré, depuis, que le contenu de ses déclarations avait été élaboré par avance avec les dirigeants de l'OM, le club ayant même réglé ses frais de déplacement.

Autre constat édifiant : radié par les instances européennes du football en 1990, M. Karageorgis a entretenu des relations d'affaires avec l'OM jusqu'en 1993. Interrogé en 1995, mais en Suisse cette fois, sur commission rogatoire internationale du juge Philippon, M. Karageorgis avait déclaré à ce propos : « Le juge me demande si mon assistance a continué pendant les saisons suivantes. Je réponds que non pour des raisons que je ne peux pas indiquer. Il en va de ma sécurité face aux dirigeants de l'Olympique de Marseille. »

Hervé Gattegno

L'ère Tapie

● CHRONOLOGIE

- 12 avril 1986 : Bernard Tapie est élu à l'unanimité président de l'Olympique de Marseille par une assemblée générale extraordinaire des membres du club.

- 19 novembre 1990 : la brigade financière de Marseille perquisitionne au siège de l'OM, dans le cadre de l'enquête du juge d'instruction Jean-Pierre Zanotto sur les comptes du Sporting de Toulon. Les documents découverts entraînent l'ouverture préliminaire sur le club marseillais. Jean-Pierre Bernès et Alain Laroche, respectivement directeur général et directeur financier de l'OM, sont placés en garde à vue.

- 16 avril 1992 : une information judiciaire est ouverte contre X... sur les comptes de l'OM, sur consigne du garde des sceaux, Michel Vauzelle.

- 26 mai 1993 : l'OM remporte la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, en battant le Milan AC par 1 à 0.

- 11 décembre 1994 : Bernard Tapie démissionne de la présidence du club.

- 7 avril 1995 : l'OM est placé en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Marseille, présentant une insuffisance d'actifs de 250 millions de francs.

- 15 mai 1995 : Bernard Tapie est condamné à deux ans d'emprisonnement dont un ferme pour « corruption », au terme du procès consacré à l'affaire du match Valenciennes-OM (20 mai 1993).

- 28 novembre 1995 : la cour d'appel de Douai (Nord) confirme la condamnation des dirigeants de l'OM. La peine de M. Tapie est ramenée à deux ans de prison, dont huit mois fermes, trois ans d'indéligibilité et 20 000 francs d'amende.

● **PALMARÈS**. - Sous la présidence de M. Tapie, l'OM a remporté quatre titres de champion de France (1988-89, 1989-90, 1991-92, 1992-93) et une Coupe de France (1989), disputé deux finales de Coupe d'Europe (1991, 1993), dont une victorieuse.

Les faux prétextes de la chancellerie et de M. Charasse

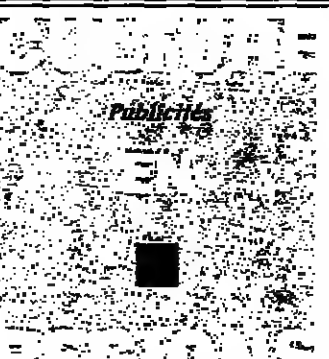
SI L'INFORMATION JUDICIAIRE sur les comptes de l'OM a été ouverte le 16 avril 1992, l'enquête aura néanmoins duré six ans. C'est en effet en novembre 1990 que les policiers de la brigade financière de Marseille surgissent pour la première fois au siège du club de M. Tapie. Ils agissent alors sur commission rogatoire du juge Jean-Pierre Zanotto, chargé de l'enquête sur le club voisin de Toulon. Mais les découvertes effectuées au siège de l'OM, ainsi que les premières confessions de Jean-Pierre Bernès et d'Alain Laroche, placés en garde à vue, entraînent alors l'ouverture d'une enquête préliminaire sur le club marseillais. Le 20 novembre 1990, les gardes à vue des deux collaborateurs de M. Tapie à l'OM étaient interrompues avant leur terme : les deux hommes évoquaient pourtant déjà, entre autres, les « fausses factures » réglées par l'OM à des intermédiaires qui « s'occupaient des arbitres ». Dans son ordonnance de renvoi, le juge Philippon indique que « M. Tapie, mécontent des propos qu'ils avaient tenus, leur avait dicté un document qui contenait tous les éléments qu'ils devraient donner aux enquêteurs s'ils étaient à nouveau entendus ».

Le 4 juillet 1991, le procureur de Marseille de l'époque, Olivier Drotet, rédigeait un rapport adressé à la chancellerie préconisant ouvertement l'ouverture d'une information et la désignation d'un juge d'instruction, en précisant que « le réquisitoire introductif devrait viser Bernard

Tapie en tant qu'auteur principal ». Publiquement soutenu par le ministre du budget, Michel Charasse, qui déclarait que les infractions constatées à l'OM se situaient uniquement dans le domaine fiscal, et se justifiaient par le contexte du football professionnel, M. Tapie bénéficiait aussi de l'aide, au moins implicite, de la chancellerie : le 24 juillet 1991, le ministre de la justice adressait à une quinzaine de parquets la consigne de collecter les informations fiscales concernant les clubs de football, et de « ouvrir des informations judiciaires qu'au cas où seraient découverts des « délits de droit commun ». M. Tapie gagna ainsi près de deux années de répit : l'information fut bien ouverte en 1992, mais contre X..., et le député-homme d'affaires-président de club ne fut mis en examen que le 26 mars 1994.

« Les agissements délictueux [à l'OM] n'avaient pas cessé après l'ouverture de l'enquête préliminaire et l'ouverture de l'information judiciaire, mais s'étaient poursuivis jusqu'en 1993 », écrit le juge Philippon. Plusieurs des personnes interrogées, et notamment certains des anciens collaborateurs de M. Tapie, ont en outre raconté les « réunions » organisées par celui-ci, au siège du club ou dans un grand hôtel marseillais, afin de leur dicter les témoignages à livrer aux enquêteurs.

H. G.



VILLA GILLET
25, rue Chazière - 69004 LYON
Conférence de
Michel Poizat,
psychosociologue
"Jouer de la voix"
Jeudi 9 janvier à 20h 30
tarifs et réservations nécessaires au :
04 78 27 02 48

Chaque semaine
notre rubrique
"CULTURE EN RÉGION"
Pour vos annonces
publicitaires contactez :
01 44 43 76 35
Fax : 01 44 43 77 30

Les personnes renvoyées devant le tribunal

● **ANCIENS DIRIGEANTS DE L'OLYMPIQUE DE MARSEILLE**. Outre Bernard Tapie, sept anciens dirigeants de l'Olympique de Marseille comptent parmi les personnes renvoyées devant le tribunal par le juge d'instruction Pierre Philippon :

- l'ancien directeur financier Alain Laroche ;
- l'ancien entraîneur de l'Equipe de France, puis manager général de l'OM, Michel Hidalgo ;
- l'ex-vice-président, Jean-Louis Leveau, également ancien rédacteur en chef du quotidien Le Provençal ;
- Elie Fellous, directeur financier du groupe Tapie, qui devint, à ce titre, trésorier de l'OM ;
- Claude Ghidalia et Dominique Patras, les deux animateurs de la société RMGP, régie publicitaire officielle du club ;
- enfin, l'ancien directeur général, Jean-Pierre Bernès, qui selon le juge « jouait en toute

conscience au sein du club et auprès de M. Tapie un rôle particulièrement actif, qui ne saurait être occulté par sa volonté, affichée dans le dossier à partir du mois de juin 1995, de faire des révélations sur les pratiques frauduleuses adoptées par M. Tapie ».

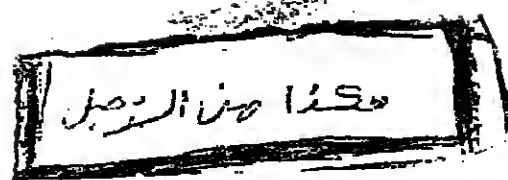
● **DÉS « INTERMÉDIAIRES »**. Le juge ordonne également le renvoi de plusieurs « intermédiaires » du football, parmi lesquels le Croate Ljubo Barin, le Français Alain Migliaccio, l'Italien Licio d'Onofrio, le Portugais Manuel Barbosa et le Grec Spiros Karageorgis - les deux derniers étant sous le coup de mandats d'arrêt internationaux.

● **L'ANCIEN PRÉSIDENT DU CLUB DE MULHOUSE**, André Goerig, accusé d'avoir perçu en Suisse une commission sur le transfert d'un de ses joueurs à l'Olympique de Marseille, compte aussi parmi les prévenus.

● **ACCIDENTS DE LA ROUTE** : en raison de photos vergoçantes, une personne a été tuée et seize autres blessées, dont quatre grièvement, dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier dans une série d'accidents sur l'autoroute A 7 Lyon-Marseille, à hauteur de Montélimar (Drôme).

● **VAGUE DE FROID** : un quinquagénaire qui souffrait de problèmes cardiaques et était tombé en panne de voiture est mort d'un infarctus dû au froid en tentant, au cours de la nuit du réveillon, de rentrer à pied à son domicile à Mesangueville (Seine-Maritime).

● **INCENDIES** : un mineur de seize ans a été interpellé, mercredi 1^{er} janvier, dans les rues du Neuhof, à Strasbourg (Bas-Rhin), en flagrant délit de vol et d'incendie volontaire de voiture. La police, avertie qu'un « rodéo » se déroulait dans ce quartier réputé difficile, a surpris l'adolescent, connu de ses services, en train de mettre le feu à un véhicule volé. Pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, douze véhicules ont été brûlés à Strasbourg et du mobilier urbain détruit.



Légion d'honneur

Suite de la page 7

Économie et finances

Sont promus officiers :
Jean-Louis Belland, commissaire-contrôleur général des assurances, chef du service du contrôle des assurances ; Jean Bonnet, conseiller d'Etat, haut fonctionnaire de défense ; François David, président-directeur général de la Compagnie française d'assurance pour le commerce étranger ; André Levy de Lévy-Lang, président de banque ; Jacques Motte, ancien directeur de société, ancien président d'un club d'opérateurs ; Hervé Pina, consultant international de sociétés ; Charles Renard, président de chambre à la Cour des comptes ; André Wormer, président du directeur d'un groupe financier.

Sont nommés chevaliers :
Jacques Chabaille d'Anvigny, délégué général de l'Association française des sociétés de Bourse ; Raymond Delatour, ancien administrateur d'une caisse régionale de banque ; Michel Lang, président-directeur général de société ; René Lazzarini, directeur adjoint de succursale de banque ; Alain Méta, conseiller au Sénat ; Gérard Mestrallet, président d'une compagnie financière ; Patrick Mondard, conseiller maître à la Cour des comptes ; Simone Ollier, inspecteur des impôts à Paris ; Gérard Thulliez, directeur de société.

Budget

Sont promus officiers :
Jean-Pierre Dutat, trésorier-payeur général de la Seine-Maritime et de la région Haute-Normandie ; Don Pierre Glacozzi, conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes ; Leo Jégard, expert-comptable, commissaire aux comptes, président d'honneur du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables ; Pierre-Paul Kallenbach, conseiller maître à la Cour des comptes ; Yves Ulmo, conseiller maître à la Cour des comptes, secrétaire général du Conseil national du crédit.

Sont nommés chevaliers :
Alain Bernard, agent de constatation principal des impôts à Nice ; Nicole Carulle, née Pélissier, ancien inspecteur des impôts, ancien délégué départemental des services sociaux du ministère ; Michel Frazz, né Nier, chef de bureau au ministère ; Jean-Claude Lesueur, conseiller des hypothèques à Nantes ; Liliane Karmazin, née Philippe, inspecteur des douanes à Nantes ; Odile Terrière, née Le Borgne, présidente d'une chambre syndicale de vétérinaires de tabac.

Finances et commerce extérieur

Sont promus officiers :
Jean Charillon, président de sociétés, président d'une chambre de commerce ; Stéphane Roze, président d'une fédération professionnelle.

Sont nommés chevaliers :
Marc Brumont, exploitant agricole, viticulteur ; Jean Brunet, président-directeur général de société ; François Gonzalez, ancien directeur dans une société, ancien conseiller du commerce extérieur ; Roger Le Garsac, ancien président-directeur général de société ; Jean-Loup Morit, président délégué d'une association ; Michelle Rosa-Martin, née Brunet, adjoint administratif principal au ministère ; Jean-Charles Rosta, conseiller commercial au ministère ; Guy Sidi, inspecteur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; Christian Varenard de Billy, président-directeur général de société, conseiller du commerce extérieur.

Relations avec le Parlement

Sont promus officiers :
François Baza, président d'honneur d'une association nationale de harkis, président d'une amicale de rapatriés ; Henri Collette, ancien sénateur du Pas-de-Calais, maître de Lique ; Pierre Leroy-Beaulieu, ancien député de l'Hérault, maître honoraire d'Agde.

Sont nommés chevaliers :
Louis-Auguste Albert, ancien président d'une association d'anciens combattants harkis ; Ali Ali-Ahmad, ouvrier forestier, porte-drapeau d'une section locale d'anciens combattants ; Genevieve Ballester, née Grand, adjuvée sociale d'une association de rapatriés, ancienne présidente du comité de la Croix-Rouge française en Algérie ; Henri Basset, président national d'une association de rapatriés ; William Benjamen, président de section et trésorier national d'une association de rapatriés ; Mohamed Benito, délégué régional d'une union nationale de travailleurs rapatriés ; Patrick Corbin, secrétaire général du Conseil économique et social ; Jacques Gollat, universitaire, ancien sénateur de la Haute-Saône ; Gérard Kuster, ancien député du Doubs ; Henry Moulet, ancien député du Gers ; Louis Revat, directeur adjoint au service des comptes rendus analytiques à l'Assemblée nationale.

Environnement

Sont promus officiers :
Aline Antoine, née Ecochard, fondatrice d'une association d'écologistes à l'environnement ; Suzanne Fenard, née Gras, présidente-fondateur honoraire d'une association de protection du patrimoine ; Claude Martin, vice-président d'un comité d'usagers ; André Rebière, membre d'un conseil de surveillance de l'environnement industriel ; Marc Saint-Marc, membre de la commission de développement durable.

Sont nommés chevaliers :
Paul Baron, délégué du conseil supérieur de la pêche ; Eugénie Boule de Mareuil, née Héty, présidente d'une association de protection de l'environnement ; Henri Carlier, fondateur d'une association de journalistes de l'environnement ; Louise Chaumet, née Varenas, présidente d'une association de protection de l'environnement ; Michel Vivier, membre du conseil scientifique d'un parc naturel.

Culture

Sont promus officiers :
Jacques Lemaitre dit Demery, auteur, président du conseil d'administration de la Sacem ; Jean Malauné, écrivain, ethnologue ; Renée Mougeotte, vice-présidente de TF1 ; Michel Serrault, artiste dramatique.

Sont nommés chevaliers :
Lucien Beaugé, adjoint administratif au ministère ; Claude Bédier, expert en livres et en gravures ; Marie-Thérèse Bobor, conservateur en chef d'un musée ; Jacqueline Boccador, antiquaire ; Susan Diesel, artiste de variétés, compositrice de musique ; Jean-Claude Fajon, journaliste, artiste peintre ; Lionel Fournier, dentiste ; Charles Gassot, président-directeur général d'une société ; Beny Jolot, épouse B. Jolot, professeur d'analyse au Conservatoire national supérieur de musique de Paris ; Elie Langlois-Bernard, épouse Devaux, présidente d'une fondation ; Maryvonne Le Gall, épouse Chambois de Saint-Pulgent, directrice du patrimoine ; André Niel, président d'une fondation culturelle ; Dominique Perrault, architecte ; Jacques-Henri Pinault, libraire-antiquaire ; Jean-Pierre Raymond, artiste plasticien ; Bettina Rabin, épouse Costello, photographe ; Frédéric Rodde, artiste peintre ; Olivier de Rohan-Chabot, secrétaire général d'une association ; Jacqueline Sico, épouse Pasquet, conservateur en chef d'un musée d'arts décoratifs ; Jean-Philippe Smet, dit Johnny Hallyday, artiste de variétés, comédien ; André Tarbès, administrateur d'une société.

Industrie, poste et télécommunications

Sont promus officiers :
Gilbert de Dieckhoff, ancien président-directeur général d'un groupe industriel ; Julien d'Elmond, président-directeur général de société ; Pierre Gachonnet, ancien président de Galt de France ; Auguste Genessee, directeur dans un centre de construction d'automobiles ; Edmond Pachura, président-directeur général de société ; François Pinaud, président-directeur général de société ; Hugo Rambloux, président-directeur général de sociétés ; Jean-Gérard Verdier, ancien administrateur de sociétés.

Sont nommés chevaliers :
Jean-Nicolas d'Arment, président-directeur général de société ; Jean-Louis Benoit, président-directeur général d'un groupe industriel ; Raymond Berge, président d'un syndicat

professionnel européen ; Jean-Yves Bloquet, président-directeur général de société ; Thierry Breton, directeur général adjoint d'un groupe industriel ; Raymond Castillon, président d'une chambre syndicale professionnelle ; Jacques Daillo, président-directeur général d'un groupe industriel ; Christian Desmoulins, directeur régional de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement de Midi-Pyrénées ; Jacqueline Devilly, née Glendon, président-directeur général de sociétés ; Jacques Fume, directeur général adjoint dans un groupe de construction d'automobiles ; Jean-Marie Glacozzi, ancien agent de maîtrise aux Houillères de Lorraine ; Jean-Luc Guille, secrétaire général du groupe d'écoles des hautes études commerciales ; Jeanne Lafabre, née Billard, président-directeur général de société.

Poste, télécommunications et espace

Sont promus officiers :
Guy Lemand, directeur à La Poste ; Raymond Soube, président d'une société de presse.

Sont nommés chevaliers :
Jacques Besson, président général d'une association de personnes ; Emile Casan, président général d'un organisme à caractère social ; Alain Couderc, directeur général adjoint d'un groupe informatique ; Michel Duvancens, directeur à France Télécom ; Jean Favier, astronome ; Simon Hays, président d'une société informatique ; Daniel Perier, directeur à La Poste ; Marie-Claude Peyrache, née Robert, responsable à France Télécom.

Agriculture, pêche et alimentation

Sont promus officiers :
Pierre Chamboulivier, ancien président d'une fédération de caves viticoles ; Robert Delalande, président d'une caisse régionale de crédit agricole ; Jean-Michel Ducloux, président-directeur général d'une société de champagne ; Georges Lamy, directeur départemental honoraire du développement ; Gilbert Louis, président d'une chambre régionale d'agriculture ; Paul Nauvin, expert agricole honoraire à la chambre des experts judiciaires près la cour d'appel de Besançon.

Sont nommés chevaliers :
Claude Amis, président de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole ; Alain Aubert, président du conseil général de l'enseignement agricole ; Michel Auzou, commandant d'un chalutier de grande pêche ; Jean Balgond, président de la Caisse centrale d'assurances maritimes agricoles ; Jean Cabrol, professeur dans une école supérieure d'agriculture ; René Darnis, président d'une section au conseil général du genre rural, des eaux et des forêts ; Joseph Dail, président de la Fédération nationale bovine ; Maurice Jouffrey, président d'une chambre départementale d'agriculture ; Jacques Marchal, président d'honneur de la Fédération nationale des coopératives laitières.

tières ; Lionel Martin, directeur d'armement d'une compagnie maritime ; André Parodi, directeur de l'école nationale vétérinaire d'Alfort ; Philippe de Rothschild, épouse Serey, présidente du conseil de surveillance d'une chambre de commerce et d'industrie ; Yvonne Roques-Isaël, née Dandoy, ancienne gérante de société.

Sont nommés chevaliers :
Philippe Aubin, ingénieur, vice-président d'une union patronale départementale ; René Bats, président-directeur général de société ; François Bismet, ancien cadre supérieur ; Elisabeth Cabaret, née Brunet, directeur général de société ; Paul Charpentier, ancien président d'une chambre de métiers ; Jean-Louis Etre, maître artisan fourreur ; Jean-Claude Godiveau, président d'une union patronale départementale ; Catherine Jolly, née Nereset, président-directeur général de société ; Alain Legrain-Ringert, vice-président de société ; Paul Robert, ancien vice-président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Charles Zanoni, président d'une chambre de métiers.

Aménagement du territoire, ville et intégration

Sont promus officiers :
Léon Deslandes, président d'une association d'accueil de nuit ; André Larqué, président du Théâtre contemporain de la danse ; Philippe Lavault, ancien vice-président d'un conseil général ; Gernot Marfisi, président d'associations d'intégration ; Camille Sautin, membre d'associations en faveur de l'intégration ; Madeleine Villard, née Laporte, conservateur en chef honoraire du patrimoine.

Sont nommés chevaliers :
Catherine Blum, née Puzat, ancienne vice-présidente d'une délégation du Secours catholique ; Joseph Castor, maître adjoint ; Jean Chabre, vice-président d'un conseil général ; Marc Chailleur, membre d'une commission d'urbanisme ; Maurice Clifton, maître, président d'une association de maîtres ; Roland Dado, vice-président d'un conseil général ; Elie Gilles, président-directeur général de société ; Roland Mathien, ancien maître adjoint ; Yves Morvan, président d'un conseil économique et social départemental.

Ville et intégration

Sont promus officiers :
Vincent Amoros, vice-président départemental d'une association de handicapés ; Jean Curat, vice-président d'un conseil économique et social régional ; Myr Chamsa Nacchiari, en religion Kude Nacchiari, évêque-prêtre des Amérindiens de Paris.

Sont nommés chevaliers :
Nicole Choifed, née Maléjac, directrice générale d'une fondation ; Anne Estroff, née Chancé, directrice du Centre international de recherche et d'études sur la vie sociale ; Léon Hertz, maître ; Joëlle Leclercq, née Rieck, sous-préfet ; Brigitte Magnien, née Proust, présidente d'une commission locale d'insertion ; Gilbert Merck, responsable d'une association d'insertion ; Claude Pernis, conseiller général ; Pierre Petit, ancien conseiller municipal ; Gérard Prignaud, directeur général d'une association d'éducation populaire.

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

Sont promus officiers :
André Belarich, président d'une union de commerçants et d'industriels ; Roger Breuil, président national d'un comité de coordination de l'apprentissage ; Georges Cayat, pré-

sident d'une fédération de négoce de l'ameublement ; André Daglin, président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Jean-Claude Pech, membre d'une chambre de commerce et d'industrie ; Yvonne Roques-Isaël, née Dandoy, ancienne gérante de société.

Sont nommés chevaliers :
Philippe Aubin, ingénieur, vice-président d'une union patronale départementale ; René Bats, président-directeur général de société ; François Bismet, ancien cadre supérieur ; Elisabeth Cabaret, née Brunet, directeur général de société ; Paul Charpentier, ancien président d'une chambre de métiers ; Jean-Louis Etre, maître artisan fourreur ; Jean-Claude Godiveau, président d'une union patronale départementale ; Catherine Jolly, née Nereset, président-directeur général de société ; Alain Legrain-Ringert, vice-président de société ; Paul Robert, ancien vice-président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Charles Zanoni, président d'une chambre de métiers.

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Sont promus officiers :
Marie-Eve Aubin, née Perachon, conseiller d'Etat ; Gérard Claudet, vice-président de conseil général, maître ; Jean-Claude Labrousse, conseiller d'Etat ; Raymond Samitici, maître, avocat honoraire ; Guy Tridon, administrateur civil, chargé de mission dans une association.

Sont nommés chevaliers :
Pierre Amiel, ancien administrateur territorial ; Paulette Balon, née Durand, attachée principale de préfecture ; Marie-Michèle Barthe, conseiller municipal ; Marie Corraze, née Dorne, administrateur territorial ; Amick Courat, née Leroux, conseiller régional, maître, commerçant ; François Digard, maître, conseiller en publicité ; Michel Gervelle, maître, avocat ; Dominique Godeau, née Fichet, chef de département dans un service du premier ministre ; Yves Legoux, professeur d'université ; Jean Maccrell, conseiller général, maître, président de société ; Gérard Moulard, conseiller général, ancien vétéran ; Michel Pégis, trésorier-payeur général, conseiller municipal ; Georges Perret, ancien maître ; Didier Quentin, maître plénipotentiaire, conseiller régional, conseiller général ; André Ravin, ancien maître, ancien commerçant ; Edmond Simon, ancien secrétaire général d'une mairie ; Bernard Val, ancien directeur général des services d'un conseil général.

ÉTRANGERS EN FRANCE

Affaires étrangères

PROTOCOLE

Est promu officier :
Lars Schmitt, maître en science, écrivain, directeur du Théâtre Montparnasse.

Est nommé chevalier :
Theodor Günther, chef d'orchestre, directeur de l'Orchestre philharmonique de Stockholm.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 29 décembre sont publiés :

- **Sécurité sociale :** la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1997 et la décision du Conseil constitutionnel concernant cette loi ; un décret relatif aux modalités de détermination du plafond de la Sécurité sociale et portant fixation de ce plafond pour 1997.
- **RMI :** un décret portant réévaluation de l'allocation de revenu minimum d'insertion.
- **Taxi :** un arrêté relatif aux courses de taxi.
- **Taxe piscicole :** un décret fixant les taux de la taxe piscicole pour 1997.
- **France Télécom :** un décret approuvant les nouveaux statuts de France Télécom (*Le Monde* du 31 décembre 1996) ; un décret relatif au comité paritaire de France Télécom.

● **Agence des fréquences :** un décret relatif à l'Agence nationale des fréquences pris pour l'application de l'article 14 de la loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications.

Au Journal officiel daté lundi 30-mardi 31 décembre sont publiés :

- **Finances :** la loi de finances rectificative pour 1996 ; deux décisions du Conseil constitutionnel concernant ces deux lois (*Le Monde* du 1^{er} janvier) ; plusieurs décrets portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1997.
- **Fonction publique :** trois décrets relatifs au congé de fin d'activité ainsi qu'à la répartition de la précarité dans la territoriale, pris pour l'application de la loi du 16 décembre relative à l'emploi dans la fonction publique.
- **Cheval :** un décret portant suppression du Conseil supérieur du cheval.
- **Équarrissage :** un décret relatif au service public de l'équarrissage.
- **Redevance :** un décret relatif à l'assiette et au recouvrement de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision.
- **Sécurité sociale :** un décret portant réévaluation de divers avantages de vieillesse et d'invalidité.
- **France Télécom :** un arrêté relatif au bilan de l'exploitant public France Télécom au 1^{er} janvier 1996 et au capital de l'entreprise nationale France Télécom au 31 décembre 1996 ; un décret portant approbation du cahier des charges de France Télécom.
- **Eau :** un avis du ministère de l'environnement, relatif à des délibérations des agences de l'eau.

Au Journal officiel du mercredi 1^{er} janvier sont publiés :

- **Détention provisoire :** une

loi relative à la détention provisoire et aux perquisitions de nuit en matière de terrorisme (*Le Monde* du 13 décembre 1996).

● **Air :** une loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (*Le Monde* du 21 décembre 1996).

● **Logement :** une loi relative à l'Union d'économie sociale du logement (*Le Monde* du 12 décembre 1996).

● **Famille :** une loi relative au maintien des liens entre frères et sœurs.

● **Coopération transfrontalière :** une loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995.

● **Mayotte :** une loi de ratification des ordonnances prises en matière pénale pour Mayotte et les territoires d'outre-mer (*Le Monde* du 21 décembre).

● **Outre-mer :** une loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer.

● **Légion d'honneur :** plusieurs décrets portant élévation, promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (*lire page 7 et ci-dessus*).

● **Recherche :** plusieurs décrets instituant une indemnité de départ volontaire des chargés de recherche du Centre national de la recherche scientifique, de l'Institut national de la recherche agronomique et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

● **Allocations familiales :** un décret relatif à la réévaluation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} janvier 1997.

● **Amiante :** deux arrêtés relatifs à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

● **Transports :** un arrêté relatif aux tarifs des transports publics urbains de voyageurs hors de la région Ile-de-France pour l'année 1997. Leur augmentation est fixée à 2,5 %.

● **EPAM :** un décret ajoutant à la liste des établissements publics de l'Etat à caractère administratif l'Agence nationale des fréquences.

● **Est :** deux décrets relatifs aux taux des cotisations d'assurance-maladie assises sur les salaires, et sur les avantages de vieillesse servis aux assurés agricoles du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

● **Audiotvisuel :** un avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif au projet de loi renforçant la prévention et la répression des atteintes sexuelles sur les mineurs et des infractions portant atteinte à la dignité de la personne.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Natacha et Hugues PARIS ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Lili, Venise, Madeleine,

le 23 décembre 1996.

8, rue Louis-Apfel, 67000 Strasbourg.

Décès

François-Robert BONHOUR, 67 ans, ancien directeur de la presse de Saint-Grégoire-le-Grand,

à quinze ans, le 2 décembre 1996.

« Que a travers Dieu pour un Rir Lui devient source de vie. »

Psautre 127

9, avenue Hoche, 75008 Paris.

— Laura, Clélia et Livia ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Georges DUNOULIN,

leur mari et papa adoré,

survenu le 30 décembre 1996.

— Nicolas et Lionel Franquin, enfants de Leda Franquin, et leurs enfants,

Maurice et Lydia Franquin, Parents, alliés et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Léo FRANQUIN,

survenu le 28 décembre 1996, dans sa cinquante-neuvième année, à Aix-en-Provence.

Les obsèques auront lieu ultérieurement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les Editions Albin Michel ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Michèle GAILLARD.

Elles adressent à sa famille l'expression de leurs sentiments affectueux.

Albin Michel, 22, rue Huyghens, 75014 Paris.

— M^{me} Jacques Kitzis, M. et M^{me} Michel Kitzis et leurs enfants,

M. et M^{me} Alain Kitzis et leurs enfants,

Al et M^{me} Daniel Birbaer, M^{me} Serge Zienkewski et ses enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Jacques KITZIS,

dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu le 31 décembre 1996, au cimetière de Bagneux.

25, boulevard Arago, 75013 Paris.

— Valence, Paris, Athènes, Moissac, La Haye.

Michel et Irène Kessedjian, Michèle Pélissier, Kessedjian, Bernard et Michèle Kessedjian, Mario-Françoise et Etienne Dédout, Geneviève Kessedjian, Catherine Kessedjian,

seuls enfants,

Isabelle, Nathalie, Gérard, Vincent, Alvin, Laurent, Coralie, Stéphane, Olivier, Hélène, Laure, Raphaëlle, ses petits-enfants,

Laurie, Léa, ses arrière-petits-enfants, Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Grégoire KESSEDIAN,

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année, le 21 décembre 1996.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 27 décembre 1996.

— M. Jean-Pierre Lagrange et M^{me}, née Elisabeth Bouchet, ses enfants,

Isabelle (11), François et Diane Lagrange, ses petits-enfants,

M. Jacques Froger, son neveu,

Marc et Christelle Froger, Béatrice Froger, ses petits-neveux,

ont le grand chagrin de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} André LAGRANGE, née Raymond POUZZI,

le 31 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Il vous prie d'assister ou de vous unir d'intentions à la cérémonie religieuse qui sera célébrée, vendredi 3 janvier, à 9 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, où on se réunira, et de bien vouloir remplacer les fleurs par des messes.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de la famille, au cimetière Notre-Dame, à Montigny (Ailier).

— Heures les pauvres de cœur : « Heures des pauvres de cœur » à eux ! Heures ceux qui pleurent ! « Ils seront consolés ! » (Matt. VI, 340, 1)

32, rue Saint-James, 92200 Neuilly.

— Le docteur Pierre Lembeve et sa famille,

Le docteur Dominique Lembeve et ses enfants,

M^{me} Paulette Lembeve, ont la douleur de faire part du décès de

M. François E. LEMBEVE, ingénieur général,

des Postes et Télécommunications, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 4 janvier 1997, en l'église Saint-Marie, à Biarritz.

11, quai Anatole-France, 75007 Paris.

5, allée des Feuillères, 92260 Fontenay-aux-Roses.

9, rue Duval, 64700 Hendaye.

— M^{me} Le Yaouanc, son époux,

Anne Feltz, Alain et Nadia Le Yaouanc, ses enfants,

Jean-Pierre et Frédéric Feltz, ses petits-fils,

Robert et Micheline Do Han Chan, son frère et sa belle-sœur,

Les familles Chan, Do Han Chan, Guinchon, Ses amis,

Ses anciens élèves et étudiants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Moïse LE YAOUANC, née Colette DO HAN CHAN, professeur honoraire

à l'université de Haute-Bretagne, chevalier dans l'Ordre national du Mérite,

survenu le 27 décembre 1996, à l'âge de soixante-cinq ans.

L'inhumation a eu lieu le 31 décembre 1996, à Hyères.

21, boulevard Matignon, 83400 Hyères.

— M. Jacques Monnelli, son époux,

Clara et Gélina, ses enfants,

M^{me} Marie-Thérèse Dupuy, sa sœur,

M^{me} et M^{me} Yves Schihany, Roland Michel de Laprade, ses sœurs et beaux-frères,

Le pasteur Franck Monnelli et M^{me}, ses beaux-parents,

M^{me} Florence Monnelli, sa belle-sœur,

Ses neveux, petits-neveux, filleules, filleul,

Les familles Descamps, Mazoyer, Monroix, Levêl, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Jacques MONTELL, née Françoise DESCAMPS, chef de service à l'AFP,

survenu le 18 décembre 1996, à l'âge de cinquante-deux ans.

Elle a su lutter contre la maladie, à l'instar de ses combats pour plus de justice et plus d'occurrence. Elle a été inhumée le 26 décembre à Sévres.

Un service d'action de grâce aura lieu en l'église Saint-Romain à Sévres, le vendredi 10 janvier 1997, à 19 heures, avec la participation de tous ses amis des foyers mixtes chrétiens.

سنة ١٤١٨ هـ

HORIZONS

ENQUÊTE

LES habitants de la rue des Titans savent le calme retrouvé. Deux fillettes emmitouffées rient en marchant main dans la main sur le trottoir opposé au local des « Hell's Angels », là où leur mère leur interdisait de passer il y a encore quelques semaines. L'emblème géant de la bande de motards, une tête de mort portant un casque allé, a disparu de la façade grise du bâtiment d'un étage aux fenêtres barricadées. Ce « forin » du quartier populaire de Noerrebrogade, à Copenhague, s'est vidé comme tous les locaux de la bande installés dans d'autres villes danoises. Le gang ennemi des « Bandidos » aussi a déserté. Depuis l'adoption, le 10 octobre, par le Parlement d'une loi préparée à la hâte, les « formations » de motards, les bikers, ne peuvent plus se rassembler dans leurs clubs situés dans les quartiers peuplés. Trop dangereux pour le voisinage.

Cette loi, critiquée par des juristes et des défenseurs des droits de l'homme dans un pays intransigeant sur les libertés individuelles, est la parade imaginée par les autorités danoises pour freiner la spirale de violence venue troubler les paisibles cités nordiques. En deux ans, la guerre que se livrent « Hell's Angels » et « Bandidos » au Danemark, en Suède, en Norvège et en Finlande a fait huit morts et soixante-dix blessés. Fusils mitrailleurs, lance-roquettes, voitures piégées, grenades à main, tous les moyens sont bons pour s'assurer une suprématie dans la région. Le conflit entre ces deux bandes, émanations de gangs rivaux nés aux États-Unis qui ont essaimé aux quatre coins de l'Europe (dont la France), a pour théâtre, depuis quelques années, les pays nordiques.

Il calme au Danemark, d'abord en mars avec une fusillade en plein jour sur le parking de l'aéroport de Copenhague, au beau milieu d'une foule médusée. Comme sorti d'un mauvais western, ce règlement de comptes, qui fait un mort et trois blessés parmi les « Bandidos », frappe l'opinion publique. C'est ensuite l'attaque de la rue des Titans, le samedi 5 octobre, les « Hell's Angels » (les Anges de l'enfer) organisent une fête de quartier, comme cela leur arrive parfois pour entretenir de bonnes relations avec le voisinage et gagner de l'argent destiné à soutenir les familles des membres de la bande emprisonnés. Dans la cour intérieure du local à la façade grise se pressent quelque 300 personnes, membres, sympathisants, mais aussi habitants des immeubles de briques rouges dressés aux alentours. La police est sur ses gardes, redoutant une action des « Bandidos », bien décidés à se venger de l'agression de l'aéroport et à devenir les maîtres du terrain danois où ils tentent de s'implanter depuis 1993. La nuit est déjà fort avancée lorsqu'une roquette antichar, tirée d'un toit adjacent, s'abat sur la foule. Scènes de panique, gémissements des blessés, pleurs des proches : les Danois découvrent la violence à leurs portes.

Cette nuit-là meurt, pour la première fois depuis le début du conflit, une personne étrangère au monde des bikers. Un univers en marge, où code d'honneur, discipline hiérarchique et fraternité d'armes se mêlent intimement aux actes de vengeance aveugle et à divers trafics illicites (drogue, vol, extorsion de fonds, voire proxénétisme). Cet attentat, qui a fait deux morts et dix-neuf blessés, a provoqué dans la région nordique une onde de choc dont les effets se font encore sentir. A priori, la police semble avoir gagné son premier pari de faire cesser au plus vite le cycle infernal des attaques et des représailles, qui a commencé en février 1994 avec l'assassinat en Suède d'un proche des « Hell's Angels », puis, depuis l'adoption de la loi danoise, on ne dénombre que deux incidents sérieux : fin novembre, deux « Bandidos » ont été atteints aux jambes par balles, et, début dé-



Equipée sauvage en Scandinavie

tembre, deux autres blessés légèrement. A cette date, quelque cent vingt bikers se trouvaient en prison ou en détention préventive au Danemark, dont quatre-vingt-trois pour la seule région de Copenhague, la plupart ayant été arrêtés pour possession illégale d'armes après une perquisition ou un contrôle de routine. « Mois il faut se méfier de ce colosse apparent, ça s'anime beaucoup en sous-main », constate Kaj Vittrup, qui dirige les policiers en uniforme de la capitale danoise. Nous trouvons toujours des armes et des munitions, les quelques cent cinquante bikers encore en liberté continuent à se réunir discrètement chez eux et à porter des gilets pare-balles sous leur blouson de cuir », explique l'officier dans son bureau du siège de la police, un bâtiment circulaire de style néo-classique.

L'interdiction faite aux motards tatoués de se rassembler dans leurs locaux habituels a eu pour conséquence de contraindre les forces de l'ordre à surveiller, pour éviter de nouveaux règlements de comptes, un plus grand nombre d'endroits où ils sont susceptibles de se rencontrer.

A Copenhague et dans sa région, cent cinquante policiers surveillent ainsi quotidiennement environ quatre-vingts lieux : appartements, restaurants et... prisons, où la forte densité de bikers au mètre carré en fait des cibles potentielles de choix. A plusieurs reprises déjà, des membres des deux bandes ont été « tirés » dans leurs cellules à l'intérieur

d'établissements pénitentiaires dits « ouverts », ceints d'un simple grillage.

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi les pays nordiques sont-ils devenus le lieu de violence en opposition avec leur réputation de calme et de tranquillité ? Les interprétations divergent, y compris dans les rangs de la police. Le fait est que le phénomène des bandes de motards n'est pas nouveau sous ces latitudes. Il apparaît dans les années 60, « inspiré dans un premier temps par la subculture des rockers britanniques », explique

coûte la vie à une dizaine de personnes au Danemark.

Mais ces règlements de comptes au couteau ou au moyen d'armes de calibre plus petit que ceux utilisés aujourd'hui et qui se déroulent loin des populations « civiles » n'attirent alors guère l'attention.

Fondés en Californie à la fin des années 40 et établis au Danemark depuis janvier 1981, les « HA » resserrent leur emprise sur la région nordique, où ils sont au nombre d'environ 200, régnant sans partage sur diverses activités interlopes. Aussi

« C'est une résurgence des sagas islandaises, où tout tourne autour de l'honneur et du respect : on se coupe la tête les uns les autres avec autant de bravoure que de stupidité »

un spécialiste du dossier, Jørgen Bay, chercheur à l'Institut de criminologie de l'université de Copenhague. La décennie suivante, le modèle américain s'impose aux Scandinaves, de plus en plus attirés par tout ce qui provient des États-Unis. Les légendaires Harley-Davidson détiennent peu à peu les Triumph, Norton, BSA et autres machines, les bnttes de cow-boys succèdent aux engins à moteur. Tenants de la vieille école, les membres de la bande des « Bullshits » (Foutaises) s'inclinent face aux nouveaux venus, les « Hell's Angels », au prix - déjà - d'un conflit sanglant qui

voient-ils d'un mauvais œil les « Bandidos », dont le quartier général se trouve au Texas, venir les dénier sur leur territoire en y établissant un puis plusieurs « chapitres » (sections locales agréées par le siège central, comme dans un système de franchise). Comble de l'horreur pour les maîtres des lieux, quelques-uns d'entre eux, dont leur ancien président, Michael Garcia Lerche Olsen, trahissent en passant à l'ennemi avec selles et tatouages ! Un affront qui blesse les « Hell's Angels », dont la réputation dès lors est en jeu. « Comme dans les querelles entre

Dans les pays nordiques, des bandes de motards, véritables associations de malfaiteurs, multiplient les règlements de comptes meurtriers pour le contrôle des trafics illicites. Un univers en marge, où code d'honneur, discipline hiérarchique et fraternité d'armes se mêlent aux actes de vengeance aveugle

clans siciliens ou familles corse, tout est question d'honneur et d'humiliation, de perdre ou de sauver la face aux yeux des siens et des rivaux », estime Jørgen Bay. Les confrontations peuvent, selon lui, difficilement être évitées à cause de l'étroitesse du territoire disputé : les longs hivers enneigés rendent plus que hasardeuse la pratique de la moto dans la majeure partie de la Suède, de la Norvège et de la Finlande...

POUR M^r Thorkild Hoejer, avocat de membres des deux bandes adverses, rien ne pourra empêcher la guerre en cours de continuer, si ce n'est l'absence de combattants. « C'est une résurgence des sagas islandaises, où tout tourne autour de l'honneur et du respect : on se coupe la tête les uns les autres avec autant de bravoure que de stupidité », compare l'avocat danois. L'homme connaît son affaire : il a tenté en octobre une médiation entre les deux camps, soutenue par les « Bandidos ». Mais les « Hell's Angels » ont décliné l'offre, qui équivaudrait, selon eux, à rendre l'honneur aux armes.

La thèse d'une guerre pour l'honneur ne suffit pas, aux yeux des policiers, à expliquer le phénomène de la violence biker en Scandinavie. Même s'ils ne disposent pas de preuves, ils soupçonnent ces motards, au casier judiciaire parfois chargé, de s'affronter, beaucoup plus prosaïquement, pour le contrôle de divers trafics. Et en particulier celui de la drogue. Chef d'une unité anti-stupéfiants de la police criminelle danoise, le commissaire Mogens Soerensen constate que « le prix de vente du gramme de cannabis a presque doublé dans les rues de Copenhague au cours des neuf derniers mois », traduisant une baisse de l'offre. Coïncidence ou pas, cette période correspond à un net renforcement du contrôle des activités des bikers par les forces de police, mais aussi, concède le commissaire, à un comportement plus actif des autorités de Rabat vis-à-vis des trafiquants. Une grande partie de la drogue alimentant le marché danois provient en effet du royaume marocain.

D'après certains policiers scandinaves, les deux gangs ennemis rivalisent désormais de vitesse pour prendre pied de l'autre côté de la mer Baltique, en Russie et dans les Républiques baltes. Des « marchés » à défricher où la drogue, provenant d'Asie cette fois, est accessible pour trois fois rien. Mais Jørgen Bay et M^r Hoejer refusent de voir se profiler derrière les bandes de motards l'ombre du crime organisé, du type Mafia ou triade chinoise, même s'ils reconnaissent que certains de leurs membres se livrent « à titre personnel » au trafic de drogue ou d'amphétamines. Pour eux, la police a « intérêt à diaboliser » le phénomène biker et trouve son compte dans les violences des derniers mois. Les crédits supplémentaires qu'elle sollicite lui sont plus facilement accordés et l'arsenal législatif a été renforcé

à sa demande, avec la bénédiction du gouvernement. Une tendance que dénonce Morten Kjærum, dirigeant du Centre danois des droits de l'homme. « Nous assistons à une évolution malheureuse dans la société danoise, où des groupes spécifiques et minoritaires sont devenus la cible de lois particulières, susceptibles d'être utilisées plus tard contre d'autres groupes marginaux », s'inquiète-t-il. Selon lui, cette procédure court-circuite la justice et rend plus difficile l'accès aux tribunaux.

Les malins plongés dans le moteur d'une voiture en cours de réparation dans l'atelier du citoyen du local des « HA » rue des Titans, Peter est à mille lieux de ce débat juridico-politique.

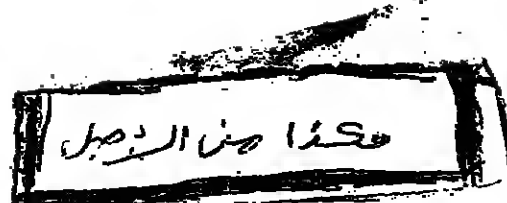
D'après certains policiers scandinaves, deux gangs rivalisent de vitesse pour prendre pied de l'autre côté de la mer Baltique, en Russie et dans les Républiques baltes

Mécanicien à ses heures, cet assistant social connaît bien le milieu des bandes. Il rendait parfois visite à ses voisins très particuliers, dans la maison, « bien ornée », était équipée pour héberger une quinzaine de membres la nuit. Depuis qu'ils sont partis, des voleurs de voitures osent s'aventurer sur ce territoire qu'ils évitaient naguère. Sans vouloir faire l'apologie des bikers, Peter souligne que leur discipline interne et leur sens de l'organisation attirent certains jeunes privés de véritable famille. « N'oublions pas que les pays nordiques comptent des taux de divorce parmi les plus élevés du monde ! », dit-il.

L'officier de police Kai Vittrup cherche lui aussi du côté de l'explication. Il rendait parfois visite à ses voisins très particuliers, dans la maison, « bien ornée », était équipée pour héberger une quinzaine de membres la nuit. Depuis qu'ils sont partis, des voleurs de voitures osent s'aventurer sur ce territoire qu'ils évitaient naguère. Sans vouloir faire l'apologie des bikers, Peter souligne que leur discipline interne et leur sens de l'organisation attirent certains jeunes privés de véritable famille. « N'oublions pas que les pays nordiques comptent des taux de divorce parmi les plus élevés du monde ! », dit-il.

« S'ils veulent s'entretenir, estime Kai Vittrup, ils le feront, il leur suffit d'être patients. »

Benoît Peltier
Dessin : Ricardo Moscoso



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Allary, directeur général ;
Jean-Jean Bompard, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Cassan, Pierre Georges,
Laurent Gbaguidi, Eric Lacroix, Michel Kohn, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Korn
Secrétaire général de la rédaction : Alain Tourment
Médiateur : Thomas Frensch
Directeur éditorial : Eric Platel / directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Roffat / directeur des relations internationales : Daniel Verret
Conseil de surveillance : Alain Miné, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Foccart (1969-1982),
André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1906.
Capital social : 550 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, le Monde Prévoyance
Siège social : 21, rue CLAUDE-BERNARD - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-50. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F.

Quand Kohl et Chirac courtisent Eltsine...

Suite de la première page

Bien que séparément, Helmut Kohl et Jacques Chirac tireront dans le même sens et parleront le même langage. Ils expliqueront que l'extension de l'OTAN n'est pas dirigée contre la Russie et que l'organisation en développement ne ressemble plus à la bête noire du Kremlin. Le président français serait d'autant mieux placé pour soutenir cet argument que « l'euro-péanisation » de l'OTAN aurait progressé. D'ailleurs, des soldats russes coopèrent sans problème avec des unités de l'OTAN en Bosnie depuis plus d'un an.

Les deux hommes d'Etat occidentaux souligneront qu'ils soutiennent toute proposition visant à intégrer la Russie dans des structures paneuropéennes et à lui reconnaître le rôle qui lui revient dans les affaires du continent. Deux idées sont actuellement en discussion : une charte ou traité régissant les relations entre l'OTAN et la Russie et une déclaration solennelle, dans le cadre de l'OSCE, sur les principes et les normes de la vie en commun en Europe ainsi que sur les mécanismes de leur mise en œuvre.

Les difficultés commencent au-delà de ces généralités. Dans ce trio virtuel Chirac-Kohl-Elsine, chacun apporte ses incertitudes et ses contradictions. La France comme l'Allemagne, avec une intensité variable selon les moments, s'est prononcée pour l'élargissement de l'OTAN aux nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est ; toutes deux sont intéressées - l'Allemagne surtout - à la création d'une vaste zone de stabilité jusqu'au Bug (la frontière polono-biélorusse) ; elles ne veulent pas décevoir les pays d'Europe centrale et orientale qui frappent à la porte des organisations occidentales, mais elles ne veulent pas non plus braquer la Russie. Le Kremlin leur a signifié que c'était la quadrature du cercle.

La proposition française de déclaration politique a reçu un accueil plutôt frais au dernier sommet de l'OSCE à Lisbonne. Elle n'a guère été soutenue par les Allemands qui ont toujours eu une faible pour cette institution ou ils ont déployé leur *Ostpolitik*. Les Etats-Unis préfèrent évidemment l'OTAN, qu'ils dominent, et les Etats d'Europe centrale aussi, qui y voient la consécration de leur oc-

cidentalisation. Même les Russes auxquels la proposition est destinée au premier chef sont réticents parce que, dans sa structure actuelle, l'OSCE a pour principale fonction de surveiller le respect des droits de l'homme, ce qui les place parfois dans une position inconfortable. L'OSCE les intéresserait le jour où elle deviendrait l'institution principale en Europe, avec un Conseil de sécurité dans lequel ils auraient, comme à l'ONU, un droit de veto.

L'idée avancée par Jacques Chirac d'adopter au sommet atlantique de juillet un sommet pan-européen était aussi destinée à la consommation russe. Mais le Kremlin n'a pas manifesté l'enthousiasme escompté. S'il ne lui déplait pas d'être associé à une grande cérémonie transatlantique, il ne veut pas que sa présence vienne cautionner l'élargissement de l'OTAN, qui aura été décidé - sans lui - quelques heures plus tôt.

CONTRADICTIONS
Face au projet de charte OTAN-Russie, la position française n'est pas non plus dépourvue d'ambiguïté. D'un côté l'idée d'associer plus étroitement Moscou aux activités de l'organisation occidentale correspond aux préoccupations de Paris. Mais en même temps, si cette charte fait de la Russie une sorte de membre implicite de l'OTAN (qui aurait tous les droits d'un membre à part entière, sauf la garantie mutuelle de sécurité), l'OTAN risque à terme d'occuper tout l'espace de la sécurité européenne et de reléguer au second plan non seulement l'OSCE mais aussi l'Union européenne. Cette crainte a amené les dirigeants français à boudier le Conseil du partenariat atlantique, ajoutant ainsi un nouveau chapitre au contentieux franco-américain.

Dans sa marche à travers la forêt, la famille a croisé d'autres familles. La plupart déjà déclinées, comme elle, par la faim, la maladie, les massacres. Elle a croisé des charniers. Elle sait ce qu'il attend. Ils sont des milliers, comme elle, promis à une mort inexorable. Des milliers à se nourrir de racines et de baies, tandis que la faim fait gonfler leur ventre et tue leurs enfants.

RECTIFICATIFS

ERECTUS A JAVA

Le sigle IFP désigne l'Institut de paléontologie humaine de Paris, et non l'Institut de préhistoire humaine comme nous l'avons indiqué par erreur dans l'article consacré à la possible présence d'*Homo erectus* à Java il y a 30 000 ans (*Le Monde* du 18 décembre).

JOHN VON NEUMANN

Le mathématicien américain John von Neumann (1903-1957) n'a pas été « à la tête » du projet « Manhattan » qui aboutit à la conception de la première bombe atomique, ainsi que nous l'avons indiqué par erreur dans un article consacré au hasard dans les sciences (*Le Monde* du 13 décembre). Il faisait partie d'un groupe de conseillers auprès de Robert Oppenheimer, directeur du laboratoire scientifique de Los Alamos (Nouveau-Mexique) chargé de la mise au point de la bombe, nommé à ce poste par le général Leslie Groves, orchestrateur du projet « Manhattan ».

Daniel Verret

Madagascar avant le Gabon, le Ghana après le Sénégal : pas un mois, pas une semaine, sans qu'un pays africain ne soit appelé aux urnes. Inimaginables il y a quelques années, ces élections semblent maintenant faire partie de la normalité politique d'un continent dont on ne soulignera jamais assez qu'il n'est pas uniquement celui des massacres ethniques, de la corruption et de la dictature. Cette maturité est si rapide que l'Afrique subsaharienne a ainsi pris plusieurs longueurs d'avance, en la matière, sur le Proche-Orient, le Maghreb ou l'Extrême-Orient, régions pourtant économiquement souvent bien plus avancées.

L'Afrique vote, si souvent, dans des circonstances si diverses, qu'on a vu au fil du temps se dégager une typologie des scrutins. Celui, en cours de dépouillement, de Madagascar pourrait ressembler à l'élection présidentielle béninoise d'avril 1996, qui a vu la victoire du général Mathieu Kérékou. On connaît aussi des élections faites pour légitimer des pouvoirs acquis par la force (au Niger, au Tchad) et celles qui permettent à d'anciens partis uniques

de se maintenir en place (en Côte d'Ivoire, au Sénégal). Certains pays, comme le Ghana, sont arrivés au stade où un ancien dictateur militaire, Jerry Rawlings, déjà confirmé dans ses fonctions par les électeurs en 1992, peut se permettre de gagner à la loyale une élection disputée, mais pas contestée, par une opposition vigoureuse.

Autre motif de satisfaction : contrairement aux proclamations de tant de dictateurs, on constate que multipartisme et démocratie électorale sont des facteurs de stabilité, même quand les puissants prennent de grandes libertés avec la sincérité des scrutins.

Cet espoir est fragile. D'abord parce que sur les quatre géants du continent, un seul,

Afrique du Sud, s'est engagé sur le chemin de la démocratie. Les trois autres - Zaïre, Soudan et Nigeria - restent à la traîne, même si Kinshasa a annoncé la tenue d'élections générales au printemps. Ensuite, parce que la sagesse des électeurs dépasse souvent celle du personnel politique, encore prisonnier des vieilles habitudes de l'ère post-coloniale, corruption et refus de l'alternance. Le temps est aussi venu de réfléchir à la définition d'une démocratie mieux adaptée à ce continent, tenant notamment compte des spécificités ethniques, loin des schémas jacobins imposés par les anciennes puissances coloniales.

L'enfantement de cette démocratie a lieu à un moment où les économies africaines doivent se soumettre aux « ajustements structurels » nécessaires, mais à combien cruels socialement, imposés par les bailleurs de fonds internationaux. L'Afrique consolidera ses acquis démocratiques, impensables il y a seulement cinq ans, grâce à un développement soutenu, harmonieux, prenant en compte les contraintes sociales. Elle n'y parviendra pas seule.

Indécence « communauté internationale »

par Sylvie Brunel

L'A famille attend. L'ombre précaire des arbres géants n'empêche pas la pluie de transpercer les petits jusqu'aux os. Précieux viatique emporté dans la fuite, une bêche de plastique déjà déchirée protège au moins le bébé et permet de maintenir quelques braves.

Mais le bébé va mourir, la mère le sait. Elle sait ce que signifient ces membres tout gonflés, cette peau craquelée, cette prostration : deux de ses enfants, déjà, n'ont pas atteint leur première année.

Cela fait deux ans que la famille fuit. Elle s'est réfugiée là, épuisée, après avoir connu l'exode, puis les camps. La terreur, toujours. Elle a fui dans la forêt, croyant y trouver un havre. Elle est arrivée dans un nouvel enfer.

Le danger est partout : soldats zairais livrés à eux-mêmes, villageois furieux de cette intrusion qui apporte avec elle l'insécurité, rebelles tutsis à la recherche des miliciens hutus, miliciens hutus cherchant comment survivre.

Dans sa marche à travers la forêt, la famille a croisé d'autres familles. La plupart déjà déclinées, comme elle, par la faim, la maladie, les massacres. Elle a croisé des charniers. Elle sait ce qu'il attend. Ils sont des milliers, comme elle, promis à une mort inexorable. Des milliers à se nourrir de racines et de baies, tandis que la faim fait gonfler leur ventre et tue leurs enfants.

ironie terrible : beaucoup disposent encore d'une radio. Ils ont entendu que ceux qu'on appelle « la communauté internationale » allaient partir à leur recherche. Ils ont espéré. Puis ils ont entendu que tout cela était beaucoup trop compliqué et qu'on allait leur larguer des vivres par la voie aérienne. Ils ont guetté le ciel, mais le ciel n'a apporté que la pluie.

américaines autour de la succession de Boutros-Ghali ; elle rend indécentes les tergiversations diplomatiques, en Occident comme en Afrique, quant à la réponse à donner au conflit des Grands Lacs.

Face à cette démission du politique, l'action humanitaire offrirait au moins, jusqu'ici, une échappatoire morale. Pourtant, il devient bienséant de brocarder l'humani-

finiment plus terribles dans leur acuité et par le nombre de ceux qu'ils frappent, mais lointains. Des drames dont on s'accommode d'autant mieux qu'ils ne nous frappent en rien.

Il est urgent de revenir à une morale collective qui refusait que des êtres humains soient sacrifiés, délibérément sacrifiés, parce qu'ils n'ont pas voix au chapitre. Urgent de combattre le cynisme débasé qui prévaut de plus en plus face aux drames du Sud.

Malheureusement, tant que l'ONU sera réduite à ce qu'elle est, un amalgame chaotique de nations aux intérêts contradictoires ; tant que la France continuera à se discrediter en Afrique par sa politique à courte vue, qui consiste à soutenir les dictateurs au nom de la stabilité ; tant que les Etats-Unis ne verront dans le reste du monde qu'un marché à conquérir et à dominer, il ne restera que l'humanitaire, avec ses imperfections et la modestie de ses moyens, pour porter haut et clair la bannière de la morale internationale et interpellé le monde sur ses coupables démissions. Il ne restera que l'humanitaire pour donner aux plus faibles un droit, certes précaire, mais un droit quand même : celui de pouvoir survivre.

Ne laissons pas mourir les prisonniers des forêts zairaises.

Sylvie Brunel est directrice scientifique d'Action contre la faim

L'humanitaire une fois discrédité, quelle voie reste-t-il face aux malheurs du monde ? Rien. Ou plutôt si : l'égoïsme

Tandis que mouraient les plus faibles, les plus fragiles, ils ont entendu que la communauté internationale estimait que le problème était réglé et que les opérations d'assistance s'interrompaient. Ils ont compris qu'ils allaient mourir. Seuls.

Aucun citoyen ne peut être blâmé d'avoir pensé plus, ces derniers jours, à la composition du repas du réveillon qu'à ceux qui meurent au même moment dans la forêt zairoise. Aucun : nul n'a à porter sur ses épaules le malheur du monde.

Aucun citoyen certes, mais ceux qui sont redevables de la marche du monde ? L'agonie sans fin de milliers de personnes dans la forêt de l'est du Zaïre jette une ombre coupable sur les querelles franco-

taire, qui aurait fallu dans des camps de réfugiés mis en coupe réglée par les miliciens hutus, qui aurait exagéré le nombre des victimes des massacres et de la faim lorsque a commencé l'exode au début du mois de novembre 1996. Comme s'il fallait toujours, lorsqu'il s'agit de l'Afrique, négliger les massacres tant qu'ils n'ont pas atteint le seuil du nombre de victimes jugé susceptible de déclencher le signal de l'émotion et de l'indignation collectives, seuil qui devient, chaque année, un peu plus élevé.

L'humanitaire une fois discrédité, quelle voie reste-t-il face aux malheurs du monde ? Rien. Ou plutôt si : l'égoïsme sacré qui veut que nos malheurs proches - et réels - occultent d'autres drames,

Sokal n'est pas Socrate

par Denis Duclos

NOMBRE des attaques actuelles menées aux Etats-Unis aussi bien contre les « intellectuels français » (Jacques Lacan, Maurice Blanchot, Jacques Derrida) que contre des penseurs universels comme Freud n'appartiennent pas elles-mêmes au genre intellectuel. Elles ne cherchent pas à comprendre mais à parodier, à dénigrer, à piéger, à salir.

Leur orchestration relève d'ailleurs de l'opération commerciale ou même de la guerre psychologique. Leur philosophie sous-jacente est celle d'un chauvinisme anti-européen qui tiendrait lieu de commun dénominateur aux défenseurs d'une nouvelle souveraineté, dont nous devrions accepter par tout d'être les vassaux, y compris et surtout dans la pensée.

Mais où est la pensée du professeur Alan Sokal (*Le Monde* du 20 décembre 1996) ? Prendre au sérieux son canular n'a aucun sens. Ce n'est pas parce qu'une revue de sciences sociales se laisse piéger par des erreurs en physique que les questions sociales cessent d'avoir leur autonomie radicale. Ce n'est pas parce que certains rédacteurs de revues ultraspecialisées (aussi bien en sciences qu'en humanités) ignorent totalement la spécialité du voisin qu'il faut en attribuer la faute à feu Lacan, grand connaisseur de sciences naturelles,

introduction à la pensée anglosaxonne, et « discutant » tenace des meilleurs logiciens.

Que Lacan soit moins intéressant à lire que Bertrand Russell n'est pas sûr, quand le premier discute le second, rappelant par exemple comment il a introduit Frege au doute sur la possibilité logique de réunir le signifiant et le signifié, le pensant et le pensé, la culture et la nature.

Certains semblent se figurer que l'on peut spéculer à la baisse sur la pensée, comme sur la monnaie ou le marché de l'art

Ce vieux rêve scientifique n'est toujours pas éteint, même s'il est aujourd'hui bien en crise pour ne nous avoir pas encore sauvés de l'angoisse existentielle, au grand dam d'un Alan Sokal ou d'autres. Ce qui n'interdit évidemment pas de lire directement Russell, étonnamment plus ouvert que nos pilotes de l'intellectuel correctness.

Ce qui frappe surtout dans ces vastes opérations de dévaluation

concertée, c'est leur cynisme, c'est-à-dire la croyance naïve dans la toute-puissance infantile de l'effet de mode. Leurs agents agressifs, stipendiés ou honnêtes, semblent se figurer que l'on peut spéculer à la baisse sur la pensée, comme sur la monnaie ou le marché de l'art. Ils se trompent : la réflexion n'intéresse que ceux qui s'y consacrent de l'intérieur, et cette passion-là est inconditionnelle, inélastique.

Que d'autres tournent autour en singeant ce qu'ils ne veulent pas comprendre n'a aucune espèce d'intérêt. Qu'ils organisent des sortes d'autodafés symboliques pour libérer la jeunesse américaine d'influences pernicieuses est aussi stupide que l'ordre donné jadis à Socrate de boire la ciguë pour arrêter de faire penser autrui.

Si l'on cherche un moyen de répondre partout les questions dérangeantes de Socrate, c'est bien celui-là : le tuer dans sa réputation de bien-pensant. Au fond, tant mieux : laissons au visiteur du parc à thèmes les sinagrees de M. Sokal, et reprenons les questions posées au monde humain par Freud ou Lacan (que ses héritiers pourraient d'ailleurs publier un peu plus vite).

Denis Duclos est sociologue, directeur de recherche au CNRS

Ludovic Echalié, Paris

LE FEUILLETON
DE PIERRE LÉPAGE
« La Nuit de l'erreur »
de Tahar Ben Jelloun
page II

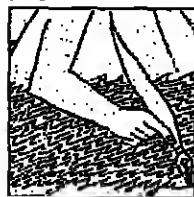


QUÉNEAU
page III

Le Monde des LIVRES

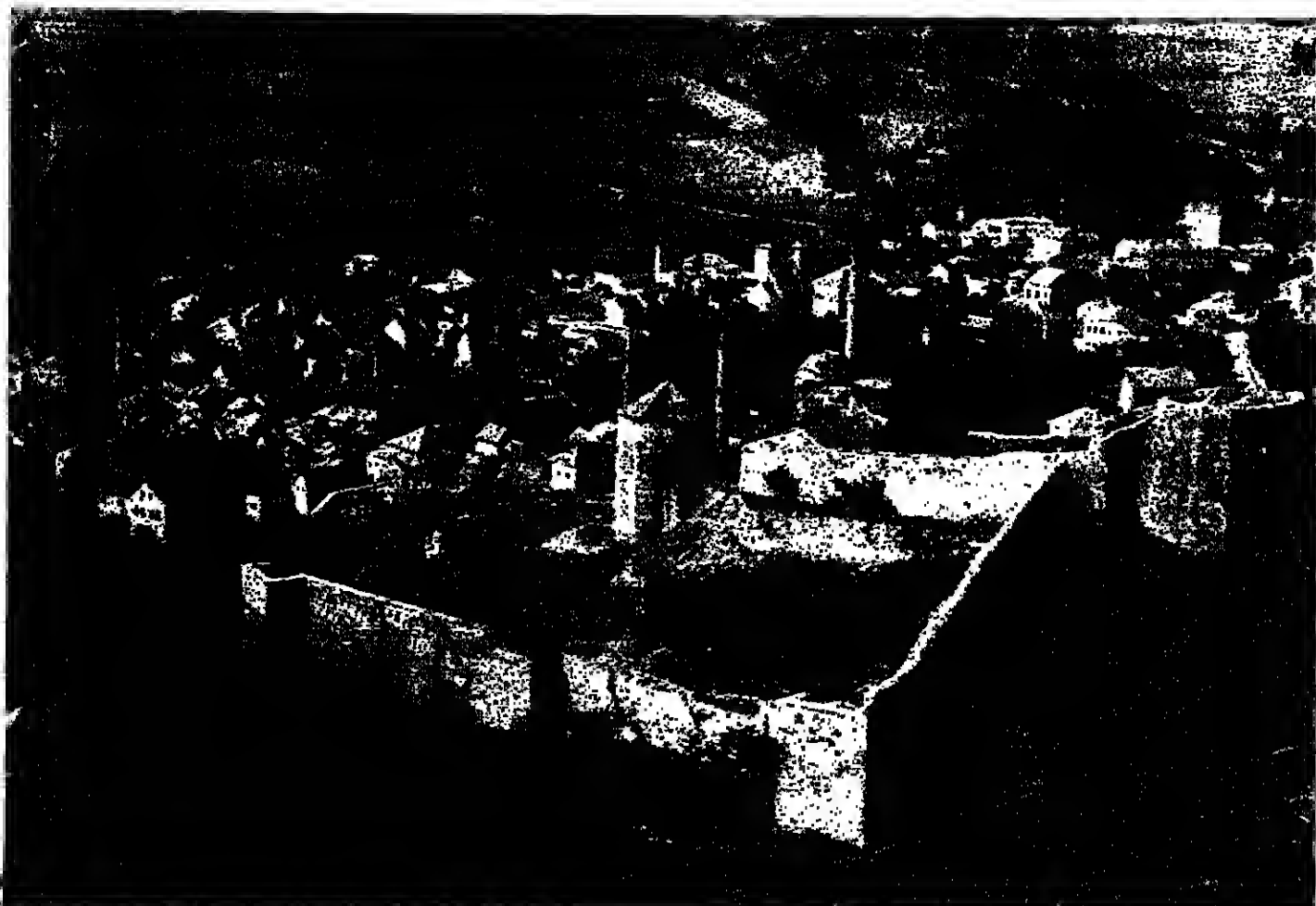
VENREDI 3 JANVIER 1997

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI



ESTHÉTIQUE
De Dürer
à Buster Keaton,
l'œil universel
d'Erwin Panofsky
page VII

L'Europe s'arrête à Travnik



Dans un roman
tristement
prémonitoire, le serbe
Ivo Andrić a fait de
cette ville, capitale de
la Bosnie ottomane, le
théâtre symbolique
d'une Europe éclatée

sonnels d'Ivo Andrić et la valeur
essentielle de cette « Europe cen-
trale » qui mérite si bien son nom :
la rencontre de la modernité et de
la tradition, de l'Occident et de
l'Orient.

Les hommes jurent, les femmes
lancent des insultes, on jette un
œil mauvais derrière les volets
clos. Pour les Turcs, privilégiés de
l'empire, mieux vaut que rien ne
bouge. Les autres, eux, ont tout à
gagner de cette brèche dans la for-
teresse - les Croates parce qu'ils
sont catholiques et liés à l'Empire
d'Autriche, les Serbes parce qu'ils
espèrent aussi un consul russe et
que toute distraction apportée au
viziir ne peut que favoriser leurs in-
lassables soulèvements contre les
Turcs, les Juifs parce que, habitués
depuis des générations à l'exercice
de la survie, ils attendent tout de
la France des Lumières.

Tout cela, Andrić ne l'explique
pas, il le voit. Du toussement
agacé du viziir à la malice du phar-
macien juif dans son échoppe mi-
nuscule en passant par la tombée
de la nuit ou le bruit des portes
dans le bazar juste avant la ré-
volte, chaque signe a valeur d'in-
dige. L'écrivain laisse à qui veut le
soin de le comprendre ou de le
craindre, abandonnant Travnik à
son irrémédiable cohérence. Son
astuce est de la laisser décrire par
ceux qui, y étant « étrangers »,
l'observent du coin de l'œil tout
en s'opposant les uns les autres,
plus ou moins hantés par l'ombre

de celui qui justifie leur présence,
le lointain Napoléon ; Jean Daville,
le consul français épouvanté par
cet Orient barbare, et son
contraire, le jeune et brillant Des
Fossés, curieux de tout ; la mer-
veilleuse M^{me} Daville et son homo-
logue autrichienne, la ridicule
M^{me} von Mitterer... Destinées de
passage dans un « monde d'hier »
dont Andrić donne la sensation
profonde et qui, à l'image de celui
de Zweig, ne va pas tarder à mou-
rir.

A l'heure où Andrić rédige Trav-
nik, pendant la deuxième guerre
mondiale, la mort est déjà à
l'œuvre. Dans une nouvelle magis-
trale, *Titanic* (2), l'écrivain en ré-
vèle son expression limite : la
confrontation tragique à Sarajevo,
en 1914, d'un oustachi s'inventant
sa raison d'être et d'un juif décou-
vrant, à cause de cela même, sa ju-
dité.

Alors que *Titanic* montre admi-
rablement le point de bascule où
le postulat de la différence vire à la
haine de l'autre puis à l'invention
des motifs qui justifiaient son
anéantissement, *La Chronique de
Travnik* décrit la virtualité confuse
de ce passage, une mosaïque de
mondes étanches et hostiles en
état de tolérance provisoire, la
brasse sous les cendres. Sans illu-
sion sur sa Bosnie pluriculturelle
où il voit « des ouragans de haines
entremêlées, concentrées, qui mû-
rissent et attendent leur heure »,
Andrić se montre d'un pessimisme
tragiquement prophétique. Ce qui
ne le dispense pas de la stupeur,
comme le triste héros juif de
Titanic demandant soudain : « Qu'est-
ce qui se passe ? »

(1) Une précédente version avait été
publiée à l'Age d'homme.
(2) Belfond, malheureusement épuisé.

LA CHRONIQUE DE TRAVNIK
(*Travnicka Kronika*)
d'Ivo Andrić.
Traduit du serbo-croate
par Pascal Delpech,
préface de Paul Garde,
Belfond, 514 p., 149 F.

En 1991, à Visegrad, le
monument érigé en l'honneur
d'Ivo Andrić fut détruit par des
manifestants musulmans, et les
Serbes, de leur côté, tentent de
faire de lui leur symbole national
exclusif. Ironie du sort pour cet
écrivain de génie, né en 1892 et
mort en 1975, croate de Bosnie de-
venu serbe d'adoption et avant
tout partisan infatigable de la
construction yougoslave. Son prix
Nobel de littérature, en 1961, n'a
pas suffi à le faire connaître à la
mesure de son talent, et l'ironie
veut encore qu'il ait fallu la tragé-
die du récent conflit pour relire un
peu mieux cet humaniste scepti-
que et visionnaire qui en avait
justement redouté l'explosion : la
mort du pays qu'il aimait avec son
entassement distinct de peuples,
de cultures, de religions.

Né à Travnik, enfant à Visegrad,
lycéen à Sarajevo, étudiant à Za-
greb, Vienne et Cracovie, prison-

nière et un vent froid et qui est,
mine de rien, la capitale de la Bos-
nie ottomane. Ce n'est pas un ha-
sard si le malicieux Andrić choisit
de l'espionner dans un moment de
son histoire qui ressemble à sa si-
tuation géographique : très préci-
sément entre 1806 et 1814, pendant
les lointaines guerres napoléo-
niennes. Travnik en est la caisse de
résonance, prise en étau entre les
intérêts politiques turcs, français,
autrichiens, russes ou vénitiens,
histoire de compliquer encore ce
réservoir humain et religieux où
cohabitent Turcs musulmans, mu-
sulmans non Turcs et la « raya » -
Croates catholiques, Serbes ortho-
doxes, juifs sépharades. L'Europe
s'arrête à Travnik, au pied des
montagnes escarpées, et le génie
d'Andrić est de faire soudain de
cette petite ville de l'Empire turc le
noeud dramatique d'un destin, un
théâtre exceptionnel et symboli-
que, une sorte de centre du
monde.

A Travnik, il ne se passe pas
grand-chose et c'est là, dans cette
pesanteur immobile, reflet d'un
monde oriental enraciné dans ses
traditions et ses préjugés, que
l'écrivain pointe ses
jumelles : portraitiste
fini, « présent por-
tout, visible nulle part » comme
Flaubert, il relève le même défi de
créer « un roman sur rien ». Le
livre finira exactement comme il a
commencé, comme si rien n'avait
eu lieu. Mais Andrić, lui, a vu. Es-
piègle, théâtral, subtilement ironi-
que, faisant de l'inactivité même
une véritable suspense et de chaque
détail une sensation très exacte -
jamais on n'a, avant Andrić, senti
ainsi le vent, la nuit qui tombe,
l'odeur du tabac ou le fiel d'un re-
gard - il tient ses descriptions
comme un chien son nif. Ce qu'il
prend en flagrant délit, c'est le
temps, à peine perceptible, d'une
secousse.

Car quelque chose se passe
quand même à Travnik. Quoi ? On
verra. Selon la coutume orientale,
l'événement est précédé par sa ri-
meur et ses commentaires - mé-
fiance, ronchonnements, inquié-
tudes ou orgueil sceptique. Non,
impossible, « il ne doit et ne peut
arriver [aux Travnikois] ce qui ar-
rive aux autres ». De quoi alimen-

ter en tout cas le « sofa » quoti-
dien des beys et des notables
réunis sur leurs bancs plus anciens
qu'eux, à l'ombre du tilleul, tout
au bout du bazar turc. L'évène-
ment, c'est la prochaine installa-
tion dans la ville d'un consul fran-
çais dont on se doute qu'il sera
suivi - concurrence oblige - par un
consul autrichien.

Une brouille, apparemment,
mais qui fait l'effet d'un pavé dans
la mare. L'arrivée de ces deux
étrangers, eux-mêmes porteurs
des intérêts respectifs de leurs
pays en guerre, vient troubler le

petit monde de Travnik, où les mé-
fiances et les hostilités inter-
communautaires de la « raya »
sont à la fois contenues par un
compromis de tolérance réci-
proque, étouffées par l'autorita-
risme de l'Empire ottoman et ci-
mentées par la haine commune
qu'il leur inspire. Leurs différences
tacites trouvent là une raison par-
mi d'autres de s'exprimer. Ce qui
est symboliquement en jeu à tra-
vers la présence des consuls, c'est
la proximité de l'Europe en guerre,
mais surtout l'irruption de ce qui
constitue l'un des thèmes obses-

Variations grinçantes sur le pouvoir et la peur

L'enfer des mouches, c'est elle : la Reine. Parole d'autorité, discours de crainte, Verbe unique.

Sous le couvert d'une fable étrange et poétique, Anne-Lou Steininguer nous épingle

LA MALADIE D'ÊTRE MOUCHE
d'Anne-Lou Steininguer.
Gallimard, 234 p., 95 F.

Avez-vous déjà entendu,
dans vos écoles, dans vos bu-
reaux, le discours de la
Reine des mouches ? Une parole
d'autorité qui ne souffre pas le
doute ni l'interrogation, une affir-
mation de pouvoir qui est en elle-
même un abus de pouvoir, un bla-
bia qui n'a d'autre sens que le désir
de susciter la crainte... Avez-vous
eu peur, avez-vous consenti, avez-
vous obéi, bref, vous êtes-vous in-
clinés, couchés, avez-vous abdicé
devant ces propos sans en relever le
ridicule, avez-vous accepté d'être
dominés ? Peut-être bien. Pour
vivre en société, il faut faire des
compromis, n'est-ce pas ?

Si vous voulez en savoir un peu
plus sur vous-même et sur cette
question, tout en riant (jaune), si
vous avez le sens de la fable et de la
farce, alors vous ne devriez pas
manquer de lire *La Maladie d'être
mouche*, le très curieux texte d'une
femme dont vous n'avez jamais en-
tendu le nom, Anne-Lou Steininguer.
Elle a trente-trois ans, elle est née
en Suisse, dans le Valais, et vit à Ge-
nève. *La Maladie d'être mouche* est
son premier livre publié. Comment

le qualifier ? Récit poétique ? Soli-
loque dramatique ? Incantation co-
casse ? Tragédie bouffonne est
peut-être ce qui conviendrait le
mieux, si ce rapprochement était
autorisé.

Tragédie en cinq actes, pour que
celle qui s'est faite Verbe, et Reine -
à laquelle il arrive, malheureuse-
ment, « de confondre les mots
« créer » et « gouverner » - rêve

Josyane Savigneau

l'univers des mouches à son image.
« Je suis la plus vieille souveraine du
monde, le suis d'avant le feu, flamme
plus profonde. Je suis d'avant les
guerres, des premiers corps à corps.
Je suis d'avant les mots, mais langue
déliée. » En prologue, une adresse
aux mouches « si petites, si stupides
et si insignifiantes ». Ensuite, « Mort
et consolation », « Religion », « Po-
litique », « Psychologie ou les peurs
civiles », « De la haine », « De la
fuite », « Du savoir » - et enfin
« Solipsisme », quand il n'y a plus
pour celui qui parle d'autre réalité
que lui-même.

Bien sûr, on peut relever, dans ce
travail ambitieux, certaines long-
ueurs (elles y sont) et des fai-
blesse de « premier livre ». Ou
bien s'interroger sur ce que le choix
de l'insecte, et précisément de la

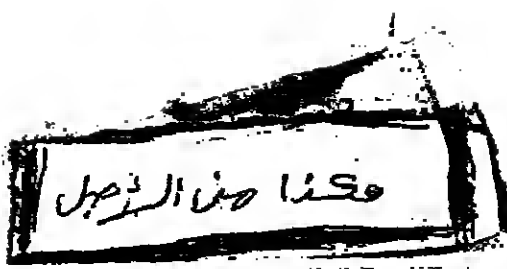
mouche, a de convenu pour une
parabole sur le pouvoir et la peur -
on ne s'étonnera pas de croquer, au
passage, quelques personnages de
la tragédie antique, dont Œdipe et
Icare. Certains, peut-être, s'attar-
deront sur ces défauts et seront re-
butés, s'ils demeurent insensibles
au rythme de l'écriture d'Anne-Lou
Steininguer, à son sens de la compo-
sition, à sa scansion. Prose, calli-
grammes, vers réguliers,
rimes improbables, « dis-
cours en ruines » qui
cherche à retrouver « le Balbutie-
ment Primordial », alliterations en
cascade, jeux de mots, proformations
haletantes... On peut se laisser por-
ter, emporté : en entendant cette
Reine des mouches bouffe de pou-
voir, gavée d'elle-même, pute, sor-
cière, au « Mot » hypertrophié, pro-
liférant, envahissant, étouffant, on
retrouve le goût de crier, de jurer,
de se révolter. Anne-Lou Steininguer
emmène son lecteur à un train
d'enfer...

Enfer est le mot juste. Cet enfer,
c'est la société, ses rites de domina-
tion, sa haine des individus, (« La
Reine des mouches dans le cours de
son ultime tirade : « Qui me délivre-
ra de la crédulité ? » Il reste à espé-
rer que cela ne l'empêchera pas de
continuer à écrire, avec une iden-
tité et saine méchanceté. Il serait
bien dommage qu'elle se taise : et
pas seulement pour les mouches...

Marion Van Renterghem

nier des autorités austro-bon-
groises pour avoir participé au
mouvement nationaliste respon-
sable de l'attentat de Sarajevo en
1914, diplomate dans les grandes
villes d'Europe avant de s'installer
à Belgrade, Andrić n'a cessé de
s'éloigner des villes bosniaques de
son enfance et d'y revenir obstiné-
ment en faisant d'elles les décors
priviliés de ses livres. Plus que
des décors, des personnes à part
entière, énigmes vivantes à l'hu-
meur imprévisible, héroïnes de
pierres du Pont sur la Drina (Bel-
fond) ou de cet autre roman
éblouissant, incroyablement capti-
vant sous ses faux airs de récit eth-
nographique : *La Chronique de
Travnik*, dans une très belle traduc-
tion de Pascal Delpech (1).

Le personnage principal du Pont
sur la Drina, c'est le pont. Celui de
la Chronique, c'est la ville de Trav-
nik sous domination turque au dé-
but du XIX^e siècle. Une petite ville
orgueilleuse encastrée dans les
montagnes, traversée par une ri-



LA NUIT DE L'ERREUR
de Tahar Ben Jelloun.
Seuil, 316 p., 125 F.

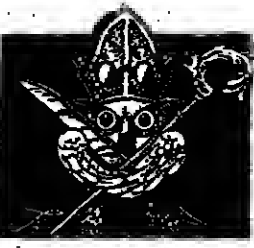
Il y a bien longtemps qu'en France la vie littéraire ne s'écrit plus dans les cafés. La tradition était ancienne pourtant : aussi vieille que la consommation publique du breuvage noir et excitant qui avait, à la fin du XVIII^e siècle, donné son nom à ces établissements. Entre le cabaret populaire et le Salon aristocratique, le café était le lieu par excellence de cette ambiguïté sociale où se meuvent, bon gré mal gré, les écrivains modernes : à la frontière des classes, dans l'entre-deux des cultures et des usages de la langue, à la limite du public et du privé, de la libre parole et de la censure (les cafés étaient aussi remplis de mouchards), de l'agitation d'idées nouvelles et du bureau académique, du bavardage et de la philosophie. La disparition littéraire des cafés - c'est désormais chacun chez soi et tous aux colloques et à la télévision - marque un tournant important dans l'idéologie et dans le fonctionnement de la République des lettres.

Ailleurs, dans les pays arabes par exemple, le café demeure, les romans de Naguib Mahfouz en témoignent, un espace de liberté et de confrontation, strictement masculin, où peuvent converger, se mesurer, s'observer, se conjurer les différents courants d'une société déchirée entre les exigences de la tradition et les séductions de la modernité, entre la parole du conte et l'écriture du roman : un havre de liberté. C'est un café qui sert de point de rencontre, de lieu commun entre les histoires que raconte Tahar Ben Jelloun dans *La Nuit de l'Erreur* : c'est le café, dans sa neutralité inquiétante, qui donne à des récits empreints d'ésotérisme, de symbolisme et de fantasmes érotiques leur réalisme romanesque.

La Nuit de l'Erreur est sans doute, de tous les livres de Tahar Ben Jelloun, le plus ambitieux : celui où il a choisi d'affronter les plus grandes difficultés. Il s'agit de pousser jusqu'au bout, jusqu'à leurs limites extrêmes, deux traditions narratives, exprimant elles-mêmes deux cultures enracinées et vivaces, et d'en obtenir non pas une impossible et exécrable synthèse, mais un objet nouveau, nécessairement trouble sans être toutefois monstrueux : une œuvre d'art qui porterait en elle les aspirations les plus contradictoires, non pour les résoudre mais pour les vivifier et en chauffer à blanc les arêtes les plus tranchantes. Il ne s'agit plus de dire l'entre-deux : entre deux mondes, entre deux langues, entre deux sexes, entre deux temps, mais l'un et l'autre, l'un contre l'autre et l'un par l'autre.

L'entre-deux tombe en poussière ; c'est Tanger. *La Nuit de l'Erreur* s'ouvre et se ferme par une évocation de la ville hermaphrodite qui a profité de son histoire hispano-arabe et de sa géographie excentrique pour devenir la ville de tous les trafics, de toutes les contrebandes et de toutes les compromissions. A son propos, Ben Jelloun évoque aussi l'antique tradition de l'écrivain : contrebandier des mots, passeur de messages d'un bord à l'autre. Temps révolu que celui où Ibn Arabi allait enseigner à Damas et à La Mecque, la

Un roman non figuratif



Violée par quatre hommes, une jeune et belle marocaine décide de se venger de ses agresseurs en utilisant contre eux leur faiblesse, leur lâcheté et leur désir. Au fil de sa vengeance, l'ensorceleuse tisse le conte de ses machinations. Et Tahar Ben Jelloun d'entrechoquer avec audace deux traditions narratives

mystique musulmane apprise auprès de ses maîtres soufis d'Andalousie. Temps révolu que celui de Tanger : la ville rentre dans la norme ; la police marocaine la nettoie, à sa manière qui n'est ni tendre ni subtile, de tout ce qui fait tâche. Ne resteront bientôt plus que les histoires qu'on invente et qu'on murmure : même en prison les poètes rêvent.

Zina, le personnage autour duquel se pétrit et ferment *La Nuit de l'Erreur*, n'est pas une de ces créatures de légende dont les aventures, les méfaits et les bienfaits se transmettent de bouche à oreille depuis des temps indéfinis et d'un conteur à un autre. Plus exactement, elle est à la fois une telle figure - concrétion des peurs et des désirs collectifs des hommes, source sans cesse renaissante de leurs rêves sexuels et de leur terreur sacrée - et une héroïne moderne de roman dont on pourrait raconter ainsi l'histoire : une jeune Marocaine, très belle, libérée aussi des interdits que la société musulmane traditionnelle impose aux femmes, est entraînée dans une soirée où elle est droguée, violée, battue par quatre hommes. Elle décide de se venger d'eux en n'utilisant comme armes que

leur lâcheté, leur faiblesse et leur désir : « Les femmes sont cruelles parce que les hommes sont lâches », Zina ne se satisfait pas de sa seule vengeance, elle écrit le récit de ses minutieuses et terribles machinations, dont elle confie au fur et à mesure le manuscrit à un couple de conteurs. La tradition du conte se trouve ainsi à la fois respectée et rebaptisée. Par un autre retournement, le romancier imagine même que la légende-roman de Zina pourrait un jour être enregistrée en cassettes et diffusée sur les antennes de la radio nationale. Que resterait-il alors de l'admirable ductilité du conte, du talent qu'a le diseur d'improviser, de se mettre à la place du public changeant qui l'entoure, de se plier à ses rires, à ses pleurs, à sa peur, à son attention ? Que resterait-il sinon un roman, un cimetière de mots ?

Pourtant, le roman est aussi nécessaire. Il fait entrer le monde réel ; il en dit les injustices, les mensonges, les révoltes, les espérances là où le conte agit des figures et des mythes, hors du temps. *La Nuit de l'Erreur* trouve son dynamisme narratif dans ce mouvement de perpétuelle contestation de son genre. Tahar Ben Jelloun invente ce qu'on pourrait appeler un roman non figuratif. Bazar voudrait faire concurrence à l'état civil : chacun de ses personnages avait un visage, une biographie, des caractères, une situation sociale. Le roman naissait de la rencontre en lieu eux-mêmes définis de ces différents éléments sociaux, psychologiques et héréditaires. Dans *La Nuit de l'Erreur*, Zina, Bachar, Bilal, Abid, Carlos, Salim et leurs consins, leurs parents, leurs voisins ne sont ni instant caractérisés que pour mieux se dissoudre dans la parole qui les raconte. Ils sont, à l'état naissant, à l'état réel pourrait-on dire, des êtres de fiction, des inventions du rêve et de l'imagination. Leur existence est aussi mince que leur essence est riche, tumultueuse et multiple. Chacun d'eux est à la fois lui-même et le croisement des histoires que les autres racontent sur lui.

Construction narrative sur le fil du rasoir que Tahar

Ben Jelloun parvient, de main de maître, à rendre parfaitement lisible. Grâce à elle, les éléments les plus hétérogènes cohabitent et se heurtent dans un désordre dont le lecteur peut toujours sentir la signification lorsqu'il ne la comprend pas : la magie et la politique, le sexe et la prière, la passion de la liberté et le respect de la tradition, l'amour du pays et la colère qu'il inspire, l'ombre de Jean Genet et celle de Salman Rushdie, Dionysos et Satan, la sagesse et la folie, la religion et le rite, la sorcellerie et la sainteté, l'éternité et le progrès, les mots d'hier et les réalités d'aujourd'hui.

La langue épouse ces multiples insinuations : lyrique, violente, ou crue, ou murmurée, ou plaintive, ou ironique ; elle est de celles qu'on entend à mesure qu'on les lit. Sans doute sera-ce l'apport majeur des grands écrivains francophones d'Afrique du Nord de l'avoir su gréger, sur notre langue, des musiques, des modes et des rythmes qu'on disait jusqu'alors incompatibles avec sa nature. Pour dire la nuit par exemple, les poésies du rêve, les tréfonds de la souffrance, le français - c'était sa faiblesse par rapport à l'allemand et même à l'anglais - n'avait guère que l'emphase romantique ou l'outrance de ses expressionnistes. Il dispose désormais d'une gamme ample et grave, d'une autre manière de contempler le déant et l'enfer.

Tout n'a pas la même réussite dans *La Nuit de l'Erreur*. Pour être justifié, peut-être, par le système de vases communicants des différents récits et par la tradition des Mille et Une Nuits, la prolifération des scènes érotiques, réelles ou fantasmatiques, cantonne trop souvent Zina - par ailleurs si merveilleuse - dans son rôle de maléfice sexuel pour que le lecteur - qui a compris - ne soit pas lassé par la répétition de ces figures dont le jeu du langage ne peut pas faire oublier les limites. L'extraordinaire attraction que Zina exerce sur tous les hommes, pour le malheur de leur âme et la défaite de leur corps, est évoquée ailleurs de manière assez admissible pour que ces tableaux apparaissent comme des ornements, des hors-textes habilement gravés à l'usage de quelques bibliophiles. Ce que n'est pas la jaquette d'un livre, plutôt kitsch et racoleuse, empruntée à un peintre académique des années 1900, tirant d'érotisme marescaux et d'orientalisme colonial. On ne pouvait imaginer contreforts plus absolus au beau portrait de femme que peint Ben Jelloun.

Mais peut-être fallait-il ces pages de repos, de déjà connu, de remède, d'universellement repérable pour mieux nous faire sentir tout ce que le reste a de différent, de neuf et de troublant : un roman dans lequel le temps qui passe ne s'inscrit ni dans les calendriers, ni dans l'érosion des visages, ni même dans le retour cyclique des astres et des saisons : « Quelques semaines plus tard, non, quelques années plus tard », écrit Tahar Ben Jelloun. Il n'y a là mille désolations : une manière furtive d'indiquer l'émergence d'un nouveau temps romanesque, élastique, discontinu, épousant les inventions de la parole jouant à faire se télescoper l'éternel et l'actuel, le goût de l'espérance qui fait agir et le sentiment de la fatalité qui fait écrire : « Il était une fois... »

version originale

STORIA DI VENEZIA
réalisé avec la collaboration
de la Fondation Giorgio Cini,
Istituto della Enciclopedia Italiana,
8 volumes chronologiques
et 3 volumes thématiques
10 000 p., 450 000 lire chaque
volume.

Toutes les villes ont une histoire... mais Venise a plus d'histoire que les autres. Parce qu'elle est non seulement une ville, mais aussi un Etat, une civilisation, un mythe, un miracle, une énigme, elle suscite depuis toujours une attention ininterrompue, et provoque - dans tous les champs - une sorte d'acharnement descriptif : chroniques, romans, récits, historiographie publique, histoire mythique, etc. Pour l'historien, l'entreprise est éternelle. Fernand Braudel l'a écrit : « Venise est réelle et irréelle à la fois. Il faut aimer Venise pour la comprendre ». Ceux qui ne l'aiment pas ne la comprennent pas. Ceux qui l'aiment croient l'avoir comprise.

Le projet que la Fondazione Cini a réalisé avec l'Encyclopédie Treccani - reconstruire de façon complète l'histoire de la ville (huit volumes chronologiques dont trois sont à présent publiés, cinq autres le seront dans les prochains mois) et décrire certains moments ou expériences particulières (volumes thématiques) - ne pouvait sans doute pas naître avant la fin du XX^e siècle, avant une vaste accumulation de réflexions sur la science, sur le sujet de la science, sur l'histoire... La dernière histoire globale de Venise remonte au milieu du XIX^e siècle, œuvre du Triestino Samuel Romanin. L'idée de celle-ci, dans sa double articulation, remonte à la considération faite par Vittore Branca et ses collaborateurs de l'histoire de la civilisation vénitienne, de 1779, sur l'unité surprenante, foedatrice, du politique et de l'artistique dans l'histoire vénitienne - unité telle que le langage artistique y correspond à « un événement de caractère esthétique mais de signification

profondément sociale et donc politique... ». L'art vénitien s'identifie avec la vitalité de la République. Et les analyses que l'on lit ici cherchent à répondre, avec les instruments les plus affinés, à cette petite question obsédante : « Comment Venise a-t-elle réussi, vers le XIX^e siècle, à se situer sur le toit du monde ? »

« EN MARGE » DE L'HISTOIRE

Ville extraordinaire, qui n'a pas eu de passé féodal, qui n'a jamais connu l'hégémonie d'un évêque, ville gouvernée par un dux-roi, et qui arrive par des voies toutes siennes à vivre une expérience communale, tout en maintenant sa fidélité au modèle byzantin. Et, tandis que les autres communes de la péninsule sont déchirées par les conflits entre « grands » et « populaires », Venise suscite et conserve « un loyalisme de tous envers la communauté ».

Le XIX^e siècle, note Giorgio Cracco, est partout ailleurs le temps des communes, de l'économie renouvelée, des croisades, des hérésies, de la reprise du droit, de la naissance des universités, du réveil évangélique. Partout sauf à Venise, qui instaure une commune différente de toutes les autres, qui se tient en marge des premières croisades, qui ne se fonde pas d'université. Et c'est ainsi, continue l'auteur de l'ouverture du volume intitulé *L'Age de la commune*, que naît l'idée d'une « histoire séparée ».

Histoire séparée, temporalité différente. L'originalité de Venise va jusque-là. Et ce n'est pas tout à fait un hasard si cette histoire mondiale commence par un volume intitulé *La Mer* (le premier publié). La mer est le destin de Venise. Avec la mer s'était inscrite chez les Vénitiens, écrit Alberto Tenenti, « un rapport extrêmement riche et multiple, par certains aspects même vicieux, d'attachement profond, de possession prolongée, de jouissance à la fois contrainte et quasi repue... ». L'attachement à la terre leur apparaît comme second, et la priorité de la mer, qui s'ex-

prime dans la sensibilité collective par les mythes et les symboles, a été renforcée en eux par des lois anciennes. Dans la première moitié du XVIII^e siècle, Paolo Morosini rappelle, non sans complaisance, que depuis 1274 il était interdit d'acheter des terrains en terre ferme, afin d'obliger les Vénitiens à « prendre soin des choses de la mer ». La mer ainsi se trouva « mythisée aux dépens de la terre ». Mais il faut préciser que ces mythes « constituèrent le fruit organique d'un développement collectif global, d'une floraison communautaire fondatrice et inspiratrice ».

Ce qui frappe dans cette *Histoire de Venise* à tous les niveaux d'analyse et dans tous les volumes publiés jusqu'ici, c'est qu'on y retrouve partout cette même constatation, comme étonnée, d'une coexistence communautaire réussie. C'est ainsi, par exemple, qu'à propos des arts, à propos du rapport entre art et politique, Vittore Branca parle d'« une vigoureuse et originale intégration et interaction entre politique et culture ». Les directives d'Etat, qui s'exercent de façon affirmée au cours de toute l'histoire de la ville, « n'ont en fait pas mortifié, elles ont

exalté et intensifié au contraire les personnalités et les capacités d'expression des artistes et des intellectuels ».

Et le rapport avec la mer, rapport « de très longue durée », apparaît comme s'étant développé « en dehors des divisions temporelles courantes ». « Dans la conscience vénitienne, il n'existe pas de perception d'un Moyen Age, ni haut ni bas, et on trouve à peine la notion d'âge moderne ». Etrangement du temps historique pour Venise. Si bien que la parabole du rapport à la mer possède une logique interne et autonome, qui connaît « des oscillations, des rythmes propres, et constitue un monde entièrement fidèle à lui-même » (Alberto Tenenti).

Et ce qui serait ailleurs contra-

La Sérénissime commune

Il ne fallait pas moins de huit volumes - dont trois paraissent aujourd'hui - pour retracer l'histoire de Venise. L'évolution d'une ville, d'un Etat, d'une civilisation, d'une énigme : celle d'un sens communautaire inégalé

dition en ce lieu ne l'est pas. Ainsi Paolo Morosini pouvait affirmer que Venise ne pouvait être atteinte que par la mer, et, à quelques dizaines d'années de distance, Luigi Groto la voit ébranlée et défendue par l'Adriatique. Si l'on contextualise ces deux affirmations, on découvre qu'elles ne se contredisent pas mais expriment des réalités complémentaires, à peu près constantes. La vaste mer sentie comme menaçante, au-delà du calme de sa lagune, rassurait, de fait, les Vénitiens, puisque la ville était là, « refuge des trésors de la mer, réceptacle de ses biens, bénéficiaire des entreprises de ses fils ».

Identification mythique : « Tu es une nouvelle Vénus née au milieu de la mer, où tu parais œuvre divine plutôt que création humaine » (ainsi s'exprimait Luigi Groto dans le discours pour le doge Girolamo Priuli en 1559). Ville qui apparaît si fortement à la mer qu'à la borne qu'en quelques rares circonstances - de triomphe ou de défaite - il lui arriva parfois de penser, semblable en cela à la seule ville de Troie, à se retrouver une patrie, à se refonder elle-même sur une autre rive : après la

fabuleuse conquête de Constantinople, à l'époque de la quatrième croisade, ou encore après la guerre malheureuse contre Gênes en 1379 (« certains eurent la pensée de transporter la République en Candie ou dans la mer Noire »). Et en 1509 encore, à Zara et dans d'autres villes maritimes, « afin de pouvoir au besoin conduire le tout vers la Turquie ». Panique du moment, en ce cas, certes, mais aussi réflexion d'un peuple appuyé à la mer, habitué à « fuser » son espace.

Présence si proche qu'elle se révèle avec puissance dans le langage, lorsque la victoire navale provoque une joie qui est encore « une mer » : « Notre joie est une mer, qu'on tente en vain de traverser, cachant le fond et les rivages ».

RÊVE BYZANTIN

Ville donc profondément partagée entre Orient et Occident, mais capable de révéler tout à coup - cette Histoire-ci le montre mieux que les précédentes - « un cœur occidental » opérant en plein XII^e siècle « une intégration résolue à l'intérieur de l'Unitas catholica ». C'est alors « une ville d'Orient » qui prend « une forme de gouvernement que l'Orient ne connaît pas ». Elle conserve, certes, une certaine « fidélité au modèle byzantin ». Mais la sécularisation du pouvoir est opérée. Le clergé, exclu désormais du gouvernement, s'intègre dans le tissu citadin et institutionnel. En s'associant avec les puissances occidentales dans la quatrième croisade, Venise devient elle-même puissance d'Occident. Et c'est à ce moment que prend forme son grand rêve : « succéder à Byzance ». De ce moment, gigantesque métamorphose, progrès, accélération sur tous les points. Venise devient le grand emporium, le lieu « d'où les marchandises coulent par le monde comme l'eau des sources ».

On assiste à un élargissement massif de la classe de gouvernement, à une phase de grande cohésion civile et religieuse. Le chroniqueur Rolandino observe alors ce qui manque absolument par

exemple à l'Italie contemporaine et que nous appelons « sens de l'Etat » : « Dans cette heureuse communauté, personne ne place son intérêt avant celui de l'entière communauté ». De fait, dans cette commune sui generis, les divisions sociales sont flexibles : il n'est pas interdit à des éléments populaires de s'intégrer aux nobles, à des étrangers d'obtenir la citoyenneté vénitienne. L'un des grands facteurs de cohésion est évidemment la participation aux activités économiques et surtout commerciales (« c'est la période où, dans les compositions poétiques, "magnifique" rime avec "tragique" »). Tensions, conflits entre familles, soulèvements ne sont pas absents, mais la cohésion prévaut. L'élément féminin est plus fort et plus indépendant qu'ailleurs : les femmes sont libres, à la majorité (douze ans pour garçons et filles), de stipuler pour leur propre compte à peu près tous les types de contrats. Et le ciment social est ce que Marco Trevisan appelle alors l'« omitté civile » : « A quoi bon multiplier les lois et inventer si souvent des édits, si l'amitié civile peut à elle seule détourner les citoyens des injures et les rendre bien disposés et prêts au bien et à la gratitude ? ».

L'absence de violents mouvements sociaux, la capacité de maintenir le calme intérieur représentent un des principaux éléments du mythe de Venise, son « apparente immobilité » (Burckhardt). Vertus aristocratiques : fiabilité et magnificence... On attend de lire la suite.

« Signalez également le très bel album de Giandomenico Romanelli, *Venise au fil des pierres*. Les photographies de Mark E. Smith, classiques et respectueuses de ce qu'elles ont à montrer, s'attachent sur les merveilles de pierre et d'art de la Sérénissime. « N'importe quel détail peut figurer fugitivement le visage de Venise », écrit justement l'auteur, qui n'a rien cédé au pittoresque (Liana Lévi, 324 p., nombreuses illustrations en couleur, 490 F.)

Queneau classé, trié, déchiré, relu

l i t t é r a t u r e s

LE MONDE / VENDREDI 3 JANVIER 1997 / III

Queneau classé, trié, déchiré, relu

Des lieux, des apprentissages, des rêves, des traits d'humour, d'esprit, d'humour... Dans cette caverne hétéroclite et fourre-tout que constituent les « Journaux » de l'écrivain se détache une poétique de l'alcool et de la méchanceté

JOURNAUX (1914-1965)
de Raymond Queneau.
Gallimard, coll. « Blanche » reliée,
1 200 p., 250 F.

Mille deux cents pages de curiosités, notes, listes, textuelles, cartes de voyages, équations, souvenirs, choses vues et entendues. Plus de trois mille cinq cents noms cités. Un bon poste d'observation sur cinquante ans d'édition française. Une poétique de l'alcool et de la méchanceté. Une mine. La fatrasie des Journaux de Queneau.

L'automobile et l'autobiographie sont les plaies de ce siècle. Queneau ne conduisait pas et se méfiait de l'autre. Plutôt qu'un « journal », voici les Journaux de Queneau. Toutes sortes de Queneaux, avec l'x de l'inconnue. Ceci n'est pas un journal (Magritte). Il y a pourtant pas mal de pipes et beaucoup de taxis. Voir sur ce point la méthode de séduction (du genre sommaire) de Fargue, rapportée par un Audubert perplexé : « Vous y croyez, vous ? » Donc, on se précipite d'abord sur le gratin qui concerne le gratin - c'est de bonne guerre et ça ne manque pas. On pourrait, bon sujet de thèse, lire les Journaux en question comme une anthropologie des taxis, l'érotisme des taxis chez Queneau, les taxis et les pipes. Quelque chose comme ça. Voir Fargue. Pour le reste, on voit défilé, bout à bout, sur un train au grand cours de plus de mille pages, des lieux, des apprentissages, des soucis, des rêves à n'en plus finir, des fragments, des chiffres et des lettres, des pensées, des listes de livres lus, des notes de voyage, des phrases entendues, des choses vues, des scènes irrésistibles et pas mal de méchancetés sur les uns et les autres. Plus un Journal de guerre que l'on connaissait déjà.

La fatrasie est un genre poé-



L'ébriété du rêve et celle du monde

tique du XVIII^e siècle - hétéroclite et fourre-tout - propre à décourager la raison. Les fatrasies de Queneau sont une mine. Qui tient de l'almanach, du trésor, de la caverne, du tiroir d'écolier, du sac de dame, du marché aux puces de la pensée, du dossier de psychanalyse, des inventaires d'obsessionnel majeur, du jeu et de la mathématique. On peut le lire dans tous les sens. Et surtout en dépit du bon sens. Dans une absence totale de littérature. C'est le reste de la littérature. S'il est un sentiment qui inspire sans l'avoir connu Queneau, c'est la sympathie. C'est un peu bête à dire, mais son œuvre, ce que l'on sait de son activité éditoriale, ce qu'on a lu, la curiosité scientifique et les chansons, tout

porte à la plus grande sympathie. Le Journal de jeunesse est de ce point de vue très excitant.

Cet avis sentimental n'est pas à proprement parler au centre du fait littéraire. Il aurait même tendance à l'effacer, mais il y participe. Donc, sans verser dans le ridicule de l'époque, lisons à cette aune les Journaux. Ce n'est ni plus ni moins justifié que de lire comme des vérités (premières) ou des témoignages (sacés). Faut-il vraiment que l'on fasse à nouveau trébucher dans l'esprit religieux... Eh bien, les différents lutins dont l'assemblée un peu approximative finies en bas de page flottantes, etc.) nous demandent de croire qu'ils seraient « Queneau », ou autant de Queneaux en que-

nouilles, sont franchement antipathiques. Ce sont des Queneaux suffisants, ingrats, médiocres, bigots, vaniteux, qui n'aiment rien tant que les défilés militaires (celui du 14 juillet 39 lui plaît beaucoup) et prient pour un ouï ou pour un non (pour retrouver un couteau, devenir interprète, etc.). Avec le tunnel obligé du siècle, le Simphon des simphon : tous ces petits pâtés de ses rêves, alignés comme par un enfant éboui, satisfait et salace, devant ses petites productions.

On n'y coupe pas, on a droit à la version longue du cinéma des mères dévouées et des pères homais, tout le Médiane confus, la ménagerie familiale, sans oublier la cage départ, sur fond de bandalson caoutchouteux, avec

dramas terribles de l'aiguillette nouée et de relations piteuses. Sur fond, of course, d'homosexualité latente, dirait l'autre. Comme il s'agit d'un travail personnel et appuie à l'analyse - quelle idée bête d'appeler ça un travail ! -, on s'incline. Mais on n'est pas sûr que ça nous regarde. Si peu de littérature, dans cette guenille. Vivement la fin du XX^e siècle... Qu'un Queneau pisse ou non dans son sac de couchage n'intéresse pas vraiment. Or les cahiers sont dactylographiés. Queneau est allé jusqu'à les déposer à la Westminster Bank. Donc, il savait ce qu'il faisait : il y a bazaré.

On va tenter de percer le mystère par la méchanceté. Elle est constante, active, désagréable, drôle ou pas. A part une amitié usagée pour Jean Piel (depuis l'adolescence au Havre), un respect pour Gide et l'affection maintenue pour Bataille, elle ne débâde jamais son ressort. Morceaux choisis : Caillols, petit aéropathe ; Platon, ses dialogues pénétrants ; Aristophane, plat réactionnaire ; Hélicon, prudhomme, narcissique, mégaloforme (très élégant, à l'heure où ressortent leurs Lettres d'Amérique, IMEC éditions). Bref, le sel de la conversation canaille, mais bon, jusqu'où, quel droit a-t-on à la connivence ?

Du scabreux en branche, du désoyant garanti sur facture, une love affair désoyante (même à Pissos, dans les Landes, au cœur des années 50, les gars étaient plus désoyants), des perdus de vue (Jean Meckert, Maurice Fourné), l'histoire vue par le trou de la lunette ; des détails - Lacan chez Carita, Renouir faisant des paysages dans son assiette avec ses épinauds ; le mouvement brownien de l'édition entre les années 30 et 1965. L'Oulipo remplacera le thème latin. Et un doute radical sur ces journaux, cet écrit : « Je n'aime pas beaucoup cette chronique, elle est trop per-

sannelle, pas assez chronologique. Attention. Pas trop d'appréciations subjectives. Et le style en est plat. Ban. » Il court après, n'écrit pas le jour même, se trouve vaseux, « j'aurais mieux fait de me taire... », pas satisfait : « Je voulais faire des portraits piquants, raconter des anecdotes marquantes, et merde, ça tourne toujours au journal intime. Et puis je suis toujours en retard. » Le fin mot, c'est ceci, qui permet de comprendre, et l'agacement des trois cents premières pages, et le fait qu'on ne lâche pas l'ouvrage. A condition d'être très attentif, on apprend à la débrouille que R. Q. (il dit de lui qu'il a l'R. Q.) rend les autres, une chambre, peu importe, éblouissants. Ou qu'il sait rire (Gide à son propos) : « C'est rare les gens qui rient bien. » Sa gaieté de savoir est souveraine. L'exercice de l'intelligence, froidement poussé. A se relire, il ne reconnaît pas sa méchanceté.

Journal d'un alcool : « Je n'ai noté que leurs petits travers ou ridicules. Jamais ce qui rattrape ça (...) Classé, trié, déchiré beaucoup de notes - relu en partie ces cahiers. Au début, ça se ressent de mon état constant d'ébriété à l'époque : les jugements sont sévères (Lescure est un minable, sale gueule de Lacan, etc.), mais c'est simplement l'effet de l'alcool. Assez prétentieux aussi dans les débuts. »

L'ébriété du rêve et celle du monde. Sans une note de musique (unique mention, en mille pages, à propos de Beethoven : « C'est musical est bête. ») Et en passant, noté à la hâte par Queneau comme on se moque ou comme on s'amuse, cette remarque d'un des jurés du prix Goncourt : si l'on veut honorer la mémoire des Goncourts, mieux vaudrait ne pas rééditer leur Journal. Alors Mac Orlan dans un soupir : « Si je pensais que l'un de nous écrivait comme ça tout ce qu'on dit... »

Francis Marmande

me commune

Lieux de poésie

Lyrique et actuel pour Hreglich, spirituel chez Grosjean et Bastaire, sans cesse à réinventer pour Sacré, quelques espaces où le poème se déploie

AUTANT DIRE JAMAIS
de Bernard Hreglich.
Gallimard, 176 p., 110 F.

NATHANIEL
de Jean Grosjean.
Gallimard, 142 p., 85 F.

PSAUMES DE LA NUIT
ET DE L'AUBORE
de Jean Bastaire.
Ed. Artuyen, 70 p., 70 F.

VIENS, DIT QUELQU'UN
de James Sacré.
André Dimanche Editeur,
154 p., 115 F.

Les lieux de la poésie sont moins ceux sur lesquels elle s'installe que ces espaces qu'elle cherche, conquiert ou invente.

C'est à partir de la solitude, une solitude souvent âpre mais jamais empoisonnée par l'amertume, que Bernard Hreglich - mort en août 1996 - composait ses poèmes. Peu attiré par les évocations climatiques, jamais alangui, soucieux au contraire de la plus grande précision, Hreglich était un lyrique. Chacun de ses poèmes, chacun de ses vers, qui n'ont pas la religion de l'ellipse (ou seulement au terme de leur parcours), s'enroulent autour des êtres et des choses, des événements. Plus que le mot du poète, c'est son regard, son art et sa capacité à dessiner son univers à la frontière du rêve, de l'intériorité et du monde réel, qui font toute la force de son œuvre.

Le « lieu » de Bernard Hreglich n'est ainsi pas unique mais éclaté. Il est dans ce « monde crépusculaire », il s'étend « depuis le golfe du Tonkin jusqu'aux charniers de Bosnie » ; il est dans les circonstances du présent, celles de l'histoire recouvrant l'intimité ou grimaçant devant elle. La voix est souvent tendue, douloureuse, amoureuse aussi... Une froide co-

lère la fait vibrer : « Voilà qu'ils osent agiter leurs griffes, mettre à profit / Cette zone d'obscurité pour faire entendre un grelot / Agité selon les rythmes abjects des noces administratives. » Le titre de ce dernier recueil de Hreglich (1) résonne tragiquement. Il a aussi cette élégance, cette dignité teintée d'ironie, qui, elle, ne meurent pas.

Jean Grosjean - né en 1912 - babille les temps bibliques à la manière d'un « flâneur des deux rives » ; il passe sans transition de ses lieux familiers à ceux « où les Romains campèrent ». « Il suffit de faire un pas / et le futur se présente », écrit le poète, en l'un de ces raccourcis qu'il affectionne. Rompant un long silence, le précédent recueil de Grosjean - *La Lueur des jours* (Gallimard, 1992) - manifestait la sagesse et l'irrésistibilité devant le crépuscule du soir. C'est ici la même tonalité, un peu plus tendue peut-être : « Je m'entends à présent seul vers toi, langage, / toi qui n'a plus de voix que la lumière (...) »

Le poème de Grosjean est bref ; il prend parfois une forme plus ramassée, narrative. Les textes de la dernière section du livre, les plus beaux, comportent trois paragraphes, trois phrases sinuantes ; les objets, les lieux, les personnes y sont à la fois symboliques et concrets. Mais le lumineux commentateur de *L'Infini* chrétien (Gallimard, 1992) n'oublie jamais de sourire devant toute prétention à figer, à rendre immobile, inaccessible le divin (2).

L'inspiration chrétienne de Jean Bastaire - né en 1927 - est autre ; explicitement mystique, elle amène l'auteur à remettre en scène l'antique dialogue de l'âme et de Dieu. A ce pur commerce spirituel, tiré de l'expérience la plus humaine, Bastaire donne des accents poignants, ne s'égarant jamais dans la moindre mièvrerie. Il est sans profit de faire de la poésie mystique une catégorie à part ;

c'est toujours à l'aventure existentielle la plus vive que des textes de cette nature renvoient : c'est là que l'on peut apprécier leur valeur et leur sens. Sur le mode du psame et du répons liturgique, le poème se fait donc échange : « Le malheur a englouti la lumière de Ta face / Sous le malheur est la jubilation. Ne crains pas au masque sombre qui te la dissimule. » (3).

Beaucoup plus tangibles, les lieux de James Sacré (né en 1939) sont nominaux, situés dans l'espace - Marrakech de nouveau, comme dans ce très beau livre qu'est *Une fin d'après-midi à Marrakech* (André Dimanche, 1988). Mais on n'hésite pas à le qualifier, non, non plus que la seule richesse des souvenirs ou la teneur impalpable d'un sentiment. Écrire, pour James Sacré, c'est ainsi reconstituer l'émotion, la rendre presque palpable, avec ce qu'elle contient de prosaïsme, ce qu'elle charrie d'« impuretés ». Là aussi un dialogue s'établit, que le livre donne à voir. En italique, l'écrivain se regarde tracer sur l'autre page, en vingt-quatre « cadences », les contours de l'impossible poème. Impossible, car c'est la déception qui domine ici, exerce son pouvoir sur « l'amour tenu » du poète (4).

Patrick Kéchichian

- (1) Ses deux autres recueils : *Droit d'absence* (Belfond, 1977) et *Un ciel élémentaire* (Gallimard, 1994).
- (2) Jean Grosjean a récemment publié des commentaires du livre de L'Ecclesiaste, sous le titre, *Les Versets de la sagesse* (Ed. Philippe Lebaud, 158 p., 89 F.).
- (3) Jean Bastaire vient également de publier son « autobiographie spirituelle », *L'Apprentissage de l'aube* (Cerf, 238 p., 95 F.) ; il présente aussi des extraits de l'admirable *Ballade du cœur* de Charles Péguy (DDB, 78 p., 52 F.).
- (4) James Sacré a également publié récemment des « carnets » sous le titre *Ma guenille* (Obsidiane, 78 p., 72 F.).

Trois solitaires sur le divan

Avec Gide, Genet et Mishima, Catherine Millot analyse l'homosexualité « perverse » en littérature. Trop fixé sur les destins, l'essai rate sa cible

GIDE, GENET, MISHIMA
intelligence de la perversion
de Catherine Millot.
Gallimard, coll. « L'Infini »,
170 p., 90 F.

La loi, le signifiant, l'autre, la forclusion, le désaveu de la castration : le vocabulaire analytique revu par Lacan n'est pas toujours intelligible - ni tolérable - pour le lecteur profane et c'est pourtant une fois encore par lui qu'il faudra passer pour lire ce nouvel essai sur l'homosexualité « perverse » de la littérature. Catherine Millot, comme avant elle le psychanalyste belge Serge André dans *L'Impureté perverse* (1), étudie des destins, plutôt que des œuvres.

Serge André, lacanien lui aussi, avait pris des précautions pour définir la perversion - d'une façon qui n'était pas toujours convaincante, mais du moins l'avait-il tenté - et surtout pour brosser un tableau rapide, mais précis, de l'histoire du concept d'homosexualité masculine. Il rappelait avec raison : « L'homosexualité masculine n'est pas seulement une question de l'objet sexuel ni de choix d'une identité sexuelle. Elle consiste avant tout en une interrogation et une remise en question de l'apparente évidence de la masculinité. Comment être, ou devenir, un homme ? » Malheureusement, l'analyse normative reprenait vite le dessus. Le problème est le même avec l'essai de Catherine Millot.

Sympathique par principe, il dévie rapidement vers un procès analytique de personnalités, pour expliquer - certes sans aucun jugement, et plutôt, au contraire, avec une profonde admiration pour les trois écrivains étudiés - une pratique sexuelle, dans son lien avec la littérature. Quand, comme c'est le cas d'André Gide, on a affaire à un écrivain qui n'a cessé de traquer en lui les signes d'une singularité, d'une culpabilité, d'une ano-

malie, on n'a pas l'impression d'une trahison de l'œuvre. On suit le parcours, bien sûr un peu lourdement fléchi, avec des rapprochements intéressants (Léonard de Vinci vu par Freud), mais sans contresens, semble-t-il.

En revanche, ce qui concerne Mishima, dont sont ignorées *Les Amours interdites* (2), le roman essentiel qui a mis en scène, avec provocation, humour, panache, insolence et ridicules volontaires ou involontaires, des « types » sexuels, psychologiques et littéraires, on est un peu déconcerté. Faut-il préférer les biographies (Nathan et Stokas) à l'auteur lui-même ? Ne valait-il pas mieux dégarer l'écrivain de la gangue de la légende, élit-elle été façonnée par lui-même ? Ne fallait-il pas aller voir de plus près les livres où abondent prises de conscience, masques, défilés théoriques, caricatures, typologies, résumés historiques et sociologiques, tableaux familiaux et politiques, et en finir avec ce ressassement exaspérant de la « mort volontaire » ?

Marguerite Yourcenar, en dépit de ses excès péremptoires et lacunaires, était plus nuancée (3). Car Yourcenar lisait Mishima - tout comme elle traduisait Cava-ty - pour se comprendre elle-même et non pour mettre à nu une « perversion » chez un autre. Il ne faut pas chercher ce qui « fait défaut » chez chacun de ces créateurs, mais au contraire ce qu'ils ajoutent au monde par leur regard. A quoi sert-il d'entendre : « A Mishima, comme à Gide enfant, fit défaut l'image de soi que l'on se forme à l'image d'un autre en qui l'on se reconnaît » ? Est-il nécessaire d'avoir recours à de tels automatismes analytiques, à de tels raccourcis conceptuels, à de telles facilités pour aborder une œuvre littéraire ?

Enfin, Genet, constamment ambigu, surtout dans ses entretiens, pouvait être cité avec plus de dé-

fiance. Les longs raisonnements rhétoriques du *Journal du voleur* perdent à être fragmentés. On risque toujours de réduire à des clichés ce qui est un jeu sur des clichés détournés. Résumer l'entreprise amoureuse de Genet par la formule « inventer un nouvel amour qui transfigure l'abjection », ce n'est évidemment pas faux, mais ce n'est pas, non plus, totalement exact. Genet reprenait la « langue de l'autre » pour la pervertir - dans un sens plus courant - il intériorisait la condamnation d'une société fantôme à son égard, pour construire une caricature de soi.

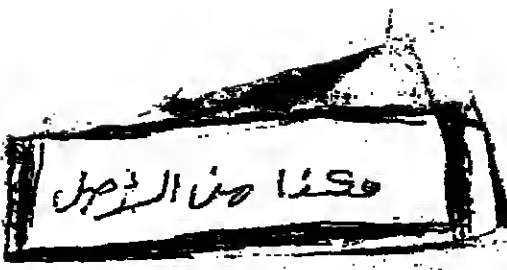
Cette dimension de l'autocritique est trop présente dans chacun de ces trois solitaires pour qu'on ne la prenne pas en compte. L'erreur de Catherine Millot, commune à toute approche analytique de la littérature, est de manquer la « chose littéraire » même, malgré quelques aperçus pertinents sur Mallarmé ou Rilke. L'ordre des mots écrits sous forme de fiction n'est pas le désordre des mots que l'on prononce sur un divan.

R. de C.

- (1) « Champ freudien », Seuil, 1993.
- (2) « Folio », n° 2570, Gallimard.
- (3) *Mishima ou la Vision du vide*, Gallimard, 1980.

B.D.
Initiation à l'écriture de
Bandes Dessinées.

Dans la revue
« ECRIRE AUJOURD'HUI »
En kiosque : 32 F
(Rens. Tél. 02.41.58.01.28)



En suspens(e)

Ce roman de Dürrenmatt donne accès à une œuvre gigogne qui ne cesse de révéler des surprises

LE RETRAITÉ
(Der Pensionierte)
de Friedrich Dürrenmatt.
Traduit de l'allemand (Suisse)
par Edouard Barilier,
éd. Zoé, 109 p., 95 F.

S'il était possible que quel-
qu'un ne connaît pas en-
core Dürrenmatt, on
pourrait lui conseiller de
commencer par ce livre. Certes,
il s'agit d'un fragment, et il n'y a rien
de plus frustrant, a priori, que de
voir une histoire s'arrêter au mi-
lieu d'une conversation, surtout
lorsqu'il s'agit d'un roman policier
et que la vie d'un homme est en
jeu. Mais on peut retourner à son
profil cet inachèvement et aller
spéculer sur la suite de l'intrigue,
comme on poursuivrait une en-
quête, en cherchant des pistes
dans les autres romans de cet au-
teur. Dans la tour de Babel qu'est
l'œuvre de Dürrenmatt, ce livre
est comme une porte ouverte sur
une spirale d'indices.

Entre jouer, c'est ne plus avoir de
rôle à jouer, disait Céline. Mal-
heureusement, Dürrenmatt renverse la
proposition : être vieux, c'est jouer
pleinement son rôle. Höchstetler
a toujours été une mauvaise tête ;
et si, au moment de prendre sa re-
traite, il n'a pas dépassé le grade
de capitaine de police, alors qu'il
aurait pu être commandant, c'est
justement parce que le cours des
choses charrie beaucoup trop d'al-
lusions douteuses. On a compris
que ce n'est pas le désir de gloire
et d'honneurs qui fait agir ce fichu
caractère, sept fois divorcé. On a
pu le contourner, mais pas l'éviter.
La retraite lui donne une nou-
velle liberté et il se remet en route.
Rien à voir avec une quelconque
enquête. Höchstetler sait très bien
où il va.

Son ambition, c'est pas de se
venger, de jouer les redresseurs
de tort ; il est trop débauché, il a trop
vu d'affaires, de juges pourris,
de fonctionnaires incapables. Il peut

même comprendre que l'on
donne des coups de canif dans le
code de la justice, que l'on veuille
gruger les assurances, forcer des
coffres-forts, pisser sur les monu-
ments publics élevés à des gloires
ambigües. Sous son allure bou-
gonne, il ne manque pas de man-
suetude, notre commissaire, et
c'est peut-être ce qui a bloqué son
avancement. Mais maintenant il
veut que l'on sache qu'il sait. Il ne
manque pas de courage non plus,
le commissaire, car il y a bien de
quoi avoir peur parfois, lorsque
brille l'éclair d'un couteau dans
une maison perdue dans la forêt.
Mais lui n'a pas peur. Ce sont les
autres soudain qui ont peur, navant
leurs tentatives d'intimidation,
leur orgueil, leur morgue, se
dévoilant soudain de leurs od-
peaux, de leurs rôles, de leurs uni-
formes, luttant de les juger, ils se
jugent tout seuls.

La justice a toujours été l'un des
thèmes de prédilection de Dürren-
matt, depuis *Le juge et son bour-
reau* (1) jusqu'au roman auquel il a
donné le nom même de cette ins-
titution, en passant par *La Visite*
de la vieille Dame ou *La Pénitence*.
Mais ici le procès métaphysique
fait place à la critique sociale. Le
Mal n'est plus dilué dans l'univers,
il a investi les points stratégiques
du monde, notre monde. « Les in-
terêts des puissants ont remplacé les
arrêts arbitraires du destin, mais ils
en gardent le mystère horrible, l'im-
pénétrable souveraineté », comme
l'écrit Etienne Barilier dans la
postface. Höchstetler n'est pas un
naïf. Ceux qu'il a devant lui ne
sont peut-être pas les vrais cou-
pables, et toutes les victimes ne
sont pas non plus innocentes. Il le
sait. Mais la mort est une trop
lourde peine pour laisser les bour-
reaux dormir en paix.

Pierre Deshusses

(1) Réédité en biblio Livre de poche
n° 3264.

Paolo Barbaro, le Maître de Venise

S'il s'est écarté, le temps d'un roman, de ses rêveries vénitiennes, « l'île perdue » n'est pas loin pour cet ingénieur écrivain qui a su lier science et poésie pour protéger sa cité d'élection

LA MAISON AUX LUMIÈRES
(La casa con la luce)
de Paolo Barbaro.
Traduit de l'italien
par René de Ceccatty,
Stock,
« Nouveau Cabinet cosmopolite »,
202 p., 110 F.

Italo Calvino l'attendait à Turin. Alors conseiller littéraire
de la prestigieuse maison
d'édition Einaudi, il avait été
frappé par un manuscrit, un
curieux récit sur la solitude d'un
technicien dans un monde envahi
par la technique, le *Journal des tra-
vaux* d'un ingénieur civil. C'est en
1965. Un certain Emilio Gallo, ingé-
nieur de son état, arrive à la gare de
Turin, incognito. Travaillant à la
construction d'un barrage, il sait
qu'il risque gros si son patron vient
à apprendre l'existence de ses fivo-
rités littéraires. Les formalités rem-
plies, Emilio Gallo retourne dans sa
vallée, reprend son travail sur le
barrage et personne ne saura rien,
ni de son voyage à Turin ni de ses
heures passées à écrire la nuit, dans
sa petite chambre froide. Quelques
mois plus tard, un livre paraît chez
Einaudi : *Giornale dei lavori* (*Journal
des travaux*), de Paolo Barbaro.

Si, par la suite, les collègues d'Emi-
lio Gallo, alias Barbaro, étaient
tombés par hasard sur ce récit et s'y
étaient confusément reconnus,
l'histoire aurait ressemblé à celle du
gouverneur dans *Le Moine de Mi-
lan* d'Audioberti. Mais au moment
où l'on commençait à le penser,
Paolo Barbaro se lève, toujours
soudain d'être discret, pour regar-
der Venise derrière la fenêtre. Au-
tour du palais dont il habite un ap-
partement, des constructions récentes
ont saboté l'harmonie du
paysage. Il soupire. L'ingénieur-
écrivain a choisi Venise, non seule-
ment comme lieu de vie mais
comme paysage mental, décor litté-
raire et cause politique, puisqu'il
œuvre activement à la protection
de cette ville toujours menacée par



« Venise est un rêve, mais c'est un rêve difficile à vivre »

les eaux et la diaspora de ses habi-
tants.

Unir la science et la poésie, cela
prend tout son sens chez Paolo
Barbaro, auteur d'essais sur l'utili-
sation des eaux et de nombreux ro-
mans, dont les plus envoûtants
sont consacrés à la description li-
téraire et technique de la ville et
des îles de la lagune. Dans *Lunat-
sons vénitiennes* (La Découverte,
1992), c'est Venise dans son intimité
aquatique et aérienne, avec ses lu-
mières, ses marées, ses poissons,
ses humeurs changeant au rythme

des lunes. Et aux « îles perdues » de
la lagune, il donne le titre du recueil
de trois récits envoûtants (1), trois
chroniques de travaux dérisoires
auxquels il a pu contribuer lui-
même pour sauver un phare, une
terre en train de sombrer sous l'in-
fluence des marées. Barbaro in-
vente littéralement un langage
pour évoquer la fascination rêvée
et sensuelle de la lagune et de ses
mouvements, l'apparition et la dis-
parition des îles, des îlots et de
leurs habitants, l'eau et la terre qui
échantonnent leurs forces.

« Venise est un rêve, mais c'est un
rêve difficile à vivre », lance-t-il de
son air modeste et définitif. Son
dernier roman, *La Maison aux
lumières*, semble s'être écarté des
rêves vénitiens qui l'obsèdent. Mais
cette maison, un asile de vieillards
qui s'apparente à aucune ville, est
aussi, à sa façon, une « île per-
due » : un établissement fait pour
mourir dont on aperçoit les tours,
de loin, dans la circulation du vent ;
une parenthèse dans la vie d'un
garçon qui, pour se faire exempter
du service militaire, s'y engage
comme aide-soignant ; la rencontre
fugitive et intense entre une vieille
femme exilée avec ses souvenirs et
un jeune homme saisi par l'autre
bout de la situation humaine.

Le lien entre ces récits, c'est
l'expérience des limites. Villes, îles
ou îles ultimes, rescapés d'une
catastrophe ou s'y préparant. « Je
pars toujours des faits réels »,
explique l'ingénieur Barbaro, qui
mêle la vision poétique du savant
et, à l'inverse, la sensation littéraire
de la réalité : « Dans les sciences
physiques aussi, c'est l'étude d'une
situation, à ses limites qui aide à
éclaircir l'ensemble ».

Technicien ennemi de la tech-
nique, il a décidé de mettre sa
science au service non des transfor-
mations contre nature, mais de la
protection de Venise « qui est
contre le monde moderne ».

A la terrasse d'un café, il com-
mente les façades, la forme des
puits, la composition géologique
des places. Sa façon à lui, le savant,
de faire son tour du propriétaire.
Maître de Venise en toute dis-
crétion, sa mise en garde est précise
et lyrique : « Venise est la dernière
ville archaïque vivante en Europe. Il
faut toujours avoir au moins un lieu
dans le monde moderne qui soit une
référence au cantrai de ce
monde ».

M. V. R.

(1) Stock, 1994.

La voix libre de Dacia Maraini

Pourquoi la justice italienne est-elle impuissante à percer le mystère d'une série d'assassinats de femmes ?

Ex-féministe, une journaliste radiophonique enquête

VOIX
(Voci)
de Dacia Maraini.
Traduit de l'italien
par Alain Sarraïrouse,
Fayard, 350 p., 130 F.

Depuis quelques années,
Dacia Maraini faisait
presque oublier sa ré-
putation de féministe.
Deux livres la rendent extraor-
dinairement populaire. Il n'y était
pourant pas difficile de retrouver
ses hantises : *La Vie silencieuse*
de Marianna Ucrìa (1) - vie d'une
sourde-muette au XVIII^e siècle - et
Bagheria (2), où elle resuscitait sa
Sicile d'origine. Longtemps liée à
Moravia, Dacia Maraini souffrait
de la comparaison avec Elsa Morante,
qui demeura jusqu'à sa mort l'épouse
légitime. Et cependant, la personnalité
de la romancière, qui par ailleurs
allait publier de nombreux recueils
de poèmes et travailler pour le théâtre
et le cinéma (notamment avec Pasolini
pour lequel elle signa le scénario des
Contes de mille et une nuits), était loin
d'être effacée. La France, pendant un
temps, se désintéressa d'elle, alors
qu'elle fut rapide à la traduire, dès
Les Vacances (3).

Son dernier roman, *Voix*, ne re-
semble pas aux précédents, mais
Dacia Maraini a touché à beaucoup
de genres différents : ouvrages his-
toriques, analyses de procès, re-
cueils d'entrevues ou, tout récem-
ment, essai sur l'avortement, *Un
clandestino à bord* (4) - *Un clan-
destin à bord* - qui signifie avortement,
mais aussi référence à une nouvelle
de Joseph Conrad, *Le Compagnon
secrète*, histoire mystérieuse, trou-
blante et symbolique d'un passager
clandestin, que l'écrivain a préfacé
et traduit en italien (5) et qu'elle
commente longuement dans son
roman.

Voix se présente comme un ro-
man policier psychologique. Une
journaliste, Michela Canova, anime

une émission radiophonique judi-
ciaire où interviennent les audi-
teurs. Elle est chargée d'une en-
quête sur les assassinats de femmes
demeurés inexplicables. Or, cette im-
puissance de la justice italienne de-
vant ce type de meurtre laisse per-
plexe l'ex-féministe. N'y a-t-il pas
une résistance qui outrepasserait les
limites habituelles de l'enquête ?
Cette résistance ne s'explique-t-elle
pas par une mauvaise volonté inhé-
rente à une structure sociale ? Et
Michela se retrouve au cœur du
problème, quand sa propre voisine
est assassinée. Elle décide alors de
mener l'enquête. Toute l'habileté de
Dacia Maraini, qui écrit dans une
langue très simple qu'on lui a
souvent reprochée, mais qui a le
mérite d'une extrême fluidité natu-
relle, est de semer le doute dans
l'esprit du lecteur. Les suspects se
multiplient : parmi eux le petit ami
de l'héroïne et, au fond, peut-être
l'héroïne elle-même. La victime au-
ra un bouc émissaire, en réalité, beau-
coup plus désagréable. En révélant
son identité, la romancière, qui par-
sème son récit de notations assez
subtiles sur le mensonge, la clan-
destinité, le double langage opte
pour l'ambiguïté.

Ce roman, quoique de facture ap-
paremment classique, nous a paru
assez singulier pour nous donner
envie de rencontrer l'écrivain. Fort
agité, parcourant le monde pour
d'innombrables interventions dans
les universités (surtout aux États-
Unis et au Japon où elle a été, dans
son enfance, avec ses sœurs, sa
mère et son père, le japonologue
Fosco Maraini, prisonnière dans un
camp de concentration), Dacia Ma-
raini semble ne jamais vouloir s'ar-
rêter. Dans son appartement ro-
main, non loin de ce Tibre qui la
séparait de Moravia, Dacia Maraini
semble réticente à révéler sur son
œuvre, comme s'il n'était pas
temps, comme si mille projets la
pressaient déjà. Elle refuse de consi-
dérer son livre comme un « simple
polar ». « C'est plutôt, dit-elle, un

voyage dans les contradictions de la
vérité. Comme Alice dans le monde
inconnu, Michela découvre qu'elle est
devenue une autre, à travers la vio-
lence. L'idée de fond, c'est que la
connaissance ne peut pas se réduire
à un phénomène rationnel, elle
conduit à une métamorphose. Michela
prend conscience que le meurtre
de sa voisine révèle des affinités pro-
fondes avec sa propre situation. J'ai
voulu faire peser un doute sur chaque
témoignage. Personne ne dit la vérité.
Moi-même, jusqu'à la fin, je n'ai pas
su qui était l'assassin. »

LA VIOLENCE, DE L'INTÉRIEUR
Tout est parti de ce mystère qui
entoure les meurtres féminins, sur-
tout, quand la victime connaissait
son meurtrier. « Les rapports sexuels
sont complexes et souvent une part
sadomasochiste, jusqu'à l'invisible,
est mise au jour. Je suis obsédée par
la violence : c'est un nœud de notre
vie. J'ai tenté de l'examiner de l'inté-
rieur. Je me suis un peu inspirée de
l'affaire de Simonetta Casarini, qui
avait ouvert la porte à son assassin. Et
j'ai retenu un certain nombre de dé-
tails techniques, mais j'ai créé un en-
vironnement psychologique tout à fait
différent. »

Quand Dacia Maraini considère
son trajet, depuis ses débuts où, à
l'âge de vingt et un ans elle fondait
une revue littéraire, *Tempo di lette-
ratura* (6) jusqu'à ses récents succès,
elle doit avouer que la critique n'a
pas toujours été tendre avec elle.
« C'était une attitude de supériorité
dédaigneuse. Per carità ! », soupire-
t-elle. Mais tout a changé avec *La
Vie silencieuse* de Marianna Ucrìa.
« Un célèbre critique de l'avant-
garde, Guglielmi, a publié enfin cette
année un article pour reconnaître :
"Je m'étais trompé sur Dacia Marai-
ni !" Il ne manque pas de courage. »
Mais il a attendu trente ans ! On a
toujours voulu me mettre des éti-
quettes... Alors que je voudrais sim-
plement être une femme libre qui a
une tête et qui s'en sert ! »

Est-ce que cette fermeture s'ex-

pliquait par l'attitude féministe de
Dacia Maraini ? Elle le reconnaît
volontiers : « Mon féminisme, pour
les hommes de lettres italiens qui
sont, comment dire, plus portés à
l'esthétisme, faisait naître, comme
toute idéologie, un grand soupçon.
Pour eux, idéologie et esthétique
étaient incompatibles. L'apparition
comme une révolutionnaire. Mais
l'atmosphère a changé. Je n'ai pour-
tant jamais été dogmatique, fanati-
que. J'étais plutôt une sorte d'explora-
trice. J'avais une attitude ouverte
de recherche. »

Le succès a même atteint un essai
très personnel, avec *Bagheria*, qui
commence comme un récit d'en-
fance, racontant le retour des
camps du Japon à une Sicile désas-
trée, et se poursuit comme un pro-
cès contre les négligences dont le
patrimoine architectural de la Sicile
est victime.

Elle est encore tout étonnée de
l'énorme travail qu'a réclamé son
essai sur *Flaubert*, *Cercando Em-
ma* (7), fondé sur l'examen de la
correspondance, qui n'est pas tra-
duite en italien. « Ce qui m'a intri-
gué, c'est le rapport entre créateur
et création. Admettons que le per-
sonnage soit un pantin. Mais une ma-
riannette qui, dès qu'elle a été
sculptée, nous donne un coup de
pied. Comme Pinocchio ! D'ailleurs,
Flaubert détestait, méprisait et admi-
rait Emma... Et en même temps, c'est
un rapport aussi complexe qu'une
liaison amoureuse ! »

René de Ceccatty

(1) Laffont, 1992. Pocket, 1995. Un film
vient d'être tourné par R. Faenza, avec
Laura Betti et Dominique Ladorie.
(2) Rizzoli, 1993.
(3) Grasset, 1993.
(4) Rizzoli, 1996. Cette nouvelle est dis-
ponible en français chez Autrement, 96
pages, 59 F.
(5) Biblioteca Universale Rizzoli, 1996.
(6) Dacia Maraini évoque cette période
dans *Il piacere di scrivere*, éd. Il Roro
che non c'è, 1996.
(7) Rizzoli, 1993.

La nudité des idéaux

Paasilinna raconte l'odyssée loufoque de cinquante rescapés d'un accident d'avion dans une île

PRISONNIERS DU PARADIS
(Parattilisaaren vangit)
de Arto Paasilinna.
Traduit du finnois
par Antoine Chalvin,
Denoël, 237 p., 110 F.

Les sujets de tristesse et
d'ennui sont bien assez
nombreux, inutile d'en rajouter.
A mille lieux des
professeurs de désespoir et des
maîtres du tragique, Arto Paasilin-
na laisse percer une jovialité qui ne
l'empêche pas d'épingler quelques
maux de l'humanité tels
que l'égoïsme, la cupidité, l'abus
d'autorité ou la bêtise. Mais, plutôt
qu'une plongée dans les souter-
rains de la conscience individuelle,
c'est la fable que le romancier fin-
landais choisit pour porter sa ré-
flexion sur la nature humaine.
Deuxième livre d'une carrière
d'écrivain qui en compte au-
jourd'hui une trentaine, *Prisonniers
du paradis* se présente comme une
sorte d'allégorie bâtie autour des
thèmes de la vie en société et de la
liberté.

Ces réflexions fascinent visible-
ment Paasilinna, qui les a recueillies
par la suite dans plusieurs de ses
romans. *Le Livre de Vatanen*,
Le Meunier hurlant, *La Forêt des re-
nards perdus* ou même *Un exquis
suicide collectif*, tous ces ouvrages
évoquent des fuites délibérées de
l'univers social. Dans *Prisonniers du
paradis*, c'est une escapade totale-
ment involontaire qui réunit qua-
rante-huit personnes sur une île du
Pacifique. Il y a là des sages-
femmes finlandaises, des infir-
mières suédoises, des médecins,
des bûcherons et quelques autres,
parmi lesquels un journaliste qui
tient le rôle du narrateur.

Après l'amérissage forcé de leur
avion, ces passagers s'organisent
tant bien que mal pour survivre,
puis mettent sur pied une micro-
société fondée sur des principes
implicites socialistes. Châni-
ca, pour commencer, puis de façon

si satisfaisante que des drames sur-
gissent lorsque l'arrivée des se-
cours devient imminente. C'est
que, comme l'explique le narrateur,
« une communauté de cinquante
personnes avait vaincu sa nature
collective ». Situation suffisamment
rare, il est vrai, pour paraître pré-
cieuse. Et si l'on perd jamais l'hu-
mour sans lequel ce genre de conte
semblerait ridicule, l'auteur ne peut
s'empêcher de rêver - et de faire
rêver son lecteur - à une société
dont les antagonismes naturels au-
raient été canalisés par un petit
nombre de règles élémentaires.

Sans jamais disperser son récit,
Paasilinna fait évoluer ses person-
nages vers une forme de para-
dis terrestre dont la complexité
tranche avec la vicissitudes de la
civilisation. Les causes entières de
stériles reproches dans l'épave
noyée, les histoires loufoques
rapportées par tel ou tel sur sa vie
antérieure, voilà les éléments des-
tinés à mettre en évidence l'absurdi-
té de la vie en Europe. Par
contraste - et il faut des opposi-
tions simples, puisqu'il s'agit d'une
fable - l'île ressemble de plus en
plus à l'Eden à mesure que le ro-
man progresse.

Pour renforcer sa parabole, l'au-
teur fait des allusions assez claires
à l'Ancien Testament. Comme
Adam et Ève avant la Chute, les
survivants n'ont pas honte de leur
nudité, puis tout change lorsque
des militaires arrivent pour les ra-
mener. « Maintenant que ces jeunes
gens de la marine viennent nous sau-
ver, nous commençons à avoir honte
de nos tenues plus ou moins nues »,
constate le narrateur. Mais les
notes apaisantes par lesquelles
Paasilinna conclut ses chapitres
édéniques visent au grès lorsque
s'effectue le retour forcé vers l'Eu-
rope. L'utopie finit sur une im-
passe, signant du même coup le ca-
ractère moderne de la fable.

Raphaële Rérolle

Maître de Venise

... et le port...



Cris et chuchotements d'Israël

Des romanciers affirment leur singularité à travers l'épopée magique, la confession intime et le faux thriller ; deux d'entre eux lancent un appel en faveur de la paix

POUR L'AMOUR DE JUDITH
(Keyamin ahadim)
de Meir Shalev.
Traduit de l'hébreu
par Arlette Pierrot,
Calmann-Lévy, 379 p., 140 F.

DERRIÈRE LA TÊTE
(Al etsim ve aranim)
d'Aaron Megged.
Traduit de l'hébreu
par Marc Cohen,
Phébus, 180 p., 119 F.

COMME CHIENS ET CHATS
(Tiger Hill)
de Yoram Kaniuk.
Traduit de l'hébreu
par Laurence Sendrowicz,
Fayard, 303 p., 110 F.

LA TERRE DES DEUX PROMESSES
d'Emile Habibi et Yoram Kaniuk.
Traduit de l'arabe
par Jean-Patrick Guillaume
et de l'hébreu
par Laurence Sendrowicz,
éd. Solin/Actes Sud, 159 p., 98 F.

Ce qui frappe chez les auteurs récemment traduits de l'hébreu, c'est l'incroyable diversité de leurs moyens d'expression et des thèmes abordés, au-delà de l'intérêt politique, sollicité chaque fois qu'il s'agit d'Israël. Cette diversité, si elle interdit une approche synthétique, témoigne néanmoins de la puissance et des ouvertures d'une création littéraire arrivée depuis longtemps à maturité. Meir Shalev, quarante-neuf ans, fils d'un poète installé en Palestine ottomane au début du siècle, a déjà été publié chez Albin Michel (1) ; il est aussi l'auteur d'un livre sur la Bible, qui actualise d'une manière décapante les tensions immémorables entre les autorités religieuses et la laïcité (2). Pour l'amour de Judith, le troisième roman de cet auteur nourri de Cervantes et de Gabriel Garcia Marquez, tire son inspira-

tion - comme celle des précédents - d'une communauté repliée dans la vallée de Jezreel, en Galilée. Les habitants de Kefar David, village patriarcal, ignorent le bruit et la fureur de l'histoire ; parmi eux, Zeïd (le nom de cet homme doué d'immortalité signifie « grand-père » en yiddish) est en quête de ses origines paternelles. Au cours de quatre repas échelonnés entre 1920 et 1950, il apprendra par les chuchotements de son hôte que sa mère, Judith, femme au passé énigmatique arrivée en Palestine après la Grande Guerre, avait été dévorée par trois hommes, Scheinfeld l'inséparable, le maquignon Globberman et Rabinovitch, le fermier qu'elle avait consenti à épouser. Chacun croit être le véritable père de Zeïd, mais le secret de sa naissance, perdu dans la nuit des temps, ne sera jamais découvert. C'est autour de ces personnages que s'enchevêtrent des récits dramatiques et cocasses et qu'évoluent les visionnaires donquichottesques ressuscités par le narrateur immortel lors de ses agapes chez l'oiseleur, maître vivante du village. Il y a une sorte de permanence tellurique, intemporelle, proche de *Cent ans de solitude*, dans cette chronique fantasque et sensuelle, hymne bilialecte à l'amour et aux beautés d'une nature toujours présente.

AVEUX

Tout autre est la démarche d'Aaron Megged, telle que la révèle son premier roman paru en France (3). Avec cet écrivain né en 1920, le lecteur quitte l'épopée collective et magique pour plonger dans les abysses où s'entassent les souvenirs des transgressions mineures et du grand mensonge. Que se passe-t-il donc derrière la tête du narrateur, un certain Julian Raviv, bel homme, mari comblé, père d'une jeune étudiante et porte-parole d'un très officiel et estimable organisme écologique ? Nous l'ap-

preons lorsque ce monsieur au visage qui respire l'innocence se retrouve seul en face d'un interlocuteur, d'abord invisible, après une soirée passée à boire avec des amis. Le premier parle, le second (écrivain « raisonneur ») demeure silencieux. La confession de Raviv, chuchotée ou crée entre deux verres jusqu'à un petit matin, fait froid dans le dos, bien qu'il ne s'accuse pas de crimes abominables mais tout juste de ce genre de péchés véniels dont n'importe quel M. Tout-le-Monde ou voisin de palier pourrait se rendre coupable : chargé de mission aux États-Unis, Raviv ne restitue pas les quelques dollars qu'un employé de banque lui avait versés (?) en trop par erreur ; dans une librairie, il fait semblant de feuilleter un livre savant pour en voler un autre, pornographique, tout en sachant qu'aussi bien la vendeuse que le caissier distraits seront sanctionnés. Derrière la façade de l'ami de la nature et des arts se cache le médiocre, pour qui la visite des musées demeure l'incontournable corvée et le militantisme écologique la sinécure bien rétribuée. Narcissique, Raviv s'extasie devant son visage d'Argen « pur », qu'il regrette de ne pas être, et pour finir pleure la camaraderie de sa fille comme maître.

Dorian Gray en version israélienne ou dernier avatar du salaud satirique ? Bien sûr, mais avec la haine de soi en plus ! La seconde partie du livre est consacrée au discours du destinataire de cet impudique débailage, rédigé et traduit d'une manière exemplaire mais, décidément, très peu politiquement correct. Malgré la brièveté de la réponse, Aaron Megged (avec son double, l'ami écrivain) aurait sans doute été mieux inspiré d'économiser ses considérations esthétiques sur le *mentir vrai* et son infortune conjugale ; et pourtant, l'histoire qu'il raconte à la fin du dernier chapitre, au sujet d'un

moine licencié sanctifié en Thuringe au IX^e siècle, pose l'interrogation essentielle qui donne la clé du roman : a-t-on le droit de manipuler la vérité afin de ne pas désespérer les croyants ?

ÉNIGME

Yoram Kaniuk, né à Tel Aviv en 1930, auteur de plusieurs livres remarquables (4), propose aujourd'hui un faux thriller : une bombe détruit l'intérieur d'un café de sa ville natale. Trois morts, plusieurs blessés ! Attentat terroriste, comme le pensent les autorités, ou bête boucberie commise par un psychopathe ? Hadar, vendeuse dans une librairie et photographe de presse pendant ses loisirs, mène l'enquête avec Mouki, journaliste et son soupçon parfois éconduite. Amos, le chef d'un puissant service de renseignement, leur apporte un appui précieux. Peu à peu, la solution de l'énigme se dessine grâce à une photo floue (comme dans *Blow up*, le film d'Antonioni), au cadavre d'un chien et au son que fait Hadar la nuit du crime. Car c'en est un, sans lien avec des agissements extrémistes. *Tiger Hill*, titre donné en anglais par Kaniuk à ce récit d'avantage onirique que policier, évoque un haut lieu de la résistance juive clandestine contre l'ancienne puissance mandataire. C'est à l'ombre de cette colline que les vérités et les fantasmes des nombreux personnages, surgis de leur passé, se croisent, se répondent, images mises en abyme par une succession de miroirs déformants. Yoram Kaniuk est également, et depuis longtemps, un militant pacifiste. A la demande d'Emmanuel Moses, Kaniuk et son ami Emile Habibi - dont on déplore la récente disparition, à l'âge de soixante-quatorze ans - écrivain palestinien, éditeur et ancien communiste ayant rompu avec le parti, ont exprimé ensemble leurs rapports personnels ainsi que ceux entre Juifs et Arabes. Ces deux tex-

tes, pathétiques, dérangeants, publiés en France avant même leur parution en arabe et en hébreu, figurent un double défi adressé aux aveugles qui nient ou amputent le passé et l'identité des uns et des autres.

Portée par un style magnifique et par une éblouissante érudition, la contribution d'Emile Habibi anticipe le temps où les femmes et les hommes israéliens mettront, à chaque instant, tout en œuvre pour éradiquer le soupçon légitime du Palestinien opprimé. Lorsque Yoram Kaniuk évoque leurs anciens efforts communs, leur commun échec sanctionné par l'assassinat de Rabin et le détournement des accords d'Oslo, sa voix se confond avec celle de son ami et confrère arabe. La coexistence, la coopération, le pardon peut-être seraient-ils plus que des vœux pieux ? « N'oubliez pas cette chandelle, la chandelle de l'espoir », crie Emile Habibi sur son lit de mort. Puisse son texte éper, sans mièvrerie ni complaisance, tout comme l'étude comparative sur la pratique de la douleur, de Kaniuk, qui le complète, être lus et entendus avant qu'un nouveau bain de sang ne vienne encore endettiller cette terre trop promise.

Edgar Reichmann

(1) *Que la terre se souvienne* (1990) et *Le Boisé d'Esau* (1993).

(2) *La Bible aujourd'hui*. Après les versions allemande et hollandaise, une traduction française est en cours.

(3) Un autre roman a déjà été publié en Suisse, *Le Chameau volant à la base d'or* (éd. Métropolis, Genève).

(4) Parmi lesquels *Adam ressuscité* et *Wasserman* (Stock, 1980), et Gallimard, 1994).

(5) Traduit de l'arabe chez Gallimard, *Les Aventures de Sôid le peintre, Pêches oubliées et Soraya, fille de l'ogre* (voir l'article de Nicole Zand du 10 avril 1987 et ceux de Tahar Ben Jelloun des 23 août 1991 et 8 juin 1992).

Ch. J.

La nudité des idées

... et le port...

... et le port...

... et le port...

... et le port...

... et le port...

... et le port...

... et le port...

... et le port...

... et le port...

... et le port...

Saga sur une île du lac Victoria

LES ENFANTS DU FAISEUR DE PLUIE
(Aniceti Kitezeza)
d'Aniceti Kitezeza.
Traduit du swahili
par Simon Baguma Mweze
et Olivier Berret,
éd. de l'Unesco/L'Harmattan,
326 p., 150 F.

La vie d'Aniceti Kitezeza, né en 1896 au cœur de la Tanzanie, est une belle histoire. D'une famille d'Ukerewe, île du sud-est du lac Victoria, élève d'une mission catholique, il étudie le latin, le grec, la théologie, l'allemand en 1919, il est encouragé par les Pères blancs à faire passer de l'oral à l'écrit les mœurs et coutumes de son pays. En 1945, il achève son roman, écrit en kereve ; mais, même traduit en français, celui-ci ne trouve pas d'éditeur. En 1968, Kitezeza le traduit en swahili, langue nationale de la Tanzanie, ce qui peut faciliter les traductions. Cela donne un volumineux manuscrit qui deviendra un ouvrage imprimé en Chine. Triste note finale des pérégrinations de ce texte, c'est deux semaines après la mort de Kitezeza, en 1981, que le bateau apportant son livre arrive en Tanzanie. La saga de Kitezeza se développe à partir de la stérilité qui accable un couple. Leurs familles exigent la séparation. Mais ces deux-là s'aiment, et, un guérisseur agissant, ils auront des enfants. Cette histoire de famille, plaisante, suffirait à l'attrait de ce roman. S'y ajoutent, avec allégresse, d'autres intérêts, d'ordre politique, religieux, économique, sujets graves que l'humour impose efficacement. Le triomphe de la fécondité sur la mort se développe comme une forte parabole de l'espoir d'une famille, et aussi de celui d'une Afrique éprouvée qui se refuse à désespérer de l'avenir.

Pierre-Robert Leclercq

Modulations lyriques de Valente

Le temps d'un chant, quittant le castillan pour le galicien, l'amertume pour la douceur, le poète espagnol renoue avec ses origines

LECTURE À TENERIFE
(Lectura en Tenerife)
de José Angel Valente.
Traduit de l'espagnol
par Jacques Ancey,
éd. Unes, 44 p., 75 F.

VARIATIONS SUR L'OISEAU ET LE FILET
(Variaciones sobre el pájaro y la red)
de José Angel Valente.
Traduit de l'espagnol
par Jacques Ancey,
José Corti, 113 p., 100 F.

CHANSONS D'AU-DELA
(Canciones de alén)
de José Angel Valente.
Traduit du galicien
par Jacques Ancey,
éd. Unes, 75 p., 87 F.

Faisons d'emblée notre mea culpa. Nous n'avons pas rendu compte, il y a deux ans, de *Paysages avec des oiseaux jaunes*, sans doute l'œuvre la plus intime, la plus dévouée, la plus poignante que Valente nous ait offerte. Comme les écrivains espagnols qui commencent à publier en 1950, marqués pour toujours par la haine provoquée par la guerre civile, Valente a vécu son enfance dans une terre semée de morts.

Après avoir payé son tribut à la poésie sociale, alors si nécessaire, Valente quitte l'Espagne en 1959 pour un itinéraire marqué par diverses traditions européennes. Dans un livre substantiel (*La fin de l'âge d'argent*), il remet en cause son passé, celui des poèmes de circonstance : « ... les mots s'unissaient formant des phrases / et les phrases s'unissaient à leurs rythmes anciens : les rythmes composaient / l'inutile son de la lettre morte / de la vieille morali-

té ». Partant d'une tradition essentiellement méditative, héritée de saint Jean de la Croix, d'Unamuno, de Machado et de Cernuda de la fin, Valente ira de l'avant à la recherche du mot qui contiendrait toutes les modulations, toutes les résonances - seule réponse poétique à la propagande, de la politique, de tous les langages totalitaires. Sous l'égide de Lautréamont, d'Artaud, de Cavafy (que Valente traduira) et d'un Borges dont l'humour perfide allait devenir chez lui amer et grinçant, il passe de la rupture avec son passé à la subversion. A partir de ce moment, Valente est



José Angel Valente
Né à Orense en 1929. Licencié en philologie romane à Madrid. Valente enseigne pendant quelques années à l'université d'Oxford. De 1958 à 1990, il vit à Genève et à Paris en tant que traducteur à l'Unesco. Son premier recueil obtient le prix Adonais en 1955. Le deuxième, *Poèmes à Lazare*, reçoit le Prix de la critique en 1960. En 1988, il se voit décerner le prix Prince des Asturies et en 1994 le Prix national de poésie. Parallèlement à son œuvre lyrique, José Angel Valente a publié plusieurs livres d'essais critiques, dont *La Pierre et le Centre* (1991).

considéré comme le dépositaire de la grande tradition lyrique espagnole.

Les trois livres qui nous arrivent précèdent *Paysages avec des oiseaux jaunes*. Deux d'entre eux font partie de ses textes critiques. Dans *Lecture à Tenerife*, nous trouvons sa pensée poétique telle qu'il l'a exposée lors d'une présentation de son œuvre aux îles Canaries en 1989. *Variations sur l'oiseau et le filet* serait la suite de ses recherches sur le langage poétique et les expériences érotique et mystique. Selon Valente, la langue des oiseaux des poètes arabes ou celle de la colombe de Jean de la Croix se rapportent à la même métaphore de l'oiseau et du filet de la tradition islamique. On y trouve également une réflexion sur l'im-

possibilité de la parole dans son essai sur Edmond Jabès, *La Mémoire du feu*, ou sur la transparence du style dans le *Guide spirituel* de Miguel de Molinos, texte canonique du quietisme.

Chansons d'au-delà est écrit en galicien. En quittant la Galice, Valente avait abandonné sa langue maternelle et renié ses premiers poèmes. Néanmoins, le galicien était resté chez lui intact, comme immobile, jusqu'à 1980 - Valente avait atteint la cinquantaine -, où, à Genève, une association d'émigrés lui demanda une conférence sur l'œuvre en galicien d'Alphonse X le Sage. La palpitation du verbe

maternel, l'immersion dans le langage de son enfance et dans le lyrisme médiéval, réveillèrent en lui des souvenirs, des reminiscences littéraires qui se pouvaient incarner en une autre langue. Dans ces poèmes galiciens, il y a une pensée mythique, ancrée dans la tradition celte, une tonalité proche de la chanson populaire et une douceur qu'on ne trouve pas dans ses poèmes castillans, plus amers, plus sarcastiques, plus violents. Désormais, les composants de sa poésie se caractérisent par une absence de littérature - ou juste celle que le lecteur peut reconstruire dans les points d'orgue -, par la religiosité occulte, la rigueur, la purification, l'austérité et le lyrisme en subtil harmonie.

Ramon Chao

Le joug ou la révolte

Le premier roman, bref et intense, d'un Guyanais, écrit comme une tragédie antique

LA MÉMOIRE LA PLUS LONGUE
(The Longest Memory)
de Fred D'Aguiar.
Traduit de l'anglais
par Gilles Lergen,
Plon, 177 p., 119 F.

Que peut faire l'individu isolé face à l'injustice, à l'oppression et au mépris de la société, comment peut-il réagir à l'intérieur d'une situation de dépendance instaurée depuis des générations, établie sur des critères de race et imposée avec une cruauté sans faille ? Telle est la question que pose implicitement le livre de Fred D'Aguiar, un premier roman couronné par deux prix littéraires prestigieux (1). Plus précisément, le destin du personnage principal soulève un problème : la révolte, cette rupture de l'ordre social, avec le risque de chaos et de mort qu'elle implique, est-elle préférable au maintien d'un ordre, si mauvais soit-il, quand, au terme de longs efforts, en respectant des lois depuis toujours données, on est parvenu à survivre et même à garder sa dignité ? Pactiser avec un système inhumain, fût-ce par loyauté envers un maître respecté, voilà l'attitude que remet en question ce roman bref et intense, écrit comme une tragédie antique, en une succession de scènes fortes ponctuées de commentaires, la première image, dont découle tout le récit, étant la plus violente : Whitechapel revit le meurtre de son fils, évadé, repris, roué à mort.

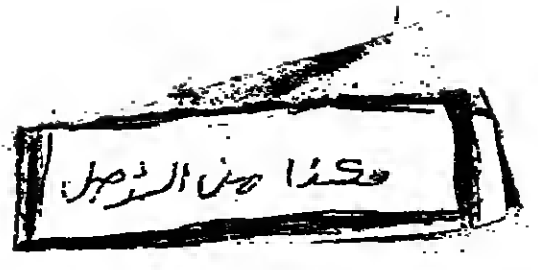
Whitechapel, un vieil esclave noir au début du siècle dernier, se remémore sa longue vie et s'interroge. Vieil homme brisé et solitaire dont s'écartent même les membres de sa famille, il fut un jour « un exemple pour sa race », parfait en tout, « un esclave jusqu'à la mort », admiré par les Blancs comme par les Noirs pour son endurance digne et son immuable sagesse.

Pourtant, cette adaptation à la condition d'esclave va être la cause, sinon de sa propre perte, du moins de celle de son fils rebelle, comme si un ajustement parfait à l'institution vous rendait incapable de comprendre l'autre dans sa différence et sa fragilité, incapable d'imaginer l'imprévisible que recèle tout système ou, plutôt, incapable de saisir la logique profonde qui sous-tend le fonctionnement des lois et la démarche des hommes qu'elles servent. Whitechapel croyait en la dignité humaine et en son pouvoir ; cette loi le perdit. « J'ai toujours cru qu'un esclave pouvait vivre une vie correcte et longue s'il travaillait dur et maintenait à son maître l'aspect le plus digne de sa personne, afin de susciter un comportement similaire chez le maître... » Il y a, dans le roman de Fred D'Aguiar, comme dans ceux de Thomas Hardy, l'instant décisif où le destin tourne, accablant les personnages : au moment où le fugitif est ramené, le maître a dû s'absenter, remplacé par un contremaître cruel. Mais le cours des choses aurait-il été changé par sa présence ? On l'apprend peu à peu, nul n'est vraiment responsable dans un système qui pervertit les consciences et les mœurs. A moins que tous le soient, coupables nécessairement, à des degrés divers, et même Whitechapel qui, dans sa dignité, semblait pourtant l'incarnation de la noblesse et de la bonté. « Toute ma vie, je me suis trompé. »

Des voix alternent et se succèdent, longs monologues retraçant une vie, des poèmes se mêlent à la narration centrale et aux extraits de presse qui restituent l'esprit de l'époque. Très maîtrisé, ce premier roman de Fred D'Aguiar (qui naquit en Guyane en 1961), en évoquant l'histoire de l'esclavage, pose des questions essentielles.

Christine Jordis

(1) Whitbread First Novel Award et Higham First Novel Award.



CORRESPONDANCE 1920-1963
(Briefwechsel 1920-1963)
de Martin Heidegger
et Karl Jaspers.
Texte établi par Walter Biemel
et Hans Saner, traduit de
l'allemand par Claude Nicolas
Grimbert,
suivi de **CORRESPONDANCE**
1918-1969
de Martin Heidegger et Elisabeth
Blochmann.
Traduit de l'allemand
par Pascal David
Callimard, coll. « Bibliothèque de
philosophie », 490 p., 190 F.

On imagine qu'un combat entre eux aurait dû s'engager dès le premier jour. Tout semble en effet les opposer : tempéraments individuels, conceptions de la pensée, orientations philosophiques fondamentales, manières d'envisager les relations entre théorie et réalités historiques, attitudes des intellectuels dans les combats politiques. En 1920, quand Heidegger et lui commencent à s'écrire, Karl Jaspers a trente-sept ans. Venu à la philosophie par la médecine et la psychologie, il a une tournure d'esprit encyclopédiste, qui le conduit par exemple à étudier la diversité des conceptions du monde. Sa démarche se veut fidèle au rationalisme comme à l'apport de la mystique, ainsi qu'en témoigne indirectement son attachement conjoint à Kant et à Nietzsche. Finalement, Jaspers ne rompra jamais avec l'éthique du protestantisme et ne renoncera pas à l'idée d'une universalité des valeurs morales. Heidegger pour sa part, de six ans le cadet de Jaspers, construit sa trajectoire à partir d'une rupture avec le catholicisme. Le lien entre son ancienne foi religieuse et sa quête de l'être demeure longtemps énigmatique pour ses auditeurs et ses lecteurs, et peut-être pour lui-même. Méfiant envers le règne de la raison, annonçant dans la pensée et dans l'histoire de grands changements aux contours difficiles à définir, Heidegger est aux antipodes de Jaspers. On s'attendrait donc à un conflit possible dès leur première rencontre. Il n'en est rien.

Allemagne, 1920.
Deux jeunes penseurs
guettent les promesses
de leur amitié
naissante. Après 1933,
leur attitude envers le
nazisme sépare
Heidegger et Jaspers.
Le XX^e siècle nous
laisserait-il la tâche de
réinventer ce qu'on
appelle politique ?

Certes, tout les oppose. Mais pour nous, rétrospectivement. Nous sommes enclins, parce que nous connaissons la suite de leur histoire, à en modifier le début. Nous savons que Martin Heidegger devint recteur de l'université de Fribourg sous le pouvoir nazi et vit en Hitler la chance d'un renouveau de l'Allemagne. Il ne fut certes pas le seul. On discute encore pour savoir combien de temps dura vraiment sa compromission, quels en furent effectivement le sens et la portée. Nous savons d'autre part - sans incertitude, sans controverse ambiguë - que Jaspers fut suspendu d'enseignement par les autorités nazies, qu'il préféra après la guerre aller enseigner en Suisse, et qu'il écrivit en 1947 ce texte admirable intitulé *La culpabilité allemande* (1). Bref, vus sous cet angle, l'un symbolise une défaite honteuse de la pensée, et l'autre sa dignité préservée. Après coup, l'un incarne l'irresponsabilité et l'erreur politiques, l'autre la conscience en éveil.

Dans les années 20, toutefois, les deux penseurs sont loin de cet antagonisme. La correspondance fait découvrir au contraire leur intime proximité durant bon nombre d'années. Tous deux ont repéré, avec le flair infatigable des grands solitaires, la stature de

Le piège des lointains



l'autre. Chacun a pensé tout de suite qu'il avait face à lui un esprit exceptionnel. Dans la médiocrité qu'ils croient percevoir autour d'eux, et dont ils souffrent, une telle rencontre, promesse d'une possible dialogue, est source de joie pour chacun d'eux. Les lettres des premières années font écho à leurs diverses entretiens. On ne saura jamais ce qui s'est dit, mais on y devine, entre les traces qui subsistent, une ardeur émouvante. « Dans le désert philosophique de notre époque, c'est une belle chose de vivre la possibilité d'avoir confiance », écrit Jaspers à son nouvel ami, en novembre 1922. Dans la même lettre, il imagine une périodique à parution capricieuse, où eux seuls écriraient. Ce serait tout simplement « La Philosophie

de notre époque. Cahiers critiques », par Martin Heidegger et Karl Jaspers. « L'amitié est la plus haute éventualité qu'un autre puisse offrir », écrit de son côté Heidegger en avril 1924. Une fièvre amoureuse - comment l'appeler autrement ? - parcourt incidemment ces pages. Loin au-dessus des « contemporains au souffle court », des étudiants, des collègues, ils se saluent et se cherchent avec ferveur. Ce qui les rapproche : le désir de faire renaître la philosophie, de rendre à nouveau ses évidences énigmatiques et fortes.

La correspondance s'interrompt en 1936 et ne reprendra qu'avec peine en 1949. On notera toutefois combien Jaspers ne parvient que lentement à comprendre à quel

point l'histoire les sépare. En août 1933, remerciant Heidegger de l'envoi du texte de son « Discours du rectorat », il lui écrit : « La confiance que je mets en votre façon de philosopher (...) n'est pas troublée par des particularités de ce discours qui sont de circonstance... » Sans doute Jaspers n'a-t-il jamais voulu ôter à son ancien ami toute chance de s'expliquer vraiment. Sans doute n'a-t-il pas pu se priver lui-même de cet espoir. Après 1949, la correspondance reprend. Mais elle porte mal son nom : rien ne correspond dans l'esprit de l'un à ce que l'autre croit. Différentement, de part et d'autre, l'écriture est pesante, l'expression gênée, à la fois nostalgique de la confiance ancienne et consciente de son incapacité à surmonter l'abîme désormais ouvert. « Nous avons vécu dans des mondes différents », dit sobrement Jaspers, magnanime. Il souhaite encore, malgré tout, voir s'élaborer une authentique correspondance philosophique où ils s'expliqueraient aussi loin que possible sur leurs postulats réciproques. Encore faut-il, pour qu'une telle éventualité se présente, qu'il y ait au moins évoquée entre eux l'embarcadere de Heidegger aux côtés des nazis.

Les lettres de mars et avril 1950 sont particulièrement intéressantes. Jaspers : « Vous me pardonnez si je dis ce qu'il m'est arrivé de penser : que vous sembliez vous être conduit, à l'égard des phénomènes du national-socialisme, comme un enfant qui rêve, ne sait ce qu'il fait, s'embarque comme en aveugle et comme sans y penser dans une entreprise qui lui apparaît ainsi autrement qu'elle n'est dans sa réalité, puis reste bientôt avec son désarroi devant un amas de décombres et se laisse entraîner plus loin. » Heidegger : « Vous y êtes tout à fait, avec l'image de l'enfant qui rêve. » Toutefois, Heidegger a beau souligner - le fait est rare - la honte croissante d'avoir contribué au règne « malfaisant » du nazisme, il a beau reconnaître et son ignorance d'alors et sa culpabilité présente, il n'est pas sûr que l'enfant ait tout à fait fini de rêver. Il affirme en effet que, contre Staline, « chaque mot, chaque écrit est en soi une contre-attaque, même si tout ceci ne se joue

pas dans la sphère du politique, qui est elle-même mise depuis longtemps hors jeu par d'autres rapports d'être et même une vie illusoire ».

Peut-être tient-on ici une des formulations les plus claires de l'attitude incarnée par Heidegger : la politique est déclarée vide de toute réalité. Les tourments décisifs se prennent ailleurs - dans la pensée, dans les manières de répondre à « l'appel de l'être », non dans les conflits de souveraineté, les campagnes militaires, les luttes sociales ou les affrontements idéologiques. L'idée même d'une opinion publique et d'une discussion collective serait à dissiper comme un vain songe. L'essentiel se jouerait toujours sur un autre terrain, une scène secrète où le penseur, presque dépourvu de tout pouvoir sur ce théâtre chaotique qu'on appelle l'histoire, tiendrait cette fois un rôle déterminant, engageant imprévisiblement le destin de l'humanité à chaque paragraphe, par l'attention pieuse qu'il porte à l'ouvert et au silence tapi sous les choses. Tandis que les foules et la rumeur font un vacarme énorme à propos de cette « vie illusoire » que les ignorants, naïvement, dénomment encore liberté ou servitude, le penseur en retrait compte, par siècle ou millénaire, l'œil perdu dans les lointains, les coups incalculables d'un destin sans visage. Ceci pourrait expliquer qu'il tombe, sans comprendre, dans le gouffre du présent.

A ce piège des lointains, dont Heidegger et sa postérité multiple sont victimes, il faudrait opposer celui, symétrique et inverse, de la proximité à courte vue. Croire que la politique, et elle seule, gouverne tout, estimer que la pensée « même une vie illusoire », revient évidemment à tordre le bâton dans l'autre sens. Dans l'histoire de ce siècle, au nom de Marx, on a répété jusqu'à l'absurde cette vision caricaturale : les réalités politiques doivent être brutalement mises au poste de commande de la vie des idées. Entre le trop loin et le trop près, ce siècle, décidément, n'a pas su régler la distance entre la vie de la réflexion et celle de la Cité. Une des tâches essentielles qu'il légue à celui qui vient sera de réinventer cet espace perdu.

Vues d'ici et d'ailleurs

L'HOMME DÉPAYSE
de Tzvetan Todorov.
Seuil, 245 p., 120 F.

Changer de pays change le regard. Né en Bulgarie, Français résidant à Paris depuis plus de trente ans et séjournant souvent aux États-Unis, Tzvetan Todorov connaît le dépaysement, si l'on ose dire, de l'intérieur. Ce spécialiste des études littéraires, qui sort volontiers de son domaine pour penser les rapports de l'homme et de la société en réhabilitant ce que l'on appelait autrefois les sciences morales, part ici de son expérience pour montrer combien les déplacements géographiques et mentaux peuvent salutairement dérouter les habitudes et les certitudes trop installées.

Citoyen français, à l'aise dans une langue et une culture faites siennes, Tzvetan Todorov commence son livre par ce clin d'œil proustien : « Longtemps je me suis réveillé en sursaut », pour introduire la récurrence d'un rêve qui le tient prisonnier à Sofia. Étranger à la Bulgarie sans l'être tout à fait, il scrute le vécu des individus dans un État totalitaire, en alliant proximité des souvenirs et distance de l'exil. Marqué par ce qu'il a connu là-bas et définitivement réifié aux idéologies mensongères comme aux passions identitaires, il jauge l'aveuglement face aux révélations de Kravtchenko, en France dans les années 50, interroge le sens et la portée de l'affaire Touvier, dénonce les errements des antiracistes et analyse les rapports problématiques des intellectuels à la vie politique. Enfin, visiteur régulier aux États-Unis, il évalue, mi-dedans, mi-dehors, l'évolution de la critique littéraire nord-américaine ou encore le recul des valeurs démocratiques outre-Atlantique. Du bon usage du décalage, en somme, dans un ouvrage, en forme de collage, qui n'a pas l'unité que son beau titre annonçait.

Nicole Lapierre

L'AFFOLANTE HISTOIRE DE LA VACHE FOLLE
de Martin Hirsch,
Philippe Duneton,
Philippe Baralon,
Florence Noiville.
Bailand, 240 p., 90 F.

Parfois pour des raisons plus émotives que scientifiques, certains événements graves provoquent une peur collective.

Dans notre histoire, l'exemple le plus spectaculaire a été le loup, pourtant « onimol grossier et poltron » dit Buffon. Il a semé la panique dans toutes les provinces. En réalité, c'était la rage qui était tragique, pas le grand méchant loup. Et, malgré le génie de Pasteur, il suffit, encore aujourd'hui, d'un pauvre loup errant, égaré des steppes glacées, pour soulever l'émotion populaire.

L'affaire de la « vache folle » prend le même chemin. Atermoiements des décideurs, incohérences de certaines mesures, « lobby économique », transmission possible de la maladie à l'homme, ont provoqué un immense malaise qui tourne au drame.

Le public s'inquiète. Le consommateur s'interroge sur la

qualité des produits carnés, sur la sécurité alimentaire. Le marché de la viande bovine s'effondre et les éleveurs sont plongés dans le désarroi.

Et pourtant la France, au cours des soixante dernières années et sans drame particulier, a éradiqué (c'est-à-dire arraché, extirpé) d'autres épidémies plus importantes et dont le danger immédiat était probablement plus grave que celui d'aujourd'hui : la tuberculose bovine, la brucellose, la fièvre aphteuse, la peste aviaire, la peste porcine, la peste africaine porcine, etc.

L'ignorance, une mauvaise information, l'effroi d'une maladie nouvelle, sans compter les intérêts particuliers, sont à l'origine de l'ambiance explosive qui

Michel Cointat

a habillé ces derniers mois, et le livre qui vient de paraître sur *L'affolante Histoire de la vache folle* s'efforce de répondre à ces lacunes et aux questions que se posent les Français.

C'est un document remarquable de clarté, de franchise et de prudence. Les auteurs : un juriste, un médecin, un vétérinaire et une journaliste, ont mis en commun leurs connaissances. Dans un style simple, accessible au grand public, facile à lire, avec calme sans oublier l'humour, ils relatent l'aventure préoccupante du danger qui nous menace.

Ils dissèquent le mystérieux prion, cause de tous les maux, présentent les conclusions des chercheurs qui ont encore un long chemin à parcourir. Ils analysent les erreurs commises, tracent les limites de la maladie et proposent, sinon les remèdes, au moins les quelques « précautions » à prendre afin d'assurer la sécurité alimentaire.

Le traumatisme de la « vache folle »

Un juriste, un médecin, un vétérinaire et une journaliste expliquent
qu'on ne rend pas sans risques les vaches cannibales

On peut discuter certains points, mais l'essentiel est dit et bien dit. Pour l'instant, la seule certitude est que chacun peut consommer avec plaisir de la viande de bœuf, en France comme en Angleterre d'ailleurs, mais pas de cervelle, pas d'amourettes et quelques autres abats.

Ce livre permet d'apporter

trois remarques. La première est que les Anglais et les Français ont une conception différente de la lutte sanitaire. Le conflit remonte à 1798 quand Jenner a inventé la « vaccine » contre la variole. Les Anglais ont toujours été réticents à la vaccination des animaux qui introduirait un généraliserait un microbe dans leur île. Par ailleurs, ils sont a priori contre l'éradication qui abat des animaux réputés sains.

Ceci explique pourquoi la France tient tant à l'embargo sur les produits anglais pour être sûre de ne pas être contaminée.

La seconde est que la communauté scientifique, bien que n'ayant pas encore trouvé toutes les réponses, a tout dit depuis longtemps sur les évolutions prévisibles. Un exemple suffit : Daniel Gajdusek a été nommé prix Nobel de médecine en 1976, pour vingt ans de travaux sur la maladie Kuru des Papous cannibales, qui ressemble étrangement à l'encéphalopathie spongiforme bovine.

Mais les décideurs n'écoutent que lorsqu'il y a un drame. De même n'est amélioré un croisement routier que lorsqu'il y a eu des morts.

Enfin, l'observation la plus importante est que le risque zéro n'existe pas dans la nature. Chaque espèce combat pour sa survie. Il suffit d'un léger déséquilibre biologique pour qu'un commandant d'une autre espèce

prenne la place. C'est le cas pour les microbes, les virus, les prions. Mais c'est également vrai pour les sauterelles, les fourmis rouges ou les ronces et les orties.

Chaque être vivant, petit ou grand, est suffisamment astucieux pour s'adapter à l'importance de la situation, au besoin par mutation génétique.

Or, par vanité ou par goût exagéré du progrès, l'homme commet, suivant l'expression de Jean Hamburger, de « belles imprudences ». Il se permet trop souvent de violenter la nature et celle-ci se venge toujours.

Et Verlaine ajoutait :

« Il n'est pas bon d'aller troubler dans son sommeil

« Lo nature, ce dieu féroce et taciturne. »

La « vache folle » (ou ESB) n'échappe pas à cette règle. On ne rend pas cannibales des vaches, sans retour de bâton. On ne mélange pas, sans danger, des gènes animaux et végétaux, comme on veut le faire pour d'autres produits.

Si l'homme ne prend pas les précautions nécessaires, il y aura d'autres maladies et d'autres échecs douloureux. Si, au contraire, il respecte « le principe de précaution », il trouvera les solutions pour rétablir l'harmonie, et le traumatisme de la « vache folle » ne deviendra qu'un simple souvenir.

On ne transige pas avec la santé et il faut espérer que la « recherche épidémiologique » deviendra une priorité.

Pour bien comprendre le problème posé, il faut lire ce livre de l'équipe Hirsch, Duneton, Baralon, Noiville, à l'exception peut-être de la préface qui, contrairement au reste de l'ouvrage, est plus polémique que scientifique.

Ancien ministre, président de l'Académie d'agriculture.

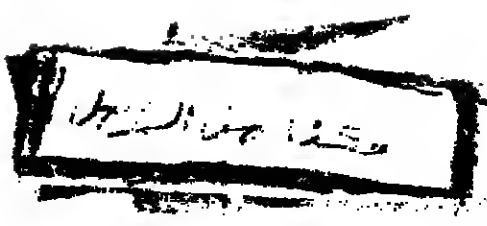
La conquête de l'Est... sibérien

L'EXPLORATION DE LA SIBÉRIE
d'Yves Gauthier
et Antoine Garcia.
Actes Sud, 470 p., 168 F.

L'exploration de la Sibirie, c'est d'abord un fulgurant rezzou : en moins d'un siècle - le XVIII^e - les Russes font main basse sur dix millions de kilomètres carrés. Ce livre fera rêver. La matière est si vaste et si variée que chacun y trouvera de quoi satisfaire ses préférences. L'économiste s'intéressera au trafic des zibelines ou des dents de morse. Le diplomate apprendra la date du premier traité avec les Chinois, du premier contact avec le Japon, et sourira du secret dont tsars et tsarines entouraient leurs instructions de peur de se faire duper le pion par les étrangers. L'historien réfléchira sur les constantes de l'aventure coloniale, car on retrouve en Sibirie les étapes franchies ailleurs par les Yankees, comme on voit surgir les mêmes fortunes de bois, errent les mêmes personnages : le cosaque coureur de bois, le guide métis, le marchand qui commande des expéditions pour découvrir des racines. Et toujours la rapine, l'or, la chasse aux femmes ravissantes.

Dejnev a-t-il vraiment reconnu le cap extrême qui porte son nom ? Benning finira-t-il par voir la côte de l'Alaska ? Existe-t-il une terre au nord du Grand Nord ? Pour connaître les réponses, on se laisse guider dans cette galerie de portraits colorés. De jeunes cadets fraîchement émus de l'Académie navale, des princes anarchistes et cependant ethnographes, des décalés, des savants surtout, naturalistes, géologues, botanistes, capables de supporter les moustiques et les bizarreries, de manger les courtoises de leurs chiens avant de les dévorer eux-mêmes, de risquer cent fois la mort - et parfois la disgrâce.

Jean Soublin



Michel Thévoz, un structuraliste révolté

LE MIROIR INFIDÈLE
de Michel Thévoz.
Minuit, 144 p., 89 F.

Deux traits distinguent Michel Thévoz de la plupart de ses confrères en histoire de l'art. D'abord, il croit en l'utilité d'une réflexion théorique sur les œuvres, nourrie de linguistique, de psychanalyse et de sociologie. Ensuite, c'est un révolté. Pour lui, comme pour Dubuffet, la fonction primordiale de l'art est de remettre en cause notre imaginaire collectif, nos stéréotypes mentaux. Les œuvres les plus intéressantes sont donc, à ses yeux, celles qui sont les plus riches en potentialités subversives.

On retrouve ces deux traits dans son dernier essai, *Le Miroir infidèle*, qui invite à s'interroger sur ce qui se joue dans l'acte étrange qui consiste à « regarder » une peinture, sur la complexité qui peut lier le regard du spectateur à celui de l'artiste, ainsi que sur la nature évasive de l'image, contenue dans le tableau – image qui finit toujours, d'une façon ou d'une autre, par se dérober au regard qu'elle suscite. Bien entendu, Thévoz convoque Saussure, Lévi-Strauss et Lacan pour tenter, avec leur aide, de démêler les fils de cette énigme.

Thévoz s'efforce aussi de montrer à quel point les artistes les plus consacrés ont pu être, en leur temps, d'authentiques révolutionnaires. Son interprétation des *Mémoires* de de Cézanne, par exemple, est de ce point de vue, particulièrement passionnante. Mais *Le Miroir infidèle* se devait de conclure sur l'évocation des deux peintres préférés de Thévoz : Aïtchène et Wölffli. Deux psychologues autodidactes, sans doute. Et en même temps deux des créateurs après lesquels on ne peut plus jamais « regarder » la peinture comme on le faisait avant.

Christian Delacampagne

Celui qui était fait pour voir

Panofsky ou l'œil universel : il comprenait et analysait aussi admirablement le baroque et le cinéma muet, Dürer et Buster Keaton. Ses « Trois essais sur le style » en font la preuve

TROIS ESSAIS SUR LE STYLE
d'Erwin Panofsky.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Bernard Turle.
Présentation d'Irving Lavin
et William S. Heckscher.
Le Promeneur/Gallimard,
240 p., 180 F.

Une nuit, Erwin Panofsky vit en rêve une vieille femme d'une laideur affreuse et se réveilla avec, en tête, trois mots de Goethe, « *zum Schauen bestellt* », celui qui est fait pour voir. L'anecdote est si symptomatique qu'elle peut sembler suspecte : Panofsky fut en effet « *zum Schauen bestellt* », celui dont l'œuvre naît du regard, celui dont l'intelligence critique se fonde sur ce que l'œil observe avant d'employer ce que la mémoire sait. Autre épisode symbolique : Adolph Goldschmidt, qui fut l'un de ses maîtres à Berlin, aurait dit de lui : « *Quand Erwin voit une image, il lui vient tout de suite une idée.* » Ne tirerait-on qu'une leçon de ses travaux immenses, ce serait que la méthode de Panofsky, qu'il s'intéresse à Dürer, à Titien, aux primitifs flamands ou au Corrége, repose sur l'épreuve de la vision. Il affirmait donc volontiers la supériorité de la déduction selon Sherlock Holmes et tenait ses principes logiques pour aussi importants que ceux de son siècle, le canon des *Pères de l'Eglise* au Moyen Âge. Il semble que ce parallèle ait choqué ses élèves.

Les *Trois essais sur le style* réunis en un volume proposent trois démonstrations différentes de ce que peut l'esprit d'observation quand il refuse de croire à quelque idée reçue que ce soit, quand il se délivre des catégories officielles. Le premier se demande : « *Qu'est-ce que le baroque ?* ». Texte d'un cours prononcé à Vassar, il procède par comparaisons stylis-

tiques afin d'établir que l'usage courant du mot « baroque » au sens de confus et grandiloquent trahit la vérité des œuvres. Plus confuses, plus théâtrales sont les toiles des maniéristes, de Beccafumi et de Vasari, alors que Pierre de Cortone en revêtit aux ordonnances épurées de Raphaël. Pourquoi ? Parce que le maniérisme, art de l'excès, se développe en un temps de crise, entre Contre-Réforme combattante et progrès de l'esprit rationnel, entre exaspération catholique et résurrection de l'Antiquité. A l'inverse, dans l'Italie dite baroque, « les scientifiques n'étaient plus brûlés comme l'avait été Giordano Bruno dont on pourrait dire de sa mort qu'elle a été un événement éminemment maniériste, alors que la libération de Campanella par Urbain VIII fut un événement purement baroque ». Époque d'équilibre et de liberté, « le baroque ne marque pas le déclin (...) de ce que nous appelons la Renaissance. C'est, en fait, le second temps fait de cette période (...) ». La remarque, lancée sans prévenir, suffirait à faire l'intérêt de l'article, si même Panofsky n'ajoutait pas que la Renaissance finit, selon lui, quand l'homme et la nature sont menacés par « les forces antihumanes et antinaturelles qui semblent déterminer notre époque – la force des masses et des machines ». Cela fut écrit en 1934 ou 1935, peu après la venue aux États-Unis de l'émigré Panofsky, lequel ne separe donc pas histoire des arts, histoire des sciences et histoire des civilisations. Et cela encore, il est exemplaire et apparaît comme le contemporain de Bejamin.

Sur le troisième essai, *Les Antécédents idéologiques de la cathédrale de la Renaissance*, il y a pas lieu de s'attarder. Publié une première fois en 1938 par le même éditeur, c'est du Panofsky virtuose, voltigeur, danseur de

conco. L'art anglais se partagerait entre une tendance classique froide et un penchant tourbillonnant, entre Palladio et l'excès maniériste, entre le Parthéon et le gothique flamboyant. La cathédrale des Rolls a la majesté froide d'une façade palladienne et un bouccon la surmonte, en forme d'algèbre tournant dans une envolée de voiles : l'antinomie fondatrice à son paroxysme d'incongruité. L'analyse d'un style tourne ici à l'exercice de style, magnifiquement accompli et inégalement convaincant.

AUDACIEUSES COMPARAISONS

Reste le meilleur du livre, *On movies*, texte de 1936 remanié durant dix ans jusqu'à sa version définitive, qui s'intitule digressif *Style and Medium in the Motion Pictures*, style et matière au cinéma. Panofsky adorait aller au cinéma. Il y allait, enfant, à Berlin, dès 1905. Il ne cessa jusqu'à sa mort, cet amour affiché n'était pas de nature à séduire ses collègues, aux goûts académiques. Un spécialiste de Dürer commente *Le Mécène de la General, La Croisière du Navigator et Casablanca*, ou imagine l'embarras. Pis : il compare. Il ose suggérer que l'évolution du film muet ressemble à celle de la gravure. Dans le cinéma muet, « on doit arriver à se dispenser de la parole en établissant une relation organique entre le jeu et le procédé cinématographique, de même que Dürer, dans ses gravures, avait réussi à se dispenser de la couleur en établissant une relation organique entre le dessin et son procédé technique, la gravure au trait ». Autrement dit, la compréhension d'un art commence par l'analyse de ses moyens techniques et des contraintes qu'ils fixent.

Dans le cas du film, outre le mutisme forcé des premières décennies, intervient cette singularité : il travaille « la réalité phy-

sique en tant que telle » et non une représentation modifiable à volonté, celle du peintre et du sculpteur, lesquels « partent d'une idée qu'ils projettent dans une matière sans forme ». – Gourdard dit à peu près la même chose dans *Far Ever Mozart*. Donc, « le problème est de manipuler et de filmer une réalité non stylisée et d'obtenir un résultat qui ait du style ». Tout esthétisme fa- çon Cabinet du Docteur Caligari est à proscrire, car il élude la question essentielle – tout comme les images dites virtuelles l'élué, révélant leur vacuité d'artifices tout au plus distrayants.

Sans doute serait-il abusif de prétendre déduire de Panofsky un système critique qui s'appliquerait aujourd'hui. Il n'en demeure pas moins que ce qui ne serait pas faux, il n'en demeure pas moins encore qu'un écrivain et modifiant cet essai Panofsky a, l'un des premiers avec Benjamin, pris acte d'une révolution des arts dont les conséquences n'ont pas encore été mesurées dans toute leur rigueur. C'est lui, l'admirable exégète de la Renaissance, qui écrit : « Si une loi fait tous les poètes, tous les compositeurs, tous les peintres et tous les sculpteurs à renoncer à leur activité, seule une fraction du public s'apercevrait de la différence et en porterait plus infime encore en éprouverait le moindre regret. Si la même interdiction frappait les cinéastes, les casse-croûtes sociaux seraient catastrophiques. » C'est lui qui ote que « dans la vie moderne, le cinéma, c'est ce que la plupart des autres formes d'art ont cessé d'être : non pas un ornement mais une nécessité ».

Philippe Dagen

Philon, philosophe et mystique juif

ÉTUDES PHILONIENNES
de Valentin Nikiprowetzky.
Cerf, 336 p., 120 F.

Valentin Nikiprowetzky est mort il y a treize ans. Cet immense savant, auquel rien de ce qui concernait le judaïsme hellénistique n'était étranger, a laissé deux œuvres majeures. Sa thèse de doctorat, d'abord : *Le Commentaire de l'Écriture chez Philon d'Alexandrie* (Brill, 1977). Un ouvrage collectif, d'autre part, dont il fut l'inspirateur : *De l'antijudaïsme antique à l'antisémitisme contemporain* (Presses universitaires de Lille, 1979). Deux livres qui se réfèrent à Philon, à l'usage commun : c'est à Alexandrie, que se produisirent, deux siècles avant notre ère, les premières persécutions antijuives historiquement connues.

Si l'« explicatio » de ces dernières par la nature « éthique », donc singulière, du monothéisme juif (qui aurait suscité l'animosité des peuples environnants) demeure un point controversé, en revanche les travaux de Valentin Nikiprowetzky sur Philon – philosophe juif du 1^{er} siècle de notre ère qui consacra son œuvre à l'interprétation de la Torah – ont radicalement changé notre compréhension de cet auteur, réputé difficile.

Contrairement à la plupart des spécialistes qui l'ont précédé, Nikiprowetzky ne voit pas en Philon un philosophe néoplatonicien ou stoïcien, dont l'éclectisme expliquerait les incohérences, mais un authentique sage juif et peut-être, au-delà, un mystique. Particularité remarquable, due à sa naissance : ce maître spirituel, qui ne comprenait pas l'hébreu, ne parlait que le grec. Cela ne l'empêchait pas de mettre toutes les ressources que lui offrait sa connaissance de la philosophie hellénique au service de son unique ambition : déchiffrer le sens caché de l'Écriture.

Ch. D.

Comment peut-on être iranien ?

Appréhendant en profondeur l'Iran, Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard dépassent la simple perception islamique

L'IRAN AU XX^e SIÈCLE
de Jean-Pierre Digard,
Bernard Hourcade
et Yann Richard.
Fayard, 460 p., 160 F.

L'Iran d'aujourd'hui, dans la perception commune, se limite à la République islamique, quand ce n'est pas aux quelques mots épouvantés dont elle a enrichi le vocabulaire français : ayatollah, mollah, tchador, fatwa. Pourtant, l'Iran, d'évidence, ne se réduit pas aux slogans islamistes, et il est même illusoire d'espérer comprendre le phénomène khomeiniste sans rien savoir sur le pays qui lui a donné naissance – comme il était vain de prétendre analyser l'URSS et son devenir en se limitant à glosier sur l'idéologie communiste et en ignorant la Russie. C'est à connaître cet Iran contemporain dans son épaisseur historique, sociale, culturelle, géographique ou politique qu'inventent l'ethnologue Jean-Pierre Digard, le géographe Bernard Hourcade ainsi que l'historien Yann Richard – auquel on doit l'ouvrage de référence en français sur *L'Islam chiite* (Fayard, 1991). Tous trois ont vécu de longues années en Iran, en pratiquant la langue, et ont conjugué leur érudition pour cet excellent livre, clair et de lecture agréable, introduction à un pays complexe qui vit de manière paroxystique les bouleversements du tiers-monde musulman et où s'entremêlent haine et fascination pour l'Occident.

La première moitié du livre est une mise en perspective historique d'un siècle qui connaît trois « révolutions » d'inégale portée : « constitutionnaliste » en 1906, « blanche » (« *du chah et du peuple* ») en 1962 et enfin « islamique » en 1978-79. Autour d'elles se déploient la modernisation autoritaire et la « laïcisation acharnée » de Reza Chah (1921-1941), l'expansion économique sous le règne de Mohammad Reza (1941-1979), qui

combine despotisme, accroissement des disparités sociales et dépendance américaine, et enfin la République islamique (depuis 1979) dont l'utopie tiers-mondiste de départ est canalisée par un pouvoir clérical aujourd'hui confronté à des formes de résistance inédites de la première « société civile post-islamique ».

« TROIS CULTURES »

La seconde partie identifie les diverses « forces profondes » qui structurent l'Iran contemporain, et dont l'articulation chaotique a produit notamment l'explosion de 1978-1979. Désarticulation rapide de l'organisation sociale sous l'effet de la rente pétrolière, traditions politiques antagoniques de l'Etat et du bazar, juxtaposition de l'Iran des villages, des tribus nomades et des métropoles brusquement gonflées par l'exode rural, façonnent une société à « trois cultures » – l'Iranité, l'Islam et l'Occident – qui se sont refoulées, conjuguées ou déchirées au long du siècle selon des modalités changeantes, mais sans que la victoire politique apparente de l'une parvienne jamais totalement à éliminer les autres.

Cette présentation très documentée de l'Iran d'aujourd'hui, loin des simplismes partisans, rappelle notamment au lecteur que la révolution de 1978-1979 n'a pas été de bout en bout l'œuvre du parti clérical – le Hezbollah – mais qu'elle a d'abord rassemblé toutes les sensibilités politiques, y compris les laïques et les communistes – dans l'opposition à la dictature du chah. On y suit très précisément le processus par lequel Khomeiny et ses partisans sont parvenus à conquérir l'hégémonie sur le mouvement populaire, puis à éliminer leurs alliés après la prise du pouvoir. Et contrôlant le discours religieux, après y avoir « acclimaté » des concepts d'origines diverses – comme l'opposition entre « *deshdreh* » (« *modestie* ») et « *arrogance* »

(« *mostakbir* ») venue de la contradiction opprimés-oppresseurs de la vulgate marxiste – et en faisant de ce discours le langage par lequel s'expriment les valeurs centrales de la société, Khomeiny a su mobiliser à la fois les masses populaires, les jeunes intellectuels et la bourgeoisie pieuse du bazar, écartée du politique et de la rente pétrolière par le chah et sa cour. Puis la consolidation du régime est passée par « trois guerres ». La guerre (symbolique) contre les États-Unis, autour de l'occupation de leur ambassade à Téhéran, a permis au pouvoir d'éliminer les libéraux ; la guerre civile s'est soldée par la défaite des moudjahidines ; et la guerre contre l'Irak a fait mourir en masse sur les champs de mines les jeunes déshérités urbains – ces sans-culottes iraniens –, permettant l'avènement d'un « thermidor » islamiste qui voit les dirigeants insister d'autant plus sur la morale et l'idéologie qu'ils n'ont pu tenir leurs promesses sociales – tandis que la masse de la population s'appauvrit continuellement.

Aujourd'hui, alors que vont arriver à l'âge adulte les jeunes qui n'ont jamais connu l'époque du chah, les auteurs observent qu'une « reconstruction identitaire et politique » est déjà perceptible dans la société, où « les valeurs islamiques imposées par l'Etat ont perdu l'adhésion populaire spontanée dont elles bénéficiaient pendant la période révolutionnaire ». Les femmes restent voilées, mais elles ont pris pied dans l'espace public, et s'organisent à travers de multiples associations autonomes. Malgré les censures, s'exprime une soif de culture, de réflexion, d'attitudes nouvelles, étanchée par de multiples clubs et réseaux informels où l'on pratique l'aérobic comme la philosophie, qui venant peut-être outre, au pays de la première révolution islamique du XX^e siècle, la première société post-islamiste du XXI^e siècle.

Gilles Kepel

Solitude de l'intellectuel

Rappel salutaire que celui d'Edward Saïd, qui rédéfini le rôle de l'intellectuel face aux pouvoirs politiques

DES INTELLECTUELS
ET DU POUVOIR
(Representations of the Intellectual)
d'Edward W. Saïd.
Traduit de l'anglais
par Paul Chemla.
Seuil, 140 p., 85 F.

D'ira-t-on : le rôle de l'intellectuel est de piétrer ceux qui sont à terre, de soutenir avec un sérieux absolu l'Etat le plus fort, de céder à toutes les sollicitations pour accroître sa propre visibilité, de vanter sans mesure les actions des puissants, des riches, des majoritaires, de moquer les pauvres, les ratés, les exclus, de trafiquer les valeurs de telle sorte qu'elles tournent au profit des intérêts particuliers en paraissant servir l'intérêt général, d'aider les gouvernements en leur fournissant toutes sortes de justifications morales et rationnelles, bref de mentir résolument et de se situer sans faiblesse du côté du manche ? Pour éprouver la validité de la thèse présentée par Edward W. Saïd, on pourrait en effet la renverser, la « falsifier », selon le sage précepte de Karl Popper. Voyez le scandale. Un manifeste des intellectuels pour la servilité aux pouvoirs.

Un intellectuel palestinien, professeur de littérature comparée à Columbia University, spécialiste internationalement reconnu de l'œuvre de Joseph Conrad, mais aussi musicologue réputé, pourrait-il assumer aujourd'hui, à New York, le rôle de pitre moral, à la manière de Swift et de ses *Instructions aux domestiques*, en formulant sa thèse ironiquement ? Lorsqu'on est invité, Palestinien le plus réputé de la diaspora palestinienne, à prononcer les très prestigieuses conférences Reith diffusées par la BBC dans tout le monde anglophone, ce qui fait un bon tiers de la planète, on ne monte pas sur un tonneau à Bil-

lancourt, même si on partage, pour une large part, les idées du Diogène en canadienne pour qui un intellectuel se devait avant tout d'être « incrépable ».

Edward Saïd commence par opposer l'analyse qu'avait proposée Antonio Gramsci de « l'intellectuel organique », lié à une classe et défendant ses intérêts, à la position universaliste défendue par Julien Benda dans *La Trahison des clercs*, durant les années 20. L'analyse de Gramsci décrit encore la réalité actuelle, où les intellectuels sont employés pour leur expertise au service d'agences nationales ou d'entreprises multinationales. L'universalité des valeurs à laquelle le clerc doit viser au péril de sa vie ou en tout cas de son confort paraît préférable à Saïd, malgré le risque d'emphase sacrificielle qu'il y a dans l'héroïsme idéaliste (et d'ailleurs conservateur) propre à la position de Benda. Dans un monde plus que jamais divisé, l'importance du rôle de l'intellectuel se mesure, selon Saïd, à sa capacité à investir personnellement sa langue, à déjouer les stéréotypes, à parler aux puissants le langage de la vérité devant un public appelé à trancher dans un débat où les enjeux sont clairement définis en termes de morale et de liberté. Ce qui implique à la fois une vision, des opinions et des moyens d'expression, c'est-à-dire une rhétorique de la vérité qui emprunte ses armes à l'ironie, à l'humour, à la distance critique.

Bazarov dans *Pères et fils*, de Tourgueniev, Stephen Dedalus dans *Portrait de l'artiste en jeune homme*, de Joyce, sont des représentants typiques de l'exigence intellectuelle et de l'exil qu'elle entraîne. L'intellectuel n'en reste pas moins attaché à sa communauté d'origine par un sentiment plus ou moins douloureux d'appartenance. Il ne peut entièrement trancher ses liens nationaux, il ne peut se faire citoyen de l'universel

qu'eo se solidarisant avec une cause, avec des gens. Mais cette solidarité sera eo tout temps critique, elle ne sera pas béneuse, elle ne sacrifiera pas à une logique de fidélité, à une ligne de parti, à une autorité fondée sur des textes sacrés.

Attaché à la cause de la nation palestinienne et à son droit à récupérer un territoire, Saïd a tôt défendu les idées de paix par la négociation, il a défendu un islam laïque, moderne, démocratique, fondé sur l'*ijtihad* (l'interprétation personnelle) : il s'est publiquement solidarisé, au Caire, avec Salman Rushdie, en prenant le risque de « se couper de la rue ». Membre du Conseil national palestinien (ex Parlement en exil), il en a démissionné en 1991, parce que Yasser Arafat avait pris le parti de Saddam Hussein. En même temps, il dénonçait dans les médias américains l'opération « Desert Storm » et ses motifs économiques dissimulés sous des principes que les États-Unis ne s'appliquent pas à eux-mêmes. Il a dit sa méfiance à l'égard des accords d'Oslo, dans lesquels il voit une capitulation de l'O.L.P. Aujourd'hui ses livres sont retirés des bibliothèques palestiniennes. Son ouvrage sur *L'Orientalisme* a suscité des critiques de la part des modernistes arabes (résumées dans le livre d'Emmanuel Sivan, *Les Mythes politiques arabes*). Il le situe cependant dans la postérité de Michel Foucault, c'est-à-dire dans une tradition européenne de résistance aux pouvoirs et de dissidence. La solitude de l'intellectuel reste le prix à payer pour l'insoumission de l'esprit. L'intérêt de cet essai (hélas traduit avec lourdeur) est de rappeler cette vérité d'un point de vue sans doute très étranger aux intellectuels français d'aujourd'hui, plus guère habitués à l'intransigence d'un exilé qui a repris à son compte son exil.

Michel Crotat

L'EDITION FRANÇAISE

● Les jeunes Editions locales de France lancent, en partenariat avec les régions, municipalités ou titres de presse régionale, une collection « Patrimoine et territoires », consacrée à l'héritage de la nature et des hommes sur un même terroir. Outre un double regard littéraire et photographique sur la Bretagne (*La Bretagne des grands auteurs*), viennent de paraître deux belles études du géographe Marcel Roocayolo (*Morcellement des territoires du temps*) et du journaliste Fernand Cousteaux (*L'Or de Toulouse*) - chaque album, 144 p., 198 F.

● Le Salon du livre de jeunesse, qui s'est tenu à Moutreuil (Seine-Saint-Denis) du 27 novembre au 2 décembre, a remporté un vif succès. Plus de 150 000 visiteurs l'ont fréquenté cette année, parmi lesquels 35 000 enfants et 25 000 professionnels.

● Armand Langlois-Meurinne et Philippe Merlet ont été nommés directeurs généraux des éditions Nathan. Ils superviseront, pour l'un les activités scolaires, la fabrication et les activités internationales, pour l'autre les activités grand public, l'enseignement technique, l'universitaire et la formation, ainsi que la DRH et les services financiers.

● Les grands prix de la Fondation Napoléon ont été attribués à *L'Ange gardien de Banaparte*, le colonel Miron, de Jean-Luc Gourdin (Pygmalion/Gérard Watelet), et à l'ouvrage intitulé *Les Rothschild bâtisseurs et mécènes*, de Pauline Prevost-Marcilhacy (Flammarion). Le prix Carbet de la Caraïbe a été décerné à l'écrivain haïtien Félix Morisseau-Leroy pour l'ensemble de son œuvre, le prix du Nouveau Cercle de l'Union à Jean-Yves Tadié pour sa biographie de Marcel Proust (Gallimard) et le prix Frantz-Fanon à l'historien Armand Nicolas pour son *Histoire de la Martinique* (L'Harmattan). Le Prix des écrivains croyants est revenu à Laurence Cossé pour son roman *Le Coin du voile* (Gallimard). Le prix du Livre de l'Assemblée nationale a été remis à Bertrand Favreau pour *Georges Mandel, ou la passion de la République* (Fayard).

● Les Editions Paris-Méditerranée viennent de créer une nouvelle collection baptisée « Les pieds dans le plat », en hommage à l'écrivain René Crevel. Dirigée par Louis Janover, cette série d'ouvrages est destinée à « remettre les idées en place, ou à leur place, et les suivre pas à pas dans l'actualité ». Le premier titre, paru en novembre, s'intitulait *Nuit et brouillard du rétroscopisme*, par Louis Janover. Il sera suivi, en février, par *Les Comités du stode*, de Jean Lantier, et *La Bourse ou la vie*, de Jean-Pierre Garnier.

● Le Centre Georges-Pompidou a édité en cassettes vidéo une série d'entretiens avec des écrivains, conçus comme des ateliers d'écriture. Sans archives ni commentaires, les films montrent les auteurs dans leurs lieux de travail, évoquant leur quotidien d'écrivain, leur relation au langage, aux formes, au style. Les écrivains se confrontent aussi à la lecture à haute voix de leurs textes. Sont déjà parus les entretiens de Pascal Bouhénic avec Dominique Fourcade, Bernard Heidsieck, Olivier Cadiot et Jacques Roubaud.

● Dans le cadre de l'opération « Un lit, un livre », un livre intitulé *Tot grand, moi petit* et tiré à 10 000 exemplaires sera distribué à des enfants hospitalisés âgés de 5 à 8 ans. Edité par L'Ecole des loisirs, cet ouvrage de Grégoire Solotareff est offert par le laboratoire pharmaceutique Produits Roche.

● Jean Orizet, écrivain, poète et directeur général des éditions du Cherche-Midi, vient d'être élu président de l'Académie Mallarmé et réélu à la présidence du Pen Club français, organisation internationale d'écrivains ayant vocation de défendre la liberté d'expression.

PRÉCISIONS

● A propos de la traduction de la nouvelle de l'écrivain autrichien Adalbert Stifter *Descendances*, parue aux éditions Jacqueline Chambon (« Le Monde des livres » du 27 décembre), nous avons omis de signaler l'éclairante préface de Jacques Le Rider. D'autre part, l'autre texte de Stifter dont il était question, *Le Condor*, avait déjà fait l'objet d'une belle traduction, due à Jean-Claude Schneider et préfacée par Dominique Pagnier, parue aux éditions Séquences (125, rue Jean-Baptiste-Vigier, BP 114, 44402 Rezé Cedex, 62 p., 60 F.).

La vague des jeunes romanciers italiens

L'extraordinaire succès d'Enrico Brizzi et de Giuseppe Culicchia a donné des idées aux grands éditeurs de la Péninsule. Devant l'engouement d'un jeune public qui se retrouve dans une littérature « pulp, trash et rock », ces derniers traquent les nouvelles plumes

Depuis quelque temps, les éditeurs italiens les plus importants se disputent des romanciers de plus en plus jeunes. C'est un fait nouveau, car il n'y a pas si longtemps, ceux-ci reconstituaient leur premier roman. Les grands éditeurs semblaient peu intéressés à miser sur des auteurs inconnus, seules les petites maisons d'édition s'ouvraient aux jeunes générations. Ce changement de cap s'explique probablement par le surprenant succès des premiers romans de deux écrivains très jeunes : Jock Macis et *uscito dal gruppo* (Baldini & Castoldi), d'Enrico Brizzi, et *Tutti giù per terra* (Garzanti), de Giuseppe Culicchia (1). Le premier est en effet devenu un livre culte pour toute une génération de lycéens et d'étudiants. Un film étant venu étoffer sa renommée, les rééditions du livre ont dépassé les 500 000 exemplaires. L'éditeur attend donc beaucoup du deuxième roman de Brizzi, *Bostogne*, qui vient de sortir.

Ce succès spectaculaire a révélé l'existence d'un public très jeune à la recherche de lectures en phase avec son mode et sa culture, qui a grandi avec la télévision et Stephen King, mais qui ne déteste pas lire les auteurs italiens. D'autres écrivains sont venus confirmer cette hypothèse, par exemple, deux jeunes femmes : Silvia Ballestra et Rossana Campo. De Feltrinelli à Mondadori, de Garzanti à Einaudi, tous les éditeurs sont à la re-

cherche de jeunes romanciers capables d'émouvoir les lecteurs de quinze à vingt-cinq ans. Pour cela, ils n'hésitent pas à débaucher les auteurs des petites maisons d'édition, comme par exemple TransEuropa ou Castelvecchio. Cette ouverture de l'éditeur a permis à toute une génération d'écrivains entre vingt et trente ans de s'imposer sur la scène littéraire de la Péninsule. Courtisés par les éditeurs et les médias, ces romanciers débutants se sont montrés très habiles à gérer leur image et leurs rapports avec le monde de la culture, même si parfois on accuse les éditeurs de trop les pousser à la publication, sans leur donner le temps de mûrir davantage.

« EN PHASE AVEC LA RÉALITÉ » De ce phénomène éditorial, on a beaucoup parlé, à l'occasion d'Altro Storia, une série de manifestations organisées par les bibliothèques de la province de Milan, se proposant de faire l'inventaire du nouveau roman italien. Pendant ces rencontres toujours très suivies par le public, il a été possible de mieux définir les caractères du nouveau roman italien, en particulier celui représenté par un groupe d'écrivains partageant une même sensibilité, une même conception de la littérature et une même recherche linguistique. Ces auteurs se sont fait connaître aux lectures publiques de Ricerche, le laboratoire ouvert aux « nouvelles écritures » qui a lieu chaque année à Reggio Emilia. Là, ils ont été remarqués et soutenus par les anciens protagon-

istes de l'avant-garde des années 60, qui les considéraient comme les héritiers de leurs batailles passées pour le renouvellement de la littérature. Nanni Balestrini, par exemple, a salué avec enthousiasme cette « nouvelle vogue d'écrivains, dont le langage est en phase avec la réalité partagée par tous les gens de leur âge », tandis qu'Edoardo Sanguineti a loué leur côté « affreux, sales et méchants » qui se détache de « la platitude du contexte ».

En effet, leur univers est souvent dégradé et violent, expression d'une réalité vidée de tout sens, dominée par l'ennui, l'égoïsme et une sexualité jamais heureuse. Pour raconter la brutalité et la laideur d'un monde de banlieue envahi par la télévision, où les gens sont de plus en plus seuls, ils n'hésitent pas à écrire des histoires violentes, caricaturales et grotesques, qui recroisent toutes les références de la culture juvénile et de ses langues, du rock à la publicité, des bandes dessinées à la télévision, sans se priver des innombrables variations de l'obscur. Fango (Mondadori), de Cesare Ammaniti, *Woodbina*, d'Aldo Nova, *Occhi sulla graticola* (Einaudi), de Tiziano Scarpa, *Federica* (Feltrinelli), de Giuseppe Calicci, *Destiny* (Feltrinelli), d'Isabella Santacroce, sont les exemples les plus connus de cette littérature, pour laquelle les critiques ont fait appel - un peu vite et d'une façon très approximative - à l'univers du film *Pulp Fiction* de Quentin Tarantino. Ainsi, tous ces auteurs se retrouvent souvent

sous une même étiquette, celle de la littérature pulp, trash et rock - bien que seuls certains utilisent sciemment cette référence. Toutefois, pour Raffaele Cardone, l'un des auteurs du catalogue d'Altro Storia, « ils ne forment pas un véritable groupe littéraire, puisqu'ils n'ont pas élaboré de discours théorique structuré. Ce sont les médias qui en parlent comme d'un groupe en guerre avec les autres. Avant l'été, par exemple, les journaux ont opposé ces très jeunes écrivains « méchants » aux « gentils » de la génération précédente : Tomaso, Lodoli ou Baricco ». Pourtant, depuis quelques mois, il existe une revue, *Pulp*, qui se propose de fédérer et analyser la variété des manifestations qui se rattachent à cette mouvance. Tandis qu'Einaudi vient de publier avec un grand succès *Giovanti* (Einaudi), la première anthologie de l'extrême horreur ». Daniele Broli y a réuni onze de ces écrivains, qui proposent ainsi une « version de l'Italie jamais racontée » : le résultat, c'est le récit froid et sans jugement moral d'un monde qui a perdu tout repère, se noyant dans une violence aveugle et inutile.

CRITIQUES Finalement, les œuvres des nouveaux romanciers sont en train de bousculer les traditionnelles habitudes du monde littéraire, où, d'ailleurs, ils n'ont pas que des admirateurs. En effet, face à l'accueil favorable d'une partie de la critique, d'autres ont séchement condamné cette littérature considérée comme vide,

sans projet et faussement révoltée. Selon les détracteurs, derrière l'extrémisme et la transgression, il serait moins question d'une véritable anarchie que d'une adhésion à la mode du moment. De plus, la recherche littéraire ne pourrait naître simplement de l'adhésion mimétique aux langages et aux valeurs des jeunes, dont l'obsessionnelle reproduction pourrait se solder par une nouvelle forme de maniérisme. Toutefois, pour le moment, les nouveaux romanciers semblent se moquer de toute polémique littéraire, bien que ces discussions passionnées soient à elles seules le signe de la rupture qu'ils représentent.

Au-delà de toute étiquette et de tout jugement, la présence de cette nouvelle génération et de son imaginaire très marqué est désormais une réalité qui ne peut être niée, au même titre que sa volonté d'innovation au sein d'une littérature capable de raconter notre temps de façon nouvelle. Maintes fois, il faut probablement leur laisser le temps de grandir et voir comment ces écrivains qui n'ont pas encore trente ans vont évoluer. Surtout, il faudra voir comment ils réussiront à éviter le risque de s'enfermer dans le piège d'une littérature reproduisant son propre stéréotype pour coller aux attentes des lecteurs. Pour le moment, comme l'a écrit avec ironie le quotidien *L'Unità*, ces « connoisseurs » ont encore des dents de lait.

Rafin Gambaro

(1) Potarus, Rivages.

Démarquage sauvage des « Lieux de mémoire » en Italie

Par un étonnant paradoxe, la série *Les Lieux de mémoire* en sept volumes, parue chez Gallimard entre 1984 et 1992, a fait école à l'étranger. Ce vaste ouvrage collectif était en effet consacré à l'inventaire des sites, des objets et des notions où s'est cristallisée l'identité nationale en France et semblait exclusivement adapté à la réalité française. Son maître d'œuvre, Pierre Nora, doutait de son caractère exportable. Or, depuis quelques années, non seulement l'ouvrage a commencé à être traduit aux Etats-Unis (Columbia University Press), mais la démarche des *Lieux de mémoire* a été adoptée par des historiens de différents pays pour mener des recherches similaires.

Ce succès vient également de susciter en Italie son premier « démarquage » sauvage. Pierre Nora a en effet récemment la désagréable surprise de découvrir que, sans qu'il en ait été le moins du monde informé, vient de paraître aux éditions Laterza (Rome et Bari), le premier volume d'une trilogie dont le titre est *I luoghi della memoria*, et le sous-titre : *Simboli e miti dell'Italia unita* (« Les Lieux de mémoire. Symboles et mythes de l'Italie unie »). L'ensemble est placé sous la direction de l'historien Mario Isnenghi, de l'université de Padoue. Cet ouvrage collectif comportera trois volumes.

Pour Pierre Nora, la reprise du titre risque d'avoir pour effet de bloquer toute possibilité de publier *Les Lieux de mémoire* français en Italie. A ce préjudice éditorial s'en ajoute un autre, intellectuel :

« Dans la mesure, dit-il, où ce très médiocre ouvrage, qui reprend beaucoup de titres, de sujets des Lieux de mémoire, est une véritable caricature de ce que peut donner la notion quand elle est monétisée par des mains incompétentes. Du coup, par exemple les Allemands, qui cherchent à flatter, de concert avec moi, une problématique de leurs propres lieux de mémoire, croient que j'ai donné mon approbation à ce pot-pourri. » Dans la conclusion du premier volume, Mario Isnenghi signale que « la première des stimulations [de ce livre] (...) est venue (...) du grand projet porté à son terme par Pierre Nora et ses collaborateurs ». Mais cette reconnaissance de dette suffit-elle ?

« Le livre est autonome et très lié à la réalité italienne, assure l'éditeur Giuseppe Laterza, et il me semble que dans l'édition les idées circulent librement, surtout quand l'influence de Pierre Nora et de Gallimard est reconnue publiquement, comme c'est ici le cas. » En outre, « les comptes-rendus des journaux italiens, continue Giuseppe Laterza, ont rappelé à l'occasion de la sortie d'*I luoghi della memoria* l'importance de l'ouvrage français. Je pense donc que ce livre est de nature à stimuler sa sortie en italien. » Tel n'est pas, en tout cas, l'avis de Pierre Nora, qui envisage une suite juridique à cette affaire. Sans prétendre au monopole de la notion de « lieux de mémoire », celui-ci souhaite voir paraître l'ouvrage italien sous un autre titre.

Nicolas Weill

AGENDA

● DU 1^{er} AU 14 JANVIER. LECTURES. A Paris, Fabrice Luchini lit des textes de Baudelaire, Nietzsche, Céline, La Fontaine à la Maison de la poésie. Ces lectures seront précédées d'une rencontre avec le comédien les mardis 7 et 14 à 19 heures (Théâtre Molière, 157, rue Saint-Martin, passage Molière, 75003, renseignements et réservation : 01-44-54-53-00).

● LE 15 JANVIER. LANGAGE. A Lyon, invité de la Villa Gillet, Georges-Arthur Goldschmidt,

écrivain, essayiste et traducteur, présente à 20 h 30 une conférence sur le thème « La nature du trouble » ou « L'écriture prise derrière les mots » (25, rue Chazière, F-69004, réservation au 04-78-27-02-48).

● LE 15 JANVIER. ETHNO-ARITHMETIQUE. A Paris, l'Institut Synthelabo et le Centre de sociologie de l'Innovation invitent à une conférence-débat avec Helen Watson. Ce professeur de l'université de Melbourne, qui a travaillé avec les Aborigènes sur la question de l'arithmétique et des mathématiques, présente ses travaux (20 h 30, Hôtel Lutetia 45, bd Raspail, 75006).

● DU 16 AU 19 JANVIER. PETER WEISS. A Paris, le peintre, cinéaste et écrivain allemand est l'objet d'une exposition et d'un colloque organisés par le Goethe Institut, en collaboration avec le Centre culturel suédois et la Maison des écrivains (17, av. d'Iéna, 75116, rens. : 01-44-43-92-30).

● LE 23 JANVIER. HOLOCAUSTE. A Paris, en coopération avec les éditions du Seuil, le Goethe Institut, les Instituts d'Allemagne de Paris-III, Paris-IV

et la Maison Heinrich-Heine, débat intitulé : « Les Allemands, l'Holocauste et les thèses de Daniel J. Goldhagen » (Maison Internationale de la Cité universitaire, salon Honorat, 31, bd Jourdan, 75014, tél. : 01-44-16-19-00).

● LES 23 ET 24 JANVIER. ECRITURE. A Grenoble, l'université Stendhal-Grenoble-III organise un colloque sur le thème : « L'écriture dans l'Antiquité : nature et fonctions », avec notamment la participation de Jean Bottero (domaine universitaire, 1180 av. Centrale, 38040 Grenoble, tél. : 04-76-82-43-86).

InfoBuch

la librairie allemande
Livres en allemand sur place et par correspondance

23, rue des Blancs-Manteaux 75004 Paris
tél. 01.48.04.04.47
fax 01.48.04.06.53
infobuch@easynet.fr

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

fractale Polyphile imanel meilleurs vœux 1997

Service de création pour l'édition



ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 3 JANVIER 1997

AUTOMOBILE Les immatriculations de voitures neuves ont crû de plus de 10 % sur l'ensemble de 1996, selon les statistiques publiées, jeudi 2 janvier, par le comité

des constructeurs français d'automobiles. Un bon chiffre après le recul du marché de 2,1 % en 1995. ● LE MOIS de décembre marque un recul, comme novembre, explicable

par la fin de la prime gouvernementale à la casse. ● LES AIDES d'Etat auront finalement avantagé les importateurs étrangers dont les gammes étaient plus adaptées.

Leur part du marché est passée de 40 à 44 %. ● L'ANNÉE 1997 s'annonce morose avec un recul du marché sous la barre des 2 millions d'immatriculations. La guerre des

prix, dans ce contexte, devrait se poursuivre. ● LES PRIX DES ASSURANCES auto sont orientées à la baisse, expliquée par la baisse de la fréquence des accidents.

Renault et PSA ont subi une nouvelle chute de leurs parts de marché en 1996

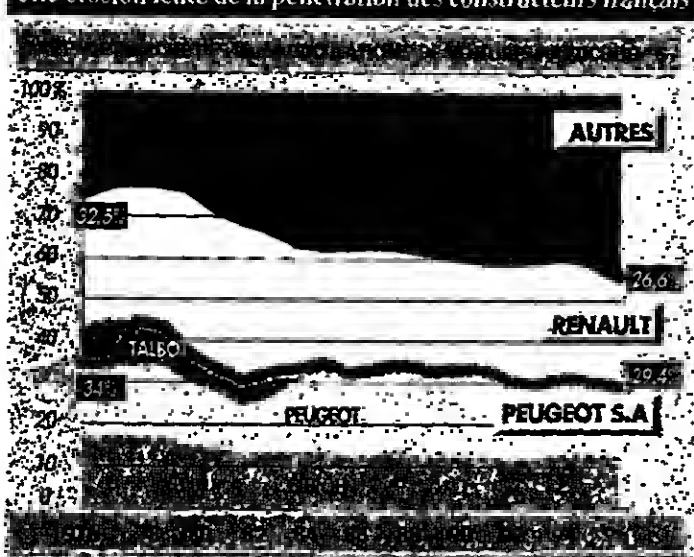
Ayant mieux tiré parti des aides gouvernementales, les marques étrangères ont conquis 44 % des ventes de voitures neuves en France. La marque au losange tombe à 26,6 % et PSA Peugeot-Citroën à 29,4 %. La guerre des prix va se poursuivre

C'EST UN SIGNE que la consommation a été plus vive en 1996 que le climat psychologique national ne laisse croire : les ventes de voitures neuves ont crû de 10 % l'an passé (à nombre comparable de jours ouvrables), selon le Comité des constructeurs français d'automobiles. Les immatriculations ont dépassé le seuil des 2 millions pour la première fois depuis 1992 (à 2,13 millions), après la chute du marché en 1995 (-2,1 %). Une bonne année, donc, sauf pour les constructeurs français, dont toutes les faiblesses sont apparues au grand jour.

Les statistiques de décembre, publiées jeudi 2 janvier, sont trompeuses. Dans un marché en régression de 3 % (à nombre comparable de jours ouvrables, par rapport à un mois de décembre 1995 déjà affecté par les grèves), les groupes français ont sauvé les meubles. Les marques étrangères ont reculé de 7,3 %, tandis que Renault et PSA voyaient leurs ventes progresser de 0,9 %. Mais sur l'ensemble de l'année 1996, les marques nationales ont encore perdu un précieux terrain. Ne parvenant à croquer que de 3,6 %, soit moins vite que le marché, elles ont vu leur part de marché au 31 décembre 1996 revenir à 56 %, contre 59,4 % un an avant.

Jusqu'en 1994 inclus, Renault et

Une érosion lente de la pénétration des constructeurs français



Depuis 1993 la part de marché de Renault et de PSA est en dessous de 60 %.

PSA avait réussi à maintenir leur part du marché français à plus de 60 %. Puis, 1995 a marqué une rupture qui ne semble pas prête de se résorber. Les grands gagnants de 1996 auront été les marques étrangères. Le groupe Volkswagen, dont la petite Polo confirme son succès

de mois en mois, a vu sa pénétration en France passer de 9,3 à 10,2 % en un an. Celle du groupe Fiat, aidé par une lire longtemps sous-évaluée et une gamme intégrale renouvelée, a bondi de 6,4 à 8,2 %. Les filiales des constructeurs américains ont également tiré

leur épingle du jeu. Opel a obtenu 7,3 % du marché français contre 6,7 % en 1995 et Ford 7,7 %, contre 7,2 %.

PRIMES PERVERSES

L'une des causes de ce désavantage français, semble bien avoir été la perverse prime à la casse, en vigueur entre le 1^{er} octobre 1995 et le 30 septembre 1996. Comme la prime Balladur, la prime Juppé a surtout donné un coup de pouce aux petites voitures relativement bon marché : les modèles plus récents et moins chers des importateurs en ont profité. Sur les neuf premiers mois de l'année, les « petites » ont représenté plus de 45 % des ventes de Fiat (et 60 % des ventes de Panda et de Cinquecento), près de 40 % de celles d'Opel ou encore presque 35 % de celles de Ford. Dans le même temps, elles n'ont « aidé » Renault et Peugeot que pour moins de 30 % de leurs ventes et Citroën, qui a multiplié les promotions, pour près du tiers de ses ventes. Volkswagen, en revanche, n'a eu que peu profité puisque moins du quart de ses ventes a été primé.

Autre conséquence néfaste : les aides gouvernementales n'ont provoqué, pour partie, une anticipation d'achat. On estime à 600 000 environ, le nombre de voitures ven-

dues avec la prime Juppé entre le 1^{er} octobre 1995 et le 30 septembre 1996. Pour la seule année 1996, les ventes anticipées sont évaluées à 180 000. L'année 1997 va subir le contre-coup, estimé, par les experts, à au moins 100 000 immatriculations.

Les prévisions pour cette année

barre des 2 millions. La guerre des prix n'a, dans ce contexte, guère de raison de s'interrompre. Avec la crise et les deux primes gouvernementales, le consommateur a pris l'habitude des prix cassés et des rabais de toute sorte. Le président de Renault, Louis Schweitzer, soulignait, dans un entretien à La Tri-

La Megane, la plus vendue

En décembre comme en novembre, la Renault Megane a été la voiture la plus vendue en France. En décembre 1996, elle a représenté 8 % du marché. Le succès de cette voiture moyenne rompt ainsi la tradition, selon laquelle les petites voitures du type Clio, Super 5 ou 205 ont la faveur des consommateurs. Et la famille Megane n'est pas encore complète : un cabriolet sortira ce printemps et un break est attendu pour 1998, qui viendront encore gonfler les ventes.

Megane doit son succès à Scenic, le monospace de la famille. Lancé en octobre, ce monospace « bon marché » hérité représente près de 45 % des ventes de Megane. Avec une gamme de prix s'échelonnant de 99 700 à 142 900 francs, Scenic coûte à peine 6 000 francs de plus, en version de base, que la berline. Son succès en Europe est sans équivalent. Renault doit augmenter les capacités de production de son usine de Donai, où elle est produite.

sont pessimistes. Pour PSA, le marché français devrait retrouver le niveau de 1995, soit 1,930 million d'unités immatriculées. L'Observatoire de l'automobile (Cofica) table pour sa part sur un marché de 1,89 million de voitures neuves vendues. On repassera donc sous la

bune du 1^{er} janvier, que « nous sommes dans une situation nouvelle au prix de l'automobile diminuent en francs constants et sans doute en francs courants ».

Telle est la grande leçon de 1996 : d'une hausse tendancielle depuis la guerre, les prix se sont orientés à la baisse. L'ensemble des constructeurs ont dû mettre en place de nouvelles politiques commerciales et, en amont, de nouvelles techniques de productions pour tirer les coûts vers le bas. D'un point de vue marketing, Renault a annoncé, le 25 septembre, une baisse de ses prix catalogues de 3,5 à 5 % au 1^{er} octobre. Jacques Calvet, patron de PSA, a dû suivre. L'agressivité des marques étrangères est égale. Fiat a baissé le prix de la Punto de 13,5 % et a instauré une « prime qualité Fiat ». Ford vend ses bords Escort, Mondeo et Scorpio aux mêmes prix que la berline du même nom. Opel a baissé la TVA à 5,5 % sur sa Corsa diesel.

Reste aux constructeurs à modifier toute leur organisation productive, de la recherche à la sous-traitance. Engagée, cette nouvelle révolution automobile prend du temps. En attendant, les marges s'effritent. Renault perdra de l'argent en 1996. Le bénéfice de PSA sera en forte diminution.

Sophie Fay

Virginie Mallin

Les tarifs d'assurance auto s'orientent à la baisse

EN ANNONÇANT une baisse de ses tarifs pouvant aller jusqu'à 10 % pour certains contrats, la Mutmut a confirmé en début de semaine la tendance à la baisse des cotisations en assurance automobile. Dès le mois de juin, deux mutuelles, MAAF Assurances et la GME, avaient déjà donné le ton. La GME avait annoncé une réduction de 3 % des primes dès 1996, à valoir sur 1997.

MAAF Assurances, le troisième assureur auto en France, avait indiqué qu'il accorderait à ses cotisations une remise de 2 % sur leur cotisation 1996, déduite sur l'avis d'échéance de décembre 1996, et surtout qu'elle ne répercuterait ni la hausse de la TVA ni celle de l'inflation et du coût des réparations sur ses tarifs 1997, qui seront donc stables ou en baisse pour les assurés n'ayant pas eu d'accident responsable en 1996. « La réduction bénéficiera à 93 % des assurés avec une cotisation moyenne en baisse de 3 %. L'ensemble de ses décisions représente un coût de 200 millions de francs », précise MAAF Assurances. La mutuelle ne s'en plaint guère : elle a déjà augmenté son portefeuille

de véhicules assurés en 1996 de 105 000 véhicules, à 2,1 millions. Et va même plus loin : elle s'apprête à lancer un « tarif Lauréat » : « Les titulaires du bonus maximum (50 000 assurés) verront leur cotisation baisser en 1997 de 10 à 20 % selon les modèles de véhicules ».

Avec plus ou moins d'ampleur, les tarifs seront orientés à la baisse dans toutes les mutuelles, comme les Mutuelles du Mans, Groupama ou la Macif, le numéro deux du secteur derrière le nouveau géant UAP-AXA. Les conditions sont, il est vrai, favorables : « Il y a une baisse tendancielle forte de la fréquence des sinistres, remarque un assureur. Dans l'automobile, elle est aujourd'hui équivalente à celle qui existait il y a quarante ans, alors que le parc s'est considérablement développé ». Les résultats se redressent donc. Mais en plus, ajoute-t-il : « Le parc automobile n'augmente plus, alors qu'avec l'arrivée des banques sur le marché de l'assurance, l'offre et la concurrence augmentent ».

La guerre des prix, toutefois, reste encore mesurée derrière les annonces tonitruantes des assureurs : même si la pression est forte,

« c'est encore une guerre à fleur mouche », affirme-t-on au GEMA (Groupement des entreprises mutuelles d'assurances). « Chaque compagnie doit faire un compromis entre l'équilibre de ses comptes et la protection de ses parts de marché. Ce compromis peut être plus ou moins décalé dans un sens ou dans l'autre en fonction de ses impératifs stratégiques », explique Olivier Gully, chef de produit aux AGF. Les assureurs ne veulent pas se risquer à déséquilibrer leur exploitation.

VARIATIONS MODULÉES

D'ailleurs, certaines compagnies comme le GAN ont annoncé que les variations tarifaires seraient plutôt orientées à la hausse en 1997 : stables pour les meilleurs risques, elles pourraient aller jusqu'à 4 % pour les autres. Aux AGF, on joue aussi la prudence et la sélectivité : pour 72 % des clients, il n'y aura pas d'augmentation de primes et un tiers d'entre eux bénéficieront même de baisses, jusqu'à 5 %. Mais 23 % des clients verront leur prime augmenter. La MAAF se

réserve aussi la possibilité d'être flexible. Et chez AXA, on cherche surtout à éviter les à-coups dans la tarification, à la hausse comme à la baisse.

Même chez les assureurs les plus génériques en apparence, les conditions varient sensiblement d'un assuré à l'autre. « La Mutmut a analysé ses risques zone par zone et module finement ses tarifs », explique ainsi un assureur : tout le monde ne verra donc pas « - 10 % » au bas de son décompte. La concurrence est également plus ou moins vive selon les régions. « L'Alsace devrait être l'une des plus privilégiées en la matière, relève un assureur : traditionnellement, c'est une région à bon risque et les ACM, la filiale spécialisée en assurance-dommage du Crédit mutuel, y sont très actives ».

Les banquiers, qui ont déjà gagné leurs galons d'assureurs-vie, sont aujourd'hui pris très au sérieux par les assureurs-dommages. S'ils ne cherchent pas à casser les prix, ils dopent la concurrence. Un plus pour le consommateur.

Sophie Fay

Virginie Mallin

La livre a terminé l'année 1996 sur des niveaux records

LA MONNAIE BRITANNIQUE a atteint ses niveaux les plus élevés de 1996 lors de la dernière journée de l'année, mardi 31 décembre. Elle est montée jusqu'à 2,6446 de francs-marks sur le marché des changes avant de se stabiliser, jeudi 2 janvier, au-dessus de 2,6350 marks. La livre sterling terminait ainsi 1996 à des niveaux qu'elle n'avait pas connus depuis sa sortie du système monétaire européen (SME) en septembre 1992. Son ancien cours-planche au sein du SME était de 2,7780 marks. Sur

l'ensemble de l'année, la livre sterling a gagné 22 % face au yen, 18 % vis-à-vis du mark et du franc, et près de 10 % face au dollar. Mardi 31 décembre, la devise britannique a d'ailleurs atteint 1,7167 dollar, son cours le plus élevé depuis octobre 1992.

« La livre bénéficie des anticipations toujours plus fortes d'une remontée à venir des taux d'intérêt en Angleterre », explique Brian Martin, le responsable de l'analyse des changes de la Barclays Bank. La

Banque d'Angleterre a déjà augmenté, le 30 octobre, son taux de base, le portant de 0,25 % à 6 %, afin d'écarter les tensions inflationnistes.

3 % DE CROISSANCE EN 1997

La plupart des analystes estiment qu'une nouvelle hausse devrait avoir lieu le 15 janvier, après la rencontre entre le ministre des finances britannique, Kenneth Clarke, et le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George. L'institut d'émission

britannique n'est pas indépendant du gouvernement comme peuvent l'être la Bundesbank ou la Banque de France. L'économie britannique devrait enregistrer l'une des croissances les plus fortes en Europe en 1996 (+2,3 %) et plus encore en 1997, année pour laquelle les prévisions tablent sur un taux de croissance supérieur à 3 %.

La force retrouvée de la livre a paradoxalement pesé sur les performances de la Bourse de Londres en 1996. Malgré ses nouveaux records, la place britannique affiche les gains les plus faibles d'Europe : la hausse de 11,63 % qu'elle a enregistrée doit être comparée avec la progression de 28,17 % de Francfort, de 23,71 % de Paris et de 19,54 % de Zurich. Comme Wall Street a terminé l'année sur une hausse de 26 %, seule Tokyo, parmi les grandes places de la planète, fait moins bien que Londres. La Bourse japonaise enregistre, elle, une perte de 2,5 % en douze mois.

De nombreuses sociétés anglaises ont prévu que leur rentabilité devrait souffrir de la remontée de la livre. Les analystes ont même révisé en baisse les prévisions de résultats de Glaxo Wellcome, le plus grand groupe pharmaceutique mondial, à la suite de la hausse de la devise britannique.

Eric Leser

(avec l'agence Bloomberg)

Florence de Changy

Le choix de Boeing par les Fidji contrarie les Européens

AUCKLAND de notre correspondante régionale. Alors que l'Europe aide de manière importante et constante la République des Fidji, le choix fait par la compagnie aérienne nationale Air Pacific d'acheter trois Boeing 737-700 (avec une option pour un quatrième) plutôt que des Airbus a fortement contrarié les missions diplomatiques européennes. L'ambassade de France a émis un communiqué au nom des représentations française, britannique et européenne, dans lequel les Européens affirment avoir demandé au premier ministre Rabuka « que le choix soit honnête, ouvert et transparent ».

Alors que les Etats-Unis n'aident

plus de manière bilatérale les Fidji (à l'exception de la présence de l'agence de développement humanitaire Peace Corps), l'aide européenne totale dépasse 1,3 milliard de francs. En sus, en vertu des accords de Lomé, 45 % du sucre fidjien, qui reste le poulmon de l'économie nationale, bénéficie d'un accès privilégié au marché européen, où il est en vente pour 55 millions d'euros chaque année.

CHOIX MAL PERÇU

A ce titre, l'Europe est d'ailleurs le plus important partenaire de développement des Fidji. L'ensemble des conditions spéciales dont jouissent les Fidji lui permettent d'avoir une balance commerciale

excédentaire avec l'Europe. Le choix d'Air Pacific est d'autant plus mal perçu par les Européens que Gerald Barrack, le président d'Air Pacific, est également président de la Corporation fidjienne du sucre (FSC).

Air Pacific est détenu à près de 80 % par le gouvernement des Fidji, qui a octroyé l'intention de vendre une partie de ses parts. La compagnie australienne Qantas, actionnaire à 18 %, aurait un droit prioritaire en cas de ventes d'actions. Et l'on confirme chez Qantas, principalement équipée en Boeing (sauf pour 12 des 57 avions sur le marché national), que la tendance est d'« acheter Boeing ».

ers italiens

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

En 1996, les

RÈGLEMENT
MENSUELJEUDI 2 JANVIER
Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12h30CAC 40
PARIS-1,55 %
CAC 40 :
2279,84

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
BNP (P.F.)	958	958		
Crédit Lyonnais (P.F.)	1600	1600		
Crédit National (P.F.)	1890,10	1890,10		
Crédit Saint-Gobain (P.F.)	1267	1267		
Thomson SA (P.F.)	1025	1025		
Accor	657	657		
AGF-As. Gen. France	1610	1610		
Air Liquide	416,90	416,90		
Alcatel Alsthom	330	330		
Alstom	600	600		
Ball Inco	741	741		
Banque Paribas (P.F.)	443,90	443,90		
Banque Paribas (P.F.)	200,10	200,10		
BIC	778	778		
BIS	593	593		
Bouygues	200,00	200,00		
Bouygues Tech.	570	570		
Bouygues	2007	2007		
Bouygues Off.	133	133		
Cair	1146	1146		
Cap Gemini	250,90	250,90		
Carrefour	3376	3376		
Carrefour Lorraine	241,60	241,60		
Carrefour	190	190		
Castorama (P.F.)	899	899		
Castorama DI (P.F.)	240	240		
C.C.F.	46,80	46,80		
COMUM (COMUM) Ly.	394	394		
COF (P.F.)	366,50	366,50		
COF (P.F.)	132,60	132,60		
COF (P.F.)	600	600		
COF (P.F.)	1431	1431		
COF (P.F.)	257	257		
COF (P.F.)	618	618		
COF (P.F.)	761	761		
COF (P.F.)	452	452		
COF (P.F.)	336,80	336,80		
COF (P.F.)	750	750		
COF (P.F.)	9,60	9,60		
COF (P.F.)	2800	2800		

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
BNP (P.F.)	958	958		
Crédit Lyonnais (P.F.)	1600	1600		
Crédit National (P.F.)	1890,10	1890,10		
Crédit Saint-Gobain (P.F.)	1267	1267		
Thomson SA (P.F.)	1025	1025		
Accor	657	657		
AGF-As. Gen. France	1610	1610		
Air Liquide	416,90	416,90		
Alcatel Alsthom	330	330		
Alstom	600	600		
Ball Inco	741	741		
Banque Paribas (P.F.)	443,90	443,90		
Banque Paribas (P.F.)	200,10	200,10		
BIC	778	778		
BIS	593	593		
Bouygues	200,00	200,00		
Bouygues Tech.	570	570		
Bouygues	2007	2007		
Bouygues Off.	133	133		
Cair	1146	1146		
Cap Gemini	250,90	250,90		
Carrefour	3376	3376		
Carrefour Lorraine	241,60	241,60		
Carrefour	190	190		
Castorama (P.F.)	899	899		
Castorama DI (P.F.)	240	240		
C.C.F.	46,80	46,80		
COMUM (COMUM) Ly.	394	394		
COF (P.F.)	366,50	366,50		
COF (P.F.)	132,60	132,60		
COF (P.F.)	600	600		
COF (P.F.)	1431	1431		
COF (P.F.)	257	257		
COF (P.F.)	618	618		
COF (P.F.)	761	761		
COF (P.F.)	452	452		
COF (P.F.)	336,80	336,80		
COF (P.F.)	750	750		
COF (P.F.)	9,60	9,60		
COF (P.F.)	2800	2800		

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
BNP (P.F.)	958	958		
Crédit Lyonnais (P.F.)	1600	1600		
Crédit National (P.F.)	1890,10	1890,10		
Crédit Saint-Gobain (P.F.)	1267	1267		
Thomson SA (P.F.)	1025	1025		
Accor	657	657		
AGF-As. Gen. France	1610	1610		
Air Liquide	416,90	416,90		
Alcatel Alsthom	330	330		
Alstom	600	600		
Ball Inco	741	741		
Banque Paribas (P.F.)	443,90	443,90		
Banque Paribas (P.F.)	200,10	200,10		
BIC	778	778		
BIS	593	593		
Bouygues	200,00	200,00		
Bouygues Tech.	570	570		
Bouygues	2007	2007		
Bouygues Off.	133	133		
Cair	1146	1146		
Cap Gemini	250,90	250,90		
Carrefour	3376	3376		
Carrefour Lorraine	241,60	241,60		
Carrefour	190	190		
Castorama (P.F.)	899	899		
Castorama DI (P.F.)	240	240		
C.C.F.	46,80	46,80		
COMUM (COMUM) Ly.	394	394		
COF (P.F.)	366,50	366,50		
COF (P.F.)	132,60	132,60		
COF (P.F.)	600	600		
COF (P.F.)	1431	1431		
COF (P.F.)	257	257		
COF (P.F.)	618	618		
COF (P.F.)	761	761		
COF (P.F.)	452	452		
COF (P.F.)	336,80	336,80		
COF (P.F.)	750	750		
COF (P.F.)	9,60	9,60		
COF (P.F.)	2800	2800		

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
BNP (P.F.)	958	958		
Crédit Lyonnais (P.F.)	1600	1600		
Crédit National (P.F.)	1890,10	1890,10		
Crédit Saint-Gobain (P.F.)	1267	1267		
Thomson SA (P.F.)	1025	1025		
Accor	657	657		
AGF-As. Gen. France	1610	1610		
Air Liquide	416,90	416,90		
Alcatel Alsthom	330	330		
Alstom	600	600		
Ball Inco	741	741		
Banque Paribas (P.F.)	443,90	443,90		
Banque Paribas (P.F.)	200,10	200,10		
BIC	778	778		
BIS	593	593		
Bouygues	200,00	200,00		
Bouygues Tech.	570	570		
Bouygues	2007	2007		
Bouygues Off.	133	133		
Cair	1146	1146		
Cap Gemini	250,90	250,90		
Carrefour	3376	3376		
Carrefour Lorraine	241,60	241,60		
Carrefour	190	190		
Castorama (P.F.)	899	899		
Castorama DI (P.F.)	240	240		
C.C.F.	46,80	46,80		
COMUM (COMUM) Ly.	394	394		
COF (P.F.)	366,50	366,50		
COF (P.F.)	132,60	132,60		
COF (P.F.)	600	600		
COF (P.F.)	1431	1431		
COF (P.F.)	257	257		
COF (P.F.)	618	618		
COF (P.F.)	761	761		
COF (P.F.)	452	452		
COF (P.F.)	336,80	336,80		
COF (P.F.)	750	750		
COF (P.F.)	9,60	9,60		
COF (P.F.)	2800	2800		

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
BNP (P.F.)	958	958		
Crédit Lyonnais (P.F.)	1600	1600		
Crédit National (P.F.)	1890,10	1890,10		
Crédit Saint-Gobain (P.F.)	1267	1267		
Thomson SA (P.F.)	1025	1025		
Accor	657	657		
AGF-As. Gen. France	1610	1610		
Air Liquide	416,90	416,90		
Alcatel Alsthom	330	330		
Alstom	600	600		
Ball Inco	741	741		
Banque Paribas (P.F.)	443,90	443,90		
Banque Paribas (P.F.)	200,10	200,10		
BIC	778	778		
BIS	593	593		
Bouygues	200,00	200,00		
Bouygues Tech.	570	570		
Bouygues	2007	2007		
Bouygues Off.	133	133		
Cair	1146	1146		
Cap Gemini	250,90	250,90		
Carrefour	3376	3376		
Carrefour Lorraine	241,60	241,60		
Carrefour	190	190		
Castorama (P.F.)	899	899		
Castorama DI (P.F.)	240	240		
C.C.F.	46,80	46,80		
COMUM (COMUM) Ly.	394	394		
COF (P.F.)	366,50	366,50		
COF (P.F.)	132,60	132,60		
COF (P.F.)	600	600		
COF (P.F.)	1431	1431		
COF (P.F.)	257	257		
COF (P.F.)	618	618		
COF (P.F.)	761	761		
COF (P.F.)	452	452		
COF (P.F.)	336,80	336,80		
COF (P.F.)	750	750		
COF (P.F.)	9,60	9,60		
COF (P.F.)	2800	2800		

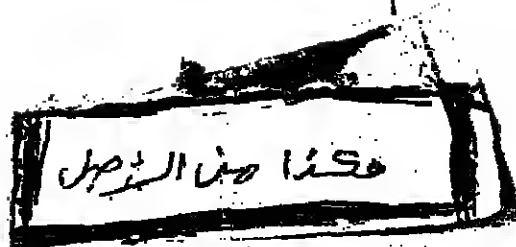
VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
BNP (P.F.)	958	958		
Crédit Lyonnais (P.F.)	1600	1600		
Crédit National (P.F.)	1890,10	1890,10		
Crédit Saint-Gobain (P.F.)	1267	1267		
Thomson SA (P.F.)	1025	1025		
Accor	657	657		
AGF-As. Gen. France	1610	1610		
Air Liquide	416,90	416,90		
Alcatel Alsthom	330	330		
Alstom	600	600		
Ball Inco	741	741		
Banque Paribas (P.F.)	443,90	443,90		
Banque Paribas (P.F.)	200,10	200,10		
BIC	778	778		
BIS	593	593		
Bouygues	200,00	200,00		
Bouygues Tech.	570	570		
Bouygues	2007	2007		
Bouygues Off.	133	133		
Cair	1146	1146		
Cap Gemini	250,90	250,90		
Carrefour	3376	3376		
Carrefour Lorraine	241,60	241,60		
Carrefour	190	190		
Castorama (P.F.)	899	899		
Castorama DI (P.F.)	240	240		
C.C.F.	46,80	46,80		
COMUM (COMUM) Ly.	394	394		
COF (P.F.)	366,50	366,50		
COF (P.F.)	132,60	132,60		
COF (P.F.)	600	600		
COF (P.F.)	1431	1431		
COF (P.F.)	257	257		
COF (P.F.)	618	618		
COF (P.F.)	761	761		
COF (P.F.)	452	452		
COF (P.F.)	336,80	336,80		
COF (P.F.)	750	750		
COF (P.F.)	9,60	9,60		
COF (P.F.)	2800	2800		

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
BNP (P.F.)	958	958		
Crédit Lyonnais (P.F.)	1600	1600		
Crédit National (P.F.)	1890,10	1890,10		
Crédit Saint-Gobain (P.F.)	1267	1267		
Thomson SA (P.F.)	1025	1025		
Accor	657	657		
AGF-As. Gen. France	1610	1610		
Air Liquide	416,90	416,90		
Alcatel Alsthom	330	330		
Alstom	600	600		
Ball Inco	741	741		
Banque Paribas (P.F.)	443,90	443,90		
Banque Paribas (P.F.)	200,10	200,10		
BIC	778	778		
BIS	593	593		
Bouygues	200,00	200,00		
Bouygues Tech.	570	570		
Bouygues	2007	2007		
Bouygues Off.	133	133		
Cair	1146	1146		
Cap Gemini	250,90	250,90		
Carrefour	3376	3376		
Carrefour Lorraine	241,60	241,60		
Carrefour	190	190		
Castorama (P.F.)	899	899		
Castorama DI (P.F.)	240	240		
C.C.F.	46,80	46,80		
COMUM (COMUM) Ly.	394	394		
COF (P.F.)	366,50	366,50		
COF (P.F.)	132,60	132,60		
COF (P.F.)	600	600		
COF (P.F.)	1431	1431		
COF (P.F.)	257	257		
COF (P.F.)	618	618		
COF (P.F.)	761	761		
COF (P.F.)	452	452		
COF (P.F.)	336,80	336,80		
COF (P.F.)	750	750		
COF (P.F.)	9,60	9,60		
COF (P.F.)	2800	2800		

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
JEUDI 2 JANVIER

OBLIGATIONS	du com.	% du coupon
BFCF 9% 91-02	101,50	9,25
CEPMF 8,5% 98-01	112,15	8,50
CEPMF 9% 99-01	112,15	9,00
CEPMF 9% 95-06-15PR	112,15	9,00
CFD 9,5% 98-03	123,30	9,50
CFD 8,6% 92-05	118,50	8,60
CFF 10% 98-06	118,50	10,00
CFF 10% 97-04	118,50	10,00
FF 10,25% 99-01	120,23	10,25
CLF 8,5% 98-06	114	8,50
CLF 9% 98-06	114	9,00
CLF 9% 98-06	114	9,00
CLF 9% 98-06	114	9,00
CRH 9% 99-02	116,48	9,00
CRH 8,5% 99-03	116,48	8,50
CRH 8,5% 1007-58	109,56	8,50
EDF 8,6% 88-09	112,25	8,60
EDF 8,6% 92-04	112,25	8,60
Empr. 2002-97-01	107,25	7,75
Fininvest 9% 91-04	121,25	9,00



OLYMPISME Selon un sondage de l'Institut BVA pour le comité de candidature, 78 % des Français soutiennent la candidature de Lille pour l'organisation des Jeux olympiques

en 2004. ● LILLE, plus petite agglomération des onze villes candidates, ne fait plus de complexes après avoir comparé ses atouts aux autres dossiers que la commission d'éva-

luation est en train d'analyser à la suite de ses visites sur place. ● LE SOUTIEN populaire étant acquis à la candidature française, c'est sur l'amélioration de la notoriété de la

métropole nordiste que les responsables de Lille 2004 vont faire porter leur action de lobbying d'ici au 7 mars, quand les quatre ou cinq villes finalistes seront désignées.

● LA DÉCISION définitive sera prise par le Comité international olympique et rendue publique par son président, Juan Antonio Samaranch, le 5 septembre prochain.

Lille doit accroître sa notoriété pour rester dans la course aux JO de 2004

Dix semaines avant le choix des quatre ou cinq villes qui resteront en lice jusqu'au terme de la sélection, le 5 septembre, la métropole du Nord analyse ses chances à l'aune des dix autres dossiers de candidature

LES PETITS n'ont plus peur des grands. Les Lillois soupèsent désormais avec sérénité leurs chances d'être sur la « short list » du Comité international olympique (CIO) qui sera dévoilée vendredi 7 mars à Lausanne. Malgré le handicap que représente la modestie dimensionnelle de leur ville, ils estiment toujours possible de figurer parmi les quatre ou cinq candidats qui resteront en lice.

Avec Stockholm, Rome, Séville, Saint-Petersbourg, Le Cap, Buenos Aires, Rio de Janeiro, Istanbul, Athènes, San Juan de Porto Rico, Lille fait partie des onze villes qui espèrent obtenir, le 5 septembre, l'organisation des Jeux de 2004. Et les défenseurs d'une des plus petites métropoles à avoir jamais postulé aux Jeux d'été, trouvent des raisons d'espérer dans la comparaison de leur dossier avec ceux des grandes cités en course.

Président de l'association Lille 2004, Francis Ampe a certes dû d'abord quelque peu déchanter, et son équipe de Lillois avec lui. L'analyse des informations qu'ils ont pu recueillir sur les autres candidatures leur a même réservé de mauvaises surprises.

ment mis en valeur cet accompagnement socio-économique, la métropole nordiste se voit ainsi réduite à communiquer pour son seul usage interne sur « l'effet JO », c'est-à-dire l'accélération de la restructuration de nombreux quartiers délaissés.

En revanche, la priorité donnée au « développement durable » (Le Monde du 16 novembre) reste un atout. Car certaines villes-candidates, telles que Stockholm, où la prise en compte de l'écologie semblait aller de soi, se découvrent une vive opposition interne, attisée par les risques que l'organisation des JO pourrait faire courir à l'environnement.

Les excès de chauvinisme déplorés à Atlanta sont également à l'origine du regain d'optimisme des Lillois. Car la position géographique de leur ville lui permet de s'appuyer sur une grande diversité de nationalités dans son bassin de population. L'Angleterre et l'Allemagne, mais également l'Espagne, l'Italie, la Belgique – autant de pays enrichis par l'immigration – sont à moins de deux heures du belfort qui do-

mine l'ancienne Bourse, un des plus beaux témoignages de l'art flamand du XVIII^e siècle.

Située sur un nœud autoroutier, au centre du réseau Nord-TGV, à moins d'une heure du tunnel sous la Manche (Le Monde du 1^{er} janvier 1997), Lille peut annoncer 50 millions d'habitants, autant de spectateurs potentiels, dans un rayon de moins de 200 kilomètres. Et les visiteurs étrangers arrivés par avion à Roissy seront à moins

d'une heure par TGV de la gare centrale de Lille. Rio n'annonce que 30 millions d'habitants dans son périmètre d'influence, et le chiffre tombe à 20 pour Rome, 18 pour Istanbul et Buenos Aires et 4 seulement pour Stockholm.

DIVERSITÉ DE NATIONALITÉS

Cette perspective de succès populaire se heurte cependant à la faiblesse de la capacité d'accueil hôtelière. Celle-ci est rendue en-

core plus criante par la comparaison avec les autres candidatures. On compte au mieux 25 000 lits dans la ville et sa région, alors que les grandes cités à vocation touristique que sont Séville, Rome et Istanbul en possèdent respectivement 150 000, 120 000 et 50 000.

Les promoteurs de la candidature lilloise ont toutefois la promesse d'un grand groupe de construire chez eux un établissement de 600 chambres, dans la catégorie 4 étoiles qui lui fait le plus défaut pour loger les personnalités de haut rang.

Faute de pouvoir faire référence directement à une identité européenne – qui sera peut-être plus affirmée en 2004 –, les responsables de la candidature lilloise ne peuvent procéder que par allusions sur le symbole que représente leur ville. Ils rappellent qu'ils avaient associé Bruxelles à leur projet initial, avant que cette collaboration ne soit déclarée contraire à la Charte olympique. Ils gardent des contacts étroits avec des responsables comme Jacques Santer, le président de la Commission européenne. La can-

didature a été présentée aux délégués de l'Enteégion qui rassemblent les Flandres, la Wallonie, Bruxelles-Capitale, le Kent et le Nord-Pas-de-Calais, ainsi qu'aux représentants des pays les plus proches : Belgique, Grande-Bretagne et Pays-Bas.

Face à des villes qui disposent d'une image forte, comme Rome, Stockholm ou Athènes, à côté d'autres (Rio et Buenos Aires) qui représentent un continent – l'Amérique latine – toujours dans l'attente de l'événement, devant la forte symbolique de changement que représentent Le Cap, Istanbul ou Saint-Petersbourg, Lille n'a finalement plus qu'à compter sur son absence de handicaps criants. C'est pour compenser sa faible notoriété, que, s'appuyant sur une forte mobilisation populaire, les responsables de la candidature ont décidé de faire du lobbying une priorité. « Même si Lille, c'est la France, nous avons encore beaucoup de travail pour faire connaître notre ville », résume Francis Ampe.

Christophe de Chenay

DENSITÉ DES TRANSPORTS

Ainsi, la compacité de leurs sites n'est pas l'atout essentiel qu'ils imaginaient. Stockholm regroupe les équipements dans un rayon de... 4 kilomètres autour du centre ville. Rio de Janeiro et Le Cap, elles aussi, ont mis en avant cette concentration géographique. L'« arc olympique », qui permettrait de placer la majorité des infrastructures sportives et techniques en moins de vingt kilomètres, entre Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq, perd ainsi de son originalité. Mais la saturation des transports et la difficulté des déplacements dans le centre d'Atlanta pendant les derniers JO, laissent cependant aux Lillois un espoir : celui de pouvoir valoriser leur capacité à déplacer quotidiennement des centaines de milliers de personnes, en raison de la densité et de la qualité de leur réseau de transports dans la zone olympique.

Largement inspirés par la réussite de Barcelone dans ce domaine, les Lillois avaient beaucoup insisté sur le chapitre urbanistique de leur dossier. Beaucoup de villes ayant égale-

UN CARNAVAL avant l'heure : les membres du Comité d'évaluation du CIO y ont eu droit au Brésil au cours de leur visite de Rio de Janeiro, à la fin du mois de novembre. Malgré leur forte mobilisation, les Lillois ne pourront sans doute jamais se mettre à l'unisson de l'enthousiasme des Cariocas. Ces derniers avaient besoin de ces chaleureuses démonstrations d'adhésion pour augmenter les chances de leur ville à l'organisation des JO de 2004. Mais la beauté de la baie de Rio ne suffit pas à faire oublier son alarmant niveau de pollution. Et le boom économique que connaît le Brésil n'a pas mis un terme aux criantes inégalités. La violence, enfin, reste endémique dans la métropole brésilienne.

La volonté d'obtenir pour la première fois les Jeux en Amérique latine est loin d'être aussi forte en Argentine qu'au Brésil. Si les autorités sont derrière la candidature de Buenos Aires, celle-ci s'identifie essentiellement au président Carlos Menem. Celui-ci aimerait faire son retour au palais présidentiel, qu'il devra quitter en 1999, à l'occasion de cet événement mondial. Il voudrait que le choix de la capitale argentine concrétise le passage de son pays dans le « premier monde ». Touchés par une grave crise économique, les habitants de

Buenos Aires semblent pourtant loin de penser avoir atteint le niveau de développement qui leur permettrait d'accueillir les Jeux.

SCÉPTICISME EN RUSSIE ET AU CAP

On rencontre le même scepticisme en Russie, où la candidature de Saint-Petersbourg est avant tout celle du nouveau maire. Vladimir Iakovlev veut ainsi montrer son ouverture et sa volonté d'accueillir des investisseurs.

Le soutien tardif des autorités à la candidature du Cap, initiée par les milieux d'affaires sud-africains, s'explique aussi par la crainte de ne pouvoir assumer les investissements nécessaires. « Il y a d'autres priorités », répond le comité « Stop 2004 Olympic Bid Forum », qui regroupe les protestataires. Mais une large partie de la population sud-africaine, confrontée à de graves problèmes quotidiens, semble tout simplement indifférente à un projet qui lui semble trop lointain. Et les membres du CIO n'auront pas pu ne pas voir les immenses townships qui jalonnent l'autoroute entre l'aéroport international et Le Cap.

Il sera bien difficile de départager les deux capitales ennemies de la Grèce et de

la Turquie. Un nouvel échec sera pourtant aussi cruellement ressenti par la population d'Athènes que par celle d'Istanbul. La forte campagne de mobilisation a porté ses fruits dans la ville qui a accueilli les premiers JO, il y a un siècle. À ce point que les Athéniens jurent ne plus jamais se porter candidats s'ils n'ont pas plus de réussite que face à Atlanta. D'autant qu'ils auront fini de construire entre-temps leur métro et leur nouvel aéroport. Même frénésie de construction à Istanbul, où la plupart des grands équipements nécessaires à l'organisation des Jeux sont en travaux. Mais la Turquie n'a peut-être pas encore atteint le niveau de développement exigé par le CIO.

RETOURNER L'OPINION

Si la proximité des JO de Barcelone interdit sans doute aux Espagnols de caresser l'espoir de réutiliser les infrastructures réalisées à Séville pour l'Exposition universelle de 1992, les deux plus dangereux adversaires de Lille se trouvent sans doute en Europe. Une ville du Vieux Continent au moins devrait être retenue dans la « short list » en vertu de l'alternance, après l'Amérique d'Atlanta et l'Océanie de Sydney. Rome exerce une attraction certaine, qui pourrait faire de la Ville éternelle une « ré-

cidiviste » puisqu'elle a déjà obtenu l'organisation des Jeux en 1960. Mais le dossier technique de la candidature présente un certain nombre de faiblesses, comme une implantation des sites excentrée.

C'est le dossier de Stockholm qui apparaît aujourd'hui comme le plus séduisant des onze candidatures. Le site, le climat, la richesse du pays et son expérience dans l'organisation de grands événements sportifs depuis le championnat d'Europe de football, en 1992, et les championnats du monde d'athlétisme de Göteborg, en 1995, sont de réels atouts. Mais la population de la capitale suédoise semble pour le moins réticente. Dans le quartier où est prévu le stade olympique, on ne veut tout simplement pas en entendre parler. La perspective de nouveaux impôts affole un pays déjà surtaxé. Les écologistes hurlent à la pollution. Au point qu'un ancien premier ministre, Ingvar Carlsson, a été nommé président d'une fondation chargée de retourner l'opinion. « C'est d'abord avec le soutien de la population que nous pourrions organiser les Jeux et le faire bien », a déclaré M. Carlsson.

C. de C.
(avec nos correspondants)

La fermeture à Antibes du centre régional d'éducation populaire et de sport illustre le désengagement de l'Etat

LE MINISTÈRE de la jeunesse et des sports envisage de céder, prochainement, la gestion du centre régional d'éducation populaire et de sport (Creps) d'Antibes. Les candidats à l'acquisition devront cependant répondre à trois conditions : maintenir les activités de plongée sous-marine ainsi que celles de voile, avoir les structures juridiques pour accueillir des fonctionnaires en détachement, et,

enfin, engager tous les agents en fonctions au Creps.

Seule l'association « Education nationale, jeunesse, sports et loisirs » semble, pour l'instant, intéressée par la reprise du centre. Elle propose de reconstruire le Creps en camp de vacances pour fonctionnaires des ministères de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports.

PRIVATISÉ, PUIS SUBVENTIONNÉ Ce projet de privatisation, qui devrait concerner plusieurs autres établissements du même type, fait suite à une mesure dictée par le ministère du budget qui vise à restreindre les charges salariales du ministère de la jeunesse et des sports.

Trente emplois seront donc supprimés à Antibes, le personnel pouvant, s'il le désire, être engagé par le futur gestionnaire privé. Le plan présente néanmoins quelques paradoxes, dans le moindre n'est pas l'attribution de subventions à l'association pour combler ses éventuels trous budgétaires. Yvon Cèas, directeur de l'administration générale de la jeunesse et des sports, explique « qu'il s'agit de subventions de participation allouées dans le cadre des missions notio-

nales assurées par l'association ».

L'annonce de la fermeture du Creps d'Antibes a provoqué de vives réactions, malgré les garanties émises par le ministère. « Il s'agit d'une mystification », clame Hervé Perrin, porte-parole du personnel du Creps. Les services que nous offrons ne pourraient être rentabilisés par le privé, si ce n'est à un tarif beaucoup plus élevé.

A l'ombre du fort d'Antibes, dans d'anciennes casernes rénovées, le Creps accueille, chaque année, 700 sportifs de haut niveau, sans oublier les nombreux amateurs qui profitent des installations. S'il exige le maintien de la plongée sous-marine et de la voile, le plan du ministère de la jeunesse et des sports oublie les « pôles France » (centre sportif de haut niveau) que sont le trampoline, la natation, voire la gymnastique. L'équipe de France de gymnastique en avait, par exemple, fait son lieu d'entraînement pour les Jeux olympiques d'Atlanta.

PROTESTATIONS AZURENNES En dix ans, les pouvoirs publics (la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Etat) ont investi plus de 33 millions de francs

dans la rénovation de l'établissement. Dépenses inutiles ? C'est le sentiment des élus locaux. « Nous voulons maintenir ce pôle d'excellence du sport dans son rôle de centre de formation et d'accueil, aussi bien des athlètes de haut niveau que des mouvements régionaux », affirme Jean Léonetti, maire de la ville et président du conseil d'administration du Creps. De plus, même si l'association privée devait assurer des activités sportives, elles seraient incompatibles avec les fonctions de loisirs.

Enfin, le projet fait abstraction des accords passés avec les collectivités locales. Ceux-ci portaient sur le rachat des terrains désaffectés, proches du Creps, en vue d'y installer un complexe universitaire. L'implantation d'un nouveau campus, à deux pas du port, est à l'étude, en concertation avec l'université de Nice-Sophia-Antipolis et la préfecture des Alpes-Maritimes. Dans ce contexte, le Creps offre de nombreuses possibilités de synergies avec l'établissement universitaire qu'un camp de vacances pour fonctionnaires ne présente pas.

J. C.

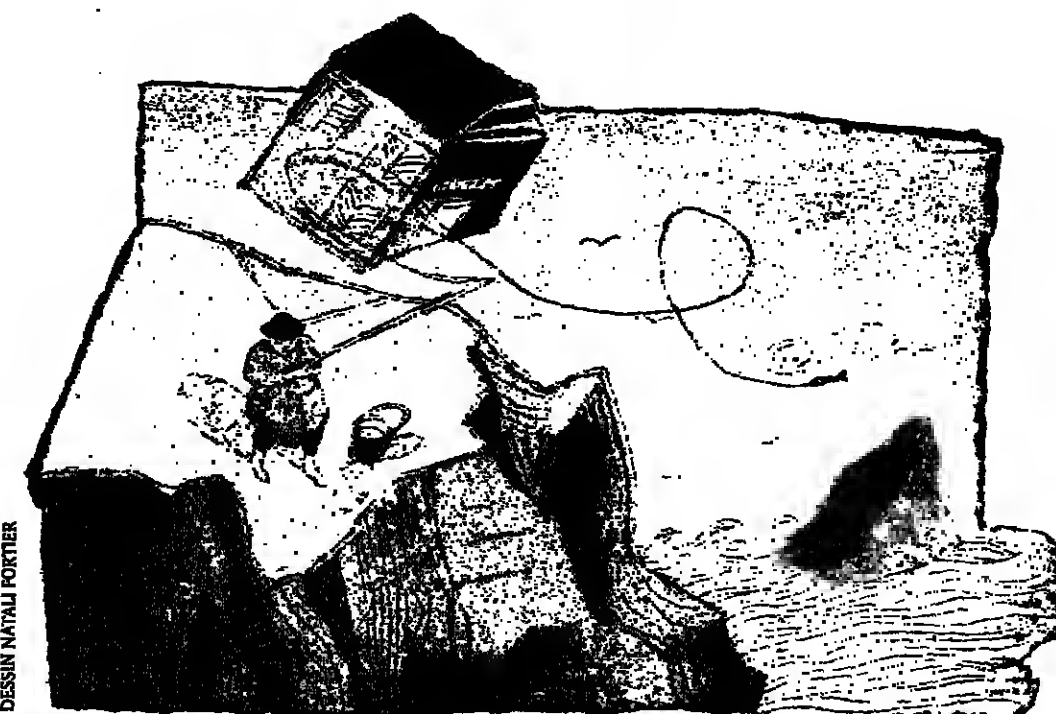
RÉSULTATS FOOTBALL

Championnat d'Angleterre

Vingt et uneième journée	
Arsenal-Middlesbrough	2-0
Chelsea-Liverpool	1-0
Coventry-Sunderland	2-2
Newcastle-Leeds	3-0
West Ham-Nottingham Forest	0-1
Everton-Manchester	0-0
Manchester United-Aston Villa	0-0
Derby-Sheffield Wednesday	reporté
Leicester-Tottenham	reporté
Southampton-Wimbledon	reporté
Classement : 1. Liverpool, 42 pts (22 matches joués) ; 2. Arsenal, 40 (21) ; 3. Manchester United, 38 (21) ; 4. Newcastle, 37 (21) ; 5. Wimbledon, 37 (19) ; 6. Chelsea, 35 (21) ; 7. Aston Villa, 34 (20) ; 8. Everton, 28 (21) ; 9. Sheffield Wednesday, 28 (20) ; 10. Tottenham, 28 (20) ; 11. Sunderland, 24 (21) ; 12. Coventry, 23 (20) ; 13. Derby, 23 (20) ; 14. Leicester, 23 (20) ; 15. Leeds United, 22 (21) ; 16. West Ham, 21 (20) ; 17. Blackburn Rovers, 20 (21) ; 18. Middlesbrough, 18 (21) ; 19. Nottingham Forest, 17 (21) ; 20. Southampton, 16 (20).	

La pointe du Raz en hiver

Le promontoire breton se prépare à la saison touristique en modifiant son bâti et en plantant de l'herbe



DESSIN NATALIE PORTIER

AUDIENNE
de notre envoyée spéciale
La silhouette blanche de l'Hôtel d'Iroise, breton de forme, indifférent aux tempêtes, restera encore un moment dans les boutiques de souvenirs et sur les photos des millions de touristes qui ont, un été, foulé la pointe du Raz. Au plus fort de la saison, à la mi-août, il en vient jusqu'à 12 000 par jour et au moins 800 000 par an. Imaginer cette affluence donne au visiteur de l'hiver une nette sensation de privilège. Du coup, il se sent obligé de saluer ses co-généralistes. Ce jour-là, un pêcheur de bars, un couple d'amoureux et pas mal d'oiseaux.

Le petit Hôtel d'Iroise a affiché complet jusqu'à sa fermeture définitive, mardi 31 décembre. Mais il n'était prévu nul réveillon de la Saint-Sylvestre. Marie Le Coz, la maîtresse des lieux, n'avait pas le cœur à la fête.

Dans quelques jours, la vieille dame partira habiter au village voisin. Or une maison, c'est « un endroit plus... restreint, avec des limites : un jardin, des voisins... ». Triste comme une insulaire quittant son promontoire, elle

raccontait près de cinquante ans de sa vie, « ici, seule avec la mer, au milieu de toute cette immensité, que je sens autour de moi ». L'établissement sera bientôt détruit.

Une pointe bretonne sans maison à toit d'ardoise dessus, c'est un peu comme une galette sans beurre salé. Mais le Cooservatoire du littoral n'a pas voulu d'exception : il faut faire table rase pour rendre à cette pointe finistérienne, élue « grand site national », un aspect naturel. Au-dessus du chaos rocheux, les boutiques et les crêperies en béton des années 60 attendent les bulldozers.

Les commerçants - comme les parkings - ont reculé de quelques centaines de mètres : quatorze magasins ont trouvé place dans un discret vallon en contrebas. L'excentrique bâtisse du « musée » (privé) de la pointe est elle aussi condamnée ; les fortes sculptures de pierre qui ornent son entrée seront déplacées.

La pointe du Raz mérite probablement toutes ces attentions, qui devraient coûter 50 millions de francs au total. Non pas que

ce promontoire dépeuplé puisse revendiquer d'être le plus beau des caps bretons : depuis la pointe du Miller, à l'entrée du pays du cap Sizun, tous peuvent rivaliser. Mais voilà, en tant que bout du nez de la France lorgnant vers les Amériques, il est, de loin, le plus visité, et depuis l'ogre-temps.

Au-dessus du chaos rocheux, les boutiques et les crêperies en béton des années 60 attendent les bulldozers

Avant guerre, quatre établissements cossus se disputaient une clientèle bourgeoise venue se giser de concepteurs d'embarcations et frissonner à la vue des pêcheurs intrépides qui bravaient les courants entre le cimetière et l'île de Sein. Une ode de guides assaillait alors les grosses berlines. L'armée allemande mit un point final à cette ère en faisant exploser le tout. Cet été, les stigmates de la période du tourisme de masse devraient à leur tour disparaître pour laisser place à des vacanciers moins nombreux mais plus soucieux d'environnement.

« Les comportements changent, témoigne Bernard Carion, qui dirige la onguette Maison de la pointe du Raz et du cap Sizun. Désormais les gens viennent nous interroger sur le patrimoine, les questions techniques liées ou revalorisées du site ».

Justement, faire pousser de

l'herbe en Bretagne ne semble pas une mince affaire, à voir les quatre délicats lopins expérimentaux soigneusement clôturés au pied de Notre-Dame-des-Naufrages. Cette sculpture de Godebski, signe de la « vive reconnaissance » des Finistériens « pour ses généreux secours pendant la crise sardinière de 1903 », a, elle, obtenu le droit de demeurer, comme les militaires et leur sémaphore.

Il lui faut maintenant veiller sur la future lande. A la différence des dunes, qui, elles aussi, ont tendance à succomber aux piétinements estivaux, la reconquête végétale de caps rocheux est une nouveauté. « La pointe du Raz sera à nouveau verte cet été, promet néanmoins Bernard Carion, sauf très fortes pluies ou très fortes sécheresses ».

Comment prévoir ? Cette terre-là est sujette aux malédictions. On y célèbre la tempête comme le plus grandiose et le plus insaisissable des spectacles. Le plus cruel aussi. On raconte que, sur la pointe du Van, voisine de celle du Raz, la cloche de la charmante chapelle Saint-Théy annonçait les naufrages.

Entre les deux caps, la plage porte un nom évocateur : c'est la célèbre baie des Trépassés. On raconte aussi que les vagues furieuses capables d'engloutir une ville entière : Ya, cité du roi Gradou et de sa fille maudite, Dahud. Ou se souvient enfin qu'à quelques sauts de lapins de là certains avaient imaginé installer une centrale nucléaire, sur la commune même de la pointe du Raz, la tranquille bourgade de Plégoff.

Quand cette tempête-là s'est calmée, le projet d'offrir au public un « grand site national » a pu être relancé en 1989. Il arrive parfois aux hommes de conjurer le mauvais sort.

Martine Valo

ESCAPADES

GITES ET FERMES ÉQUESTRES. Le cheval faisant partie intégrante du monde rural, les labels « Bienvenue à la ferme » et « Gîtes de France » complètent leur gamme de séjours avec des prestations équestres chez des agriculteurs-éleveurs ou des ruraux. Ainsi, en Aveyron, sept établissements proposent des séjours répondant à une charte de qualité en matière d'accueil, de prestations équestres et d'infrastructures. Gîtes et fermes sont situés au cœur de l'Aubrac, sur le plateau du Larzac, entre les gorges de l'Aveyron et la vallée du Lot, entre Villefranche-de-Rouergue et le Ségala, ou encore à proximité de Najac. Également proposées, dans les monts du Lézou et le causse de Villeneuve, des randonnées familiales en roulotte ainsi qu'une initiation à la vie d'un ranch dans le décor western d'une ferme située aux portes de Rodez.

* Renseignements : Relais des gîtes d'Aveyron (tél. : 05-65-75-55-60) et Loisirs Accueil Aveyron (05-65-75-55-50). En librairie, Guide des gîtes et fermes équestres.

LES MARNAIS DANS LA GRANDE GUERRE. Consacrée à la vie quotidienne pendant la « der des ders », cette première exposition, présentée jusqu'au 7 mars à l'Espace tourisme du conseil général de la Marne, a également pour objectif la mise en valeur des sites marnais du souvenir à travers cinq lieux : Navarin, le fort de la Pompelle, la chapelle russe de Saint-Hilaire, le monument commémoratif de Mondement et le mémorial des victoires de la Marne, à Dormans. Cartes postales, correspondances, monnaies, affiches vantant les emprunts ; objets qui illustrent une culture née autour de la guerre. Également à l'honneur, le corps expéditionnaire russe.

* Espace tourisme du conseil général, 13 bis, rue Carnot, 51000 Châlons-en-Champagne, tél. : 03-26-68-37-52. Le lundi de 13 h 30 à 18 heures, et du mardi au vendredi, de 8 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures.

INVITATION AU VOYAGE. Alliance entre les Éditions Gallimard et la chaîne ARTE, un agenda 1997 propose sur chaque double page couvrant une semaine une suggestion de week-end en Europe, soit 52 destinations, en France (Périgord, Auvergne, Bretagne, Cévennes, Provence, etc.) et aux quatre coins du Vieux Continent, du Portugal à la Pologne, d'Irlande en Russie, de Norvège en Turquie, via Venise. Une fois par mois, dédié sur deux pages, un gros plan sur un voyage thématique : la route de Don Quichotte, celle des carnivals belges, les trains des glaciers suisses, etc.

* Agenda ARTE/Guides Gallimard 1997, 98 F.

L'AGENDA DU ROUTARD. Autre initiative celle de l'agenda du Routard 1997 qui propose un tour de France et du monde des fêtes, du carnaval de Nice à celui, jamaïcain, de Portobello (à Londres), de la fête des Gardians, à Arles, à la fête de la bière, à Munich. Le premier Agenda du Routard invite notamment à la fête d'Agios Vassilios (Grèce), la cavalcade des Rois mages (Espagne) ou le carnaval de Québec. Fêtes et exotisme, cet agenda comporte aussi un memento personnel, un planning de l'année et les numéros de téléphone utiles aux bourlingueurs. Figurent également les dates des vacances scolaires, indicateurs téléphoniques, codes postaux français, décalages horaires, températures, formalités administratives et médicales, monnaies locales, distances kilométriques en Europe et les équivalences des mesures anglo-saxonnes.

* L'Agenda du Routard 1997, 168 p., 45 F.

LA CÔTE HORS SAISON. Spécialiste de la randonnée, Chaminé Sylva propose, jusqu'en avril, de découvrir, loin de l'agitation estivale et, en février, dans le parfum des mimosa en fleur, la côte méditerranéenne et son arrière-pays ainsi que l'île de Port-Cros qui s'enorgueillit d'un des climats les plus doux de France. Cinq jours au cœur du massif des Maures et deux jours sur le littoral, dote une journée entière à Port-Cros, parc national renommé pour la richesse de sa faune marine et de sa flore. Etapes de 16 à 20 km par jour, soit 5 à 6 heures de marche, les bagages étant transportés par voiture. Hébergement en gîtes d'étape et hôtels en chambres collectives. Prix : 3 190 F par personne en pension complète (départ et arrivée à Bormes-le-Pin, près de Toulon).

* Chaminé Sylva, BP 5, 48300 Langogne, tél. : 04-66-69-00-44.

WEEK-ENDS AMOUREUX. Pour célébrer la Saint-Valentin, le 14 février, Épisodes propose un choix d'escapades romantiques et insolites, accessibles à tous. A commencer par une promenade « Belle Époque » autour de Paris, à bord du Pullman Orient Express, palace sur rails dont les voitures sont classées monuments historiques. A partir de 2 600 F pour deux personnes avec dîner gastronomique et musique tzigane. Également programmées des fugues à Fontainebleau (avec promenade en calèche), aux portes du Mont-Saint-Michel (à partir de 860 F la nuit pour deux personnes en chambre double avec le dîner), à Cannes (sur la Croisette), à partir de 2 040 F (3 620 F avec le vol A/R Paris-Nice) et à Venise (à partir de 5 930 F avec l'avio et une promenade en gondole). La chaîne parisienne Tinihôte (20 hôtels 2 ou 3 étoiles) propose une formule pour fêter la Saint-Valentin dans la capitale : un forfait à 1 200 F, pour deux personnes, du 7 au 23 février, comprenant 3 nuits en chambre double avec petit déjeuner et balade sur la Seine.

* Épisodes : renseignements au 01-60-79-62-62, numéro Azur 0-801-63-08-04. Tinihôte : réservation centrale au 01-44-15-81-15.

Pratique

● Y aller. En provenance de Paris, depuis l'aéroport ou la gare de Quimper (compter quatre heures et trente minutes pour les TGV les plus rapides), puis louer un véhicule pour les 35 kilomètres restants. La Bretagne est dotée d'autoroutes gratuites.

● Se loger. Il reste quelques hôtels ouverts, en hiver, dans tout le cap Sizun, notamment dans la baie des Trépassés (la vue est superbe, mais la cuisine moyenne). La jolie ville d'Audierne, avec son port de pêche animé, propose plusieurs établissements de catégories différentes (renseignements à l'Office de tourisme

d'Audierne, place de la Liberté. Tél. : 02-98-70-12-20).

● Découvrir. La Maison de la pointe du Raz et du cap Sizun (tél. : 02-98-70-67-18), située sur le site-même, propose des expositions, des informations et des visites guidées très appréciées. Les parkings sont désormais payants (20 francs). Ensuite, une navette gratuite relie la pointe. Mais la promenade à pied est évidemment recommandée depuis le minuscule port rocher de Bessée jusqu'à la pointe du Van, et au-delà sur le littoral du cap Sizun, largement protégé et sillonné de sentiers de randonnée. Un détour s'impose par la petite cité de caractère de Pont-Croix.

Une exposition pour découvrir « les traces de l'invisible »

LA MATIÈRE qui nous entoure, quelle soit inerte ou vivante, liquide ou solide, est constituée de milliards d'atomes, invisibles à l'œil humain en raison de leur petite taille, de l'ordre de l'angström (1 dix-milliardième de mètre). Comme dans une poupée russe, en ouvrant la boîte, il y a encore plus petit. Puisque ces atomes sont eux-mêmes formés d'un noyau entouré d'un cortège d'électrons. Et que, stade ultime de la matière, les protons et les neutrons du noyau sont formés d'un assemblage de quarks, des briques élémentaires dont la taille est inférieure à 1 milliardième de milliardième de mètre.

Pour accomplir ces pas de géant dans la connaissance, la science de l'« infiniment petit », née au début du vingtième siècle, a mis en œuvre beaucoup de physique théorique, et conçu des machines seules capables de sonder la matière, les accélérateurs de particules. Pour faire connaître les grandes étapes de cette quête scientifique, le Palais de la découverte présente, jusqu'au 5 janvier, une exposition intitulée « Sur les traces de l'invisible ». Cette promenade au cœur de la matière a été conçue par l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) du CNRS, qui commémore ainsi ses vingt-cinq ans d'activité. L'exposition se compose d'une

suite de 34 panneaux explicatifs qui se lisent comme un roman. On y apprend par exemple que la matière présente dans l'univers est régie par quatre forces fondamentales : la force électromagnétique, la force nucléaire forte, la force faible et la force de gravitation. Le grand rêve des physiciens est d'unifier ces quatre forces. Mais ils n'y sont pas encore parvenus. Ils n'ont pas réussi non plus à expliquer l'origine de la masse des particules ni pourquoi elle n'est pas identique pour toutes. Certaines, comme le photon, n'en ont pas du tout.

LES PREMIERS INSTANTS
Pour donner les premiers éléments de réponse à ces questions apparemment simples, les chercheurs doivent remonter aux premiers instants de l'univers, quand il était très dense et chaud. Ils supposent qu'à cette époque régnait une symétrie qui a été brisée lorsque l'univers s'est refroidi. Cette « brisure de symétrie » serait à l'origine des masses, et elle aurait engendré le boson de Higgs. C'est pour trouver le boson de Higgs qu'a été conçu le LHC, le collisionneur géant du Laboratoire européen pour la physique des particules, qui doit entrer en fonction en 2005.

Comme l'explique un panneau, les réponses aux questions des chercheurs sur la matière ce se

trouvent pas seulement sur Terre, mais aussi dans le ciel. Car « l'univers est la plus grande mine d'informations sur la physique qu'on puisse imaginer ». Les rayons gamma ou les neutrinos détectés grâce aux progrès de l'astrophysique spatiale et terrestre représentent de nouvelles données pour les scientifiques. Mais l'interprétation de ces observations est souvent difficile et nécessite les efforts conjoints des physiciens des particules et des astrophysiciens. Un autre panneau pourrait servir de conclusion à l'exposition, tout en invitant à une réflexion philosophique. Il précise que « la plupart des atomes que l'on trouve sur Terre, l'oxygène de l'eau, le calcium de nos os, le sodium du sel, le cuivre et le fer, ont été créés dans d'anciennes étoiles qui brillent avant que naisse notre Soleil ». Ces éléments ont été projetés dans l'espace interstellaire lors des explosions gigantesques de certaines étoiles en fin de vie, et ont été réintroduits ensuite dans d'autres systèmes solaires, dont le nôtre. Selon les scientifiques, « nous sommes tous les enfants des étoiles ».

Christiane Galus

* Palais de la découverte, jusqu'au samedi 4 janvier de 9 h 30 à 18 heures, et dimanche 5 de 10 à 19 heures. Entrée : 27 F.

VENTES

Draps et dentelles

JANVIER est la saison du blanc, même dans l'ancien. Les antiquaires sont volontiers vendeurs de ce qui n'est pas parti à Noël. Draps, taies, dessus-de-lit, nappes et serviettes, manchoirs et napperons, dentelles de toutes sortes sont à l'honneur. Les draps, surtout en lin au XIX^e siècle et au début du XX^e, sont ornés d'un liseré ou d'une ligne au point de bourdon (un motif de bâtonnets ajourés), ou brochés d'initiales. Selon l'importance du décor, les prix varient de 800 à 2 000 francs. Les dessus-de-lit sont accessibles à partir de 2 000 francs, même prix pour une nappe avec ses serviettes. Les napperons, beaucoup plus petits, se vendent à partir de 400 francs, les mouchoirs à partir de 200 francs.

Il s'agit là de modèles simples, car le prix du linge ancien dépend surtout de la qualité, de l'abondance et de l'état de conservation des dentelles, réalisées à la main jusqu'au XIX^e siècle. Cet art se développe en Europe au cours du XVI^e siècle, sur la base de deux techniques principales, à l'aiguille et au fuseau. La dentelle à l'aiguille est un prolongement de la broderie, et s'exécute avec un fil de lin blanc, une fibre appréciée pour sa souplesse et sa solidité. A partir de pièces de tissu découpées, on forme un motif dans l'assemblage bord à bord, laissant un espace

vide, et des points décoratifs. Au XVIII^e siècle est inventée la dentelle à l'aiguille sans support, où les motifs sont reportés sur un parchemin. La technique du fuseau découle du tissage utilisé pour la réalisation des lacets. Enroulés sur des bobines, ou fuseaux, les fils sont croisés les uns autour des autres selon un motif déterminé par une grille étalée sur un coussin. Il s'agit là d'un travail qui s'apparente plus au tissage qu'à la broderie.

Fabriquées dans des manufactures par des ouvriers, les dentelles d'Italie et de Flandre sont les plus appréciées au XVIII^e siècle et c'est pour les concurrencer que Colbert ouvre en 1665 une manufacture d'Etat à Alençon, où il fait venir trente dentellières vénitiennes. D'après les dessins de l'ornemaniste Jean Bérain (1637-1711), elles élaborent le point de France, où des silhouettes, dais ou trophées se détachent sur un fond d'entrelacs. Sa particularité réside dans la bordure, où de petits picots sont répartis sur

des barres au point de bride. Au XVIII^e siècle les plus belles dentelles à l'aiguille viennent d'Alençon ou de Bruxelles, alors que la technique du fuseau est pratiquée à Valenciennes, Malines et Bruxelles. Au XIX^e siècle, on adapte les métiers à tisser à la fabrication des dentelles. Les dentelles anciennes obéissent des prix importants dès qu'il s'agit d'une surface grande : délicates et fragiles, la plupart d'entre elles ont aujourd'hui disparu. En septembre 1996 à Vichy, un haut de robe de petite fille avec des manchettes assorties en dentelle d'Alençon a été adjugé 12 000 francs, un minuscule point d'Alençon en parfait état 6 000 francs, une paire de barbes 3 500 francs (les barbes, à la mode aux XVII^e et XVIII^e siècles, se portaient en paires flottantes de part et d'autre de la coiffure), 3 800 francs une paire de manchettes d'homme, et 300 francs un fond de bonnet.

Catherine Bedel

ANTIQUITÉS

● Eguisheim (Haut-Rhin), 27 exposants, entrée : 15 F, de 10 heures à 20 heures, jusqu'au mardi 6 janvier.

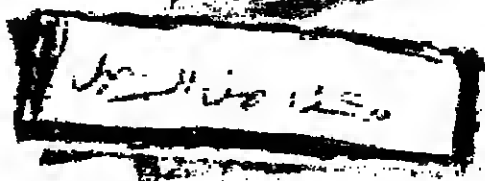
● Cannes (Alpes-Maritimes), Antiquaires au Palm Beach, 60 exposants, entrée : 50 F, de 11 heures à 20 heures, jusqu'au dimanche 5 janvier.

BROCANTES

● Jarnac (Charente), salle des fêtes, 40 exposants, jusqu'au dimanche 5 janvier.

● Nîmes (Gard), parc des expositions, 129 exposants, jusqu'au dimanche 5 janvier.

● Le Mans (Sarthe), parc des expositions, 130 exposants, jusqu'au dimanche 5 janvier.



CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 3 JANVIER 1997

ETHNOGRAPHIE Le Musée des arts et traditions populaires, installé près du bois de Boulogne depuis 1972, est un établissement déclinant. NAGUERE prestigieuse, cette insti-

tution, née de la volonté de l'ethnologue Georges-Henri Rivière, a glissé dans l'oubli et l'indifférence du public. Le musée a été repris en main par Michel Colardelle, un arché-

logue qui se propose de refonder l'institution. ● **CE CHANGEMENT** d'orientation est marqué par deux expositions. La première est une réflexion sur le rôle d'un musée eth-

nographique. A propos d'un même thème, « La différence », un Français, un Québécois et un Suisse proposent autant de réponses différentes sur ce que devrait être un

musée de société de la fin du XX^e siècle. ● **ASTÉRIX** est le sujet d'une autre exposition, plus légère, destinée au jeune public, qui découvre l'histoire avec ce personnage.

Le Musée des arts et traditions populaires secoue sa poussière

Deux expositions marquent le changement d'orientation d'une institution, installée près du bois de Boulogne, à Paris, depuis 1972, qui a glissé au fil des ans dans l'oubli. Elles ouvrent une réflexion sur ce que doit être un musée de société en cette fin de millénaire

« AU REVOIR, la maison de l'homme invisible », lance un gamin avant de quitter le Musée des arts et traditions populaires (ATP) qu'il vient de visiter avec son école. Il sort effectivement d'un sombre labyrinthe, éclairé par la lumière froide de vitrines où des théories d'objets sont suspendus par des fils de nylon transparents. Parmi eux, des vêtements qui dessinent dans l'air les contours d'êtres humains. Un ectoplasme de berger conduit ainsi un troupeau matérialisé par des sonnaillères. Ailleurs, un cavalier absent chevauche une monture réduite à ses bornes. Entremêlé, dans ce musée voué à l'ingéniosité humaine sous toutes ses formes, l'homme semble avoir été évacué définitivement de l'édifice tant la présentation de ses activités est désincarnée. Y compris dans les reconstitutions d'ateliers ou d'intérieurs paysans. Seuls les outils et instruments, soigneusement étiquetés, ont ici droit de cité.

Ce sommet de la muséographie structurale est installé ici depuis 1972. C'est Jean Duboussin qui a construit, à la limite du bois de Boulogne, ce sombre cénotaphe sans fenêtres. L'architecte n'a fait que suivre les recommandations de Georges-Henri Rivière (1897-1985). Cette redoutable statue du Commandeur de l'ethnographie

française obtint, au seuil de sa vie, d'inaugurer cet établissement médiéval depuis la fin des années 30. Depuis la mort du grand homme rien a bougé, sinon la poussière. Le lieu est calme : 42 500 visiteurs en 1978, 13 900 en 1995. La courbe descendante est pratiquement continue. Le musée est à l'écart des flux touristiques, dit-on. Le jardin d'acclimatation voisin accueille plus d'un million de visiteurs chaque année. Sans doute n'est-ce pas exactement la même clientèle. Mais pourquoi avoir condamné la porte qui, justement, faisait communiquer directement le jardin avec le musée, comme si un appel d'air était à craindre ?

Un établissement qui décline n'échappe pas aux querelles internes. Le personnel, qui relève du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de la Direction des musées de France (DMF), s'est donc déchiré en lutte fratricide. Le sort des ATP a fait l'objet de nombreux rapports. Sa tutelle, la DMF, a évoqué sa délocalisation, voire son démantèlement. Finalement, Michel Colardelle a accepté de prendre la tête du bâtiment en péril. Est-ce l'homme de la dernière chance pour cette institution naguère prestigieuse ? Après une carrière mouvementée, cet archéologue ambitieux, infatigable, qui ne reste jamais loo-

temps en place, se propose de refonder l'institution. Ce qui ne va pas sans faire gémir les vestales chargées du culte de Georges-Henri Rivière et passer pour un iconoclaste aux yeux des gardiens du temple.

Avec Françoise Loux et Michèle Salbot, chercheurs au CNRS, Michel Colardelle a élaboré une bible du changement qui a reçu l'aval de la DMF, comme du CNRS. Il travaille aussi en relation étroite avec un conservateur des ATP, Zeev Gourarier. Première tâche : redonner confiance aux acteurs de l'établissement.

La pacification est en bonne voie. Les recherches sont relancées autour de quatre thèmes. Une étude systématique des collections du musée qui sera publiée sous forme de catalogues (marionnettes, chansons traditionnelles, almanachs, instruments de musique populaires, mobiliers, etc.). Une analyse fondée sur l'évolution des techniques, des savoirs et des modes de vie. La ville et les nouveaux rapports sociaux seront au centre du troisième groupe de recherche. La quatrième est spécifique au musée-laboratoire (idée forte de Georges-Henri Rivière) puisqu'elle étudie de manière critique les collections et leur méthode de constitution, les rapports entre l'objet et les visiteurs.

Les visiteurs sont le souci affiché de Michel Colardelle : « Un musée, c'est d'abord pour le public. Les chercheurs peuvent se contenter des réserves. » Ce public se faisant rare, il faut redonner au musée une « enseignée visible » grâce à des expositions.

Le coût des transformations est estimé entre 60 millions et 90 millions de francs

C'est chose faite avec « Ils sont fous... d'Astérix », une exposition destinée au grand public et aux scolaires. Ainsi qu'avec « La différence », un manifeste en trois volets élaboré par trois musées d'ethnographie - Neuchâtel, Grenoble et Québec - et que Michel Colardelle a détourné vers Paris en lui ajoutant une quatrième dimension, celle des ATP. Le public a commencé par être sensible à cet appel : un millier de visiteurs par jour avec des pointes à 1 800 personnes certains dimanches. Mal-

heureusement, le redémarrage du plan « Vigipirate », en interdisant les sorties de groupes scolaires, a nettement perturbé l'élan initial.

Mais ces manifestations éphémères ne suffisent pas. Il faut aussi réaménager entièrement la présentation des collections permanentes. En bouleversant complètement le décor conçu par Georges-Henri Rivière : « Je préfère rester fidèle à l'esprit qu'à la lettre », indique Michel Colardelle. Et Zeev Gourarier d'ajouter : « La muséographie n'est pas une science exacte. » Pour gagner de la place, les réserves seront évacuées vers l'extérieur. Et les collections seront présentées sur trois niveaux, offrant une surface totale de 7 500 mètres carrés. « Nous préconisons une présentation permanente à caractère synthétique, encyclopédique, pédagogique et réellement évolutive », précise Michel Colardelle, qui veut offrir « des évocations plus démonstratives, une ambiance moins surchargée et plus lumineuse ». Ce qui entraînera un dernier crime de lèse-majesté : l'ouverture de fenêtres dans le bâtiment aveugle. Le coût des transformations est estimé entre 60 et 90 millions de francs. Le ministère devra ouvrir une enveloppe spéciale pour les financer : le budget ordinaire de l'établissement (35 millions de francs) ne pouvant

soutenir cette charge supplémentaire.

Enfin, les ATP ne doivent plus être le miroir de la seule France rurale, mais un établissement qui montre l'évolution de l'ensemble de la société française depuis l'an Mil, univers urbain et monde industriel compris. « Chronologiquement, il doit prendre la suite du Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye qui s'achève justement avec la fin du premier millénaire », Michel Colardelle, qui revendique l'héritage « globalisant » de Fernand Braudel, veut faire entrer l'école historique des Annales dans le saint des saints des musées de société. Se pose alors la question des frontières géographiques des ATP. A l'heure de la construction européenne, au moment où le Musée de l'homme va être profondément remanié, ne serait-il pas souhaitable de rapprocher les ethnographies françaises et européennes ? « C'est un point de vue qui est défendu par Claude Lévi-Strauss et que je partage tout à fait », indique Michel Colardelle. Mais une telle décision ne va-t-elle pas « Les arts et traditions populaires, de l'Atlantique à l'Oural, seraient pourtant un programme séduisant.

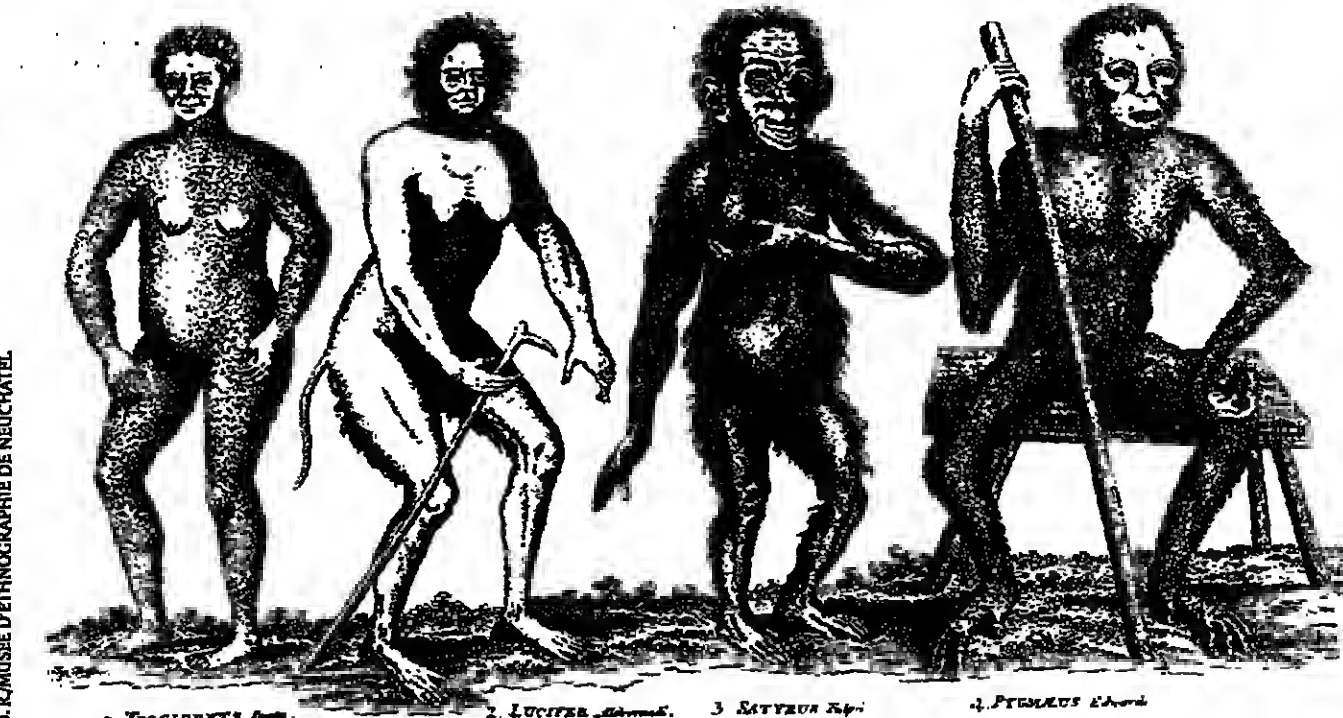
Emmanuel de Roux

Trois variations sur un même thème : « La différence »

LA DIFFÉRENCE. Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris-16^e. M^e Les Sablons. Tél. : 01-44-17-60-00. De 9 h 45 à 18 h 15, fermé mardi, jusqu'au 7 avril. De 25 F à 36 F. **ILS SONT FOUS... D'ASTÉRIX.** Jusqu'au 21 avril. De 10 F à 36 F.

Il n'y a pas plus différent que les deux expositions qui s'ouvrent au Musée des arts et traditions populaires. La première est une réflexion intellectuelle sur le rôle du musée ethnographique, une sorte de manifeste, si l'on veut, élaboré par plusieurs établissements pilotes. La seconde a pour but de faire connaître la vie quotidienne des Gaulois à l'époque de la colonisation romaine en utilisant comme médium une bande dessinée populaire, Astérix. Si l'exposition « Astérix » est destinée au très grand public, scolaire notamment, celle sur « La différence » est d'une approche plus difficile, en dépit de sa séduction et de son brillant. Certains bâilleront à l'énoncé de la première ; d'autres crèveront à la démagogie en lisant le titre de la seconde. Ils auront tort, dans les deux cas.

On a déjà pu voir à Grenoble l'exposition sur le thème de « La différence » (Le Monde du 6 mars). Ses trois volets originaux sont nés d'une ambition commune à trois hommes : Jacques Hainard du Musée d'ethnographie de Neuchâtel (Suisse), Michel Côté du Musée de la civilisation de Québec et Jean Guibal du Musée dauphinois de Grenoble. Les trois commissaires ont matérialisé les trois facettes d'un même manifeste destiné à définir le rôle d'un musée de société en cette fin de XX^e siècle. Le Suisse, plus cérébral, s'appuie sur un concept dépouillé, une abstraction revendiquée. Le Québécois, nord-américain pragmatique, privilégie les sens et l'émotion. Le Français, à la tête d'un établissement régional, joue subtilement



Christian Emmanuel Hoppt, né en 1736, utilise des anthropomorphes pour distinguer (de gauche à droite) les êtres les plus proches des humains, troglodyte et Lucifère, des plus éloignés, satyre et Pygmée.

de la culture des terroirs. Pour ces professionnels, un musée de société ne peut plus se contenter de

présenter des collections reflétant les us et coutumes de nos arrière-grands-parents ou celles des ul-

La vie quotidienne des Gaulois avec Astérix

Astérix est né en 1959 dans l'hebdomadaire Pilote. Le petit Gaulois, imaginé par Goscinny et dessiné par Uderzo, est devenu, en trente albums, une sorte de mythe qui lui a valu la couverture du magazine américain Time en 1991. La série a permis d'enfoncer dans la tête de ses nombreux lecteurs quelques clichés, truffés d'anachronismes, qui sont autant de gags : le village gaulois inexpugnable, le chef sur son bonchier, le druide et sa serpe, le barde et sa lyre, Jules César et ses légions. C'est à partir de ces matériaux que les ATP - en partenariat avec les éditions Albert René - ont construit l'exposition. Des pièces authentiques (ou prétendues telles, comme ces instruments de musique romains revisités par le XIX^e siècle) venues des collections nationales, qui auraient pu servir de modèles aux auteurs, voisinent donc avec des dessins originaux, des vignettes agrandies et une collection de produits dérivés (figurines, jouets, objets publicitaires) qui sont là pour rappeler notre siècle de consommation. Le tout devant éveiller les enfants aux rigueurs de l'histoire. Le public visé est celui du Jardin d'acclimatation. Le résultat est attendu.

times chasseurs-cueilleurs de la planète. Aujourd'hui, la base d'un tel musée est l'exposition. Exposer, disent-ils, c'est construire un discours fait d'objets, de textes et d'iconographie au service d'un propos ou d'une histoire. Ainsi les musées de société doivent-ils devenir des lieux où l'on tente de répondre à des interrogations contemporaines. Comme tout discours, ils suscitent des colères, des refus, des émotions et des enthousiasmes.

Pour Jacques Hainard, la notion de différence est devenue, dès l'époque des temps modernes (entre le XVI^e et le XVIII^e siècle), une sorte d'appareil conceptuel qui nous permet de hiérarchiser, d'évaluer, de sanctionner par rapport à une norme. Cette notion, déchiffable dans tous les domaines du social, est présentée à

travers une série de vitrines renfermant des objets appartenant à des cultures qui nous renvoient à la même question : deux statuettes de jumeaux ibédji (Nigeria) dont les scarifications permettent de se reconnaître et d'être reconnus, Tintin dans le pousse-pousse du Lotus bleu, ou comment certains sont plus égaux que d'autres, une étoile jaune et un J sur un passeport - différencier sert aussi à éliminer.

SYMBOLIQUE

Le propos est pessimiste : l'homme est une invention récente, le progrès scientifique une illusion ; il risque de se dissoudre dans le virtuel. Michel Côté pointe les différences de la naissance à la mort à travers un symbole matériel : la porte. Chaque espace est minutieusement construit autour

d'un authentique élément mobilier : porte de toilette bonhomme (la génétique et la ségrégation originelle), porte d'école (l'accès au savoir), porte de prison (liberté et enfermement)... Cette lourde symbolique est traitée avec humour et légèreté.

Jean Guibal s'appuie sur les collections de son musée pour indiquer que la France peut être montrée sous l'angle de mosaïques culturelles à la fois proches et diverses : la forme des toits (la tuile ou l'ardoise), les variétés linguistiques (Henri Michaux lu en breton, en basque, en provençal et en corse), les préférences culinaires (le beurre ou le saindoux). Il achève brillamment sa démonstration à travers une petite histoire du couvre-chef : comment nos sociétés élaborent leurs propres codes pour notifier leurs appartenances.

Les ATP ont voulu se joindre à ce manifeste, sans doute pour marquer une volonté de rupture avec une certaine tradition de l'ethnographie française qui se méfie de l'art, concept incertain, peu rigoureux, difficile à manier. Le thème choisi par les commissaires Zeev Gourarier et Patrick Prado repose donc sur les visions esthétiques. Celles que les Occidentaux ont portées sur les « barbares » ; celles que les « indigènes » ont posé sur nous. Les Jésuites gravés sur les feuilles d'un paravent japonais renvoient à une odalisque de Maness, une Tahitiennne de Gauguin répond à un Portugais coulé dans un bronze du Bénin, une Tsigane de Corot fait écho à un cavalier européen façonné par un artiste chinois.

Ici la philosophie est plus optimiste : la différence n'est pas toujours facteur d'exclusion. Les ATP ont donc rempli leur contrat : ils peuvent jouer dans la cour des meilleurs. Leur tâche n'est pas achevée. Ils doivent maintenant inscrire ce bref essai dans la durée.

E. de R.

HENRIK IBSEN - STÉPHANE BRAUNSCHWEIG

PEER GYNT

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS - 19 JANVIER - tel 01 41 32 26 26



Guide
de vos sorties

36 15 LEMONDE



DU 7 AU 25 JANVIER 20H30

LE PROCÈS KAFKA

mise en scène Dominique Pitoiset
2 PLACE DU CHATELET 01 42 74 22 77

Y AU-TRÀ-TEL DE LA NIEGE À NOÛ 2
de Sandrine Veyre,
avec Dominique Reymond, Daniel Du-
vel, Jessica Martinez, Alexandre Roger,
Xavier Colonna, Fanny Rochette.
France 5 h 30.
14-Juillet Saubourg, doly, 3 (01-42-
77-14-55); Studio des Uralines, 5 (01-
43-26-19-05); 14-Juillet Odéon, doly, 3
14-15-55; Studio des Uralines, 5 (01-40-
30-10); Gaumont Champs-Élysées, doly,
8 (01-43-39-06-77); réservation: 01-40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier,
doly, 8 (01-43-67-35-43); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra France,
doly, 9 (01-47-70-73-38); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Bessé,
doly, 11 (01-43-39-06-77); réservation: 01-40-30-20-10; Les Nation, doly, 12 (01-43-43-04-47); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Gobelin Rodin, doly,
19 (01-47-47-55-88); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Perrin,
doly, 14 (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, doly, 14 (01-27-84-50); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Baugrenelle, doly, 19 (01-47-73-73); Gaumont Concorde,
doly, 14 (réservation: 01-40-30-20-10); réservation: 01-40-30-20-10; Patné Waplé,
doly, 18 (réservation: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, doly, 19 (réservation: 01-40-30-20-10); La Gambelle,
doly, 19 (01-40-30-10-96); réservation: 01-40-30-20-10.

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison.
 Michel Butor [4/5].
20.30 Luce de mémoire.
 Canal n° 5.
21.32 Fiction : Noir, violet
 et jaune. D'Olivier Roynard,
 avec Michel Quidu, Pascal
 Thoureau, Nadine Berland.
22.40 Nuits magnétiques.
 Passes immédiates.
0.05 Du jour au lendemain. Paul
 Chemtchouf (20 000 mots pour la ville).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 17 novembre au Pavillon Dorothy Chandler à Los Angeles, par le *Chœur d'Hommes national d'Estonie* et l'*Orchestre philharmonique de Los Angeles*, dir. *Esa-Pekka Salonen*. Œuvres de Sibelius, Kallio, Mänttä, Grieg, mezzo-soprano, Raimo Laukka, baryton.

22.30 Musique pluriel. Invention, sons, sources nuit pour violon solo, Jean Essage, par Julie-Anne Derome, violon, et Ogive pour flûte et piano, d'Alain Cassou, par Christophe Tilibiano, flûte, et Takahito Yamada, piano.

23.07 Histoire de disques. Œuvres de Bach, Sibelius,

Les films sur les chaînes européennes

RTBF1

20.10 Les Vistueux. Film de Jean-Marie Poiret.
105 min, avec Christian Clavier. Comédie.

21.05 Volare Volare. Film de Guido Manelli, M. Nicchetti (1991, 100 min), avec Maurizio Nicchetti. Co.

RTL 9

20.30 Condorman. Film de Charles Jarrott (1981), avec Michael Crawford. *Adventures.*

22.05 Les Contrebandiers de Moonfleet. Film de LMC (1955, 90 min), avec Stewart Granger. *Adventures.*

TMC

20.35 La Bruite Brûlante. Film de Leo McCarey.
110 min, avec Paul Newman. Comédie.

TSR

21.10 Belles de l'Ouest. Film de Jonathan Kaplan.
100 min, avec Madeleine Stowe. *Western.*

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.
Michel Butor [44].

20.30 Radio archives.
Hommage à Roger Pillaudin.
Journal du testament
de la première époque.
La mort du poète.

21.32 Black and Blue.
Un incognito illustre ? Kenny
Wheeler. Avec la participation
de Jean-Louis Chautemps.

22.40 Nuits magnétiques.
Les poètes ondes.

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Claude Jeancolas, pour la
présentation de *Rimbaud*
de Jean-Louis Chautemps.

0.48 Musique : les cimélix
du music-hall.
Gaston Rey.

1.00 Les Nuits de France-Culture
(rediff.). Fiction : Aragon 95. Esprit
des Césaires. Théâtre, poèmes
de Rimbaud 1.15.90. Les
Poésiques. Michel Houellebecq 2.

20.35

PAPA EST UN MIRAGE
74 min de Didier Grusser
(95 min) 86693

Ma Març, un acteur se voit confier par son ex-épouse la garde de leurs enfants...
22.10 Babylon 5. 5 série.
22.35 Flash d'information.

23.00

HARCÈLEMENT ■
Film de David Leventon,
avec Michael Douglas, Demi Moore
(1994, 123 min) 65392

Adaptation d'un roman de Michael Crichton.

1.05 Simbad
et l'Océ du tigre ■
Filmé Sans Watermaker
(1976, 94, 110 min) 704772

2.55 Les Quatre Filles
du docteur March ■
Film de Gillian Armstrong
(1994, 94, 110 min) 827098

5.20 L'Adieu aux vivants
Documentaire
(rediff., 99 min) 865297

Les films sur les chaînes européennes

RDL
21.05 *Le Zèbre*. Film de Jean Poiret (1991), 95 min
Thierry Lhermitte. Comédie.

RTL 9
22.10 *Tarzan, l'homme-singe*. Film de John Derek
(110 min), avec Miles O'Keefe. Aventures.
0.45 *Goupi mains-rouges*. Film de Jacques Becker
(100 min), avec Fernand Ledoux. Drame.

TSR
0.00 *The Rocky Horror Picture Show*. Film de James
Hamon (1975, v.o., 100 min), avec Tim Curry. *Fantasia*

instruments"; 325 Le Maître de
sauts, Mouches, Médias

France-Musique

20.00 Concert
franco-allemand, par
l'Orchestre philharmonique de
Berlin, dir. Claudio Abbado.
Œuvres de Brahms, Schu-
ber, Beethoven.

22.25 Dépêche-tonner.
23.30 Musique pluriel. Berliner
ensemble de chambre
nouveau, par l'Orchestre
mondial des Jeunes
Musiciens. Un opéra de
voyage pour 22 instruments,
de Jody Jans, avec Claude
François (en français) et
l'Orchestre du Domaine
musical, dir. Gilbert Amy.

23.30 Music 88.
César Franck et ses disciples.

0.00 Jazz-chic. En direct du Dax de
Lombardy, 1.80 Le Quintette de
Simmons, 2. Paris Les Nuits du
France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Après une lecture du Poème
de la nuit, de Francis Poulenc,
concert symphonique op. 32,
de Tchaïkovski, par
l'Orchestre philharmonique,
de Leningrad ; Grand duo
concertant pour violon et
piano d'Alban
Berg, Symphonie sur la Divina
Comédie de Daria, de Liszt,
Œuvres de la Radio de
Berlin, Orchestre
philharmonique de Berlin, dir.
Karl Böhm.

22.40 Les Soirées... (Suite). Concert
de Bach, Mozart, Mendelssohn,
Schubert, par
M.00 Les Nuits de Radio

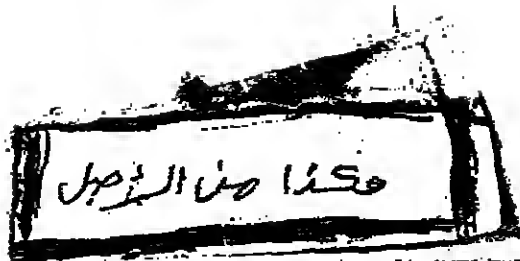
► Signale dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

■ On peut voir.

■ ■ Ne pas manquer.

■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou
classique.

♦ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.



Crise de succession à la tête de Lazard la plus prestigieuse banque d'affaires française

Edouard Stern, « dauphin » désigné, aurait été désavoué par Michel David-Weill

LAZARD, la plus prestigieuse, la plus discrète et la plus puissante des banques d'affaires françaises, est le théâtre depuis plusieurs semaines d'une bataille pour le pouvoir. Michel David-Weill (soixante-quatre ans), le chef des trois maisons Lazard à Paris, Londres et New York, aurait renoncé à ce qu'Edouard Stern (quarante-deux ans) devienne son successeur. M. Stern, jusqu'à présent dauphin désigné de M. David-Weill, est également son gendre : il a épousé sa fille aînée, Béatrice.

La disgrâce de M. Stern est révélée par L'Express daté jeudi 2 janvier, qui a fait remonter au mois de novembre. Selon un porte-parole de la banque, « l'article de L'Express ne fait que rapporter des rumeurs déjà parues dans plusieurs journaux et le statut des personnes n'est pas modifié au sein de la banque ». Le 14 novembre, un article publié par le New York Times faisait état de rumeurs chez Lazard à New York décrivant une violente dispute entre MM. David-Weill et Stern et le possible départ de ce dernier.

Si de source proche de la banque, on affirme aujourd'hui que M. Stern n'a jamais été officiellement nommé comme le dauphin de M. David-Weill, il était

considéré et se comportait comme tel. La banque Lazard est une maison familiale depuis sa création en 1848. Faute d'héritier, M. David-Weill était à la recherche depuis des années d'un successeur. Mais la greffe Edouard Stern, recruté au printemps 1992, n'a manifestement pas pris et le climat est devenu au fil du temps détestable entre les associés-gérants. M. Stern aurait eu le tort d'être trop pressé de prendre le pouvoir et sa gestion des hommes est qualifiée de « brutale, arrogante et maladroite » par ses détracteurs.

Un épisode récent a cristallisé les rancœurs entre M. David-Weill et son gendre avec la tentative faite par ce dernier pour se séparer d'Anne Lauvergeon (trente-sept ans), la seule femme associé-gérant, ancienne secrétaire générale adjointe de François Mitterrand à l'Elysée. M. Stern reprochait notamment à M^{me} Lauvergeon d'avoir obtenu le fauteuil d'administrateur de Pechiney qu'il convoitait. Cette dernière a finalement été sauvée par M. David-Weill qui n'a pas apprécié les rumeurs distillées par son gendre sur le départ imminent de M^{me} Lauvergeon.

Au-delà des rapports dégradés entre les deux hommes, Lazard

fait face à une crise grave qui se résume par son incapacité à renouveler ses équipes. Sept des dix-huit associés-gérants parisiens, comme Jean-Claude Haas, Bruno Ringer, François Voss et David Dautresme ont plus de soixante ans. Antoine Bernheim (soixante-deux ans) a pris ses distances et se consacre avant tout à la présidence du conseil de surveillance de l'assureur italien Generali. La génération suivante ne reste pas pour faire carrière chez Lazard. Les défections se multiplient : Christian de Labriffe est parti chez Rothschild et Cie, le concurrent qui monte, Jean-Marie Messier a pris la présidence de la Générale des Eaux, Jean-Jacques de Balasy a rejoint Lehman Brothers et Jean-Bernard Lafont la BNP. Anne Lauvergeon, échaudée par son conflit avec Edouard Stern, pourrait aussi finir par changer d'air.

DES ABSENCES REMARQUÉES
Lazard doit donc trouver sa voie pour s'adapter à un marché des fusions-acquisitions extrêmement concurrentiel. Et pour conserver une position toujours exceptionnelle dans ce domaine : numéro un en France, elle se classe au quatrième rang dans le monde avec près de 140 milliards de dollars

(730 milliards de francs) d'opérations réalisées avec le conseil de la banque en 1996. Son premier rang, s'il reste bien défendu, n'a jamais été aussi contesté. « En France, Lazard était encore très récemment incontournable, jouissant d'une position dominante sous l'équivalent pour aucune banque d'affaires dans aucun autre pays, à l'exception peut-être de Mediobanca en Italie, explique un de ses concurrents. Mais son quasi-monopole se fissure. »

Les associés-gérants du boulevard Haussmann sont pourtant intervenus en 1996 dans la plupart des grandes opérations, comme la scission du groupe Chargeurs en deux entités, la fusion AXA-UIA, la cession de la MGM par le CDR (ex-Crédit lyonnais), le rapprochement Adia-Eco ou encore l'OPA d'Hoechst sur Roussel-Uclaf. Mais on a remarqué leur absence dans d'autres opérations, ce qui aurait été difficilement concevable il y a encore quelques années, comme le rachat d'Indosuez par le Crédit agricole, le rapprochement du Crédit local de France et du Crédit communal de Belgique, ou encore l'OPA d'Anchard sur Doxys de France.

Sophie Fay et Eric Leser

L'appellation « boulangerie » plus strictement définie

Les artisans doivent pétrir eux-mêmes leur pain

DEPUIS LE MERCREDI 1^{er} janvier, le monde du pain vit une petite révolution. Désormais, seuls les boulangers qui châtissent eux-mêmes leurs farines, pétrissent leur pâte et cuisent leurs pains ont le droit d'accrocher au fronton de leur boutique l'enseigne « boulangerie ». Cette modification est la suite logique de la signature, le 25 février 1996, d'une charte nationale pour le développement de la boulangerie artisanale signée par Jean-Pierre Raffarin, ministre du commerce et de l'artisanat. La nouvelle réglementation s'accompagne d'un ensemble de mesures visant à améliorer la formation des boulangers. Il faudra dorénavant posséder un CAP de boulangerie artisanale pour prétendre s'installer.

Les commerçants hors-la-loi (près de 5 000) avaient un an pour se mettre en conformité avec l'arrêté pris en décembre 1995 et qui est entré en vigueur le premier jour de l'année 1997. Dans un entretien accordé au Parisien, mercredi 1^{er} janvier, M. Raffarin rappelle que « les services de la concurrence (DGCCRF) viennent de commencer leurs contrôles » et qu'« une trentaine de contrevenants ont été rappelés à l'ordre ».

Premiers visés par cette nouvelle donne : certaines grandes surfaces qui se contentent de cuire une pâte surgelée produite en quantités industrielles. Mais bon nombre de boutiques de quartier et magasins de chaînes, agissant de même, sont également concernés. En revanche, les 35 000 artisans-boulangers (qui ne fabriquent plus que 75 % du pain

vendu en France) devraient bénéficier de cette nouvelle réglementation, d'autant qu'elle interdit également la vente à perte. Si la baguette à 1,50 franc ne disparaît pas du marché, en revanche, le consommateur sera informé de ce qu'il achète. On estime en effet qu'il est impossible de fabriquer artisanalement une baguette à moins de 2 francs, compte tenu du prix de la matière première et des contraintes de la fabrication traditionnelle.

CHUTE DE LA CONSOMMATION
Passé, en raison de la modification des habitudes alimentaires, du rang de nourriture de base à celui d'aliment d'accompagnement, le pain a également souffert de la mauvaise réputation que lui ont faite diététiciens et nutritionnistes. Résultat : en vingt-cinq ans, la consommation de pain en France a été réduite de près de moitié (44 kilos par an et par personne en 1989, contre 84 kilos en 1965).

Les nouvelles mesures ne vont sans doute pas relancer de manière importante les quantités mais devraient permettre en revanche d'améliorer la qualité. Car, malgré la vogue des pains spéciaux (aux céréales, au son, au seigle, aux noix...), c'est sur le terrain de la baguette classique que les artisans-boulangers se défendent encore le mieux face aux grandes surfaces (Le Monde du 31 août 1993). D'où la nécessité pour eux de bénéficier d'une reconnaissance officielle et d'un label de qualité.

Acacio Pereira

La « pieuvre » mafieuse prolifère à Wall Street

WASHINGTON
de notre correspondant

Le marché aux poissons de Fulton et le marché des sociétés de petite capitalisation, à Wall Street, ne sont séparés que par quelques « blocs », dans le bas de Manhattan. Ils ont en commun d'être victimes de la même gangrène mafieuse. Le maire de New York a porté de rudes coups à Fulton, réussissant à éradiquer en grande partie le racket et la corruption organisés par la « famille » Genovese. Mais contre Wall Street, Rudolph Giuliani ne peut rien. Il n'est pas le seul : la SEC (la Commission des opérations de Bourse américaine), le FBI, ainsi que la National Association of Securities Dealers (NASD, Association des teneurs de marché) sont largement désarmés.

A l'issue d'une longue enquête, le magazine Business Week s'est récemment livré à une analyse détaillée du réseau tissé à Wall Street par quatre « familles » new-yorkaises et par la mafia russe. « The Mob » (le « gang ») contrôlerait une vingtaine de maisons de courtage, exerçant ainsi son emprise sur une part non

négligeable du marché hors cote et du marché électronique Nasdaq. A quelques exceptions près, comme Philip Abramo, Alphonse Malagone, Roy Ageloff et John Franzese, ses « parains » réussissent à se dissimuler derrière des hommes de paille.

Les techniques utilisées sont nombreuses, à la fois sophistiquées et brutales : des agents de change mafieux contrôlent le prix de certains titres - après avoir écarté la concurrence par l'intimidation, la corruption, voire la violence - qu'ils revendent à un cours artificiellement élevé ; d'autres profitent de la législation sur les investisseurs étrangers pour acheter illégalement, via des comptes bancaires ouverts dans des paradis fiscaux, des actions à bas prix revendues ensuite avec un fort bénéfice ; d'autres enfin se débarrassent d'actions surévaluées promises à des augmentations de capital de sociétés qu'ils contrôlent.

Parfois, du marché de Fulton à l'univers électronique de Wall Street, les méthodes ne diffèrent guère : telle « famille » offre sa « protection » à d'honnêtes maisons de courtage

menacées par les offensives boursières d'un clan adverse. Des investisseurs institutionnels sont soumis à un démarchage agressif de la part de courtiers véreux. Dans d'autres cas, la « pieuvre » exige le versement de commissions pour ne pas procéder à une revente massive d'actions émises par des sociétés de petite capitalisation.

Les « familles » Genovese, Colombo et Gambino sont réputées les plus actives à Wall Street, où elles ont opéré avec succès une conversion dans des activités plus respectables que la drogue ou la prostitution. Ce qui n'a pas empêché plusieurs courtiers et agents de change qui refusaient de « coopérer » d'être tabassés par des hommes de main dépêchés par le crime organisé. Rares sont cependant les victimes qui ont accepté de raconter les menaces, le chantage et les violences subies. Dans les rues de New York comme dans celles de Palermo, l'efficacité de l'omertà, la vieille loi du silence sicilien, n'est plus à démontrer.

Laurent Zecchini

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 2 janvier, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei -2,95

Hong Kong Index 13451,50 -0,22 +34,33

Tokyo Nikkei sur 3 mois

1996/97

1997/98

1998/99

1999/00

2000/01

2001/02

2002/03

2003/04

2004/05

2005/06

2006/07

2007/08

2008/09

2009/10

2010/11

2011/12

2012/13

2013/14

2014/15

2015/16

2016/17

2017/18

2018/19

2019/20

2020/21

2021/22

2022/23

2023/24

2024/25

2025/26

2026/27

2027/28

2028/29

2029/30

2030/31

2031/32

2032/33

2033/34

2034/35

2035/36

2036/37

2037/38

2038/39

2039/40

2040/41

2041/42

2042/43

2043/44

2044/45

2045/46

2046/47

2047/48

2048/49

2049/50

2050/51

2051/52

2052/53

2053/54

2054/55

2055/56

2056/57

2057/58

2058/59

2059/60

2060/61

2061/62

2062/63

2063/64

2064/65

2065/66

2066/67

2067/68

2068/69

2069/70

2070/71

2071/72

2072/73

2073/74

2074/75

2075/76

2076/77

2077/78

2078/79

2079/80

2080/81

2081/82

2082/83

2083/84

2084/85

2085/86

2086/87

2087/88

2088/89

2089/90

2090/91

2091/92

2092/93

2093/94

2094/95

2095/96

2096/97

2097/98

2098/99

2099/00

2100/01

2101/02

2102/03

2103/04

2104/05

2105/06

2106/07

2107/08

2108/09

2109/10

2110/11

2111/12

2112/13

2113/14

2114/15

2115/16

2116/17

2117/18

2118/19

2119/20

2120/21

2121/22

2122/23

2123/24

2124/25

2125/26

2126/27

2127/28

2128/29

2129/30

2130/31

2131/32

2132/33

2133/34

2134/35

2135/36

2136/37

2137/38

2138/39

2139/40

2140/41

2141/42

2142/43

2143/44

2144/45

2145/46

2146/47

2147/48

2148/49

2149/50

2150/51

2151/52

2152/53

2153/54

2154/55

2155/56

2156/57

2157/58

2158/59

2159/60

2160/61

2161/62

2162/63

2163/64

2164/65

2165/66

2166/67

2167/68

2168/69

2169/70

2170/71

2171/72

2172/73

2173/74

2174/75

2175/76

2176/77

2177/78

2178/79

2179/80

2180/81

2181/82

2182/83

2183/84

2184/85

2185/86

2186/87

2187/88

2188/89

2189/90

2190/91

2191/92

2192/93